

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`



135 Mercure
511 1792,6



Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

(N°. 22.)

SAMEDI 2 Juin 1792.

MERCURE FRANÇAIS,

Conrosé par M. DE LA HARPE ; quant à la partie littéraire ; par M. MARMONTEL, pour les Contes, & par M. FRAMERY, pour les Spectacles.

M. MALLET DU PAN est seul chargé de la partie politique.

Tous les Livres, Cartes, Estampes, Musique, & Avis divers, doivent être adressés à M. de la Harpe, rue du Hasard, n°. 2.

Le prix de l'Abonnement est de 36 liv. franc de port par tout le Royaume.

Digitized by Google

CALENDRIER

POUR L'ANNÉE 1792.

JUIN a 30 jours & la Lune 30. Du prem. au 15 les jours croissent, matin & soir, de 8 ; & du 16 au 30, ils décroissent de 2'.

JOURS du Mois.	NOMS DES SAINTS.	J. de la L.	PHASES de la LUNE.	Temps moyen au Midi vrai. H.	M.	S.
1 vend.	Pamphile.	12		11	57	38
2 sam.	Pothin, Évêque.	13		11	57	40
3 1 D.	*La Trinité.*	14		11	57	49
4 lundi	Optat, Évêque.	15	☉ P. I.	11	57	59
5 mardi	Boniface, Évêque.	16	le 5, à 1	11	58	9
6 merc.	Norbert, Évêque.	17	h. 2 m	11	58	20
7 jeudi.	*Fête-Dieu.*	18	du mat.	11	58	31
8 vend.	Médard, Évêque.	19		11	58	42
9 sam.	Prime.	20		11	58	54
10 2 D.	Landry, Evêque.	21		11	59	6
11 lundi	Barnabé, Apôtre.	22	☾ D. Q.	11	59	18
12 mardi	Basilide.	23	le 11, à 3	11	59	30
13 merc.	Antoine de Padoue.	24	h. 43 m.	11	59	42
14 jeudi.	*Octave Fête-Dieu.*	25	du soir.	11	59	55
15 vend.	Guy, Martyr.	26		0	0	8
16 sam.	S. Fargeau & S. Fergeon.	27		0	0	20
17 3 D.	Avit, Abbé.	28		0	0	33
18 lundi	Ste. Marine, Vierge.	29	● N. L.	0	0	46
19 mardi	S. Gervais & S. Protais.	1	le 19, à 6	0	0	59
20 merc.	Silvere, Pape. Été. 69.	2	h. 52 m.	0	1	13
21 jeudi.	Leufroy, Abbé.	3	du soir.	0	1	26
22 vend.	Paulin, Évêque.	4		0	1	39
23 sam.	*Vigile-Jeûne.*	5		0	1	52
24 4 D.	*Nativ. S. Jean-Baptiste.*	6		0	2	4
25 lundi	Prosper.	7		0	2	17
26 mardi	Babolein, Abbé.	8		0	2	30
27 merc.	Ladislas, Roi.	9	☽ P. Q.	0	2	42
28 jeudi	*Vigile Jûne.*	10	le 27, à 2	0	2	54
29 vend.	*S. Pierre & S. Paul*, Ap.	11	h. 27 m.	0	3	6
30 sam.	Commém. de S. Paul.	12	du soir.	0	3	18

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS,

POLITIQUE, HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE;

Composé par M. DE LA HARPE, *quant à la partie Littéraire ; par M.* MARMONTEL, *pour les Contes ; & par M.* FRAMERY, *pour les Spectacles.*

M. MALLET DU PAN, *Citoyen de Genève, est seul chargé du* Mercure *Politique & Historique.*

SAMEDI 2 JUIN 1792.

A PARIS,
Au Bureau du *Mercure*, Hôtel de Thou, rue des Poitevins, N°. 18.

Digitized by Google

TABLE GÉNÉRALE

Du mois de Mai 1792.

A Malame G...	3	*Le Retour du Mari.*	23
Les Bateliers le Bessons.	5	*Annonces & Notices.*	28
Charade, En. Log.	21		

EPIGRAMME.	37	*Exposition.*	48
Stances à Julie V...	38	*Bibliotheque.*	52
Chanson.	39	*Spectacles.*	55
Charade, Enig. Log.	40	*Notices.*	58
Précis historique.	42		

PROPHÉTIE.	61	*Spectacles.*	80
Charade, Enig. Logog.	64	*Notices.*	84
Nouvelles Nouvelles.	66		

STANCES.	85	*Le Collatéral.*	90
Charade, Enig. Logog.	87	*Annonces & Notices.*	102

A Paris, de l'Imprimerie de *Moutard*, rue des Mathurins, Hôtel de Cluni.



MERCURE FRANÇAIS.

PIECES FUGITIVES.

VERS

A Mad. de B... pour la Fête de Ste. Susanne, sa Patrone.

Vous portez à bon droit le beau nom de Susanne.
Susanne, ainsi que vous, eut l'art un peu profane
De plaire & d'inspirer l'amour & les désirs.
La vieillesse, réduite à l'honneur d'être sage,
Retrouve à vos genoux plus que des souvenirs;
L'adolescence y prend l'usage des soupirs.
Tout s'empresse à vous rendre hommage;
Et près de vous, il n'est qu'un âge;
C'est toujours celui des plaisirs.

(*Par M. Saint-Ange.*)

Digitized by Google

LES BATELIERS DE BESONS,

CONTE MORAL.

Seconde Partie.

Mon hiſtoire, dit le bon pere en prenant la parole, n'a rien d'aſſez intéreſſant pour occuper ces Dames; & ſans le malheur de ma fille, je ne parlerais pas du mien. Le Ciel me l'a rendue : voilà ce que ma deſtinée a de plus merveilleux; le reſte en eſt tout ſimple : ce qui m'eſt arrivé peut arriver à tout le monde.

Mon pere, Etienne Lorizan, était un habile Horloger. Il fut du nombre des Artiſtes que le Czar Pierre fit venir de Paris en Ruſſie. J'étais bien jeune encore. J'accompagnai mon pere. Dans un pays où les Arts d'agrément étaient nouveaux & rares, il fut facile à un bon Horloger de faire une honnête fortune en peu de temps. Mais vous ſavez que dans un pere la faibleſſe la plus commune eſt de vouloir donner à ſes enfans un état au deſſus du ſien. Mon pere, qui peut-être n'eſtimait pas aſſez cet Art qui l'avait enrichi, me le fit négliger pour les Mathématiques, dont Pierre avait fondé l'Ecole. Je n'y

Digitized by Google

étais pas encore bien avancé, lorsque le Czar descendit au tombeau; mon père l'y suivit de près. Sa santé frêle & délicate ne put résister au climat.

Avant sa mort, il m'avait marié à une jeune Moscovite, dont les biens étaient situés dans le Royaume de Kazan, vers les plaines où le Volga est le plus voisin du Tanaïs. Par-là sa tendre prévoyance avait voulu me sauver du péril auquel il succombait lui-même; & redoutant pour moi ce froid mordant du Nord de la Russie: Mon fils, m'avait-il dit, crois-moi, va-t'en vieillir sous le ciel du Midi. Je différai de suivre ce conseil; & la faveur de Catherine & d'Anne me retint auprès de leur Cour. Mais quand vint la Révolution que fit dans cet Empire le courage d'Elisabeth; attristé de voir la disgrace de deux protecteurs de mon pere, Osterman & Munik, les premiers hommes de l'Etat, plus affligé encore du dépérissement de la santé de ma femme, que je voyais languir, depuis qu'elle avait mis au jour sa fille unique, je me souvins de l'avis sage que mon pere m'avait donné; & peu jaloux de la célébrité qu'auraient pu m'acquérir de savantes études, j'allai sur le Volga chercher un ciel plus doux, & un repos plus assuré.

Vous croyez bien, ajouta-t-il, que dans un pays où les hommes appartiennent au

Digitized by Google

ſol & en font la richeſſe, ce n'eſt pas moins pour le propriétaire une regle d'économie qu'un principe d'humanité de ménager les biens ; & que s'il lui était facile de leur apprendre à être libres, il n'aurait garde de négliger ce moyen de les rendre heureux. C'était-là mon ambition ; & par les progrès des lumieres, de l'exemple & de l'habitude, en leur donnant de bonnes mœurs, j'eſpérais les mettre en état de mériter de douces loix.

Cette eſpérance fut détruite par un événement que j'aurais dû prévoir dans un temps de Révolution. Les Tartares, voiſins des rives du Volga, y firent des courſes fréquentes ; & par l'une des bandes qui faiſaient le butin, ma demeure fut ſaccagée. Ma femme n'était plus ; ma fille me fut enlevée à l'âge de quinze ans ; & moi je fus réduit en eſclavage. Hélas ! ce ne fut ni mon bien ni ma liberté que je pleurai. J'étais pere ; ma fille était dans les mains des Tartares ; & je croyais la perdre pour jamais : c'était la ſeule de mes peines qui pesât ſur mon cœur ; le reſte n'était rien. Mais ma fille ! ma fille ! je n'oſais pas même penſer au ſort qu'elle avait dû ſubir.

Plus d'une fois, parmi les Muſulmans, j'aurais ſervi des Maîtres aſſez doux, ſi j'avais eu quelqu'un des talens d'un Eſclave. J'étais docile & diligent, mais fai-

Digitized by Google

ble, mal-adroit, & inhabile à tout ; la bêche eſt le ſeul inſtrument que je maniais aſſez bien, encore étais-je bientôt las de cet exercice pénible. Lorſqu'on me demandait ce que j'avais appris, pour ſavoir à quoi j'étais bon, je répondais toujours, *les Langues, les Mathématiques.* Ce n'était pas ce qu'il fallait à mes bons Muſulmans ; & ſans me quereller, me trouvant inutile, ils me revendaient à vil prix.

Ainſi de place en place, je me vis promené dans cette Aſie, autrefois ſi célebre, qu'on appelle la Natolie. Je cheminais patiemment ſur les ruines de l'Empire de Darius & d'Alexandre, & dans les plaines où Scipion avait défait Antiochus. Je vis le détroit où Xercès avait fait paſſer ſon armée ; je me rappelai ſon retour. Je parcourus le Royaume de Mithridate & celui de Créſus. J'apperçus de loin, dans Byzance, ce Sérail qui occupe la place de l'antique palais de Conſtantin. Je traverſai les champs où s'élevaient les murs de Troie ; & je crus diſtinguer encore le Scamandre & le Simoïs. Quelquefois, béchant un jardin ſur les ruines enſevelies d'Epheſe, de Nyſe, ou de Sardes, je penſais à Munik, qui était en Sibérie, béchant la terre comme moi. Vous croyez bien qu'auprès de ces Révolutions, celle de ma fortune me ſemblait peu de choſe.

Enfin j'avais trouvé ma place chez un

Digitized by Google

Négociant de Damas ; & mon talent pour le calcul m'en faisait estimer. C'était un honnête homme : sensible, indulgent, équitable, son caractere était un mélange de douceur & de gravité ; mais par malheur je ne savais pas qu'il était Sectateur de la Doctrine de Pithagore. — De Pithagore ! — Oui, Mesdames, j'ai retrouvé là toute l'ancienne Philosophie ; des Ecoles de Stoïciens, d'Epicuriens, de Sceptiques. Pourquoi s'en étonner ? j'étais dans leur pays ; il n'est pas bien étrange qu'après quelques mille ans, les esprits de Zénon, d'Epicure, de Pithagore y rodent encore çà & là.

Mon Philosophe ayant donc entendu crier un chien que j'avais chassé de la maison : Pourquoi, me dit-il doucement, avez-vous battu ce chien-là ? Savez-vous quelle ame l'anime ? c'est bien certainement celle d'un homme vigilant, serviable, reconnaissant, d'un ami sensible & fidele ; pourquoi donc la faire souffrir ? Que l'on perce de coups un sanglier, un tigre, un loup vorace, on ne fait que punir l'ame d'un méchant homme, l'ame d'un Bacha, d'un Visir. Mais dans le chien, dans le chameau, dans l'éléphant, respectons, mon ami, le malheur d'un homme de bien, dont l'ame n'est qu'en pénitence de quelque faute, hélas ! peut-être bien légere, que le Ciel lui fait expier. Comme

Digitized by Google

il me vit un peu surpris de sa Doctrine, il voulut bien me l'expliquer.

Quand l'homme expire, me dit-il, si son ame n'est pas bien pure, son châtiment est de passer dans le corps de quelque animal d'un caractere analogue au sien (& il me fit un long détail de ces diverses métamorphoses); mais après une expiation plus ou moins longue, ajouta-t-il, elle revient, purifiée, animer un homme naissant.

Rien ne serait plus consolant, lui dis-je, que votre Doctrine, si l'on se souvenait de ce qu'on a été; mais malheureusement l'oubli coupe le fil de l'existence, & à chaque mutation, c'est une ame nouvelle & un homme nouveau. Il m'écouta, les yeux baissés; & après avoir réfléchi quelques momens: Vous me faites-là, me dit-il, l'objection d'un incrédule. Vous avez dû sentir qu'elle m'affligerait; & ce n'est pas à vous de vouloir m'affliger. Je ne vous ai fait aucun mal, & vous m'en faites un cruel en me troublant dans ma croyance. Le lendemain il me vendit.

On cherchait pour le Dey d'Alger un Esclave, Interprete des Langues de l'Europe. J'en savais quelques-unes; on m'acheta pour lui, & je passai à son service. C'était l'homme du monde qui se donnait le moins la peine de penser. Il était curieux & grand questionneur, mais très-facile à satisfaire; & pourvu qu'on lui sé-

Digitized by Google

pondît, comme aux enfans, quelque chose qu'il crût entendre, vrai ou non, il était content.

Par exemple, quand je lui eus dit d'où je venais, il me demanda s'il y avait dans ce pays-là un Soleil, des Etoiles & une Lune. Je répondis que non; mais que de loin on s'y chauffait à son Soleil, & que la nuit on était éclairé par sa Lune & par ses Etoiles. Je vis qu'il était fier que tout cela ne fût qu'à lui.

Toi qui es savant, me dit-il un soir, sais-tu ce que deviennent les Etoiles qui tombent? Je me gardai bien de lui dire que les Etoiles ne tombaient pas; il se serait mis en colere. Je me souvins du mot de Fontenelle, & je répondis que ces Etoiles allaient former les nouvelles Lunes. Fort bien, dit-il; & les vieilles Lunes? — Elles se brisent en Etoiles, pour remplacer celles qui tombent. J'entends, dit-il; & cela m'explique ce que devint la Lune que fendit Mahomet.

Une autre fois il me demanda pourquoi les bêtes ne parlaient point. Les unes, répondis-je, ne parlent point, parce qu'elles ne savent que dire; les autres, parce qu'elles ont peur de dire des sottises, & qu'elles aiment mieux se taire que de parler imprudemment. Celles-là, dit-il, ont raison; & si mon perroquet eût été aussi sage, je ne lui aurais pas fait couper la

Digitized by Google

tête pour une impertinence qu'il me dit l'autre jour. Cet exemple du perroquet fut un avis pour l'Interprete.

A propos des Arts de l'Europe, il me demanda si on y savait faire la pluie & le beau temps. Je répondis qu'oui, mais que c'était un Art exercé par les femmes. Il m'en demanda le secret. Je ne le sais pas bien, lui dis-je; mais c'est avec des girouettes, qu'elles font tourner à leur gré. Il crut entendre ce mécanisme. Je veux, dit-il, que l'on m'amene quelqu'une de ces ouvrieres; & si jamais, pour quelque Ambassade, je t'envoie dans ton pays, tu me feras ce plaisir-là. Je l'assurai de tout mon zele. Mais je lui étais nécessaire dans mes fonctions d'Interprete; & je serais encore auprès de lui, si le Ciel, qui voulait me réunir avec ma fille, n'eût pas permis qu'une belle pendule, dont le Roi avait fait présent à mon curieux Barbaresque, se fût tout à coup dérangée.

D'abord on s'apperçoit qu'elle est privée de mouvement: grande alarme dans le palais. On la remonte; mais elle avance, elle retarde, elle s'arrête encore; le Dey prétend qu'elle a perdu l'esprit, & promet tout au monde à qui le lui rendra; car, à quelque prix que ce soit, il veut savoir l'heure qu'il est. Je m'apperçus même qu'il regardait cet accident comme un mauvais présage, & qu'il en perdait le sommeil.

Digitized by Google

Alors me souvenant des premieres leçons que j'avais prises de mon pere, dans l'Art qu'il m'avait fait quitter, j'espérai d'en savoir encore assez pour remédier à l'accident de la pendule; & j'osai dire que si, pour récompense, le Dey voulait bien m'accorder la liberté, je croyais assez bien connaître cette merveilleuse machine pour en rétablir les ressorts. La liberté me fut promise avec serment *par Mahomet*, serment qu'un vrai Croyant n'a jamais violé. Je parvins, en effet, à remettre la pendule dans son bon sens; & le Dey, ravi de la voir plus raisonnable que jamais, tint sa parole, & consentit que je fusse du nombre des Captifs rachetés.

Çà, me dit-il, lorsqu'en me prosternant devant lui je lui rendis graces, souviens-toi de ma commission. Je n'ai ici que des girouettes que le vent fait aller; j'en veux avoir de celles qui font aller le vent; & si tu peux m'en procurer, je t'en aurai encore plus d'obligation que d'avoir guéri ma pendule. Voilà, Mesdames, par quel moyen je sortis d'esclavage; & comment par de longs détours, mais par la pente naturelle du courant de la vie, mené de Paris à Moskou, de Russie en Afrique, & d'Alger à Besons, je me trouve avec mes enfans.

En effet, dirent mes deux compagnes, il n'y a rien dans tout cela que de simple & de naturel.

Digitized by Google

Pour intermede, on nous servit la matelote. Nous la trouvâmes délicieuse ; & après le souper, ce fut le tour de la Batelliere de répondre au désir que nous avions d'entendre ce qui lui était arrivé.

Quand je fus prise par les Tartares, nous dit Bathilde, j'avais dans l'ame deux sentimens qui, grace au Ciel, ne m'ont jamais abandonnée, la pudeur & la piété. Je n'avais qu'une idée bien confuse de leur objet ; mais je savais que pour être sans tache devant Dieu & devant le monde, je ne devais permettre aucune liberté à aucun homme qu'à mon mari ; & que nul homme ne pouvait être mon mari qu'il ne fût Chrétien. Voilà, Mesdames, ce qui tout simplement a conservé mon innocence.

Quoi ! dit Adélaïde, même chez les Tartares ! Chez les Tartares, reprit-elle, je dus, il est vrai, mon salut à l'avarice du brigand dont j'étais le butin ; car il me regardait comme un diamant pur, qui eût perdu sa valeur si on l'avait terni. En m'enlevant, il m'avait prise en croupe : le cheval qu'il montait allait plus vîte que le vent ; & moi, toute éplorée, toute éperdue que j'étais, j'avais encore, il faut que je l'avoue, la peur de me laisser tomber. Je pleurais, je me désolais, j'appelais mon pere à mon aide ; mais par un mouvement involontaire, je me tenais toujours à la ceinture du Tartare. Le cruel, avec

Digitized by Google

un sourire & un regard dont je frémis encore, tournant vers moi la tête, insultait à la fois à ma crainte & à ma douleur.

Nous arrivâmes dans son camp; & là, je vis ses compagnons m'entourer, le féliciter, & lui s'applaudir de sa proie, mais la garder à vue, appuyé sur son arc, & prêt à la défendre si quelqu'un eût osé vouloir la lui ravir.

Quand nous fûmes seuls dans sa tente, il m'offrit, d'un air aussi doux que pouvait l'avoir un Tartare, de partager avec lui son souper : c'étaient quelques lambeaux de chair crue & sanglante, seulement un peu attendrie sous la selle de son cheval. Je refusai cette pâture; mais ses instances, redoublées d'un air impatient, me forcerent enfin de boire un peu de lait. Il fallut obéir. J'étais en son pouvoir; je voulais, s'il était possible, qu'il eût quelque pitié de moi. Mais je vous laisse à penser, Mesdames, quelle est la pitié d'un Tartare pour une fille de quinze ans. Celui-ci me voyait pleurer sans être touché de mes larmes; & son regard, si j'avais pu l'entendre, exprimait autre chose que de la compassion. Cependant, sans savoir ce qu'il ruminait en lui-même, je vis bien qu'il se combattait & qu'il se faisait violence. Tout à coup murmurant tout bas quelques paroles, il quitta brusquement le siége du gazon où nous étions assis, fit

Digitized by Google

quelques pas hors de sa tente, rêva quelques momens, puis revenant à moi en secouant la tête, me montra la peau d'ours sur laquelle j'allais coucher. Faible, tremblante, à sa merci, le corps excédé de fatigue & de douleur, qu'aurais-je fait ? J'invoquai mon bon Ange, je me recommandai à lui, & couchée auprès du Tartare que j'entendais frémir, je veillai, je pleurai long-temps; mais je finis par céder au sommeil. Non, jamais l'innocence n'a couru plus de risques. Mais, je vous l'ai dit, j'étais là comme un trésor sous la main d'un avare; & le prix qu'il en attendait le fit s'abstenir d'y toucher.

Le lendemain, nous arrivâmes au port d'Azow, où je fus vendue pour le Sérail du Grand-Seigneur; & le vaisseau sur lequel je passai, fut un asile où je fus gardée avec le plus humble respect.

En débarquant sous les murs du Sérail, je fus conduite par le Kuslir-Aga, Chef des Eunuques noirs, dans l'appartement des Novices. Là, sous les yeux d'une Surintendante, appelée Kadan-Kahia, je fus, ainsi que mes compagnes, élevée avec soin dans les mœurs du Sérail. Une sévere modestie, une docilité parfaite, quelques jeux innocens, quelques travaux légers, une étude assidue des Langues Orientales, & l'émulation la plus vive pour les talens qui rendent la beauté plus

Digitized by Google

aimable, comme la Danse & la Musique; telle était, à peu près, la regle de cette espece de Couvent. Je m'affligeais d'y être captive, mais je ne m'en désolais pas. Loin de me défier du soin que l'on prenait de nous enseigner l'art de plaire, je m'étonnais qu'on eût pour nous tant de bonté. L'élégance de nos parures, l'attention & la diligence que l'on avait à nous servir, ne m'alarmait pas davantage; & sans savoir ce qu'on voulait de moi, je n'en augurais aucun mal. Mais dans le premier entretien que je pus avoir en secret avec l'une de mes compagnes, j'appris ma destinée; & dès ce moment-là je fus dans la douleur. Etre livrée aux fantaisies d'un homme qui ne serait pas mon mari, qui n'était pas même Chrétien; être captive dans son palais, jusqu'au moment où je serais mere, ou que lassé de moi, il daignerait me céder pour femme à quelqu'un de ses Favoris; enfin être réduite à dissimuler ma Croyance pour m'accommoder à la sienne; me faire Musulmane, parce qu'il était Musulman: tout cela me fut odieux.

Les femmes qui nous instruisaient, & la Sultane mere, à qui l'on nous menait faire la cour, ne cessaient de nous dire, que pour nous le bonheur suprême serait de plaire au sublime Sultan, & de mériter ses faveurs. Ces humiliantes leçons

Digitized by Google

me flétrissaient le cœur; j'étais d'une tristesse que rien ne pouvait dissiper. Je ne savais comment me faire renvoyer, j'aurais voulu de bon cœur être laide; j'eus bien des fois l'envie de me défigurer; je n'en eus jamais le courage. Soir & matin, je priais mon bon Ange de me tirer de là; & je veux croire que ce fut lui qui m'en inspira le moyen.

Un jour que mes compagnes, pour flatter la Sultane mere, disaient merveilles de la grandeur & de la gloire de son fils: Hélas! mon fils, dit-elle, serait le plus heureux des Souverains du Monde, comme il en est le plus puissant & le plus magnifique, sans le malheur qu'il eut dans son enfance de voir un chat croquer une souris. L'impression qui lui en est restée, lui a fait prendre en aversion ces deux especes d'animaux. S'il en voit un, s'il croit l'entendre, il en a des frissons & des tressaillemens qu'on a de la peine à calmer. C'est un secret, ajouta la Sultane, dont il faut bien que vous soyez instruites, afin que si jamais cet accident lui arrive lorsque vous serez avec lui, vous me fassiez appeler bien vîte; car le plus prompt remede à ses convulsions, c'est la présence de sa mere.

L'une de mes compagnes prit la liberté de lui dire qu'il devait être bien aisé de prévenir cet accident. Hé non, dit la Sul-

Digitized by Google

tale, cela n'eſt pas facile. Si le Sultan ne déteſtait que les ſouris, les chats ſeraient ſa ſauve-garde; s'il ne haïſſait que les chats, on négligerait les ſouris. Mais ſans les uns, comment ſe garantir des autres? Les piéges ne ſont pas un moyen sûr : quelques ſouris s'y prennent, mais le grand nombre s'en échappe; & pour n'en pas laiſſer peupler tout le Sérail, il a fallu du moins y ſouffrir quelques chats. Tel a été le réſultat de la ſageſſe de nos conſeils : ſelon cette grande maxime, que de deux maux, dont l'un ſert de remede à l'autre, & qu'on ne peut détruire enſemble, c'eſt le moindre qu'il faut choiſir.

Nous parûmes toutes ſenſibles à l'affliction de la Sultane; & moi-même je dis que c'était bien dommage qu'une cauſe ſi mince & ſi futile en apparence, troublât tant de proſpérités.

Lorſqu'on put ſe flatter de nous avoir donné aſſez de talens & de graces pour plaire aux yeux de notre Souverain, l'on obtint de lui la faveur de nous voir & de nous entendre. J'eus d'abord peu de ſuccès devant lui. Mon chant, ma danſe, ma figure, tout lui parut froid comme glace; & en parlant de moi, j'eus le plaiſir de lui entendre dire qu'il ne manquait à cela qu'une ame. Ah! cette ame, je l'avais bien, mais je ne l'avais pas pour lui.

Celles de mes compagnes qui, dès l'en-

Digitized by Google

fance, destinées à l'esclavage, n'avaient presque aucun sentiment de pudeur ni de liberté, se disputerent ses regards; mais ni la vive Napolitaine, ni la tendre Espagnole qui partageaient mon sort, ne me firent rougir pour elles. Avec une noble décence, elles attendirent du moins l'hommage dû à leur beauté. La préférence leur fut donnée; je ne la leur enviai point.

Toutes les fois que le Sultan venait choisir une nouvelle Favorite, je tremblais que ce ne fût moi. Je me tenais les yeux baissés, immobile, interdite, le frisson dans le cœur, la confusion sur le visage; & si la tristesse avait pu le rebuter, j'étais sauvée. Mais il la prit, cette tristesse, pour de la jalousie, & ma froideur pour du dépit. Emire est mécontente, dit-il en souriant (Emire était le nom que l'on m'avait donné); elle a raison d'être piquée. J'ai trop tardé à faire voir combien elle est belle à mes yeux. Mais je ménage mes plaisirs, & je sais réparer mes torts. A ces mots, croyant me combler de bonheur & de gloire, il me présenta le mouchoir. Peu s'en fallut que ma main tremblante ne le laissât tomber; mais que n'eût-il pas fait de moi si je l'avais mis en colere! Je parus donc soumise sans paraître flattée, & j'eus bien de la peine à fléchir le genou. J'en fus sévérement grondée par la vieille Surintendante; & il me fut bien

Digitized by Google

recommandé d'oublier, le soir, avec lui, cette ridicule pudeur.

Par M. MARMONTEL.

(*La fin au 1^er^. Mercure de Juillet.*)

Explication de la Charade, de l'Énigme & du Logogriphe du Mercure *précédent.*

LE mot de la Charade est *Guitare*, celui de l'Enigme est *Fauteuil*, & celui du Logogriphe est *Potage*, où l'on trouve *Otage*, *Tage* (ville & fleuve), *Age*, *Pot*.

CHARADE.

LA fille cache mon dernier ;
Et mon premier te sert à cuire mon entier.

ÉNIGME A DOUBLE MOT.

ON me bat, & mon bruit inspire la terreur :
En me coupant la tête, & m'arrachant le cœur,
Je suis le Dieu malin qui tient sous son Empire
Les Rois, & les Bergers, & tout ce qui respire.

LOGOGRIPHE.

RACINE, sur six pieds, cuite au pot, je nourris.
Sur cinq, pour m'éviter, c'est besogne à Paris.

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

MÉMOIRES de la Minorité de Louis XV, par J. B. MASSILLON, Evêque de Clermont, Membre du Conseil de Conscience sous la Régence de Philippe d'Orléans, & l'un des Quarante de l'Académie Française. In-8°. A Paris, chez Buisson, *Imp-Lib. rue Haute-feuille, N°. 20. Prix, 3 liv. 10 s. br. & 4 liv. franc de port.*

UN des titres donnés ici à Massillon fait sourire de pitié l'homme qui réfléchit sur les sottises humaines, en se rappelant celles de notre ancien Gouvernement. Un *Conseil de conscience !* A-t-on jamais plus ridiculement assemblé deux idées qui s'excluent l'une l'autre ? Quel rapport entre *la conscience* & un *Conseil ?* Comment la chose qui, par sa nature, appartient le plus indépendamment à chaque individu, peut-elle être soumise à un *Conseil ?* Nous ne sommes pas encore assez avancés pour que de pareilles réflexions soient inutiles ; il faut que l'on nous fasse rougir encore long-temps avant que nous soyons corrigés, & l'on ne doit négliger aucune occasion de nous accoutumer à cette rectitude d'idées, qui nous a été si long-temps étrangere.

Digitized by Google

Au reste, ce n'était pas la faute de Massillon, s'il y avait un *Conseil de conscience* sous une Administration qui avait fort peu de *conscience*. Il en avait lui ; il avait celle d'un homme honnête & éclairé ; c'est un témoignage que la Postérité a rendu à sa mémoire, & l'Ouvrage dont il s'agit ici sert encore à le confirmer.

Il fait voir non seulement que Massillon avait un très-bon esprit, ce qui était prouvé, puisqu'il était grand Orateur, mais que cet esprit pouvait s'appliquer, avec succès, à des objets fort éloignés de l'éloquence de la Chaire, qui était son talent particulier ; qu'il était très-instruit en matiere de Gouvernement, & avait jeté un coup d'œil attentif & juste sur les événemens dont il fut témoin, & sur les acteurs qui occupaient alors la grande Scène du Monde.

Ce fut en 1730 que Louis XV engagea Massillon à rédiger pour lui ce Précis historique sur les affaires de la Régence. Il n'est pas à présumer que ce fût à l'insçu, & même sans l'avis du Cardinal de Fleuri, que le jeune Roi son éleve donna cette marque de confiance à Massillon ; & cependant il est à remarquer que l'Auteur de ces *Mémoires* ne donne aucune louange au Cardinal de Fleuri.

Ils sont intéressans & instructifs par beaucoup de faits particuliers & de détails

Digitized by Google

de l'intérieur de la Cour, qu'on ne trouve pas ailleurs, par le ton de bonne foi & l'esprit de justice qu'on y voit dominer d'un bout à l'autre. Le style en est facile & simple, quelquefois même un peu négligé ; c'est plutôt celui d'une correspondance que de l'Histoire, & en cela l'Auteur allait à son but ; il devait être plus occupé d'écrire pour le Roi qui le consultait, que pour le Public & la Postérité qui vraisemblablement ne devaient pas lire ces *Mémoires* ; mais la clarté du récit & la netteté des développemens, qualités importantes & qui manquent quelquefois à ces sortes d'Ecrits confidentiels, marquent une main exercée & un Ecrivain supérieur à son travail.

Il ne perd point l'occasion d'inculquer au Roi des maximes de Gouvernement très-judicieuses, qui ne sont point tournées avec une affectation de profondeur, mais qui n'en sont pas moins d'un grand sens, frappantes d'évidence, d'une application étendue, & d'une utilité constante. La confiance du Prince, qui semblait demander la vérité, & son âge, qui en paraît moins ennemi que tout autre, autorisent Massillon à ne lui rien dissimuler, ni de ce que le passé avait de honteux, ni de ce que l'avenir avait de menaçant. On s'apperçoit que Massillon connaissait les plaies profondes de notre Gouvernement,

Digitized by Google

ce que la corruption de la Régence y avait ajouté, & ce qu'on pouvait craindre de la disposition que montrait déjà le Monarque à se laisser gouverner. Il a le courage de lui dire que les Princes qui ne gouvernent pas par eux-mêmes, *sont toujours mineurs.* Il semble prévoir de loin toutes les suites que peut avoir, chez une Nation comme la nôtre, cette habitude de mépriser l'autorité, que j'indiquais, il n'y a pas long-temps (1), comme une des causes primitives de notre Révolution; il avertit le Roi que les Grands, qu'on est porté à croire les appuis naturels de l'Autorité Souveraine, *la souffrent très-impatiemment* dès qu'elle ne fait pas tout pour eux, & au fond ne l'aiment gueres que pour eux-mêmes. Enfin il résulte de la lecture de ces Mémoires, que si Louis XV a toujours voulu *être mineur*, ce n'est pas faute d'avoir reçu de bons conseils. Mais que sert cette instruction tardive, toujours trop faible contre le caractere que l'éducation peut seule modifier? & l'on sait que celle de Louis XV avait toujours tendu à lui ôter tout ressort & toute volonté.

Il n'y a que deux endroits sur lesquels je trouverais quelque reproche à faire à Massillon : voici le premier. » On avait

(1) Voyez l'Article des *Mémoires du Ministere du Duc d'Aiguillon*, 28 Avril dernier.

proposé

proposé au Régent de déclarer le Roi quitte envers ses Sujets de ce qu'il leur devait ; & c'eût été faire aux Français une banqueroute d'environ dix huit cent millions. Le Duc d'Orléans trouva ce plan odieux, & effectivement il l'était ; *quoiqu'à considérer le parti en lui même, & le comparant avec les opérations que l'on fit depuis, l'Etat en général en eût été mieux*, si on l'eût suivi «. J'avoue que je n'en crois rien. Je crois que le plus mauvais de tous les partis est celui qui, par une violation ouverte & absolue de la foi publique, donne le plus grand de tous les scandales, & détruit toute ressource pour l'avenir. Je sais bien que les liquidations & réductions du fameux *Visa* où aboutit le *Système* de Law, furent une espece de banqueroute partielle & palliée ; mais pourtant les circonstances font quelque chose en pareille matiere ; & l'avilissement d'un papier, dont l'intérêt avait été porté cent fois au delà de sa valeur, ne pouvait, quelque mal qu'il fît à beaucoup de Particuliers, se comparer, ni dans son principe, ni dans ses effets, à la spoliation avouée & authentique de tous ceux qui avaient de si bonne foi avancé leurs fonds à l'Etat. Qu'on se figure quelle longue impression d'effroi & d'horreur aurait pu produire un Edit tel que celui qu'on proposait au Régent, & qui aurait dit à d'innombrables créanciers qui avaient d'autres créanciers : L'Etat à

reçu votre argent, & l'Etat déclare qu'il ne vous doit rien. C'eût été un bouleversement cent fois plus odieux & plus dangereux que la chute d'une Banque de papier-monnoie ; c'eût été élever une barrière éternelle entre les besoins de l'Etat & les secours qu'il pouvait attendre des Citoyens. Ils portèrent encore leur argent, & en quantité, dans les nombreux emprunts qui suivirent le *Système* ; mais après une banqueroute totale & solennelle, telle qu'on voulait que le Régent la fît, jamais on n'eût trouvé un écu. Il y a des impressions dont les hommes ne reviennent pas, & je suis surpris que Massillon ait avancé une opinion si erronée en morale & en politique.

L'autre endroit dont je veux parler regarde ces énormes fortunes que l'on vit s'élever dans le temps où ce qu'on appelait *la grande machine de la Finance* était un mystère profond, impénétrable même au Gouvernement, & connu seulement des principaux Agens de la Ferme générale. Massillon dit à ce sujet : » La nécessité de dépenses promptes, & qui ne permettent pas d'attendre le temps de recette, porte à chercher des secours extraordinaires, & ce sont les cas où l'on est bien heureux de trouver des bourses fortes, qui puissent faire des avances, au moyen de certain intérêt que le Roi donne à gagner. Si ces fortunes sont donc un mal en elles-mêmes, il y a des circonstances où *elles sont utiles*

Digitized by Google

à l'Etat ou au Roi, qui doivent ne faire qu'un ».

Voltaire & beaucoup d'autres Ecrivains ont fait la même remarque. Elle n'est pas destituée de tout fondement; mais dans ces sortes d'observations, qui ne sont vraies que sur un fait, il est de devoir de prévenir les conséquences très-fausses & très-dangereuses qui pourraient en faire un principe d'erreur. Ce fait prouve seulement une vérité très-commune, c'est qu'il n'y a gueres de mal général dont il ne puisse résulter quelque avantage particulier, comme il n'y a point de bien général dont il ne puisse naître quelque abus. Mais il fallait d'abord reconnaître qu'il était de la plus mauvaise politique de tolérer ces fortunes abusives, fondées sur une perception d'impôts arbitraire & ignorée, & sur la disproportion inconnue entre ce que la Ferme générale tirait des Peuples, & ce qu'elle rendait au Roi. L'expérience a prouvé depuis que non seulement la justice était blessée par cette oppression des Peuples, mais que l'Autorité même faisait un très-mauvais calcul, en tarissant la véritable source des richesses de l'Etat, c'est-à-dire l'aisance générale & la sécurité des propriétés, pour se procurer des ressources passageres & dispendieuses, qui devaient nécessairement finir par une ruine totale: c'était, en effet, raisonner précisément comme ces riches dissipateurs qui se laissaient voler par leurs Intendans, pourvu

qu'ils puſſent leur emprunter au beſoin de groſſes ſommes, dont les prêteurs étaient ſûrs de ſe payer largement par leurs mains. On ſait où aboutiſſait cette conduite : toute la fortune allait à la fin aux hommes d'affaires, & le maître à l'Hôpital. Voilà ce qui eſt arrivé en France : après avoir long-temps emprunté de ceux à qui elle permettait de piller le Peuple, elle a vu celui-ci réduit à ne pouvoir plus rien donner, ceux-là à ne pouvoir plus rien prendre, elle même réduite à ne pouvoir plus rien recevoir, & tout a croûlé. L'ordre, l'ordre, en tout & par-tout il n'y a que cela de bon & de ſûr.

A ces deux paſſages près, tout ce que dit Maſſillon eſt en ſoi-même une leçon excellente, & de plus, appropriée au Prince qu'il inſtruiſait, & dont il paraît avoir connu de bonne heure tous les défauts : qu'on en juge par le morceau ſuivant. » Il ſemble que parce que nos Princes ſont grands, ils ſoient diſpenſés de parler, & c'eſt certainement une grande erreur. Il y a mille occaſions dans leſquelles un Prince qui fait parler à la multitude gagne plus que par le poids de toute ſon autorité. Les mécontens même n'abordent jamais leur maître que dans le deſir intérieur d'être déſarmés ; & ils le ſont ſûrement quand le Prince veut dire un mot. Combien Henri IV, par exemple, ne rencontra-t-il pas d'obſtacles qu'il ſurmonta, parce qu'il ſavait parler ? *J'inſiſte ſur cet Article* par

Digitized by Google

l'amour & l'attachement que je sens pour mon Roi «.

Il eut beau *insister* : on sait combien la leçon a été inutile. Louis XV était peut-être le seul à ignorer le ridicule que dans toute l'Europe on versait à pleine main sur cette impuissance de parler, qu'on appelait *un des vices de la Maison de Bourbon*, & que les Latins, par une expression énergique qui manque à notre Langue & qu'on ne peut suppléer, appelaient *infantia* (1). Tandis qu'il n'était question parmi nous que des conversations toujours intéressantes que tout Voyageur, un peu connu, ne manquait jamais d'avoir avec les Souverains de l'Europe, en Angleterre, en Prusse, en Russie, dans toute l'Allemagne, on savait par cœur, à Versailles, les trois ou quatre questions insignifiantes que le Roi ne manquait pas de faire à tout Etranger qui lui était présenté, & qui étaient constamment les mêmes. On peut imaginer combien ce protocole faisait rire, sur-tout quand on le rapprochait de ce que nous

(1) Il est bon d'avertir ceux qui ne savent pas le latin, que ces mots *enfant* & *enfance*, que nous avons tirés d'*infans* & d'*infantia*, signifient proprement *non-parlant*, *non-parler*; & que les Latins les appliquaient à ceux qui n'ayant point profité du développement des facultés de l'homme, semblaient encore être restés dans l'âge où l'on ne fait pas *parler*.

Digitized by Google

répétions sans cesse de *la morgue Allemande* & de *l'urbanité Française.*

Pour faire sentir combien à ce sujet les idées & les mœurs des Etrangers étaient éloignées des nôtres, il ne sera pas hors de propos de rapporter une conversation que j'eus avec un Prince d'une des premières Maisons Souveraines d'Allemagne, homme de beaucoup de mérite & de sens, chez qui j'avais demeuré quelque temps. Il me demanda si le Roi Louis XV m'avait jamais fait l'honneur de me parler. — Jamais. — Vous n'avez donc jamais eu occasion de le voir? — J'eus l'honneur de lui être présenté lors de mon premier Ouvrage qui fut joué devant lui avec beaucoup de succès, & ce fut lui-même qui voulut en voir l'Auteur. — Et il ne vous dit rien? — Non: il me regarda beaucoup, & se contenta de dire à ceux qui étaient autour de lui, que j'étais bien jeune. — Mais n'a-t-il jamais parlé aux hommes célèbres de son Royaume, à Voltaire, à Buffon, à Rousseau, à d'Alembert, &c.? — Jamais. — Mais à qui parle-t-il donc? (Je répète les propres paroles du Prince.) — Je vais vous dire une chose (ajoutai-je) qui vous fera comprendre les raisons de ce silence, sans que je les explique. Je suppose qu'à la chasse, dans un de ces momens où le Roi se trouve quelquefois à peu près seul, & n'ayant autour de lui que quelques Valets, il apperçoive un de ces hommes que vous venez de nommer,

Digitized by Google

qu'il connaît fort bien, & que la circonstance amène alors tout près de lui; vous pouvez être sûr que ce n'est pas à lui qu'il adresse la parole, mais de préférence au postillon, au cocher, ou au piqueur. —Je vous entends, me dit le Prince; & j'avais dit l'exacte vérité.

Les gens sensés verront bien que ce n'est nullement par esprit de satire que je suis entré dans ces détails. Je n'ai jamais rien eu de commun avec ces déclamateurs scandaleux, qui s'imaginent que l'esprit de Patriotisme & de Liberté consiste à invectiver avec la plus brutale impudence contre celui dont la dignité constitutionnelle commande le respect, sans que ce respect légitime & nécessaire puisse empêcher de dire une seule des vérités utiles à la chose publique. Je me suis même plus d'une fois élevé publiquement contre ces forcenés qui prétendent au *courage*, lorsqu'il n'y en a plus que dans la juste mesure de nos avantages : c'est à eux que l'on peut appliquer, en le parodiant, ce vers fameux de Corneille :

Pour *insulter un Roi*, tu te crois quelque chose !

Quant à moi, je n'ai d'autre objet dans ce que j'écris que de donner une idée de la fidélité des couleurs & de la nature des instructions que pourra employer l'Historien, lorsqu'avec son impartiale vérité elle peindra ce que nous étions & ce que nous sommes.

Digitized by Google

Massillon n'y manque pas dans ses Mémoires : il y est toujours le sincere interprete de l'opinion publique. Il dit, en parlant de Pontchartrain, que son Administration, durement arbitraire, avait fait détester de toute la Marine : « Sa retraite lui permit de s'apercevoir du mépris général dans lequel il était tombé ». Rien n'est plus vrai, & voici une Anecdote certaine qui en est la preuve. Un Officier de Marine, qui avait affaire auprès du Ministre, arrive en poste chez Pontchartrain avant de savoir qu'il venait d'être renvoyé. Il est introduit sur le champ, également surpris de la solitude qu'il rencontre & de la facilité de l'accès. Timide & les yeux baissés, il expose son affaire à l'ex-Ministre, qui lui répond d'un ton fort poli : *Monsieur, cela ne me regarde plus.* — *Quoi !* (dit l'Officier en faisant un pas en arriere & relevant les yeux pour toiser son homme) *est-ce que Monseigneur ne se sait plus ?* ..... — *Non, Monsieur.* L'Officier le regarde quelque temps, & tout à coup frappant dans ses mains, s'écrie avec toute la brusque franchise d'un vrai Marin : *Pour çà, j'en suis bien aise.* Et il se retire plus content qu'il n'était venu.

L'Editeur a mis au devant de ces Mémoires une *Notice historique sur la Vie & les Ecrits de Massillon*, dans laquelle il n'y a de bon que ce qu'il cite de ce grand Orateur. On s'apperçoit d'ailleurs, au pre-

Digitized by Google

mier coup d'œil, qu'il n'a ni les connaissances, ni le jugement, ni le style nécessaires pour traiter les objets qu'il veut embrasser. Il appelle *Massillon* un Ecrivain *Révolutionnaire*, expression très-déplacée; car Massillon n'était & ne pouvait être alors que du nombre des honnêtes gens, qui désiraient que sous un jeune Roi le Gouvernement sentît la nécessité de se réformer lui-même; & c'est dans ce dessein que, comme Orateur & comme Historien, il montrait le mal & indiquait les remedes. Ce n'est que long-temps après, & lorsque le mal fut à son comble, que des Philosophes, tels que Voltaire, Rousseau, Mably, Helvetius, comprirent & firent comprendre qu'il n'y avait de ressources que dans une Révolution totale: ce sont ceux-là qui furent vraiment des Ecrivains *Révolutionnaires*. Helvetius n'espérait rien que de la *conquête*: il ne nous croyait pas *dignes d'une guerre civile*. Mably voyait mieux, & devina juste d'où viendrait le premier ébranlement, des Parlemens, qui finiraient par demander les Etats-Généraux. Celui-ci, naturellement austere & brusque, se fâchait très-sérieusement contre ceux qui applaudissaient à quelques-unes de ces réformes d'un moment, qui ne guérissent jamais rien dans un Etat, dont l'instabilité de principes & d'administration est un des vices essentiels. *Tant pis* (disait-il) *si l'on fait quelque bien; cela soutiendra quelque temps la vieille machine qu'il faut renverser.*

Digitized by Google

L'Editeur dit beaucoup de mal de notre ancien Clergé, & assurément il y a de quoi; mais il s'en faut bien qu'il sache frapper juste. Il prétend que *la prélature était en général inepte & ignorante.* Il se trompe beaucoup; ce n'est pas par-là qu'elle péchait; elle ne manquait ni de lumières ni de talens. Il se plaint que le Clergé ne fit pas assez d'accueil au mérite. Cela n'est pas plus juste. Il n'y avait point de carrière où le mérite fût plus sûr de percer que dans celle de l'Eglise, par deux raisons, d'abord parce qu'il n'y en avait point où les récompenses coûtassent moins, ensuite parce qu'on y sentait la nécessité de se fortifier d'hommes qui eussent des moyens; car déjà l'on commençait à s'appercevoir des forces & des succès de l'ennemi. Je sais, à n'en pouvoir douter, que tel d'entre eux se bornait à désirer que les choses durassent autant que lui. Si l'on demande pourquoi donc ils ne firent rien pour prévenir leur chute, c'est que cela était impossible; que l'esprit de corps ne recule point; que la partie fanatique était bien loin d'être d'accord avec la partie éclairée; c'est sur-tout que leur existence abusive était immédiatement liée aux intérêts du despotisme, qu'elle ne pouvait rétrograder qu'avec lui, & qu'elle était par conséquent nécessitée à ne tomber qu'avec lui.

Il assure que *les Ecclésiastiques distingués n'obtenaient que du pain & de modiques récompenses.* Non, hors l'Episcopat, ils obtenaient tout, & assez facilement. L'Abbé Poulle,

Digitized by Google

pour sept ou huit Sermons, eut une Abbaye de trente mille livres de rente, & ne prêcha plus. L'Abbé Maury, pour des Sermons bien inférieurs à ceux de l'Abbé Poulle, eut neuf ou dix mille livres en bénéfices. Les places de Grands-Vicaires, ordinairement accompagnées plus tôt ou plus tard de bénéfices considérables, étaient remplies le plus souvent par des gens d'esprit & de mérite. L'Editeur n'a raison que sur l'Episcopat. Cette exclusion habituelle dont il y a peu d'exceptions, telles que Massillon, Fléchier, l'Abbé de Beauvais, tenait à l'insurmontable préjugé de la Noblesse, persuadée que toutes les places éminentes lui appartenaient exclusivement, & qui ne pouvait pas plus souffrir ni même concevoir un Roturier Evêque, que Capitaine de vaisseau Royal, ou Maréchal de France. Ce préjugé, si fort chez elle qu'on ne l'aurait jamais démenti, est en même temps la plus forte preuve qu'il ne restait d'autre remede que de la détruire elle-même. Elle consentait pourtant, en faveur des Roturiers d'un mérite prédominant, qu'on leur donnât quelques-uns de ces Evêchés qu'on appelait à la Cour *des Evêchés de laquais*, & c'étaient ces petits Diocèses enfoncés dans les montagnes de Provence.

Parmi des Orateurs de la Chaire, *qui ont* (dit il) *mérité l'attention de leurs contemporains*, l'Editeur cite sur la même ligne Latour-du Pin, Neuville, Poulle & Maury. Il ne sait pas que les deux premiers, qui

Digitized by Google

n'étaient que de froids Rhéteurs à antitheses, ont été oubliés dès qu'ils ont été imprimés ; que l'Abbé Poulle, seul véritable Orateur que nous ayons vu dans la chaire depuis Massillon, ne devait pas être confondu avec eux, & que l'Abbé Maury, dont nous n'avons que deux Panégyriques de Saints, a montré dans ce genre un talent estimable, il est vrai, plus sain & plus fort que celui de Neuville & de Latour-du-Pin, mais à une grande distance de l'Abbé Poulle.

Il cite encore M. Fauchet, déclamateur ridicule aux yeux de tout homme de goût, qui, avant la Révolution, n'était connu que par des morceaux d'un très-mauvais style, n'avait montré, lorsqu'il prêcha devant l'Académie, qu'un talent très-inégal, & qui, dans ce qu'il a publié depuis, est loin d'avoir fait quelque progrès.

L'Editeur nomme quelques autres Ecclésiastiques, dont on a, depuis la Révolution, des Ouvrages estimés, & qui se sont distingués comme Citoyens & comme Ecrivains, mais qui ne peuvent être encore comptés parmi les Orateurs.

TABLE.

VERS 10
Les Bacheliers, Pan. 41
Charade, Enigme, Logogr. 20
Mémoires. 21

Digitized by Google

MERCURE
FRANÇAIS.

SAMEDI 9 JUIN 1792.

PIECES FUGITIVES.

HISTOIRE
DE M. L'ÉVÊQUE DE ...

UN jour deux jeunes Mousquetaires,
Gris ou Noirs, il n'importe gueres,
Disputant vivement au jeu,
L'un reçut un soufflet de l'autre.
Dans un pays comme le nôtre
Un soufflet se pardonne peu.
La Discorde, attisant le feu,
Veut qu'on se batte, qu'on se tue;
Le soufflecteur s'y préparait,
Mais le soufflété regardait
La chose sous le point de vue
Que la Prudence lui montrait.

Digitized by Google

La crainte de perdre la vie,
Le cœur de sauver l'honneur,
Lutterent quelque temps dans son cœur.
L'Honneur l'aiguillonne & lui crie :
Arme-toi d'un noble courroux,
Venge-toi, va percer de coups
L'auteur de ton ignominie.
Mais la Raison lui dit : Tout doux !
Ceux qui se battent sont des fous.
Prends un milieu qui concilie
L'honneur avec l'opinion
A qui le Monde sacrifie.
Pardonne à la main étourdie
Qui, sans mauvaise intention,
A pu faire cette action.
La Raison parlait d'or sans doute ;
Mais chacun sait de quels mépris
Ses avis, que le Sage goûte,
Etaient d'ordinaire accueillis
Des Mousquetaires Noirs & Gris (1).
Celui-ci cependant l'écoute,
Se dispose à suivre ses loix ;
Et c'est pour la premiere fois
Que sur l'esprit d'un Mousquetaire
La Raison, dit-on, a su faire
Reconnaître & valoir ses droits.

(1) Ceci n'est pas sans exception ; j'en ai connu de fort raisonnables.

BIBLIOTECA
Digitized by Google

Il avait l'ame pacifique
Et peu propre, dit la chronique,
Pour le noble métier de Mars.
Bientôt quittant ses étendards,
Il va dans une solitude
Se mettre à l'abri des brocards
De ses compagnons goguenards,
Donner quelque temps à l'étude.
Là, d'un costume trop mondain,
Abjurant le luxe profane,
A l'aide d'un peu de latin,
On l'affuble d'une soutane.
Ce n'est plus ce jeune Aigrefin,
Portant son chapeau sur l'oreille;
C'est Monsieur l'Abbé Chérubin,
En manteau court, en rabat fin,
Qui sait se conduire à merveille
Auprès du sexe féminin,
Ses titres en vieux parchemin
Prouvent son antique noblesse;
Et même on dit qu'une Princesse
L'appelle son petit-cousin:
Jugez s'il fera son chemin.

Pour la forme, il entre en *Licence*;
La Sorbonne en fait un Docteur.
Il est fait Prêtre par dispense
D'âge aussi bien que de science.

Digitized by Google

Bientôt, charmant Prédicateur,
Songeant moins à toucher qu'à plaire,
Il amuſe ſon Auditeur
Par des portraits de caractere,
Par des phraſes, des traits brillans
Tirés, non pas de l'Evangile,
Ni des Sermons de Saint Baſile,
Mais de nos modernes Romans.

Sur ſa tête l'on accumule
Bénéfices & penſions;
Et la Cour n'a point de ſcrupule
De l'emploi qu'il fait de ſes dons.
Enfin celui que la ſottiſe
Avait mis au rang des Poltrons,
Aujourd'hui, Prince de l'Egliſe,
Donne des *Bénédictions*.

(*Par M. J. T. Montaſſi.*)

Explication de la Charade, *de l'*Énigme *& du* Logogriphe *du* MERCURE *dernier.*

Le mot de la Charade eſt *Potage*, ceux de l'Enigme ſont *Tambour* & *Amour*, ceux du Logogriphe ſont *Carotte* & *Crotte*.

Digitized by Google

CHARADE.

L'HOMME désire mon premier ;
La Coquette craint mon dernier ;
Le Laboureur redoute mon entier.

(*Par M. Waton.*)

ÉNIGME.

PAR un très-grand miracle, & non pas dans un rêve,
D'une côte d'Adam Dieu fit notre mère Eve :
Je vous en offre autant ; sur sept pieds masculin
Otez *p*, doublez *m*, je suis mon féminin.
Entre un mot, Lecteur, vous saurez mon problême ;
Pour tout vrai bon Chrétien, sans nous point de baptême.

(Par un Abonné.)

LOGOGRIPHE.

DIX pieds, Lecteur, forment mon tout :
Pour la centieme fois je vais encor paraître.
Cent fois tu m'as trouvé ; du premier coup, peut-être ;
N'importe, j'entreprends de te pousser à bout.

Digitized by Google

Décomposé, d'abord je te présente
Un vase à mettre des liqueurs ;
Un grand Prophete ; & ce que des Acteurs
S'efforcent de bien faire ; une graine abondante ;
Ce qui fait de Julie une beauté charmante ;
Le mot qui lui donnait à dix ans des vapeurs ;
Un noble instrument de musique ;
Le plus désiré des métaux ;
Un terme très-académique ;
Un délice souvent bachique ;
Ce qui reste au fond des tonneaux ;
Le synonyme de cabane ;
Un Saint Orfévre ; un animal ;
Un péché nommé capital ;
Le dessus de la peau d'un âne ;
Un fleuve en France ; un autre loin de nous ;
Une volaille domestique ;
Un nom qui fait tant de jaloux ;
Ce qu'il faut suivre sans réplique ;
Enfin, pour ne rien échapper,
L'instrument dont le son te dira : va souper.

(Par M. D...)

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

La Vie de Guillaume Penn, Fondateur de la Pensylvanie, premier Législateur connu des Etats-Unis de l'Amérique. Ouvrage contenant l'historique des premiers fondemens de Philadelphie, des Loix & de la Constitution des Etats-Unis de l'Amérique, des principes & actions de la Société des Amis, vulgairement connus sous le nom de Quakers, *&c. 2 Volum. in-8°. Par J. Marsillac, Docteur en Médecine, Député extraordinaire des Amis de France à l'Assemblée Nationale. A Paris, de l'Imprimerie du Cercle Social, rue du Théâtre de la Nation, N°. 4.*

Les Quakers sont la seule société d'Illuminés qui ait été enthousiaste sans être intolérante, la seule qui n'ait jamais voulu s'armer pour quelque espece de guerre que ce fût. Ils se croient inspirés de Dieu, mais ils ne condamnent nullement les opinions religieuses des autres Sectes, & pensent qu'il n'est point de cause légitime qui

Digitized by Google

puisse autoriser des hommes à se battre contre des hommes. Voilà ce qui les distingue véritablement aux yeux de la Philosophie ; car d'ailleurs les petites singularités dans l'extérieur & dans les manieres, la coutume de tutoyer, de ne point porter de boutons, de ne point se découvrir la tête, sont en elles-mêmes très-indifférentes, & ne valent pas même la peine d'être remarquées. Elles peuvent appartenir, comme toutes les choses de cette nature, à des charlatans aussi bien qu'à des hommes raisonnables.

Il y a plus : c'est une petitesse & un entêtement de mettre de l'importance à ces sortes de choses qui n'en ont aucune. L'Auteur de la *Vie de Penn* raconte un fait qui peut servir de preuve à cette vérité. Son pere, qui tenait un rang considérable à la Cour, désirait qu'il se présentât devant le Roi & le Duc d'Yorck, ce qu'il ne pouvait faire sans avoir, comme tout le monde, le chapeau bas. » Penn demanda » du temps pour y réfléchir..... Il se » retira, s'humilia profondément devant » son Créateur, le supplia de lui faire » connaître sa volonté céleste à cet égard. » Sa conscience ne tarda pas à lui faire » sentir qu'il ne devait pas découvrir sa » tête devant des hommes, ni leur prodi- » guer des honneurs & des hommages » réservés au seul Créateur «.

Digitized by Google

Je ne suis pas surpris qu'un Quaker, écrivant la *Vie de Penn*, applaudisse & consacre, autant qu'il est en lui, toutes les actions, toutes les paroles, toutes les maximes de son Saint : c'est précisément un Moine écrivant l'Histoire du fondateur de son Ordre, ou un Janséniste faisant le panégyrique d'Augustin. Mais je dirai au Quaker : Mon ami, il est de principe chez toi de rapporter tout à la raison & de la prendre seule pour regle. Hé bien ! pourrais-tu me dire comment *la volonté céleste & la conscience* peuvent, suivant la raison, *faire sentir* à quelqu'un qu'il y a du mal à ôter son chapeau *devant des hommes*, que c'est *prodiguer à la créature l'hommage réservé au Créateur ?* N'est ce pas au contraire la raison qui devrait te *faire sentir* qu'avoir la tête couverte ou découverte *devant des hommes*, est un usage purement arbitraire, & tellement arbitraire que devant des Asiatiques il serait indécent d'ôter son turban, comme devant des Européens de garder son chapeau ? Je te conjure de me dire où tu as pris que ce fût *un hommage réservé au Créateur* d'avoir la tête nue en lui parlant. Qu'importe à Dieu, je te prie, que tu aves ou tu n'ayes pas de chapeau ? Quel plaisir peut-il trouver à ce que tu t'enrhumes pour l'honorer ? Mon ami, ne devrais tu pas savoir qu'il faut distinguer entre les signes naturels & les signes de

Digitized by Google

convention ? Il y a des signes naturels qui ont la même valeur chez tous les Peuples : d'un bout du Monde à l'autre, c'est un signe d'infériorité & de supplication de fléchir les genoux. Tu aurais donc raison d'en conclure que la génuflexion est un hommage que l'homme ne doit pas à l'homme, & qui est *réservé* au maître de tous les hommes. Voilà qui est raisonnable. Quant aux signes de convention, ce sont des marques de déférence réciproque que les hommes ont imaginées pour se témoigner des égards mutuels qui tendent à les adoucir ; & qui appartenant à tout le monde, n'élevent ni n'humilient personne. S'il y en a même de particuliers pour les hommes constitués en dignité, la raison ne défend point de les observer, quand la Loi les a établis ; & qu'ils ne blessent en rien la nature humaine : or, la Loi peut les établir très conséquemment, puisqu'elle veut que les Représentans de la Loi portent des marques extérieures qui avertissent de respecter en eux la Loi, à qui tout le monde doit respect. Donc, si la Loi veut que tu parles à ton premier Magistrat, à ton Roi, à ton Juge, à ton Maire, chapeau bas, tu as tort de t'y refuser ; car ces signes convenus ne dégradent en rien la dignité d'homme, qui est la première ; & ils servent à maintenir la dignité de la Loi, dont tout homme libre à

besoins, & tu fais que les hommes, avides des sens, sont susceptibles d'être touchés par les sens, & que par conséquent les impressions sensibles doivent venir à l'appui des idées morales & politiques, & ne doivent pas être négligées par le Législateur. Je voudrais bien savoir à présent ce que *la volonté céleste & la conscience*, que tu as si mal à propos invoquées pour un chapeau, peuvent opposer à ces réflexions qui se lient naturellement sur *Chapeau de Chapeaux*. Il va peut-être quelque petit plus de difficulté sur l'article de la guerre. La révolution de ne la faire jamais, considérée sous le point de vue d'une philanthropie universelle, inspire d'abord l'admiration; mais en y regardant de près, on trouve que ce n'est encore qu'un extrême, & tous les extrêmes sont des erreurs. Sans doute, si l'on pouvait espérer qu'un pareil exemple fût, pour les autres Peuples, d'une efficacité probable, & du moins pas trop éloignée, cet avantage précieux pourrait balancer bien des inconvéniens; mais il y a plus d'un siecle que cet exemple subsiste, & il n'a encore rien produit. Si nous avons plus d'espérance pour l'avenir, c'est uniquement d'après cette présomption morale, qu'à mesure que les Peuples, en s'éclairant, se rapprocheront de la Liberté, ils seront moins exposés à guerroyer pour l'intérêt ou la passion des Rois, ou des

Ministres, & s'appercevoir que ceux-ci sont en effet les seuls qui puissent quelquefois gagner à la guerre, au lieu que les Peuples, vainqueurs ou vaincus, ne peuvent jamais qu'y perdre beaucoup. Cette expérience réfléchie doit donc, avec le temps, rendre les guerres de plus en plus rares; mais cette expérience, contrariée par les passions qui dans tous les temps seront les mêmes, sera nécessairement lente, & d'autant plus que toutes les Nations de l'Europe se touchant par des intérêts politiques, long-temps l'ébranlement d'une seule suffira pour entraîner les autres. Quant à ceux qui, depuis deux ans, rêvent tous les matins la *régénération totale & la fraternité universelle* qu'ils s'attendent à voir au premier jour, comme les Juifs à voir le Messie, il faut renvoyer ces grands Missionnaires aux visions béatifiques de l'Abbé Fauchet, qui appelait, de toute la force de sa voix, tous les habitans des quatre coins du Globe *au Cirque du Palais-Royal, pour les réunir par l'amour*, ou bien aux prophéties apocalyptiques de l'*Orateur du genre humain*, qui, trois ou quatre fois par semaine, *met tous les Rois à nos pieds*. C'est un singulier personnage que cet Anacharsis, & qui ne se doute pas que son grand sérieux est grandement plaisant. On serait tenté de s'égayer un peu sur son compte, & il y aurait de quoi; mais enfin

il vous a donné donne mille francs pour la guerre, & à vingt sous par ligne, cela peut faire pardonner douze mille folies. L'Arétin dirait peut-être, comme autrefois, que *c'est bien peu*; mais l'argent est rare, & les sottises sont bien communes: ce n'est pas le moment de se rendre si difficile. Je reviens à mes bons Quakers.

Ne serait-il pas plus raisonnable de ne se permettre de combattre que dans le cas d'une défense légitime & nécessaire? Chaque individu n'est pas obligé à autre chose; & pourquoi, sur ce point, la morale des Nations irait-elle plus loin que celle des particuliers? J'avoue que je ne suis point du tout content de l'obstination que montrerent les Quakers à ne pas vouloir prendre les armes avec leurs concitoyens & leurs freres d'Amérique pour repousser la tyrannie des Anglais. Quoi! l'on viendra chez moi, de la part du Roi George, la baïonnette au bout du fusil, pour prendre mon champ, ma maison, ma femme, mes enfans, & je me ferai un scrupule de conscience de repousser ces brigands enrégimentés! Je ferai comme les Juifs qui se laissaient égorger le jour du Sabbat! Il n'y a point de *lumiere céleste* qui puisse ordonner ou justifier cet imbécille devouement. — Mais ce bel exemple touchera les hommes, & j'aurai des imitateurs, & l'on ne se battra plus. — Oui, comptez-y: cela

peut arriver dans quelques centaines d'années ; & en attendant, savez-vous ce que vous faites ? vous encouragez les méchans que vous voulez convertir. Que serait-il arrivé, si toute l'Amérique eût pris aussi agi comme les Quakers ? Croyez-vous que le Parlement d'Angleterre se fût contenté ? L'Amérique serait aujourd'hui plus esclave qu'elle ne l'avait jamais été, plus accablée d'impôts arbitraires, & c'eût alors vraiment été un bel exemple auroit été perdu pour l'Univers, non pas l'exemple des honnêtes gens qui se laissent garroter ; mais celui des braves gens qui savent se battre pour être libres. — Mais l'Evangile ordonne à celui qui reçoit un soufflet, de tendre l'autre joue. — Oui, cela est fort bon, comme on disait dans un drôle de Livre, *pour gagner le Paradis, & être chassé de son Régiment* : mais soyez sûr que s'il y avait beaucoup de soufflettés qui tendissent l'autre joue, il y aurait beaucoup de souffletans qui recommenceraient. Les bourreaux affectionnent ceux qui se laissent faire, & sont très-polis avec ceux qui s'opposent. Les oppresseurs cherchent les victimes, comme les fripons cherchent les dupes. En un mot, je suis de l'avis de l'Hector d'Homere contre tous les Quakers du Monde : on lui opposait aussi la Religion des Augures. On sait ce qu'il répondit :

Défendre sa Patrie est le meilleur augure.

Digitized by Google

Il y a un beau vers dans Lucain : le Créateur lui-même, qui *fait ses vœux aujourd'hui*, le fit graver sur la Médaille décernée à nos braves Gardes Françaises :

Ignoscam nè datos, nè quisquam serviat, enses?

Le fer nous fut donné pour que nul n'ait un maître.

Je sais bien qu'on s'en est servi long-temps pour faire tout le contraire ; mais les modes changent, & le monde se désaisit peu à peu.

Au reste, cette Histoire de Penn est curieuse. Elle est composée, en grande partie, de ses *Lettres aux Amis*, des Interrogatoires qu'il eut à subir devant les Tribunaux, des Instructions qu'il envoyait à ses frères de tous les pays, du Code de Législation qui fut la première base du Gouvernement fraternel de Pensilvanie, & qui, cent ans après, a servi de modèle aux Etats-Unis. Les Quakers sont les seuls qui aient donné au Monde l'exemple d'une Société politique, uniquement fondée sur la morale. Ils durent cet avantage unique à leur établissement dans des contrées lointaines d'un autre hémisphere, à leur inébranlable fermeté dans leurs principes, & en même temps à l'opinion que l'on avait de leur caractère pacifique, qui rassurait contre les alarmes qu'inspirent toujours des Sectaires & des Novateurs.

Les Puissances prirent le parti de les laisser tranquilles, en voyant qu'elles ne pouvaient rien gagner sur eux, & qu'elles n'en avaient rien à craindre. Mais il est bon de remarquer que jamais ils ne se seraient multipliés au point où ils le sont, & n'auraient acquis tant de consistance, s'ils n'avaient été animés de l'esprit de prosélytisme & de l'enthousiasme religieux, sur-tout dans les premiers temps de la Fondation de leur Secte. S'ils n'avaient eu que des principes philosophiques, ils auraient toujours été dispersés, obscurs, & peu nombreux, & ne seraient jamais parvenus à former un Peuple. La raison seule ne fonde rien; elle ne peut que régler & ordonner plus ou moins ce que les passions ont établi: celles-ci seules, on ne saurait trop le redire, sont un mobile d'action. En se croyant inspirés, les Quakers l'ont fait croire aux autres: enthousiastes, ils ont fait des enthousiastes & ont vaincu la plus redoutable des persécutions, le ridicule. Les vertus douces & paisibles obtiennent tout au plus l'estime des hommes, mais ne les entraînent pas; au lieu que les Quakers, parlant toujours à leurs Juges au nom de Dieu, bravant toutes les Puissances par l'idée d'une Puissance supérieure, se disant toujours remplis de l'*Esprit* & conduits par l'*Esprit*, agirent sur l'imagination, & se firent d'ailleurs, de leur singularité extê-

Digitized by Google

rieure, un type caractéristique & un signal de ralliement. Leur fondateur Penn fut un homme véritablement vertueux ; il ne se démentit pas dans le cours de sa longue carriere, &, ce qui fait plaisir à penser, il fut heureux autant qu'un homme peut l'être. Les persécutions qu'il éprouva ne troublerent point ce bonheur : il se retirait dans sa conscience, & voyait les progrès de sa Secte accrue par ces persécutions mêmes, & les prospérités de sa colonie naissante, aimée des Sauvages ses voisins, & autorisée par la mere-Patrie. Il trouva dans sa femme & dans ses enfans toutes les jouissances domestiques, les premieres & les plus sûres de toutes, parce qu'elles tiennent aux sentimens naturels, & qu'elles sont de tous les momens ; il eut une existence honorée, une mort douce, & laissa une mémoire à jamais chérie. Comparez à cette destinée celle des Cortès, des Pizarres, & de tous les Conquérans du Nouveau-Monde, & jugez si la place brillante qu'ils occupent dans les fastes de la Renommée, peut valoir, aux yeux de la raison, la place que Penn occupera toujours dans l'Histoire des Amis de l'Humanité.



Digitized by Google

SPECTACLES.

AUCUN Théâtre, depuis notre dernier Article, n'a eu de succès assez brillant pour que nous devions en entretenir nos Lecteurs ; si ce n'est peut-être celui de la rue de Louvois, où le Public va voir avec affluence *Agnès de Châtillon*, Opéra-comique en trois Actes, mis avec beaucoup de pompe, d'éclat & de soins infinis de la part des Acteurs & des Entrepreneurs. Le fujet de cette Piece, sans être pi très-neuf, ni d'un intérêt pressant, est assez agréable pour ajouter au plaisir que causent la beauté du Spectacle, ainsi que la richesse & la fidélité du costume & des décorations. La Musique offre aussi des beautés qui ont été senties : elle est d'un Amateur de Lyon. Les paroles sont de M. Pharaire, Comédien.

Ne pouvant annoncer de nouvelles richesses sur les autres Théâtres, nous parlerons d'une perte vraiment fâcheuse que vient de faire le Théâtre Italien. Peu de temps avant la clôture des Spectacles, les Journaux annoncerent que M. Clairval avait demandé sa retraite ; mais ils apprirent en même temps qu'une députation de la Comédie, qui honorait également & cet Acteur estimable, & ses Camarades qui la lui adressaient, l'avait engagé à rester. Depuis l'ouverture, de nouvelles instances de sa part ont été acceptées, & il se retire avec une pension bien méritée par trente-trois ans de travaux & de succès non interrompus.

Digitized by Google

M. Clairval débuta, très-jeune, à l'ancien Opéra-comique. Une très-jolie figure, une voix agréable, une maniere de chanter remplie d'expression, & parfaitement d'accord avec les paroles qu'il chantait; une diction pure, toujours juste, dans laquelle on reconnaissait le ton du monde choisi qu'il voyait, & l'éducation soignée qu'il s'était donnée lui-même, un maintien noble, & cependant susceptible, lorsqu'il le voulait, de beaucoup de comique & de gaieté: telles étaient les qualités que cet Acteur montra constamment jusqu'à la fin de sa carriere, & qui, dès ses débuts, l'éleverent au premier emploi.

On a vu la preuve de la flexibilité prodigieuse de son talent dans le premier rôle qui le fit connaître, celui d'*Un ne s'avise jamais de tout*, où tour-à-tour jeune homme charmant, vieillard infirme, laquais bégue, & vieille décrépite, il donnait à tous ces déguisemens le juste caractere qui leur convenait. Dans le *Pierrot du Tableau Parlant*, qui contrastait si bien avec les Amoureux nobles, son emploi ordinaire; un rôle encore plus remarquable peut-être, fut celui de *Monsieur*, jeune Soldat toujours ivre, mais toujours aimable & gai, que M. Clairval sut rendre avec cette nuance délicate de décence qu'il était si difficile de saisir, sans affaiblir le comique, & en évitant la caricature où un Acteur médiocre n'eût pas manqué de tomber. Qui ne se rappelle, dans ces derniers temps, & le ton noble & passionné qu'il mettait dans l'*Amant jaloux*, & l'insouciante légéreté du Marquis, des *Evénemens imprévus*, & de vif intérêt qu'il répandait sur le rôle de *Blondel*, & la vérité si comique du *Convalescent de qualité*,

& de tant d'autres rôles où M. Clairval développa des talens propres à faire la réputation de dix Acteurs? Il n'en eſt aucun qui ne laiſſe le regret de ce qu'une carriere ſi longue a pourtant été ſi-tôt terminée.

Ceux qui l'ont connu dans ſa vie privée, auraient encore d'autres éloges à lui donner. Ses Camarades n'ont point oublié combien ſes conſeils & ſes ſoins leur ont été utiles dans toutes les affaires; & les Auteurs ſe rappellent avec plaiſir que dans les lectures de Pieces, nul n'en ſentait mieux le mérite & les défauts, n'en ſaiſiſſait l'enſemble & les détails avec plus de facilité. La foule d'Acteurs nouveaux que la Liberté a fait éclore, ne fera point oublier M. Clairval. On peut multiplier à l'infini les Théâtres, mais créer des Artiſtes diſtingués eſt le ſecret de la Nature, & n'eſt pas celui de la Comédie.

ANNONCES ET NOTICES.

AU CORPS LÉGISLATIF, ſur la propoſition faite de vendre les Forêts Nationales; par M. Kainworth. A Paris, de l'Imprimerie de H... J. Janſen, Cloître St-Honoré.

RÉFLEXIONS d'un Patriote ſur les Aſſignats, &c. par M. Mercier. Même adreſſe.

ŒUVRES POSTHUMES D'ATHANASE AUDIN. Tome Ier. in-8°. A Paris, même adreſſe que ci-deſſus.

Digitized by Google

ARLEQUIN AFFICHEUR, Comédie-Parade en un Acte & en prose, mêlée de Vaudevilles, analogue à l'ouverture du Théâtre du Vaudeville; par MM. Radet, Desfontaines & Barré : représentée pour la premiere fois, sur ledit Théâtre, le Lundi 9 Avril 1792. Prix, 1 livre. A Paris, chez Brunet, Libr. rue de Marivaux, place de la Comédie Italienne, & au Théâtre du Vaudeville, rue de Chartres.

ARABELLE ET ALTAMONT, Tragédie en trois Actes & en vers; par M. de la Montagne, Auteur de plusieurs Poëmes Dramatiques, Poésies diverses & autres Ouvrages, traduits de l'Anglais. A Paris, de l'Imprimerie de Creuzet & Comp., rue des Prêtres St-Paul, N°. 5.

JEAN SANSTERRE, ou la Mort d'Arthur, Tragédie en trois Actes & en vers; par M. Ducis, l'un des Quarante de l'Académie Françaiſe; représentée pour la premiere fois, sur le Théâtre Français de la rue de Richelieu, le Mardi 28 Juin 1791. A Paris, chez Gueffier, Impr-Libr. quai des Augustins, N°. 17.

RÉFLEXIONS CRITIQUES d'un Laïque sur la suite du *Préservatif* contre le Schisme, ou M. de Larriere réfuté par lui-même. A Paris, de l'Imprimerie de Guerbaert, rue Dauphine, Hôtel de Genlis, N°. 92. Prix, 25 ſ.

DES SOCIÉTÉS POPULAIRES, considérées comme une branche essentielle de l'instruction publique; par F. Lanthenas. A Paris, chez les Directeurs de l'Imprimerie du Cercle Social, rue du Théâtre Français, N°. 4.

Digitized by Google

VOYAGE dans les Départemens de la France, enrichi de Tableaux géographiques & d'Estampes. A Paris, chez Brion, Dessinateur, rue de Vaugirard, N°. 98, près le Théâtre de la Nation; chez Buisson, Imprim-Libr. rue Haute-feuille, N°. 20; Desenne, Lib. au Palais-Royal, Num. 1 & 2; & chez les Directeurs de l'Imprimerie du Cercle Social, rue du Théâtre de la Nation, N°. 4.

Cet Ouvrage, d'une Société d'Artistes & de Gens de Lettres, est très-soigné dans les détails; & d'une belle exécution. Il en paraît un Cahier tous les quinze jours, à compter du 1^er^. Avril 1792. On peut se procurer chaque Cahier séparément; on souscrit pour le tout. Chaque Cahier coûtera 2 liv. 10 s. pour Paris, & 3 liv. pour les Départemens, franc de port. Ceux qui s'inscriront pour la totalité auront les premières Epreuves, & chaque 12^e^. Cahier *gratis*, ainsi que les deux derniers.

LES VEILLÉES de la bonne Mere Gérard, traduites du Bas-Breton; par un des Amis de la Constitution à Bernay. A Paris, chez Froullé, Libr. quai des Augustins.

LETTRE au Comité d'Instruction publique, ou Exposition raisonnée du nouveau Système de Lecture, applicable à toutes les Langues; par J. B. Maudru. A Paris, chez l'Auteur, rue St-Martin, maison de M. Perret, Limonadier, N°. 144; & Blanc pere, Libr. Pont-St-Michel.

Digitized by Google

LE GUIDE des Etrangers qui voyagent en Angleterre ; par M. Dutens, de la Société R. de Londres, & de l'Académie des Inscriptions & Belles-Lettres de Paris. In-12. Prix, 30 f. br. A Londres ; & se trouve à Paris, chez Legras, Libr. quai Conti, en face du Pont-Neuf ; & chez Dalalain jeune, Libr. rue St-Jacques, N°. 23.

LETTRES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE DE FRANCE, par un de ses Membres, actuellement à Londres. In-8°. A Paris, chez Audiffret, Commissionnaire en Librairie, rue Poupée, N°. 11 ; & chez les Marchands de Nouveautés.

PLAN NOUVEAU sur les Hypotheques, présenté à l'Assemblée Nationale Législative, le 18 Décembre 1791, & renvoyé par elle à son Comité de Législation ; par M. Mengin. A Paris, de l'Imprimerie de Gueffier, Libr. quai des Augustins, N°. 17.

RÉGLEMENS pour l'Etablissement des Sourds-Muets & des Aveugles-nés, fondé par les Décrets de l'Assemblée Nationale, du 21 Juillet & du 28 Septembre 1791, sanctionnés par le Roi. Brochure in-4°. A Paris, chez les Marchands de Nouveautés.

ANTIQUITÉS NATIONALES, ou Recueil de Monumens pour servir à l'histoire générale & particuliere de l'Empire François, tels que Tombeaux, Inscriptions, Statues, Vitraux, Fresques, &c. tirés des Abbayes, Monasteres, Châteaux, & autres lieux,

Digitized by Google

devenus Domaines Nationaux. Présentées à l'Assemblée Nationale, & favorablement accueillies par elle. Par Aubin Louis Millin ; sixieme Livraison de la deuxieme année de souscription ; fin du troisieme Volume.

On souscrit à Paris, chez M. Drouhin, Editeur & Propriétaire dudit Ouvrage, rue Christine, N°. 2 ; chez Desenne, au Palais-Royal ; chez Blanchon, rue Gist-le-Cœur, vis-à-vis celle de l'Irondelle ; chez Garnery, rue Serpente, N°. 17 ; & chez tous les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de la Souscription, composée d'environ 96 feuilles, belle typographie, & d'environ 120 Estampes, le tout faisant deux gros volumes *in*-4°. est de 84 liv. & 92 liv., franc de port jusqu'aux frontieres.

Jzélide et Caldigny, Drame en cinq actes, en prose, refusé au Théâtre Français de la rue de Richelieu, le 4 Avril 1792. A Paris, chez Dupont, Imprimeur-Libraire, rue de Richelieu, N°. 14.

GRAVURE.

Portrait de Charles Linné, de 9 pouces ½, sur 8, de forme ovale, gravé en couleur au lavis, par P. M. *Alix*, faisant pendant à ceux de Voltaire, J. J. Rousseau, Mably & Montaigne, gravés par le même. Prix, 6 livres chacun. A Paris, chez M. Drouhin, Editeur & Propriétaire des *Antiquités Nationales*, rue Christine, N°. 2, F. S. G.

TABLE.

HISTOIRE.		37 *Spectacles.*	54
Charade, Enigme, Logogriphe.		41 *Annonces & Notices.*	59
Fin de la Table.		431	

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS.

SAMEDI 16 JUIN 1792.

PIECES FUGITIVES.

LE VEAU D'OR,

ÉPIGRAMME.

Dans un cercle on traitait de la Métempsycose.
Damis soutenant cette cause,
Dit : Je fus jadis le Veau d'or,
Messieurs, & c'est chose très-sûre ;
Le souvenir m'en reste encor.
Vous n'avez, lui dit-on, perdu que la dorure.

(Par M. Daydé.)

Digitized by Google

Explication de la Charade, de l'Énigme & du Logogriphe du Mercure *précédent.*

Le mot de la Charade eſt *Orage*; ceux de l'Enigme ſont *Compere, Commere*; celui du Logogriphe eſt *Logogriphe*, où l'on trouve *Phiole, Elie, Rôle, Orge, Gorge, Ogre, Lire, Or, Pole, Orgie, Lie, Loge, Eloi, Loir, Ire, Poil, Loire, Pô, Oie, Roi, Loi, Horloge.*

CHARADE.

Mon tout ſe ſert de mon premier,
Pour becqueter mon dernier.

ÉNIGME.

La terre me produit ſous une forme vile;
Mais de l'art & du feu j'en reçois une utile.
Cette forme, Lecteur, obéit à ta voix.
Me veux-tu courte, longue, ou plate, ou circulaire?
Dis, l'ouvrier de moi fera tout pour te plaire.
Je puis me replier, m'enfoncer à ton choix.
Tu dois juger par-là combien je ſuis docile.
Ne crois pas cependant que je ſois ſans défaut.
Du crime quelquefois inſtrument trop ſervile,
Contre mes attentats on dreſſa l'échafaut.

Digitized by Google

J'en pourrais citer mille, & malgré ton reproche,
Peut-être, cher Lecteur, me tiens-tu dans ta poche.

LOGOGRIPHE.

JE suis sur mes six pieds Royaume & Nation ;
D'un loyal caractere a dérivé mon nom ;
Malgré ma répugnance, en me coupant la tête,
Du vieux & mauvais lard je deviens l'épithete ;
Sur cinq pieds, feu Fréron de moi voulut un jour,
Pour l'ami Poinsinet créer charge à la Cour ;
Sur cinq encor je suis une grande coquille ;
Sur cinq autres retiens un vaisseau sur sa quille ;
Toujours sur cinq enfin, spectacle familier,
Moliere m'annoblit dans le siecle dernier.
Je ne finirais pas si je voulais m'ébattre,
Avec cinq pieds restans, sur deux, sur trois, sur quatre :
Je finis donc sur trois par l'instrument vanté,
Qui valut à la Suisse entiere liberté.



Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

LE PASSÉ, LE PRÉSENT, L'AVENIR, Comédies, chacune en un Acte & en vers, reçues au Théâtre de la Nation le 29 Juillet 1791; par L. B. PICARD.

Quæ sint, quæ fuerint, quæ mox ventura trahantur. VIRG.

Prix, 30 s. A Paris, à l'Imprimerie du Postillon, rue Basse du Rempart de la Magdeleine, N°. 12; chez Fievée, *Imp-Libr. rue Serpente; chez Mlle.* Sulan, *Libr. au Palais-Royal; au Bureau du* Journal du Soir, *rue de Chabrol; & chez tous les Marchands de Nouveautés.*

CET Ouvrage est le coup d'essai d'un jeune homme qui annonce des dispositions naturelles, & dont les fautes sont celles de l'inexpérience dans un Art très-difficile: elles méritent donc quelque excuse, & les dispositions méritent quelque encouragement.

Son objet a été de présenter trois actions différentes dans trois Actes isolés, mais où il fait revenir les mêmes Acteurs à des

Digitized by Google

époques plus ou moins éloignées, & de montrer dans ces trois actions ce que nous étions avant la Révolution, ce que nous sommes, & ce que nous serons. On voit que ce cadre n'est pas dans les formes ordinaires; mais ce n'est pas le seul de ce genre, & ce ne serait pas un grand inconvénient, si d'ailleurs il était bien rempli. Un défaut plus réel, c'est de faire de l'avenir un sujet dramatique. On sait que cette peinture est nécessairement trop arbitraire, & que, déterminée par l'imagination de l'Auteur, elle peut fort bien ne pas se trouver d'accord avec les idées du Spectateur, ni avec la raison des bons Juges. Cette partie de l'Ouvrage de M. Picard est aussi la plus défectueuse dans l'exécution. Celle du premier Acte était facile, & le fond n'en était que trop riche pour un seul Acte: c'est le tableau des abus du Despotisme.

Un M. Dunoir, riche Bourgeois, veut donner sa fille en mariage, sans qu'on sache trop pourquoi, à un Abbé sans fortune, Précepteur du neveu d'un Archevêque. Il veut lui faire quitter le petit collet pour ce mariage, assez extraordinaire dans l'ancien Régime, & qui devait en conséquence être beaucoup plus motivé qu'il ne l'est. Madame Dunoir, qui a d'autres vûes que son mari, destine sa fille au Marquis Duribar, frere de ce même Archevêque, & assez accrédité à la Cour pour prétendre

Digitized by Google

au Miniſtere, d'ailleurs homme auſſi dépravé qu'il eſt poſſible. La fille, de ſon côté, a fait un autre choix; c'eſt un jeune Auteur, nommé Dulis, qui n'a pour toute fortune que ſon mérite & ſon talent. Le Marquis imagine un expédient fort ſimple pour écarter ce rival; c'eſt de l'envoyer à la Baſtille par Lettre de cachet; & cela lui eſt d'autant plus aiſé que ſa ſœur vient d'être déclarée Maîtreſſe du Roi. Il s'en félicite avec ſon frere l'Archevêque; l'un s'attend à être nommé Miniſtre au premier moment; l'autre compte ſur la Feuille des Bénéfices.

LE MARQUIS.

Ah! çà, mon cher Prélat, ne perdons pas de temps,
Et prenons entre nous quelques arrangemens.
Comment nous comporter quand nous ſerons Miniſtres?

L'ARCHEVÊQUE.

Bon! écarter du Roi tous préſages ſiniſtres,
Epargner au Sultan le fardeau de régner,
Ne lui laiſſer de ſoin que celui de ſigner;
Nous repoſer, tandis que force Secrétaires,
Payés bien cher, feront bien ou mal les affaires;
Avoir de Beaux-Eſprits honnêtement gagés,
Faire des eſpions de tous nos protégés,
Aimer, jouer & boire en l'honneur de la France,
Nous montrer un moment à nos jours d'audience,
Promettre à tout le monde & tenir *à bien peu*,
Tout cela, dans le fond, mon frere, n'eſt qu'un jeu.

Digitized by Google

C'était en effet *un jeu*, mais que le Peuple payait un peu cher. Il y a dans ce morceau de la facilité, & ce qui suit est assez gai.

LE MARQUIS.

A merveille; mais moi, je suis noyé de dettes.

L'ARCHEVÊQUE.

Je le suis comme vous; mais réflexions faites,
Je ne les payerai pas; chargeons nos héritiers
Du soin de s'arranger avec nos créanciers.

L'Archevêque sort pour aller répéter *le rôle de Colin*, qu'il doit jouer le soir avec Madame Dunoir. Ce trait ne manque pas de vérité. Nous avons eu un Prédicateur du Roi, l'Abbé de Boismont, qui jouait la Comédie *avec distinction* dans son Château du Landin, & un Garde des Sceaux qui excellait dans les *Crispin*.

Survient un Garde-chasse du Marquis, qui amene un Paysan, arrêté pour avoir tiré sur les lapins de *Monseigneur*. Ce Paysan se trouve le pere de Deschamps, Valet de Chambre du Marquis & son agent dans les grandes occasions, comme on va le voir. Il demande à son Maître la grace de son pere; mais le Maître est inflexible dès qu'il s'agit de lapins. Deschamps, qui le connaît assez pour le prendre par son faible, court chercher sa sœur, une fort

Digitized by Google

jolie Payſanne, & la préſente au Marquis : celui-ci, en la voyant, ne trouve plus le pere ſi coupable & lui fait grace, quoique l'honnête Payſan n'en veuille pas à ce prix ; & reproche à Deſchamps ſon infamie. Mais Deſchamps, auſſi corrompu que ſon Maître, entraîne de force ſon pere, de concert avec les deux Gardes-chaſſe. La petite Payſanne refuſe les offres de *Monſeigneur*, & ſe retire. Mais le Marquis a recours à ſon fidele Deſchamps. Il lui dit :

Tu n'es pas ſcrupuleux, toi ?

DESCHAMPS.

Fi donc, Monſeigneur !
A la petite, à moi, vous faites trop d'honneur.
Je me ſuis bien défait de mes façons groſſieres ;
J'ai des gens comme il faut adopté les manieres ;
Tout le monde, à Paris, ſe conduit comme moi.
Je fais pour Monſeigneur ce qu'il fait pour le Roi.
Je ſuis au fait.

Ce dernier trait eſt fort, &, de Valet à Maître, pourrait s'appeler une inſolence, ſi l'on pouvait traiter ſes complices d'inſolens. Auſſi le Marquis s'en garde bien, & trouve même Deſchamps fort *aimable*, pourvu qu'il parvienne à conduire la Payſanne revêche à la petite maiſon de *Monſeigneur*. Deſchamps s'en charge avec joie ; mais on apprend un moment après que Dulis s'eſt rencontré fort à propos ſur la route, au

Digitized by Google

moment où Deschamps enlevait sa sœur de force dans une voiture du Marquis. Dulis est tombé à grands coups de fouet sur le ravisseur, qui vient conter sa déconvenue au Marquis, occupé dans le même moment avec un Gripart, son Procureur, son Bailli, son Juge Fiscal : il le chargeait de faire tomber le billet noir de la milice à Lucas, jeune Paysan aimé de la sœur de Deschamps ; car cet homme ne manque pas de moyens d'éconduire ses rivaux. Cependant, comme celui dont il s'est servi contre la Paysanne n'a pas réussi, il chasse Deschamps pour avoir été si mal-adroit. M. & Madame Dunoir, instruits de cette horrible aventure, se réunissent pour rompre avec le Marquis. Mais un Exempt arrive d'un côté pour arrêter Dulis ; & de l'autre un Courrier apporte au Marquis la nouvelle des premiers effets du crédit de sa sœur : il est nommé Ministre, & son frere a la Feuille. Dulis s'en va coucher à la Bastille, l'Abbé Précepteur, qui a voulu faire des leçons de Morale à l'Archevêque, est envoyé pour deux ans au Séminaire ; & l'Archevêque & le Marquis *s'en vont régner.*

Il y a dans ce canevas des intentions comiques & dramatiques qui ne pouvaient pas être remplies dans un seul Acte, & cette disproportion est une premiere faute qui en a entraîné d'autres.

Dans l'intervalle de ce premier Acte, qui

Digitized by Google

s'appelle *le Temps Passé*, au second qui s'appelle le *Temps Présent*, la Révolution a eu lieu; ce qui suppose un laps de temps assez considérable, car l'aventure de cette Maîtresse du Roi & de ses freres n'est sûrement pas applicable au regne actuel.

Les choses, comme on peut se l'imaginer, sont bien changées. La fille de Dunoir, pour tirer son amant de prison & son pere de l'exil, avait consenti à épouser le Marquis, ce qui n'est nullement vraisemblable: comment supposer qu'un Ministre tout-puissant ait épousé la fille d'un Bourgeois, amoureuse d'un autre? Au reste, ce mariage n'a pas été heureux: le Marquis n'a rien tenu de ce qu'il avait promis. Dulis, devenu libre, est allé on ne sait où; le Marquis est séparé de sa femme; il a pris la fuite au moment de la Révolution; il est revenu pour échapper à l'imposition triple; il est ruiné à peu près, & demeure par grace chez son beau-pere, qui lui a accordé un logement dans sa maison. Deschamps s'est fait Journaliste Aristocrate, quoiqu'il pense, dit-il, tout le contraire au fond de l'ame; mais il a voulu s'enrichir. Il conte tout ce qu'on vient d'entendre à Lafleur, nouveau Valet du Marquis. Leur dialogue est plaisant, & mérite d'être cité.

LAFLEUR.

Quoi! Deschamps Journaliste! à peine sais-tu lire.

Digitized by Google

(Ce n'est assurément pas le seul à qui l'on puisse faire cette observation.)

DESCHAMPS.

Tu dis vrai; cependant je fais métier d'écrire. J'ai huit mille abonnés.

LAFLEUR.

Et tes principes sont?....

DESCHAMPS.

Aristocrates.

LAFLEUR.

Bien; mais ne crains-tu pas?

DESCHAMPS.

Non: La Loi nous garantit des fureurs populaires.

Cela est juste; mais la Loi ne devrait pas garantir du carcan ceux qui violent la Loi; & c'est la violer bien formellement que de prêcher la révolte contre toutes les Autorités constituées, que d'appeler ouvertement les Français au massacre, au pillage, à l'incendie, que de dresser des listes de proscriptions, de désigner, de nommer pour victimes les Représentans de la Nation, le Roi, les Généraux, les Ministres, les Magistrats, &c.; tout cela s'est fait mille fois, & n'a pas encore été puni une seule. Français, quand saurez-vous que la puni-

Digitized by Google

tion des méchans eſt la ſauve-garde de la Liberté ? Souvenez-vous de ce Peuple qui a mis ſur les portes de la priſon publique, *Libertas*. Vouloir gouverner ſans punir, c'eſt vouloir faire la guerre ſans ſe ſervir de ſes armes. Continuons.

Et le Peuple d'ailleurs à nous ne ſonge gueres.
Il eſt quelques momens de tribulation ;
Mais tout cela ſe borne à des coups de bâton.
Du reſte, de l'eſprit des autres je profite ;
Sans y mettre du mien, ma Feuille a du mérite.
D'un ci-devant Marquis je reçois un Couplet,
Un bon Mot d'un Abbé ; contre certain Décret,
L'un fait un Calembour, l'autre une Parodie ;
Chacun, pour m'enrichir, épuiſe ſon génie.
Ce qu'on m'envoie au fond n'eſt pas bien merveilleux,
Et ſi je m'en mêlais, je ferais beaucoup mieux.
Je paye un pauvre Auteur qui prend beaucoup de peine
Pour refondre le tout, & moi je me promene ;
Je dîne chez les Grands, j'ai le cabriolet,
Les femmes que je veux, & le petit Jockey.
Je pourſuis vivement un certain Monaſtere,
Que j'obtiendrai malgré la chaleur de l'enchere.
Je joue à tous les jeux, je gagne énormément ;
On me paye en écus, & je vends mon argent.

Le Marquis, correſpondant de Coblentz, tient dans la maiſon de M. Dunoir, abſent depuis deux jours, des aſſemblées d'Emigrés, pendant la nuit. Il ſe propoſe auſſi d'amener à Coblentz Henriette, la ſeconde fille de M. Dunoir, qu'il veut faire épouſer à ſon

Digitized by Google

neveu. Assemblée d'Emigrés qui finissent par s'injurier tous, les Nobles ne voulant point des Parlemens, les Parlemens ne voulant point du Clergé, &c. : cette scène, bien imaginée pour le fond, mais qui pouvait être plus piquante dans l'exécution, a été imprimée dans la Chronique. Cet Abbé, que nous avons vu au premier Acte, relégué dans un Séminaire par l'Archevêque, & qui est devenu Curé constitutionnel, n'en est pas moins amoureux d'Henriette; mais il attend le divorce comme bien d'autres. Il évente & déjoue les projets du Marquis sur elle; il met en fuite l'assemblée qu'il a découverte.

Les projets de l'Aristocratie
(*Leur dit Henriette*)
Ne sont bons aujourd'hui qu'à mettre en Comédie.

Rien n'est plus vrai, pourvu qu'on n'empêche pas *nos amés & féaux* La Fayette & Lukner de battre les Autrichiens. Sans les factieux, les Aristocrates ne seraient que ridicules : mais aussi les factieux les servent si bien !....

Au troisieme Acte, nous sommes dans l'*Avenir* :

L'espace est vaste; aussi s'y promene-t-il bien.
Métrom.

Cet *Avenir* ne saurait se supposer fort

Digitized by Google

éloigné, car nous retrouvons les mêmes Acteurs; & c'est ce qui aurait dû avertir l'Auteur de ne pas aller si vîte dans son *Avenir*. Voltaire a dit, dans un de ses accès de gaîté folâtre :

J'ai souhaité cent fois, dans ma verte jeunesse,
De voir notre Saint Pere, au sortir de la Messe,
Avec le grand Lama dansant un cotillon.

L'Auteur, qui apparemment a pris cela au sérieux, comme aurait pu faire Anacharsis Klootz, ne manque pas de faire arriver ici le grand Lama, que ses Sujets du Tibet ont chassé, & à qui la France fait mille écus de pension : il y joint le Mogol & le Sophi, qui viennent voir à Paris *la Fédération de l'Univers*. Comme l'Auteur a su quelquefois mettre de la vérité dans ses peintures, il faut lui dire sérieusement qu'il doit ôter de sa Pièce, s'il veut la faire jouer, ces caricatures grotesques. Il est fort douteux que dans plusieurs siecles on sache seulement au Mogol, en Perse & au Tibet ce que c'est que notre Révolution; & d'ailleurs qu'avons-nous besoin du Tibet & du Lama ? Soyons bien chez nous, & les autres deviendront, avec le temps, ce qu'ils pourront. S'occuper si fort de l'*Univers*, c'est s'occuper peu de sa Patrie, & l'on ne sert point sa Patrie par des rêves.

Digitized by Google

TRAITÉ curieux sur les Cataclysmes ou Déluges, les Révolutions du Globe, le principe sexuel & la génération des Minéraux; par un Membre de l'Académie de Cortone. A Mr. FERDINAND MAZZANTI. Brochure in-8°. A St-Germain-en-Laye, de l'Imprimerie de Goujon, *Libraire, rue des Récollets.*

CE n'est point des idées nouvelles qu'il faut chercher dans ce Traité : l'Auteur ne fait gueres qu'y rendre compte de ses lectures à un ami occupé comme lui de physique & d'érudition. Son Traité est divisé en Lettres. La premiere roule sur les inondations que le globe a éprouvées à différentes époques, & l'Auteur répete à ce sujet ce que les Sçavans, depuis Vossius jusqu'à Voltaire, ont écrit sur l'impossibilité d'un déluge universel & sur les différentes dates que l'on y assigne. Dans la seconde, il expose les conjectures & les calculs de M. Bianchini & de Nog***., sur les laves du Vésuve, & sur l'espace de temps que suppose la formation des différentes couches que ces laves ont déposées. Il y a quelque différence entre les résultats de ces deux Sçavans; mais tous deux remontent au delà

de l'époque marquée pour la création du Monde dans la Chronologie sacrée. Dans la troisieme, il traite des tremblemens de terre, des éruptions volcaniques, de tous les bouleversemens causés par l'action combinée de l'air & du feu dans les entrailles de la terre, & des déplacemens occasionnés par ces secousses intestines. Il rappelle à ce sujet les opinions de divers Physiciens, & y mêle quelquefois ses propres conjectures. Il paraît ne pas croire que l'isle de Ceylan, la Serendib des Arabes, soit la Taprobane des Anciens; opinion cependant qui paraît très-probable, & confirmée par le suffrage des hommes les plus instruits.

L'Auteur parle d'une tentative aussi singuliere que hardie de M. l'Abbé B.., connu par d'excellens Mémoires sur la théorie de la foudre ascendante, découverte qui est de nos jours. M. l'Abbé B*. propose d'établir *des paratremblemens de terre*, comme nous avons des *paratonnerres*. Ce seraient de longues barres de fer, enduites d'un vernis bitumineux, afin de les préserver de la rouille, & dont la partie extérieure serait armée de plusieurs pointes divergentes très-aiguës, qu'il appelle *verticiles*. Les *verticiles* de la partie enfoncée serviraient à sous-tirer la matiere électrique sur-abondante, transmise alors par toute la longueur de cette substance métallique & déchargée dans l'atmosphere, sous la forme d'aigrettes, par

Digitized by Google

les pointes supérieures. La première objection qui se présente contre cette espece de préservatif, est précisément celle que fait l'Auteur du Traité : qui peut savoir où sont ces foyers subterranés & leur distance dans l'intérieur de la terre ? Comment espérer qu'on puisse en approcher d'assez près pour y placer une de ces barres électriques ? On ne voit gueres de solution à cette difficulté, & pourtant il est vrai de dire avec l'Auteur, que cette idée est d'un génie inventif, qui a considéré la Nature d'assez près pour sentir que nous ne pouvons pas savoir où s'arrête la faculté que nous avons de prévenir & de combattre ses fléaux en dirigeant ses forces, & que par conséquent tous les efforts en ce genre doivent être encouragés, les plus infructueux pouvant nous conduire, avec le temps, aux plus efficaces.

La quatrieme Lettre offre des détails sur les innombrables isles de la mer du Sud, qui favorisent l'hypothese de Maillet, adoptée par Buffon, & ridiculisée par Voltaire, mais assez probable, quoi qu'on en ait voulu dire, que diverses parties du globe ont été successivement couvertes ou abandonnées par les eaux. Il s'arrête un moment sur l'*isle des Anachoretes*, qu'il voudrait que l'on eût nommée l'*isle des Sages*, parce que ses habitans, dispersés dans des pirogues, & occupés à la pêche,

Digitized by Google

ne daignerent pas se détourner un moment de leur travail pour regarder la frégate *la Boudeuse*, qui passait à la vue de leurs côtes, lorsque M. de Bougainville revenait de Taïti. Il est sûr que cette profonde indifférence forme un contraste très-marqué avec la curiosité ordinaire aux peuplades sauvages. Mais qui sait si cette indifférence, peu naturelle à l'homme toujours avide de connaître & curieux de nouveauté, n'est pas le dernier terme de l'ignorance & de l'abrutissement ? Dans tous les cas, elle ne pourrait être nommée sagesse qu'autant qu'il serait prouvé qu'elle est la suite de principes réfléchis. L'Auteur se répand ici en exclamations & en apostrophes, qui sont précisément les mêmes que celles de J. J. Rousseau, en faveur de la vie sauvage, & contre l'état civilisé. » O Nations policées, » & vous, dédaigneux Européens, si fiers » de vos Loix, de vos Arts, de *votre mensongere industrie*..... *Sauvages de Rome, de Paris & de Londres*, osez jeter quelques regards sur ces heureux enfans de » la Nature, & *rougissez de votre stupide barbarie* «.

Au lieu de rebattre sans cesse ces lieux communs que les jeunes têtes prennent pour de la philosophie, je voudrais qu'on essayât de répondre une fois à ce qui a déjà été observé à propos de cette facile & monotone satire des Nations civilisées, fondée sur l'é-

Digitized by Google

loge tout aussi frivole des Peuples ignorans que l'on nomme Sauvages. La question est de savoir si l'homme étant essentiellement sociable, il peut contredire sa destination naturelle qui le conduit, avec le temps, à tous les progrès, &, par une conséquence simultanée, à tous les abus de la civilisation, & si, ce premier point une fois résolu comme il doit l'être en bonne Logique, c'est-à-dire, par l'inévitable nécessité de suivre le vœu de la Nature, proportionnellement au developpement des facultés de l'espece, plus ou moins accéléré par les causes occasionnelles, il est d'un véritable Philosophe de prétendre à faire rétrograder l'homme vers l'ignorance, au lieu de lui apprendre à mieux profiter de ses lumieres. Ce second point n'est pas plus difficile à résoudre que le premier par l'expérience & l'analogie; & il s'ensuit que toutes ces belles phrases, si aisément éloquentes, ne sont autre chose qu'une déclamation de Rhéteur, puisqu'au fond elles ne peuvent ni rien prouver, ni rien enseigner, ni rien produire. Je sais que c'est réduire à peu de chose une partie des Ouvrages de Rousseau. Mais je dirai à ceux qui se passionnent pour un nom, qu'est-ce qu'un nom devant la vérité? Faut-il que la vérité ait tort, afin que Rousseau ait raison? Si vous ne pouvez rien opposer aux raisonnemens qui le réfutent, eh bien, il n'aura eu dans ses premiers Ouvrages que l'éloquence des

Digitized by Google

mots ; mais il aura eu l'éloquence des choses dans celles des Lettres de son *Héloïse*, où il y a de la vraie passion ; dans son Emile, où il a prêté le charme de son élocution aux vérités établies par Locke sur l'Education ; dans son Contrat Social, où il a renforcé de toute l'énergie de son ſtyle les principes politiques de ce ſage Anglais, le premier penſeur du Monde. N'y a-t-il pas là encore aſſez de gloire ? Celle-là eſt réelle ; & que ſert-il de vouloir lui en donner une autre ? Il eſt temps plus que jamais de ne jurer par perſonne, mais ſeulement par la vérité & par la liberté.

Dans la cinquieme Lettre, l'Auteur développe avec autant de préciſion que d'élégance les différences ſexuelles des fleurs, & ce ſyſtême de génération végétale, entrevu autrefois par Pline le Naturaliſte ; enſuite par Camerarius, à la fin du ſeizieme ſiecle, dans ſon Traité *de Plantis*, puis par le ſavant Ray, cent ans après, dans ſon *Hiſtoire des Plantes*, & enfin démontré de nos jours par le fameux Linné. Ce ſujet mene l'Auteur à une *digreſſion ſur la ſeve*, qui eſt l'objet de la ſixieme Lettre, & qui renferme pluſieurs obſervations curieuſes d'un des meilleurs Phyſiciens de ce ſiecle, l'Abbé Fontana.

L'Auteur emploie la ſeptieme & derniere Lettre à ſoutenir l'hypotheſe de la génération des métaux, un peu moins prouvée

Digitized by Google

que celle des végétaux, mais qui de nos jours a déjà été appuyée de beaucoup d'indices & de probabilités. Si ce système général d'un moyen uniforme dans la reproduction des êtres, celui de la génération sexuelle, acquérait une certitude décidée, que deviendrait cette distinction des trois regnes de la Nature, si long-temps consacrée parmi les Savans ?

En combattant quelques passages de ces Lettres, je n'ai pas prétendu, à beaucoup près, diminuer rien de leur mérite. Elles sont d'un homme à qui la plupart des Sciences physiques paraissent familieres, & qui a porté dans cette étude toute la chaleur d'une imagination que le travail des recherches n'a point refroidie; aussi anime-t-elle son style, quel que soit le sujet qu'il traite: son élocution est aussi abondante que flexible, aussi noble que facile. Il a de la richesse dans l'expression, & crée souvent des mots à la fois scientifiques & pittoresques, qui, loin d'obscurcir ses idées par le néologisme, leur donnent plus de clarté & de force, parce que ces termes nouveaux sont formés suivant les regles de l'analogie, qui ne sont connues que des hommes instruits. On peut remarquer quelques incorrections, quelques fautes de goût : » Il est triste que les » hommes *veulent* toujours déifier leur igno- » rance, & que des obscurités *insolubles* » à leur faiblesse, &c. «. *Veulent* est proba-

blement une faute d'impression ; la construction demandait *veuillent* ; mais des obscurités ne sont ni *solubles* ni *insolubles* ; ici l'expression figurée est fausse ; le mot propre était, impénétrables. » Des heures » qui ne devraient être que *le patrimoine* » *de la vérité* « , sont une expression recherchée, & qui n'a aucune justesse. Mais si l'on remarque ces fautes, c'est qu'elles sont très-rares, & qu'en général le style est celui qui embellit les Sciences & l'érudition du coloris qui leur est propre, comme la philosophie de l'Auteur (si l'on excepte le passage où il a répété Rousseau) est celle qui peut conduire à la vérité, en éloignant de toute superstition & de tout préjugé.

ANNONCES ET NOTICES.

DÉFENSE DES DROITS DES FEMMES, suivie de quelques considérations sur des sujets politiques & moraux. Ouvrage traduit de l'Anglais, de Mary Wolstonecraft, & dédié à M. l'ancien Evêque d'Autun ; 2 vol. in-8°. Prix, 6 livres broché, & 6 livres 12 sols franc de port par la poste. A Paris, chez Buisson, Libraire, rue Haute-Feuille, N°. 20.

On reviendra sur cet Ouvrage.

Digitized by Google

MANUEL DES BUREAUX DE PAIX & de Jurisprudence charitable ; contenant des Instructions & la solution de beaucoup de questions relatives aux Bureaux de Paix, aux fonctions des Membres qui les composent, à leur caractere, & aux actes qui se passent dans ces Bureaux, avec une Table des matieres par ordre alphabétique. Ouvrage utile aux Membres des Bureaux de Paix, & à l'instruction des Citoyens qui veulent éviter des procès. Par un ancien Avocat, Membre d'un Bureau de Paix. Petit in-12. Prix, 1 livre 10 sols broché. A Paris, chez Knapen, Imprimeur-Libraire, au bas du Pont St.-Michel.

LE HAMEAU DE LAGNIELAS, suivi du *Ruisseau* & de *Cecile & Blondel* ou *l'Oratoire*, & du *Nid de la Fauvette*, &c. Par l'Auteur du *Citoyen des Alpes*. Petit in-12. A Paris de l'Imprimerie de C. F. Perlet, rue S. André-des-Arcs.

DISCOURS sur ce sujet : Combien il nous importe d'avoir la paix, quels sont les moyens de nous la procurer ; lu dans la Société des Amis de la Vérité ; par Athanase Auger : suivi de quelques Réflexions sur la nécessité d'obéir à la Loi. Prix, 8 s. A Paris, de l'Imprimerie de L... P... Couret, rue Christine, N°. 2 ; Gattey, Libr. au Palais-Royal ; Leclere, Lib. rue Saint-Martin, à côté de la rue aux Ours.

LETTRE sur la Séance Royale du 23 Juin 1789. Prix, 6 s. Mêmes adresses que ci-dessus.

Digitized by Google

MÉMOIRE du Baron de Capellan de Marſch, Membre de l'Ordre Equeſtre du Comté de Zutphen & des Etats Souverains du Duché de Gueldre, Député extraordinaire de l'Aſſemblée de LL. HH. PP. les Etats-Généraux des Provinces-Unies; condamné à perdre la tête par une Sentence de la Cour de Gueldre, du 8 Août 1788, après le bouleverſement de la République par les Troupes Pruſſiennes : traduit du Hollandais; in-8°. A Paris, de l'Imprimerie de H. J. Janſen, Cloître Saint-Honoré.

LES RIVAUX AU CARDINALAT, ou la Mort de l'Abbé Maury, Poëme Héroï-comique en trois Chants; par Dorat-Cubieres. A Paris, de l'Imprimerie d'Urbain Domergue, rue Saint-Thomas du Louvre, maiſon d'Orléans.

MÉMOIRES DU COMTE DE MAUREPAS, Miniſtre de la Marine; 3e. Edition, corrigée & augmentée, avec onze Caricatures du temps, gravées en taille-douce. 3 Volum. in-8°. Prix, 10 liv. br. & 11 liv. 10 ſ. francs de port par la Poſte. A Paris, chez Buiſſon, Impr-Libr. rue Haute-feuille, N°. 20. On peut ſe procurer le même Ouvrage à Lyon, chez les FF. Bruyſet, rue St-Dominique.

Nous reviendrons ſur ces Mémoires.

TABLE.

Epigramme.	61	*Traité.*	75
Charade, Enig. Logog.	62	*Annonces & Notices.*	81
Le Paſſé, &c.	64		

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS.

SAMEDI 23 JUIN 1792.

PIECES FUGITIVES.

CHANSON POUR L'ARMÉE FRANÇAISE.

AIR : *Auſſi-tôt que la lumiere, &c.*

JADIS aux Champs de la Guerre,
Automate obéiſſant,
Pour les Maîtres de la Terre
Le Soldat donnait ſon ſang,
Le laurier de la Victoire
Couronnait-il ſa valeur ?
Un Tyran avait la gloire,
Un Peuple entier le malheur.

Digitized by Google

O la sotte idolâtrie
De s'égorger pour des Rois !
Nous, armés pour la Patrie,
Ne défendons que ses droits.
Du brave Soldat en France
On a bien changé le sort ;
Vainqueur, on le récompense,
On l'honore après la mort.

MONTREZ enfin qui vous êtes,
Peuples de tout l'Univers ;
Levez fièrement vos têtes,
Et brisez d'indignes fers.
Réunis, lancez la foudre
Sur le Despote effronté :
A l'instant il tombe en poudre
Aux pieds de la Liberté.

(*Par M. D.. T... Grenadier-volontaire de la Garde Nationale Parisienne.*)

Explication de la Charade, *de l'*Énigme & *du* Logogriphe *du* MERCURE *dernier.*

LE mot de la Charade est *Bœfigue*, celui de l'Enigme est *le Fer*, celui du Logogriphe est *France*, où l'on trouve *Rance*, *Boran*, *Nacre*, *Ancre*, *Farce*, *Arc*.

Digitized by Google

CHARADE.

DE la mere de mon premier
Vous avez tout l'éclat, adorable Glicere;
Depuis près de vingt ans vous êtes ma derniere;
Et mon tout, sans vous voir, me semble un siecle entier.

ÉNIGME.

JE suis, Lecteur, une maison gentille;
Avec plaisir l'ouvrier m'arrondit,
Légérement sur un pivot me mit,
Si que je tourne & même je frétille.
Une commere habite le premier,
Qui de parler fait son unique affaire,
Ange & Démon, nuisible & salutaire,
Sage parfois, souvent folle à lier.
A mon second demeure un locataire,
Incessamment d'un catarre affligé,
Sale & bruyant, mais le propriétaire
Point ne voudrait lui donner son congé.
Mon troisieme est une double guérite,
Où deux gémeaux sont postés pour tout voir;
Et rien n'échappe à ce couple hypocrite;
Mais il est sourd: on ne peut tout avoir.
Deux pavillons sis à l'une & l'autre aile
Servent d'asile à deux autres gémeaux;

Digitized by Google

Aveugles-nés, qui, de leurs soupiraux,
Ecoutent tout ce que dit la femelle.

LOGOGRIPHE.

LE Laboureur, le Jardinier,
De moi, dans leurs travaux, font le plus grand usage ;
Et quoique je ne sois qu'un abject assemblage,
Ils savent bien m'apprécier :
Mais je vais, cher Lecteur, m'expliquer davantage.

Retourne mes six pieds, & tu verras dedans
L'ouvrage principal de la maçonnerie ;
L'Empire de Neptune ; un des quatre élémens ;
Ce qui donne à la Poésie
Sa cadence & son harmonie ;
Le synonyme de hautain ;
Deux notes ; un pronom ; un terme de dédain ;
Ce transport violent qui naît de la colere,
Et souvent des plus dangereux ;
Un fruit très-doux ; un métal nécessaire,
Quoique pourtant peu précieux.
Ami Lecteur, la chose est assez claire,
Devine à présent si tu veux.

(*Par M. D... de Lyon.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

MÉMOIRES du Comte de Maurepas, Miniſtre de la Marine, &c. Troiſieme Edition, avec onze Caricatures du temps, gravées en taille douce. 3 Volum. in-8°. Prix, 10 *liv. br. &* 11 *liv.* 10 *ſ. francs de port par la Poſte. A Paris, chez* Buiſſon, *Impr-Libr. rue Haute-feuille, N°.* 20 ; *& à Lyon, chez les Freres* Bruyſet, *rue Saint-Dominique.*

PREMIER EXTRAIT.

CEUX qui, ſur le titre de ce Livre & ſur le nom de ſon Auteur, qui a été long-temps Miniſtre, & qui l'était quand il écrivit, s'attendraient à lire les Mémoires d'un homme d'Etat, ſeraient bien trompés. Si l'on excepte deux morceaux qui ſont une partie du III^e. Volume, & qui ſont une eſpece de compte rendu au Roi, en 1730, ſur le commerce extérieur du Royaume, & ſur les encouragemens dont il eſt ſuſceptible, on ne trouve rien d'ailleurs qui concerne la Politique & le Gouvernement ; on peut même douter que

Digitized by Google

ces deux morceaux soient du Comte de Maurepas, attendu l'usage assez généralement établi dans le Ministère, d'emprunter la plume d'un premier Commis pour ces sortes de pieces ostensibles, dont un Ministre se faisait honneur dans le Conseil, mais que rarement il était en état de faire lui-même. Plus cet usage était commun, plus les exceptions étaient remarquées; elles sont si connues des gens instruits que je ne crains pas qu'on m'accuse d'avoir voulu les dissimuler pour généraliser le reproche. On n'ignore point, par exemple, que M. Turgot & M. Necker ne se servaient que de leur plume, & auraient eu tort d'emprunter celle d'aucun autre. Ce n'est pas que dans cette tourbe si superficielle qu'on appelait le grand monde, on n'ait répété mille fois que Thomas était le *faiseur* de M. Necker, & que les Economistes qui entouraient Turgot, étaient les Rédacteurs de ses Edits. Ces propos de l'ignorance ou de l'envie étaient fondés principalement sur l'opinion reçue, qu'un homme en place ne faisait rien par lui-même. On oubliait que MM. Necker & Turgot étaient Hommes de Lettres dans toute l'étendue de ce terme; & les hommes à portée de voir & de juger ne pouvaient s'empêcher de rire, quand ils entendaient affirmer, avec un grand sérieux, que Thomas *faisait les Ouvrages*

Digitized by Google

de M. Necker, quoiqu'il n'y eût pas le moindre rapport entre le ſtyle & la maniere de ces deux Ecrivains. Ces mêmes hommes, qui ſavaient que l'Abbé de Boiſmont avait fait le préambule fameux du fameux Lit de Juſtice de 1765, ſavaient auſſi que ſi le Chancelier Maupeou était hors d'état de rien écrire qui approchât de ce préambule, aucun des Economiſtes, amis de Turgot, n'écrivait auſſi bien que lui. Mais cela n'empêche pas que tous ces ridicules ouï-dire ne ſe répetent dans des Recueils d'Anecdotes reproduits ſous toutes les formes, commandés à tant la feuille par des Libraires avides, compoſés par de *pauvres Diables* qui n'ont jamais rien vu, & reçus comme parole de l'Evangile par des ſots qui croient y entendre fineſſe.

Il n'eſt pas à craindre du moins que l'on conteſte au Comte de Maurepas ſes Mémoires : ils ſont écrits avec une telle négligence & en ſi mauvais langage, qu'il n'y a perſonne qui n'ait pu les faire ; ils reſſemblent aſſez, pour le ſtyle, au *grand Livre de Mad. Doublet*, & aux *Mémoires de Bachaumont* (dont on a fait depuis les *Mémoires ſecrets*) ; mais il y a cette différence eſſentielle que ceux-ci, rédigés par quiconque apportait ſa nouvelle, ou, faute de mieux, par un Valet de chambre du vieux Préſident de Bachaumont, ſont rem-

Digitized by Google

plis de sottises & de fausſetés, & que les Mémoires de Maurepas, quoique roulant, le plus souvent, sur d'assez petits objets, sont du moins l'ouvrage d'un homme qui voit les choses de près, & qui sait d'origine ce que le Public ne sait qu'avec le temps après. Ils sont donc, sous ce point de vue, très-curieux : on peut d'ailleurs s'assurer de la véracité de l'Auteur, en rapprochant son récit de beaucoup d'autres Mémoires que nous avions déjà sur la fin du regne de Louis XIV, sur la Régence, sur le regne de Louis XV; époques qui nous sont aujourd'hui, graces à tant de secours, assez bien connues, jusques dans les détails les plus secrets, pour qu'il soit facile à présent d'en faire une Histoire aussi fidelle qu'instructive.

Ces Mémoires ont un autre avantage, c'est de faire bien connaître leur Auteur, & de confirmer l'opinion qu'il laissa de lui, lorsque rappelé au Gouvernement par un hasard imprévu & sans exemple, dans un âge qui est celui de l'expérience & de la sagesse, après trente ans de retraite qui supposent de longues réflexions, près d'un jeune Roi dont il avait toute la confiance, il n'apporta pas dans l'Administration une seule idée qui pût faire voir qu'il avait tiré quelque profit de ses années, de son expérience & de sa retraite. Il revenait cependant avec des préjugés avantageux. Il

Digitized by Google

avait été renvoyé, en 1749, pour avoir choqué une Favorite, & cela seul était un titre de popularité ; il passait pour aimer les Lettres, & c'était à lui que les Philosophes avaient dédié l'*Encyclopédie*. Ennemi des persécutions religieuses qu'exerçait le Cardinal de Fleury avec un grand air de bénignité ; assez favorable à la liberté d'écrire & de penser, autant du moins qu'un Ministre pouvait l'être sous Louis XV ; on pouvait présumer que sous un nouveau Regne qui annonçait toute sorte d'encouragemens & de réformes, il serait jaloux d'y contribuer autant que le permettait la place éminente qu'il occupait. Mais dès qu'il y fut, il parut également au dessous & de ce qu'il pouvait par cette place, & de ce qu'on avait espéré de son retour. Il n'affecta que la supériorité d'un vieux Courtisan dans l'art de se maintenir, & la facilité de mettre sa vieillesse au ton d'une jeune Cour, de lui tracer même des leçons d'insouciance & de frivolité, & de dire le premier bon mot du quart d'heure sur chaque événement du jour. Ce qui se fit de bien dans quelques parties, il le laissa faire sans y prendre part, & fit congédier les Ministres qui l'avaient fait, dès qu'ils ne parurent pas assez dépendans de lui. Il ne témoigna pas le moindre intérêt pour les Lettres ; il n'eut pas même l'esprit d'oublier ses pe-

Digitized by Google

rites animosités contre Voltaire, pour se faire honneur d'appeler à Versailles cet illustre vieillard qui avait la faiblesse de le désirer; & il eut la mal-adresse de laisser voir à la France & à l'Europe que l'opinion publique était devenue une puissance bien prépondérante, puisque Paris décernait à Voltaire des honneurs sans exemple, dont la Cour demeurait spectatrice immobile & muette, entre les réclamations furieuses de l'Archevêque & du Clergé, & les sourdes menaces du Parlement. Il n'a pas échappé aux observateurs que ce triomphe inouï qui consterna Versailles, où l'on osait à peine en parler, & plusieurs circonstances singulieres du séjour de Voltaire à Paris, étaient un des événemens publics qui annonçait déjà un grand changement dans les esprits.

Tout ce caractere du Comte de Maurepas se trouve dans ses Mémoires: pour peu qu'on y porte un œil attentif, on y voit ce fond de frivolité, cette vanité jalouse, ce goût & cette habitude des petites choses qui étaient ses qualités distinctives. Ils offrent l'extrait de 52 Volumes, rédigés entre lui & son Secrétaire Salé, en partie pendant le cours de son Ministere, & avec le plus grand soin. Qui croirait que ces 52 Volumes, composés par un homme qui devait être occupé d'objets si importans, ne contiennent guères, à en juger par l'ex-

Digitized by Google

trait, que les petites anecdotes, les petites intrigues, les petites histoires de la Cour & de la ville, ne fussent, en un mot, qu'une espece d'*Ana*, ramassé (pour me servir ici des jolis vers de Gresset, qui viennent fort à propos,)

Par un de ces oisifs errans,
Qui chaque jour, sur leur pupitre,
Rapportent tous les vers courans,
Et qui, dans le changeant Empire
Des Amours & de la Satire,
Acteurs, Spectateurs tour à tour,
Possedent toujours à merveille
L'historiette de la veille
Avec l'étiquette du jour ?

Qui croirait qu'on y emploie la moitié d'un Volume à nous faire l'histoire détaillée & raisonnée du *Régiment de la Calotte*, sottise aujourd'hui si profondément oubliée, que bien des Lecteurs demanderont ce que c'est, (& je leur en saurai bon gré), que cette histoire, enrichie d'une foule de pieces justificatives, ne nous est donnée que comme une très-petite partie de la *grande Histoire de ce Régiment*, digne Ouvrage d'un Ministre d'Etat; qu'on nous assure qu'elle contient plus de 400 pieces contre Voltaire seul; (jugez du reste!) qu'enfin ce rare morceau commence ainsi: » *Un des plus beaux monumens* de l'Histoire du 18^e. Siecle, est, *sans contredit*,

» celui du Régiment de la Calotte «? Et qu'on n'imagine pas que c'eſt une ironie; rien n'eſt plus ſérieux; la ſuite ne permet pas d'en douter : j'y reviendrai tout à l'heure.

Le Comte de Maurepas fait de juſtes reproches au Cardinal de Fleury ſur l'abandon où il laiſſa la Marine, ſur ſon ridicule entêtement pour la Bulle, ſur ſon dévouement ſervile à la Cour de Rome, & ſur les oppreſſions arbitraires dont les Janſéniſtes furent les victimes : il a raiſon; mais ce qui fait voir que ce n'eſt pas par un eſprit de juſtice, c'eſt qu'il n'en rend aucune à ce que ce Miniſtre a fait de bon, au ſoin qu'il eut d'écarter de nous la guerre, ſur-tout avec les Anglais, repos néceſſaire qui donna le temps à la France de revenir de l'épuiſement des dernieres années de Louis XIV & des ſecouſſes du Syſtême, & qui la rendit, vers l'an 1740, auſſi riche & auſſi floriſſante qu'elle avait jamais pu l'être ſous un Gouvernement abſolu. Il dénigre beaucoup toute la politique extérieure du Cardinal à l'époque de la guerre de 1734; & il eſt de fait que cette guerre eſt la ſeule du regne de Louis XV qui ait été bien entendue, la ſeule qui ait été heureuſe ſous tous les rapports, d'abord parce qu'elle fut très-courte, ce qui prouve que les meſures étaient bien priſes; enſuite parce qu'on n'y eut que

Digitized by Google

des avantages, & qu'ils coûterent peu; enfin parce qu'elle diminua capitalement la puiſſance de la Maiſon d'Autriche en Italie, où la Maiſon de Bourbon acquit le Trône de Naples & de Sicile; enfin, parce qu'elle augmenta de la Lorraine & du Barrois la puiſſance territoriale des Français.

Il montre beaucoup d'humeur contre les premieres Maîtreſſes de Louis XV; mais en examinant l'état des choſes au moment où il écrivait, on ſent trop que ſa cenſure n'a pour fondement, ni la morale, ni la politique. Pour la morale, il ne ſe montre nulle part auſtere en principes, & il en était fort éloigné: on pourrait même, en ſe rappelant la réputation du Comte de Maurepas en fait de galanterie, lui citer la Fable du Renard *ſans queue*, qui voulait l'ôter à tous ſes confreres les Renards. Pour la politique, il faut ſe ſouvenir que, de ſon aveu, Mad. de Mailly ne ſe mêla de rien que d'aimer le Roi, & ne coûta rien à la France; quant à elle, il lui en coûta le long repentir d'une faibleſſe excuſable & paſſagere, repentir qui dura toute ſa vie, & dont la juſtice du Peuple ſe ſouvint plus que de ſa faute; qu'à l'égard de Mad. de Chateauroux, à l'inſtant même où il ſe déchaîne contre elle (tous ces écrits ont une date marquée), elle montrait un carac-

Digitized by Google

tere noble & élevé, attesté par tous ses contemporains ; elle voulait faire de son Amant un homme & un Roi ; elle le déterminait à se mettre à la tête de ses Armées, démarche qui le rendit si cher alors à tout un Peuple facilement enthousiaste, & réellement lui faisait honneur ; elle voulait qu'il sortît de son indolence & gouvernât par lui-même ; il en existe des preuves. Sa mort, aussi affreuse que subite, fut attribuée au poison, & pour cette fois, ce crime, toujours si aisément soupçonné & si difficilement prouvé, n'était pas sans vraisemblance. Il est permis de présumer que l'animosité que le Comte de Maurepas montre contre elle, & qu'il signala de même contre celle qui lui succéda, n'était au fond qu'une jalousie d'autorité.

A considérer la chose en elle-même, ce n'est pas un plus grand tort dans un Roi que dans un autre homme, d'avoir des Maîtresses, quand il n'est pas assez heureux pour trouver auprès de lui un bonheur légitime, assurément le plus désirable de tous, mais qui ne dépend pas toujours de nous ; ce qui est important & difficile, c'est de ne pas donner son autorité avec son cœur ; & pourtant nous en avons vu un exemple dans un Prince naturellement passionné pour les femmes, Henri IV ; ses amours n'influerent point,

Digitized by Google

du moins dans les choses graves, sur son Gouvernement. Il soutint constamment son ami Sulli contre toutes ses Maîtresses; on fait même qu'il alla jusqu'à donner un soufflet à la plus emportée de toutes, la Marquise de Verneuil. Ce soufflet n'est peut-être pas ce qu'il y a de plus louable; ce pouvait bien n'être qu'une vivacité d'Amant; mais ce qui est d'un homme & d'un Roi, ce sont ces paroles que tout le monde a retenues : *Apprenez, Madame, que je trouverai plutôt dix Maîtresses comme vous qu'un Ministre comme lui.* Quand la conduite répond à un tel langage, & que le lendemain la Maîtresse, après avoir bien pleuré, est obligée de faire les premieres démarches près du Ministre qu'elle voulait renvoyer, quand depuis ce temps elle n'ose plus ouvrir la bouche contre lui, cela est peut-être plus beau que de n'avoir point de Maîtresses. Ainsi, loin de dire comme Bayle (qui a laissé, je ne sais comment, échapper de sa plume cette phrase grossiere & ridicule), *il n'a manqué à Henri IV, pour sa gloire, que de n'être pas Eunuque*; je dirai : rien n'a manqué à sa gloire, puisqu'il a eu celle de régner même sur ses passions.

L'Auteur des Mémoires, en remontant jusqu'aux derniers temps de Louis XIV, fait un précis de la naissance & des commencemens de la célebre Maintenon & des

Digitized by Google

principaux événemens de sa vie. Il n'y a là que ce qui a été écrit par-tout ; mais à propos de la prédiction qui lui fut faite par un maçon, qu'elle serait un jour épouse du Roi, il ajoute : » On a assuré que dès » ce moment elle ne fit pas un pas qui » ne tendît à parvenir à la place qui lui » avait été promise, quoiqu'elle en parût » extrêmement éloignée «. Très-éloignée en effet, puisqu'alors elle était Mad. Scarron. Comment un homme de quelque esprit peut-il énoncer sérieusement une pareille ineptie ? Si la femme de Scarron avait pu songer réellement à devenir celle de Louis XIV, elle eût été réellement folle. Celle qui eut assez de sens pour voir jour à tant d'élévation, lorsque l'amour du Roi pour elle rendit au moins la chose possible, avait aussi trop de sens pour rêver un semblable projet, quand il était hors de toutes les vraisemblances morales ; & ceux qui, dans les destinées extraordinaires, veulent toujours voir un même dessein depuis le premier pas jusqu'au dernier, montrent une bien grande ignorance des hommes & des choses. Plus un homme est habile, plus il regle sa marche sur les moyens que le hasard lui présente, & qui, le plus souvent, ne sont pas ceux qu'il a prévus ou préparés. Madame Scarron ne pouvait pas deviner que le hasard la ferait choisir pour élever en secret les enfans de

Digitized by Google

Mad. de Monteſpan : ce fut là le premier échelon de ſa fortune. Quand les circonſtances l'eurent fait connaître du Roi, elle put encore moins s'attendre qu'à l'âge de quarante-cinq ans elle lui inſpirerait une grande paſſion, & d'autant moins qu'il commença par avoir pour elle un éloignement marqué. Elle ne put donc juſque-là, ſans être inſenſée, avoir le moindre preſſentiment de ſon avenir. Mais quand elle vit le Roi très-amoureux, & qu'elle le connut très-dévot, c'eſt alors qu'avec beaucoup d'eſprit, elle put concevoir le projet de l'amener juſqu'au mariage. Cet eſprit après tout (car il en fallait) n'eſt pas très-rare dans une femme. Quelle eſt la femme (parmi celles qui ne ſont ni ſottes ni amoureuſes) qui ne ſache pas à peu près ce qu'elle peut faire de ſon Amant? Madame de Maintenon n'était ni l'un ni l'autre. Elle était aimable, ambitieuſe & adroite; le Roi était ſur le retour, tendre, faible, crédule, bigot. Elle dut voir alors qu'avec des refus & des coquetteries d'un côté, de l'autre, avec des déſirs & des ſcrupules, il y avait de quoi parvenir à tout; & elle y parvint. Perſonne n'y fut trompé dans le temps; & toute ſon hiſtoire eſt très-bien expliquée dans le fameux Sonnet qui finit par ce vers :

Il eut peur de l'Enfer, le lâche, & je fus Reine.

Digitized by Google

Voilà le mot, & l'amour une fois donné, toute cette aventure n'eſt au fond qu'un mariage de conſcience, que les noms de Louis XIV & de Scarron rendent plus ſingulier qu'un autre.

A peine a-t on parlé de celui du Dauphin, Monſeigneur, avec Mlle. Choin, qui n'eſt pas moins réel & gueres moins hors des convenances, & qui eut les mêmes motifs : d'autres Mémoires l'avaient atteſté : il l'eſt encore, & avec détail, dans ceux de M. de Maurepas. On ſait ce qui fut dit alors : *On s'allie ſinguliérement dans cette Maiſon là.* Si Louis XV eût vécu, qu'il eût conſervé une certaine ſanté, & acquis une certaine dévotion, qui peut répondre qu'il n'eût pas épouſé Mad. du Barry ? Avec un Prêtre & du ſecret, n'eſt-il pas fort commode d'arranger ſon plaiſir & ſa conſcience pour ce monde-ci & pour l'autre ?

M. de Maurepas paraît croire que Mad. de Maintenon avait célé à ſon Amant, long-temps avant de l'épouſer. Cette opinion, contraire à celle de tous les Hiſtoriens du temps, eſt bien peu réfléchie. Quand nous n'aurions pas les lettres de la Favorite, quand nous n'y aurions pas lu ce mot ſi connu & ſi déciſif : *Je le renvoie toujours affligé & jamais déſeſpéré ;* il ſuffirait de ſavoir quel plan de conduite elle

a suivi dès le commencement, pour comprendre qu'elle ne pouvait pas céder sans aller directement contre son but, ce dont elle était incapable avec son esprit & son caractere. C'est sur-tout en mêlant la Religion à l'amour qu'elle avait assujetti l'ame à la fois timorée & sensible de Louis XIV; c'est en jouant auprès de lui le double rôle d'une femme qui aime & d'une dévote qui prêche, en l'effrayant d'une liaison illégitime & lui faisant entrevoir les charmes d'une union irréprochable, qu'elle l'avait arraché des bras de Mad. de Montespan. Comment aurait-elle pu se démentir elle-même au point de faire ce qu'elle regardait comme si coupable? Elle perdait dès-lors tout son ascendant, & n'était plus qu'une femme comme une autre aux yeux d'un homme qui avait le besoin d'aimer consciencieusement. L'excellente scène que Racine eût pu faire d'une conversation entre deux Amans de ce genre, de celle, par exemple, qui décida le mariage! Sans doute, le charme de ses vers n'eût été qu'à lui; mais les deux personnages avaient assez d'esprit pour qu'il ne leur eût pas prêté d'autres idées & d'autres sentimens que ceux qu'ils ont pu exprimer entre eux.

(*La suite au N°. prochain.*)

Digitized by Google

ANNONCES ET NOTICES.

DEVAUX, Libraire, à Paris, rue de Chartres, N°. 382, & au Palais-Royal, N°. 181, vient de mettre en vente le X^e. Volume de la NOUVELLE LÉGISLATION, ou Collection complette & par ordre de Matieres de tous les Décrets rendus par l'Assemblée Nationale constituante.

Ce Volume est le premier du Code de l'Extraordinaire des Finances, & contient les Décrets relatifs aux Dons Patriotiques & à l'Aliénation des Domaines Nationaux.

Les Volumes qui ont paru, sont : 1°. les Pouvoirs Législatif, Exécutif & Administratif ; Partie complette, 5 Vol. 2°. Code Judiciaire ; Partie complette, 2 Vol. 3°. Code Ecclésiastique ; Partie complette, 2 Vol. 4°. Code de l'Ordinaire des Finances, 2 Volum. ; le 3^e. qui complette cette Partie, va paraître. Le prix de chaque Volume est de 3 liv. 15 sous pour MM. les Abonnés de Paris, & 4 liv. 10 s. pour ceux des Départemens ; chaque Code se vend séparément 4 liv. 10 sous pour Paris, & 5 liv. franc de port par la Poste.

Cette Collection sera terminée par une Table générale & séparée des Matieres, par ordre alphabétique. Cette Table, qui aura 7 à 800 pages, sera délivrée gratis à MM. les Souscripteurs & à ceux qui souscriront encore jusqu'au 15 Juillet prochain. Les personnes qui désireront souscrire voudront bien faire passer le montant des dix Volumes qui paraissent : ils ne payeront ensuite qu'en recevant chaque Livraison ; & la derniere ne se payera qu'en recevant la Table générale des Matieres. Il y aura 18 Volumes.

Digitized by Google

LA SAINTE BIBLE, contenant l'Ancien & le Nouveau-Testament, traduite en français sur la Vulgate; par M. Lemaître de Sacy; nouvelle édition, ornée de 300 Figures, gravées d'après les Dessins de M. Marillier. 1re. Livraison, qui commence le Tome III. A Paris, chez Defer de Maisonneuve, Libraire, rue du Foin-St-Jacques, Hôtel de la Reine Blanche, N°. 11. De l'Imprimerie de Monsieur.

Cette superbe Edition, chef-d'œuvre de typographie & de gravure, se continue toujours avec le même soin & la même perfection.

LA CONSTITUTION FRANÇAISE, décrétée par l'Assemblée Nationale constituante, aux années 1789, 1790 & 1791, acceptée par le Roi le 14 Septembre 1791; suivie d'une Table alphabétique des 83 Départemens, de celle des villes & des Bourgs où se trouvent des Districts, de l'origine des noms des Départemens, du tableau des Tribunaux, de Paris divisé en 48 Sections & ses six Tribunaux, du tableau des 28 Divisions de la Gendarmerie Nationale, & des Entretiens du P. Gérard: petit format. A Paris, chez les Sœurs Traiteuelle, Brocheuses, maison Florence, passage des Jacobins, rue St-Jacques.

MÉMOIRES D'UNE SOCIÉTÉ CÉLEBRE, considérée comme Corps Littéraire & Académique, depuis le commencement de ce siecle; ou Mémoires des Jésuites sur les Sciences, les Belles-Lettres & les Arts. Publiés par M. l'Abbé Grosier; 3 Vol. in-8°. avec Figures. A Paris, même adresse que ci-dessus.

On reviendra sur cet Ouvrage.

Digitized by Google

ŒUVRES BADINES DU COMTE DE CAYLUS, 12 Vol. in-8°., ornées de 25 jolies Gravures, dessinées par M. Marillier, gravées sous la direction de M. Delaunay. Prix, 48 liv. br. A Paris, chez Visse, Libr. rue St-Jacques, au dessus de celle des Mathurins, N°. 41.

Cette Collection contient l'Histoire du Chevalier Tiran-Leblanc; le Caloandre fidele; les Soirées du Bois de Boulogne; Recueil de ces Messieurs; Histoire nouvelle & Mémoires ramassés; les Manteaux; le Pot-pourri, Ouvrage de ces Dames & de ces Messieurs; Contes Orientaux; Féeries nouvelles; Cinq Contes de Fées; Cadichon & Jeannette; Histoire de Guillaume, Tocher de fiacre; Aventures des Bals de bois; les Fêtes roulantes & les Regrets des petites Rues; Mémoires de l'Académie des Colporteurs; les Etrennes de la Saint-Jean; les Ecossoises ou les Œufs de Pâques; Recueil de ces Dames; Essais historiques sur les Lanternes; Histoire des Chats & des Rats; Mémoires de l'Académie de Troies; Mémoires de l'Académie de ces Dames & de ces Messieurs.

ANA, ou Collection de Bons Mots, Contes, Pensées détachées, Traits d'Histoire, & Anecdotes des Hommes célebres depuis la renaissance des Lettres jusqu'à nos jours; suivis d'un Choix de Propos joyeux; Mots plaisans, Réparties fines & Contes à rire, tirés de différens Recueils. 9 Vol. in-8°. Prix, 16 liv. broch. A Paris, même adresse que ci-dessus.

Nota. En prenant à la fois les deux Collections ci-dessus, on ne les payera que 72 liv. au lieu de 84 liv.

Digitized by Google

TRAITÉ des Affections vaporeuſes des deux Sexes, ou Maladies nerveuſes, vulgairement appelées Maux de nerfs; par M. Pomme, Doct. en Médecine. Nouvelle édition, augmentée & publiée par ordre du Gouvernement. 1 Volume in-4°. A Paris, de l'Imprimerie Royale. Prix, 10 liv. 10 ſ. br. Même adreſſe.

DICTIONNAIRE Vétérinaire des Animaux domeſtiques, contenant la maniere de les nourrir & de les élever, &c. 6 Vol. in-8°. avec 60 Pl. au lieu de 30 liv., 15 liv. br. Même adreſſe.

LA DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME, Poëme, précédé de quelques Réflexions ſur la rédaction de la Déclaration des Droits, adoptée par l'Aſſemblée conſtituante, ſuivi de l'Apothéoſe de Franklin, Légiſlateur du Nouveau-Monde; par M. Michaud. A Paris, chez Girod & Teſſier, Libr., rue de la Harpe, au coin de la rue des Deux-Portes. Prix, 12 ſ. 6 liv. la douzaine, & le 13e. gratis.

SENTIMENS DE SOCIABILITÉ, ou d'une Religion pour le Citoyen; par Pierre Duronceray, de l'Oratoire. A Paris, chez les Marchands de Nouveautés.

Digitized by Google

ZENA, ou la Jalousie & le Bonheur; Rêve sentimental, par M. Villenterque.

(On a tout dit, il faut rêver).

A Londres; & se trouve à Paris, chez les Mds. de Nouveautés.

MUSIQUE.

MELOPÉE MODERNE, ou l'Art du Chant réduit en principes, composé & dédié à M. Lenormand d'Etioles; par M. Martini, Surintendant de la Musique du Roi. Prix, 15 livres. A Paris, chez M. Boyer, rue de Richelieu, à la Clef d'or, passage de l'ancien Café de Foy; à Lyon, chez M. Garnier, place de la Comédie.

Cet Ouvrage, assez recommandé par le nom de l'Auteur, traite de l'exécution de la Musique en général, & de la vraie maniere d'accorder la Harpe & le Piano.

TABLE.

CHANSON.	85	Mémoires.	89
Charade, Enig. Log.	87	Notices.	194

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS.

SAMEDI 30 JUIN 1792.

PIECES FUGITIVES.

AU VILLAGE D'AV**.

AIR : *Je suis Lindor*, de PAESIELLO.

SÉJOUR charmant, las ! qu'il faut que je laisse,
Où l'on n'eſt point ſatisfait à demi ;
C'eſt dans ton ſein qu'il me reſte un ami,
Un tendre ami que j'aimerai ſans ceſſe !

QUOI ! j'oublirais, ſans devenir coupable,
Son cœur aimant, ſon cœur droit, généreux,
Et ce penchant à faire des heureux,
Qui des humains le rend le plus aimable ?

Digitized by Google

OH ! que de fois dans son ame sensible
Je déposai mes chagrins, mon ennui ;
Et que de fois je sortis d'avec lui
Plus soulagée, & pourtant moins paisible !

POUR mon bonheur je devins son amie ;
C'est de son sort que dépend mon destin ;
Contre mon choix si je livre ma main,
Mon cœur au moins est à lui pour la vie.

SŒUR charmant, si doux à ma mémoire,
Toi qui ne peux jamais être oublié,
Si mes accens sont chers à l'amitié,
A te chanter je veux mettre ma gloire.

(*Par Stella Werenfelt.*)

Explication de la Charade, de l'Énigme & du Logogriphe du Mercure *précédent.*

LE mot de la Charade est *Journée* ; celui de l'Enigme est *la Tête* ; celui du Logogriphe est *Fumier*, où l'on trouve *Mur, Mer, Feu, Rime, Fier, Mi, Ré, Me, Fi, Furie, Mure, Fer.*

Digitized by Google

CHARADE.

Mon second est trois fois contenu dans mon tout ;
Mon premier vous le dit, & c'est inconteſtable ;
Mais pour venir de moi plus aiſément à bout,
Cherchez-moi dans la main d'un des Dieux de la Fable.

ÉNIGME.

Nous sommes bon nombre de sœurs,
Dont l'étroite union & l'heureux aſſemblage
Plaiſent fort à nos poſſeſſeurs.
Si quelqu'une de nous à la maiſon fait rage,
Elle sort, & souvent cauſe bien des douleurs.
Chez nous la qualité de belles
Ne va point ſans la dureté ;
Et plus nous avons de bonté,
Plus on nous éprouve cruelles.

LOGOGRIPHE.

Lecteur, je ſuis dans ce moment
Couvert du plus épais feuillage,
Et mainte fois ſous mon ombrage,
J'ai vu le Poëte & l'Amant

Digitized by Google

Tous deux s'exercer au langage
De l'esprit & du sentiment.

Neuf pieds composent tout mon être :
Retourne-les, tu vois paraître
Un arbre qui n'a point de fruit ;
Un obscur & triste réduit ;
Un amas d'eau souvent croupie ;
Une riviere d'Italie ;
Un quadrupede ; un élément ;
Un mal terrible ; un mois charmant ;
Ce qui sert à notre défense ;
Une riviere de la France ;
Deux notes ; deux pronoms divers ;
Ce qu'on trouve à la fin d'un vers ;
Un meuble utile à la toilette ;
Ce que toujours sage fillette
A dix-huit ans désire avoir ;
Un Art très-utile à savoir,
Sur-tout quand par mer on voyage ;
De Dieu le plus parfait ouvrage ;
Le riche séjour des métaux ;
Le plus stupide des oiseaux ;
Un amas d'eau considérable ;
Un Saint ; un mortel estimable ;
Un Patriarche ; un Magistrat ;
Un synonyme à Potentat ;
Une ville en Héros féconde,
Jadis Capitale du Monde ;
Enfin, dans moi l'on trouve encor
Ce métal en France si rare.
Ah ! s'il en est dans ton trésor,
Lecteur, sois-en donc moins avare.

(Par un Abonné.)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

MÉMOIRES du Comte de Maurepas, Ministre de la Marine, &c. Troisieme Edition, avec onze Caricatures du temps, gravées en taille douce. 3 Volum. in-8°. Prix, 10 liv. br. & 11 liv. 10 ſ. francs de port par la Poſte. A Paris, chez Buiſſon, *Impr-Libr. rue Haute-feuille, N°. 20; & à Lyon, chez les Freres* Bruyſet, *rue Saint-Dominique.*

SECOND EXTRAIT.

PUISQUE nous en ſommes aux mariages extraordinaires, il ne faut pas oublier celui de Boſſuet avec Mlle. de Mauleon. On a beaucoup crié contre Voltaire pour en avoir parlé le premier : M. de Maurepas le rapporte comme un fait certain.

Un autre mariage qui ne laiſſe pas d'avoir auſſi ſes ſingularités, c'eſt celui d'un Roi de France avec la fille d'un Staroſte Polonais, que les armes de Charles XII avaient fait un moment Roi de Pologne, & qui depuis, dépouillé & fugitif, s'était retiré à Veiſſembourg, où il était dans une

Digitized by Google

telle misere, qu'il fallut d'abord envoyer des chemises à sa fille en lui offrant la couronne de France. Ce n'était pas qu'elle fût dans le cas de la belle Mazarin, à qui Mad. de Sévigné écrivait si plaisamment : *Vous voyagez comme une Héroïne de Roman ; force diamans & point de chemises.* La fille de Staniſlas n'avait pas plus de l'un que de l'autre ; & pour premier présent de noces, elle reçut un trousseau complet. Le Comte de Maurepas trouve cette alliance monstrueuse : il est bien vrai que c'était l'ouvrage d'une Madame de Prie, Maîtresse du premier Ministre, M. Le Duc, & qui lui persuada que pour rendre son pouvoir inébranlable, il fallait donner au Roi une femme qui ne fût rien par elle-même, & qui devant tout au Ministre, fût aussi toute entiere à lui. Mais on peut quelquefois, par des motifs très-personnels, faire une chose bonne & sage en elle-même. Les mariages de nos Rois avec des Princesses étrangeres ont eu le plus souvent des suites funestes, parce qu'ils font naître des prétentions qui sont des sources de guerre, & qu'on fait entrer les Peuples comme une propriété dans les clauses du contrat : or, tout ce qui est une cause prochaine d'ambition & de guerre, est certainement un grand mal dans la saine politique, qui ne doit songer qu'au bonheur des Peuples. Quant à la politique

Digitized by Google

perſonnelle de M. Le Duc & de Mad. de Prie, elle ne valait rien du tout : il ne faut point compter ſur la reconnaiſſance, & à la Cour moins qu'ailleurs ; & puis, ce qu'une Reine de France peut être dans le Gouvernement ne dépend point de ce qu'elle était avant ſon mariage, mais de ſon caractere, du plus ou moins d'envie de dominer, des moyens qu'elle peut avoir pour y parvenir, & des circonſtances où elle ſe trouve. Catherine de Médicis n'était rien moins qu'une grande Dame par ſa naiſſance, & l'on ſait quel terrible pouvoir elle exerça ſous trois Regnes.

Le Comte de Maurepas a raſſemblé le plus qu'il a pu de pieces ſatiriques contre le Gouvernement de ſon temps ; outre le goût naturel qu'il avait pour la ſatire, il ne pouvait ſouffrir la domination du Cardinal de Fleury, qui aſſerviſſait les autres Miniſtres, & la plupart de ces pieces étaient contre le Cardinal. C'en était aſſez pour les rendre précieuſes à Maurepas, qui, d'ailleurs, ne montre pas, dans la maniere dont il parle de tous ces pamphlets, beaucoup de tact ni de jugement. Il rapporte une lettre écrite à Henri IV par des jeunes gens *ivres*, & il n'y a rien du tout dans cette lettre qui ſente l'ivreſſe ; elle eſt amere & quelquefois injuſte, mais raiſonnée. Il en cite une autre écrite au nom de Louis XIV à ſon ſucceſſeur, & qui eſt une cri-

Digitized by Google

tique sanglante de toute l'administration de Fleury ; il a l'air de la regarder comme une piece victorieuse, qu'*il n'était pas possible de mépriser*, & il ne s'apperçoit pas qu'elle est d'un bout à l'autre d'une maladresse ridicule, en ce qu'elle suppose Louis XIV reprochant à son successeur tout ce que lui-même avait fait, & lui donnant des leçons qui retombent de tout leur poids sur celui qui les donne : passe encore si le mort qu'on fait parler était censé faire une confession, & s'il avait soin de dire : Ne faites pas ce que j'ai fait. Point du tout : il ne s'excuse que sur la Bulle : sur ce seul point, il avoue qu'il a été trompé ; & sur tout le reste, il s'exprime comme un Mentor avec son Eleve. Il lui fait sur-tout un grand crime de ne pas déférer aux remontrances de ses Parlemens. Cela n'a-t-il pas bonne grace dans la bouche d'un Prince qui avait supprimé même le droit de remontrances ? Rien au monde n'était plus facile que de faire à cette satire, si mal imaginée, une réponse péremptoire, & qui plus est très-plaisante. Le Cardinal aima mieux la faire brûler par le Parlement. *Brûler n'est pas répondre*, dit fort bien Maurepas. Il a d'autant plus raison, que *répondre* n'était pas difficile, comme on vient de le voir ; ce qui n'empêche pas que ce mot ne soit fort pour un Ministre de ce temps-là : mais c'était un Ministre mécontent.

Digitized by Google

On trouve ici les *J'ai vu*, qui firent mettre Voltaire à la Bastille pendant treize mois. Ils n'étaient pas de lui ; il est facile de s'en convaincre en les lisant, quand on ne saurait pas que sur ce point l'innocence de Voltaire fut reconnue. Cependant l'Auteur des Mémoires paraît persuadé qu'ils sont de Voltaire. En voici des passages :

J'ai vu *même l'erreur* en tous lieux triomphante,
La vérité trahie & *la Foi* chancelante ;
J'ai vu *le lieu saint* avili....
J'ai vu de saints Prélats devenir *la victime*
Du feu qui les anime, &c.

Indépendamment de la platitude de ces vers, qui ne voit qu'il s'agit ici des querelles du Jansénisme ? & qui peut ignorer quel mépris Voltaire, dès ce temps-là, avait affiché pour toutes ces folies ? N'est-il pas plaisant d'entendre Voltaire s'apitoyer *sur la Foi chancelante ? &c.* Vous verrez que Voltaire avait beaucoup *de Foi !* lui que ses Professeurs de Rhétorique désignaient d'avance comme *le Drapeau des Incrédules* ; c'étaient les expressions du Jésuite Lejay. Qui peut douter que ces vers ne soient de quelque suppôt du Jansénisme ? Mais, comme disait très-bien Lagrange-Chancel (qui eut raison cette fois) en parlant, dans ses *Philippiques*, de cette inique détention du jeune Arouet :

Digitized by Google

On punit les vers qu'il peut faire,
Plutôt que les vers qu'il a faits.

Nous trouvons aussi deux Couplets sur Villeroi, cet homme si nul & si vain, le seul que Louis XIV daigna nommer *son Favori*, & qu'il fit entrer au Conseil avant le vainqueur de Dénain, quoique Villeroi fût de la même force au Conseil qu'à l'Armée. Il s'agit ici de l'affaire de Crémone, & des deux Couplets, il y en a un de joli, sur l'air du *Branle de Metz*.

Villeroi, grand Prince Eugene,
Vous fait lever de matin.
Pâris fit moins de chemin
Pour prendre la belle Hélene.
On vous l'aurait envoyé
Sans vous donner tant de peine;
On vous l'aurait envoyé
Si vous l'aviez demandé.

Il est étonnant que Maurepas, grand collecteur de Couplets & d'Epigrammes, n'ait pas cité ce quatrain, qui pouvait être de quelque Soldat, le *Loustic* du Régiment, mais qui n'en est pas moins le meilleur, sans comparaison, qu'on ait fait sur cette affaire de Crémone.

Palsembleu, l'aventure est bonne,
Et notre bonheur sans égal;
Nous avons recouvré Crémone,
Et perdu notre Général.

Digitized by Google

Au reste, on fut toujours assez heureux en Couplets sur ce Courtisan dont la fortune nous a été si fatale. En voici un dont les Mémoires ne font pas mention, & qui mériterait bien de n'être pas oublié : il est sur l'air *Vendôme, Vendôme*, qui ajoute beaucoup au sel des paroles.

Villeroi, Villeroi
A fort bien servi le Roi. ...
Guillaume, Guillaume.

Cette naïveté si piquante & si rare est la perfection de ce genre.

Il y a loin des Couplets de cette tournure à ces *Calottes*, qui tiennent une si grande place dans les travaux & dans l'opinion du Comte de Maurepas. S'il n'y a pas de quoi s'en étonner, puisqu'il avoue franchement que la plupart sont de lui, il n'y a pas non plus de quoi se vanter ; car elles sont toutes de la dernière platitude. Je m'en rapporte à qui pourra les lire jusqu'au bout : en voici des échantillons.

Que dites-vous de la momie ? (Voltaire)
La soif de l'or le seche ainsi,
Et le corrosif de l'envie.
Est-il assis, debout, couché ?
Non, sur deux flageolets il flotte,
Entouré d'une redingotte,
Qu'à Londre il eut à bon marché.
Son corps tout disloqué cahote ;
Sa mâchoire avide grignotte ;

Digitized by Google

Son regard eſt effarouché.
Vous connaiſſez ce Don Quichotte
Qui dans la cage eſt attaché ;
Son ſec cadavre eſt embroché
A ſa rapiere encor pucelle, &c.
. . . . . .
. . . . . .

Venez, ſavante Académie ;
Encenſez-le ſur votre ſeuil ;
Ces Meſſieurs lui feront accueil,
Ou l'excuſe la plus polie
De n'avoir pas incorporé
Chez eux un mortel ſi taré...
Voltaire avec mépris les traite,
C'eſt leurs jetons ſeuls qu'il regrette, &c.
. . . . . .

Mais Ciel ! qui bouche les paſſages ?
Qu'entendons-nous ? quelles clameurs !
Haro ſur le Roi des Rimeurs.
On veut l'arrêter pour les gages ;
C'eſt un monde de Souſcripteurs,
De Libraires & d'Imprimeurs,
Parlant de vols, de brigandages, &c.
. . . . . .

En voici un autre :

Nous les Régens de la *Calotte*,
Aux fideles de la Marotte,
A qui ces préſentes verront ;
Salut : Arouet, dit Voltaire,
Par un eſprit loin du vulgaire,
Par ſes mémorables Ecrits,
Comme auſſi par ſes faits & dits,
S'étant rendu recommandable,

Digitized by Google

Et ne croyant ni Dieu ni Diable ;
Ayant de plus riches talens
Qu'aucun autre à quatre-vingts ans ;
Savoir, Boutique d'insolence,
Grand Magasin d'impertinence,
Grenier plein de rats les plus gros, &c.

En voilà bien assez : tout est de cette force. Ce n'est pas-là tout-à-fait le ton de plaisanterie de Chapelle & d'Hamilton ; mais chacun a le sien, & c'était apparemment celui du Comte de Maurepas. Au reste, un Ministre n'est pas obligé de bien faire des vers, ni même de s'y connaître ; mais peut-être l'est-il de s'occuper d'autre chose que de recueillir avec tant de soin de si pitoyables rapsodies, & de les grossir de ses productions.

Il insiste beaucoup sur l'importance dont étaient, selon lui, ces *Calottes* dans l'opinion publique ; il assure que les Ministres les commandaient dans l'occasion, & savaient en tirer parti pour écarter des hommes dangereux ou de fausses opérations. Tout cela est infiniment exagéré, & peut mériter quelques observations qui réduiront le tout à l'exacte vérité.

On n'ignore pas que le ridicule a toujours été une arme puissante, sur-tout chez les Français, Nation regardée de tout temps comme prodigieusement vaine, & chez qui cette vanité s'est exaltée en

Digitized by Google

raiſon de l'eſprit de ſociété, devenu, depuis Louis XIV, le plus dominant de tous les eſprits. De là l'Empire de *la mode*, du *bon ton*, & de toutes les petites choſes qui influaient tant ſur les grandes, avant même que cet eſprit fût formé; & du temps de la Ligue, la ſatire Ménippée combattit avec ſuccès les ſermons du Fanatiſme & l'or de l'Eſpagne. Elle eſt reſtée dans toutes les Bibliotheques comme un monument hiſtorique très-précieux, parce que, malgré l'imperfection du langage encore un peu groſſier, elle joint un ſel très-piquant au développement très-inſtructif des intérêts & des menées de tous les partis. Le Français, naturellement vif & malin, & auſſi ſuſceptible de recevoir la vérité que l'erreur, accueillit beaucoup les différentes pieces qui compoſent cette ſatire, écrites d'ailleurs par les meilleurs eſprits & les meilleurs Citoyens du temps; & l'on ne peut douter qu'elles n'aient contribué beaucoup à l'abaiſſement des factieux & au rétabliſſement de Henri IV.

Du temps de la Fronde, on ne négligea pas non plus cette arme du ridicule; tous les partis s'en ſervirent d'autant mieux que tous y prêtaient également. Les Mémoires du ſiecle dernier nous ont conſervé quelques-unes de ces nombreuſes *Mazarinades*, qu'on voyait éclore chaque jour: quoique meilleures que les *Calottes*, elles ne ſont

Digitized by Google

pas bonnes, & l'on ne se souvient aujourd'hui que de quelques Couplets de Blot & de Marigny, qui sont véritablement fort heureux. Quant aux *Mazarinades*, toutes celles qui ne sont pas dans les Mémoires du temps (& c'est, sans nulle comparaison, le plus grand nombre), sont tellement anéanties, que rien ne serait plus difficile aujourd'hui que d'en trouver un Recueil; & quand par hasard on en voit un annoncé dans les Catalogues de ventes, c'est vraiment une rareté. Dès que les intérêts du moment sont passés, tout ce qui n'a pas quelque mérite réel fait pour tous les temps, tombe nécessairement dans le plus profond oubli. M. de Maurepas nous assure gravement que les *Bibliothèques ont conservé les Calottes* : je suis convaincu, qu'excepté chez quelques curieux Bibliomanes, qui mettent leur amour-propre à posséder ce que peu de personnes peuvent avoir & ce dont personne ne se soucie, on aurait d'ailleurs bien de la peine à trouver ces copies; & quiconque a des Livres a la satire Ménippée.

Il y a bien des raisons pour que ces *Calottes*, que les Mémoires de Maurepas ne feront pas revivre, aient depuis longtemps disparu de la mémoire des hommes. 1°. Elles sont d'un goût détestable; & passé l'instant de la curiosité & de la malignité, deux passions pour qui tout est bon, la

Digitized by Google

lecture en est dégoûtante. 2°. L'uniformité d'un cadre toujours le même devait, à la longue, rebuter le Public qui veut une sorte de variété, même dans la méchanceté qui l'amuse. 3°. Pour vaincre cette monotonie, le talent même n'aurait pas suffi, & si le talent se permet quelquefois une saillie, une facétie, soit pour s'égayer, soit pour se venger, il ne fait pas métier de brocarder indifféremment tout le monde: il n'y en a point d'exemple. C'étaient donc les derniers des Ecrivains, ou quelques méchans obscurs & timides, ou des hommes médiocres & vains qui se faisaient une occupation & une jouissance de ces sortes de Libelles, & les productions de ces gens-là ne sont jamais de durée. 4°. Dès que ce cadre fut connu, l'esprit de parti s'en empara, & si quelques gens avaient été attaqués avec justice, quoique grossiérement, bientôt on s'adressa sur-tout au mérite & à la réputation en tout genre, parce que les méchans & les jaloux ont un instinct, (& c'est le seul qu'ils aient) qui les avertit qu'en rabaissant tout ce qui vaut quelque chose, ils auront tous les sots pour eux. C'est ce calcul sûr & facile qui a fait subsister tellement quellement les Fréron, les Sabatiers de Castres, les Clément, les Linguet, les Royou, & autres de la même trempe, qui n'avaient précisément que ce qu'il faut d'esprit pour

Digitized by Google

être parmi les fots ce que les beliers ſont parmi les moutons; c'eſt-à-dire pour ſe mettre à la tête du troupeau & le mener. On ſait ce qu'ils ſont devenus, & chacun eſt à portée d'apprécier leur caractere.

Si l'on veut avoir une idée de toute la bêtiſe de l'eſprit de parti, il faut lire dans ces Mémoires la *Calotte* faite au ſujet des miracles du cimetiere de Saint-Médard. On croirait d'abord que c'eſt pour s'en moquer, & le champ était vaſte : point du tout ; c'eſt pour en parler du ton de l'admiration la plus niaiſement ſérieuſe : double ineptie; car ce ſérieux forme une diſparate également ridicule avec le ſujet & avec le genre. Que dire des convulſionnaires de St-Médard, diſtribuant des brevets de folie (car c'eſt ce que ſignifiaient les Calottes)? Ne ſont-ce pas les Petites-Maiſons aſſemblées pour rendre un arrêt en forme contre le bon ſens? & c'eſt ainſi que M. de Maurepas s'imaginè qu'on formait l'eſprit public!

Ces Mémoires offrent à toutes les pages des preuves non ſeulement de ſon peu de diſcernement & de goût, mais même du peu de connaiſſance qu'il avait de ſa Langue, défaut, on doit l'avouer, aſſez rare à la Cour, où l'on ſe piquait à un certain point de parler du moins paſſablement. » M. de Teſſé (dit-il) ſans être un ſot, » était bien l'*un des bonnes gens* de ſon

Digitized by Google

» temps en fait de *ſpiritualité* «. Peu de Courtiſans auraient ignoré que, quoiqu'on diſe fort bien un homme ſpirituel, le mot de *ſpiritualité* ne s'applique jamais dans notre Langue qu'aux choſes de la Religion & du ſalut, & par oppoſition aux choſes temporelles.

Il dit en propres termes que les Fables de la Motte *ſont fort ſottes*; c'eſt ce jugement qui eſt une ſottiſe. Les Fables de la Motte ne ſont rien moins que *ſottes*, & ce n'eſt pas l'eſprit qui lui manquait; il s'en faut de beaucoup; ces Fables ſont preſque toutes fort ingénieuſes; ce qui leur manque, c'eſt le naturel & la grace, genre d'eſprit rare & précieux, néceſſaire ſur-tout dans la Fable; & pourtant la Motte eſt parvenu, ſeulement à force d'eſprit, à faire quelques Fables qui ſont encore les plus jolies que nous ayons, je ne dirai pas après La Fontaine, mais depuis La Fontaine; car après lui il n'y a rien.

» La premiere idée de la formation du » Régiment de la Calotte (dit encore l'Au- » teur des Mémoires, toujours avec la » même gravité), fut de former une So- » ciété qui aurait pour but de corriger les » mœurs, de réformer le ſtyle à la mode, » en le tournant en ridicule, & d'ériger » un Tribunal oppoſé à celui de l'Acadé- » mie Françaiſe «.

Digitized by Google

On a vu dans ce que j'ai cité, & l'on peut voir dans tout le reſte, avec quel ſtyle ces Meſſieurs voulaient *réformer le ſtyle* des autres; on a vu par les calomnies atroces & impudentes contre Voltaire, comment ils prétendaient *corriger les mœurs*; & pour ce qui eſt de l'Académie, ſi le ſtyle des complimens de réception & des pieces couronnées a long-temps prêté au ridicule, ce ſont les bons Ecrivains de l'Académie même qui l'ont fait ſentir, & qui l'ont corrigé un peu mieux que l'ignorante groſſiéreté de *Meſſieurs de la Calotte.*

» La derniere des *Calottines* un peu » connues eſt de 1744. Madame de Pom- » padour, qui a un ton grivois & bour- » geois à la Cour, où elle eût dû porter » pour plaire le grand ton des premieres » Favorites du Roi, entrait en convulſion » au nom du *Régiment de la Calotte*; & » comme elle ſuccéda, *pour l'empire de la* » *Cour*, au Cardinal de Fleury, ce Ré- » giment, battu par l'autorité, diſparut du » Royaume de France, où l'on rira peu » déſormais tant que Mad. de Pompadour » régnera «.

On reconnaît aiſément à ce paſſage le Miniſtre que la Favorite fit renvoyer non pas préciſément pour une *Calottine*, mais pour une Chanſon aſſez jolie que tout le monde connaît & qui eſt par-tout:

Digitized by Google

Une petite Bourgeoiſe,
Elevée à la grivoiſe, &c.

Cette Chanſon fut attribuée à Maurepas, ennemi déclaré de la Favorite, & qui avait réellement fait le Couplet, contre elle, *ſur les Fleurs* : celui-là était de ſa force ; ce n'était qu'un Calembour ; mais la Chanſon était d'un homme de ſa ſociété, de Pont-de-Veyle : elle courut toute la France : la Marquiſe ne la pardonna pas, non plus que le Couplet, & parvint à s'en venger. Il eſt plaiſant que l'Auteur des Mémoires, qui dit lui-même que rien n'a jamais empêché les Français de rire & de chanſonner, prétende que ſon cher *Régiment de la Calotte a diſparu, battu par l'Autorité.* Ce n'eſt pas *l'Autorité* qui détruit ces *Régimens-là* ; c'eſt le dégoût & l'ennui. Il eſt encore plus plaiſant qu'il ne veuille plus qu'*on rie en France*, parce qu'il n'eſt plus à la Cour. On y a pourtant *ri* depuis, & ſouvent de fort bonne grace. Jamais le Français n'a perdu le talent du Couplet & de l'Epigramme ; & il n'y a pas d'année qui n'ait vu des Pieces de ce genre, heureuſement un peu meilleures que les *Calottines*. M. de Maurepas a beau nous répéter en termes exprès, que *toutes ces Calottines ſont d'un plaiſant & d'un ſel infiniment piquant* ; on lui répondra, avec Moliere :

Digitized by Google

Pour les trouver ainſi, vous avez vos raiſons ;
Mais vous trouverez bon qu'on en puiſſe avoir d'autres,
Qui ſe diſpenſeront de ſe ſoumettre aux vôtres.

(*La fin au* Mercure *ſuivant.*)

JÉSUS-CHRIST, ou *la Véritable Religion, Tragédie ; par M.* DE BOHAIRE. *A Paris, chez la veuve* Ducheſne & Fils, *Libraires, rue Saint-Jacques, au Temple du Goût.*

VOLTAIRE reçut un jour une lettre du Gardien d'une Capuciniere de Province : le Moine lui mandait qu'on avait joué dans ſon Couvent la Tragédie chrétienne de *Zaïre* avec la plus grande édification ; que la Piece avait été fort bien exécutée ; que le rôle de Zaïre était parfaitement rempli par un jeune Novice d'une très-jolie figure, dont on avait caché la barbe dans un ſachet couleur de roſe, &c. Il ajoutait, après beaucoup de complimens à l'Auteur, qui avait été aſſez heureux pour trouver un ſujet ſi touchant & ſi édifiant, qu'il ne lui manquait plus, pour mettre le comble à ſa gloire, que de traiter un ſujet bien plus touchant encore & plus

Digitized by Google

édifiant ; la *Passion de Notre-Seigneur J. C.* Là-dessus, le bon Gardien s'échauffait merveilleusement & déployait toute son éloquence pour prouver qu'aucun sujet de Tragédie ne pouvait entrer en comparaison avec celui-là. J'ai vu la lettre ; elle était curieuse, mais pas tant que la Piece de M. Bohaire.

Voltaire répondit qu'il ne se sentait pas un génie capable de soutenir un si grand sujet. M. Bohaire n'a pas été aussi modeste ni aussi timide. Il nous apprend dans une *Lettre aux Comédiens*, que sa Tragédie *est d'un genre nouveau.* Il est bien vrai que depuis long-temps nous avons une foule de *genres nouveaux*, si nous en croyons les Préfaces des Auteurs ; mais il faut avouer qu'en effet la Piece de M. Bohaire a quelque chose de particulier.

Il nous prévient que la lecture d'un Ouvrage *aussi important* ne convient pas *aux esprits faibles & susceptibles de préjugés ;* que ces gens-là ne voudront jamais voir *d'un bon œil* la représentation d'un tel sujet sur le Théâtre. C'est dommage ; mais peut-être, en récompense, cet *important Ouvrage* conviendra-t-il mieux aux *esprits forts :* ce qui est certain, c'est qu'il faudrait avoir de l'humeur pour le voir *d'un mauvais œil.*

L'Auteur *désire modeler le spectacle de cette Piece sur celui d'*Athalie, *former des*

Digitized by Google

Chœurs & même des Danſes, & prier l'Académie de Muſique de ſe joindre aux Comédiens Français. Pourquoi pas ? Il y a déjà quelques années que j'attends le Maſſacre des Innocens en Opéra-comique, & le Déluge univerſel en Ballets. En attendant, voilà qu'on nous promet la *Paſſion en Chœurs & en Danſes* : il eſt clair que nous avançons.

M. Bohaire eſt convaincu *qu'un enſemble auſſi parfait ne pourrait manquer d'avoir un grand ſuccès.* Cela eſt extrêmement vraiſemblable.

Maintenant, pour donner une idée du genre & du ſtyle de la Piece, je crois que quelques vers ſuffiront.

Et Salomon lui-même, en ſon plus grand éclat,
Ne fut pas mieux vêtu que l'eſt le ſeringat.

. . . . . .

Couronné d'une épine, & le viſage en ſang,
De tous ces aſſaſſins, Jéſus eſt vers le flanc,
Un roſeau dans la main, vêtu de l'écarlate,
Suivi de Magdeleine, & de Marie & Marthe.
Dans leurs forfaits, c'eſt peu de le myſtifier ;
Ils ont déjà la croix pour le crucifier.

On nous diſpenſera, ſans doute, d'en citer davantage ; mais il eſt bon d'avertir, de peur qu'on ne s'y méprenne, que cet Ouvrage a été compoſé le plus ſérieuſe-

Digitized by Google

ment du monde, & que si les Juifs ont *mystifié* le Sauveur, l'Auteur très-certainement n'a voulu *mystifier* personne.

ANNONCES ET NOTICES.

TOME IV & dernier des MÉMOIRES du Comte DE MAUREPAS, Ministre de la Marine, &c. &c. &c.; avec onze Caricatures du temps, gravées en taille-douce. Volume in-8°. Prix, 3 liv. br. & 3 liv. 10 sous franc de port par la Poste. A Paris, chez Buisson, Impr-Libr. rue Haute-feuille, N°. 20. On peut se procurer le même Ouvrage à Lyon, chez les FF. Bruyset, rue St-Dominique.

Ce Volume se vend séparément aux personnes qui ont acquis les trois premiers.

Nous rendrons compte de ce IV^e. Volume, à la suite des autres. Il y a des endroits qui contredisent quelques inductions que nous avons tirées des premiers Volumes; mais il sera aisé de faire voir, en rapprochant les passages, que c'est l'Auteur qui n'a pas toujours été d'accord avec lui-même, parce qu'écrivant sur les mêmes personnes en différens temps, il a suivi les différentes impressions dont il était affecté.

TABLE.

*AU Village d'Av***. 109
Charade, Enig. Logog. 111
Mémoires, 2e. Ex. 113
Jésus-Christ. 119
Notices. 131

Digitized by Google

MERCURE HISTORIQUE ET POLITIQUE.

SUÈDE.

De Stockholm, le 4 Mai 1792.

LE Duc *de Sudermanie*, Régent du royaume, que les Feuilles de France avoient tué, s'occupe avec succès des affaires. Le crédit s'affermit chaque jour sous son Gouvernement ferme & prudent; le calme est rétabli dans la capitale, & tout donne à penser que la paix intérieure sera constamment maintenue par la vigueur du nouveau règne, & la haine que le dernier évènement a inspiré à un Peuple sage & libre contre les scélérats qui pour régner ont fait assassiner leur Roi.

Il n'est pas vrai, comme les Papiers François l'ont aussi débité, que la Russie intrigue parmi nous pour y exciter des troubles : le

Digitized by Google

dernier malheur est l'œuvre du fanatisme, & non celui de la corruption de cette Cour; & c'est un mensonge affreux de le donner à entendre, quand tout annonce & prouve le contraire.

Le Comte *de Stackelberg*, Ministre de Russie à Stockholm, a reçu ordre de sa Cour de proposer au Roi d'entretenir des Ambassadeurs réciproques, en assurant le Ministère Suédois que Sa Majesté l'Impératrice étoit prête de nommer un Ambassadeur, & de prouver par là combien elle étoit jalouse d'entretenir la même intelligence & l'harmonie qui régnoient entre les deux Etats avant la mort du Roi. Cette invitation a été reçue de notre Cour avec satisfaction, & l'on s'attend à voir incessamment le Comte *de Stackelberg* déployer ici le caractère d'Ambassadeur.

La cérémonie des Ordres a eu lieu, comme à l'ordinaire, dans la Chapelle du Château, le 28 Avril. Le Duc *de Sudermanie* a présidé le Chapitre, comme Tuteur du jeune Roi, & a décoré, de l'Ordre des Séraphins, M. le Comte *de Rutreth*, qui avoit été nommé par le feu Roi à la suite de la dernière Diète tenue à Gefle.

Une Ordonnance du Magistrat vient d'annoncer que la tranquillité étant rétablie dans la ville, on peut maintenant sortir la nuit sans feu.

Digitized by Google

ESPAGNE.

De Madrid, le 10 Mai 1792.

M. *de la Vauguyon*, ci-devant Ambassadeur du Roi de France, a eu son audience de congé, & a remis au Ministre ses lettres de rappel. Il est remplacé par M. *Bourgoing*: ce dernier a été présenté le 6 à la Cour.

L'on attend quelque changement important dans le Ministère: voici un état des forces de l'armée d'Espagne.

« Trente-un régimens d'infanterie Espagnole, à présent de treize compagnies par bataillon, dont chacune est de 50 Fusiliers, de deux Sergens & d'un Tambour, ce qui fait 64,077 hommes. — Trois régimens d'infanterie Irlandoise, qui font six bataillons, formant 4,134 hommes. — Trois régimens d'infanterie Italienne, formant six bataillons qui donnent également 4,134 hommes. — Trois régimens d'infanterie Wallonne, faisant le même nombre 4,134 hommes. — Six régimens d'infanterie Suisse, dont deux sont de quatre bataillons, & quatre de deux bataillons chacun, formant 11,024 hommes. — Cinq régimens de gardes-côtes qui donnent ensemble 5,220 hommes; de sorte que l'infanterie s'élève, sans compter les Officiers, à 92,723 hommes. — 33 régimens de cavalerie de trois escadrons, faisant 11,880 hommes, ce qui fait 18,360 hommes de cavalerie. — La maison militaire du Roi d'Espagne est composée de trois escadrons de gardes du corps, d'un escadron des Grenadiers à cheval, ce qui fait 750 hommes de cavalerie. L'infante

Digitized by Google

rie est composée du régiment des Gardes Espagnoles & de celui des Gardes Wallonnes, montant ensemble, à 8,000 hommes ; ainsi la totalité de l'armée Espagnole monte à 119,800 hommes, indépendamment des milices. »

ALLEMAGNE.

De Vienne, le 14 Mai 1791.

Marie-Louise, Infante d'Espagne, âgée de 47 ans, Impératrice, Reine de Hongrie & de Bohême, épouse de feu Sa Majesté Impériale, *Léopold II*, est morte le 12 de ce mois, à quatre heures après midi, après avoir reçu les derniers Sacremens en présence du Roi & de la Reine, des Archiducs, Archiduchesses & autres Personnes de la Cour.

L'on met chaque jour une nouvelle activité dans les dispositions militaires qu'exige la guerre contre la France. Quinze mille hommes sont partis de la Bohême le 10 ; l'ordre est donné d'en hâter la marche. Cette troupe se réunira aux Prussiens tirés de la Silésie au nombre de 12,000, & ira grossir l'armée des Pays-Bas, où se rendront aussi le Prince *de Waldeck*, le Général *de Clairfait* & l'Archiduc *Charles*. Indépendamment des deux Corps d'armée, sur le Rhin & aux Pays-Bas, on paroît porté à en faire agir un du côté de l'Italie ; au moins des ordres ont-ils été donnés de tenir un Corps de 8 à 9 mille hommes des-

Digitized by Google

troupes du Milanois prêt à se porter où les événemens pourroient l'appeller. Le Comte *de Strasoldo* le commandera.

Malgré les dépenses que ces préparatifs occasionneront le Roi a déclaré que son intention n'étoit point d'établir de nouveaux subsides, pas même celui de *guerre*, & qu'il trouve dans son patrimoine des ressources suffisantes sans surcharger les Peuples de ses Etats.

Au reste on peut connoître par la précipitation que l'on met dans les préparatifs, le peu de précautions qu'avoient prises contre un peuple entreprenant les Cours de Vienne, de Berlin & de l'Allemagne ; elles étoient mal instruites de l'état de la France, on leur en avoit trop exagéré la foiblesse ou les moyens de résistance intérieure du parti des mécontens. Il n'est pas même sûr qu'avant le rassemblement des forces suffisantes pour porter quelque coup décisif, les François n'aient pris les devants & effectué quelques-uns des plans qu'ils ont depuis long temps le projet de tenter. Tel est l'effet inévitable de l'incurie & de l'habitude de ne voir les forces de son ennemi que d'après les rapports de son propre parti.

De Ratisbonne, le 17 Mai.

Les Ministres de Vienne & de Berlin, à la Diète de l'Empire, ont remis aux autres

Digitized by Google

Ministres une note de réquisition & d'exhortation relative aux affaires présentes : voici cette pièce importante qui doit faire cesser tous les refus de forme & les neutralités apparentes des Etats qui ne s'étoient point encore ouvertement déclarés.

« D'après l'association faite entre tous les Princes, sur l'invitation de l'Empereur défunt, pour la sûreté & la défense de l'Empire, les Rois de Hongrie & de Prusse espèrent conjointement, qu'aucun des Etats de l'Empire ne se détachera, que tous au contraire se hâteront de contribuer, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, à soutenir la guerre contre la France qui menace l'Empire. Leurs Majestés demandent que les susdits Etats, sans entrer en aucune discussion sur la question qu'on pourroit faire, si ladite guerre est contre l'Empire ou contre la Maison d'Autriche, s'expliquent catégoriquement sur les secours qu'ils voudront donner, & sur lesquels toutefois on leur laisse le libre arbitre, se flattant néanmoins qu'ils seront proportionnés à la grandeur des Etats respectifs. Ces secours pourront être donnés ou en troupes, ou en attirails de guerre & armes, ou en argent, ou en vivres, ou encore dans la pleine liberté aux armées belligérantes de se recruter dans lesdits Etats. Si, contre toute attente, il se trouvoit quelqu'Etat qui, par quelque raison que ce fut, renonçât à l'association, lesdites Majestés se verroient obligés de couvrir purement & simplement leurs propres Etats, ainsi que ceux de leurs alliés, abandonnant les autres à leur propre sort. Elles adopteroient même ce principe, *qui n'est pas pour nous est contre nous*,

Digitized by Google

& le mettroient en pratique suivant que les circonstances pourroient l'exiger. Mais leurs Majestés comptent trop sur le patriotisme de tous les Etats de l'Empire, pour ne pas être assurées d'avance de recevoir de chacun d'eux prompte & satisfaisante réponse. »

Cette déclaration, dans laquelle le Parti François, agissant en Allemagne, a voulu faire trouver aux Princes qu'elle concerne, des motifs de réclamation, n'a excité aucune plainte réelle; elle accélérera la levée des contingens. Déjà l'Electeur de Cologne a demandé & obtenu des Etats de l'Electorat les sommes qui lui sont nécessaires pour fournir son contingent en troupes, suivant les loix de l'Empire.

Tout annonce la résolution d'avancer l'époque du Couronnement de l'Empereur. Sur la proposition de l'Electeur de Mayence, le Collége Electoral doit se rassembler un mois plutôt qu'on ne l'avoit annoncé; ce sera dans les premiers jours de Juin au lieu de Juillet.

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 23 Mai.

Les évènemens du continent ne nous ont point permis de fixer l'attention du Lecteur sur les intrigues avortées, dont on a fait usage pour exciter des divisions dans le Parlement & le Gouvernement Britan-

Digitized by Google

nique. Les Instigateurs de la réforme parlementaire, dans un moment où tous les brûlots de la France sont aux aguets pour semer la discorde parmi nous, ont été démasqués, & leurs tentatives repoussées par les délibérations du Parlement. Nous reviendrons sur ces faits importans; mais aujourd'hui, pour présenter un ensemble des négociations & des menées qu'occasionne la guerre entre la France & les Cours d'Allemagne, nous rapporterons une note remise officiellement au Ministère, pour en obtenir la déclaration formelle d'une neutralité effective. En attendant que l'Angleterre prononce cette neutralité, dont peut être elle auroit à se repentir, si l'insurrection françoise gagnoit ses Etats; voici la pièce en question, remise au Lord *Grenville*, le 12 Mai. On y trouve le style du nouveau Ministère François; mais on sera difficilement convaincu que ce soit pour le bonheur de la France que le Roi ait déclaré la guerre aux Peuples protecteurs de sa Famille, & à des Rois qui vouloient soustraire ses Etats à la rage d'un parti vraiment fanatique & meurtrier.

« Le Roi des François, en envoyant un Ministre Plénipotentiaire à Londres, l'a spécialement chargé de commencer sa mission par manifester au Gouvernement Britannique les raisons impérieuses qui ont décidé la France à la guerre contre le Roi de Hongrie & de Bohême, il a

pensé qu'il doit cette manifestation à la pureté des intentions qui l'animent, autant qu'aux loix du bon voisinage & au prix qu'il attache à tout ce qui peut entretenir la confiance & l'amitié entre deux Empires qui ont aujourd'hui, plus que jamais, des motifs de se rapprocher & de s'unir. — Devenu Roi d'une Nation libre après avoir juré le maintien de la Constitution qu'elle s'est donnée, il n'a pas peu senti profondément toutes les atteintes qu'on vouloit porter à cette même Constitution & sa seule probité eût suffi pour lui commander de les prévenir & de les combattre. »

« Le Roi a vu une grande conjuration se former contre la France, les agens de cette ligue couvrir d'une outrageante pitié pour lui, les apprêts de leurs desseins; & Sa Majesté a eu la douleur de compter parmi eux des François dont tant de puissans motifs & des liens si particuliers sembloient lui garantir la fidélité. — Le Roi n'a point épargné les voies de la persuasion, pour les ramener à leur devoir & pour dissiper cette ligue menaçante que soutenoient & fortifioient leurs coupables espérances; mais l'Empereur *Léopold*, moteur & chef déclaré de ce vaste complot, & après son décès, *François*, Roi de Hongrie & de Bohême n'ont satisfait à aucune des demandes franches & réitérées du Roi; après avoir fatigué par des délais & des réponses vagues l'impatience des François, accrue chaque jour par de nouvelles provocations, ces Princes ont successivement avoué la coalition des Puissances contre la France; ils ne se sont point défendus de la part qu'ils y avoient prise, ni de celle qu'ils y prenoient encore; loin de se disposer à la dissoudre par leur influence, ils ont cherché à

Digitized by Google

la lier à des faits qui, d'abord étoient étrangers, & sur lesquels la France n'a jamais refusé justice aux personnes intéressées ; & comme si le Roi de Hongrie vouloit consacrer la perpétuité de l'atteinte qu'il porte à la souveraineté de l'Empire François, il a déclaré que cette coalition également injurieuse pour le Roi & pour la Nation ne pouvoit cesser, tant que la France ne feroit pas cesser les motifs graves qui en avoient provoqué l'ouverture, c'est-à-dire, tant que la France, jalouse de son indépendance, ne se relâcheroit en rien de sa nouvelle constitution. --- Une telle réponse, précédée & soutenue des préparatifs les plus évidemment hostiles, & d'une protection mal dissimulée pour des rebelles, a dû paroître à l'Assemblée Nationale, au Roi & à la France entière, une agression manifeste ; car c'est commencer la guerre que d'annoncer qu'on ramasse, qu'on appelle de toutes parts des forces, pour contraindre les habitans d'un pays à altérer la forme du Gouvernement qu'ils ont librement choisi, & qu'ils ont fait serment de défendre. Or c'est là le sens & comme la substance de toutes les réponses évasives du Ministre de l'Empereur & du Roi de Hongrie aux explications simples & loyales que le Roi leur a demandées. -- Ainsi le Roi s'est vu contraint à entrer dans une guerre qui lui étoit déjà déclarée : mais religieusement fidele aux principes de sa constitution ; quel que puisse être définitivement le sort des armes dans cette guerre, la France repousse toute idée d'agrandissement : elle veut conserver ses limites, sa liberté, sa constitution, son droit incommutable de se réformer elle-même, quand elle le jugera à propos, elle ne consentira

Digitized by Google

jamais que, sous aucun rapport, des Puissances étrangères entreprennent de lui donner des loix, ou osent en conserver l'espoir : mais cette fierté même, si naturelle & si juste, est un sûr garant à toutes les Puissances qui ne l'auront pas provoquée, non-seulement de ses dispositions constamment pacifiques, mais aussi du respect que les François sauront montrer, dans tous les temps, pour les Loix, les usages & toutes les formes des Gouvernemens des différens Peuples, aussi le Roi veut que l'on sache qu'il désavoueroit hautement & avec sévérité tous ceux de ses agens dans les Cours Etrangères en paix avec la France, qui oseroient s'écarter un instant de ce respect, soit en fomentant, ou favorisant des soulèvemens contre l'ordre établi, soit en intervenant, de quelque manière que ce puisse être dans la politique intérieure de ces Etats, sous le prétexte d'un prosélitisme, qui, exercé chez des Puissances amies, seroit une véritable violation du droit des gens. --- Le Roi espère que le Gouvernement Britannique verra dans cet exposé la justice incontestable & la nécessité de la guerre que soutient la Nation Françoise contre le Roi de Bohême & de Hongrie ; & qu'il y trouvera de plus un principe commun de liberté & d'indépendance dont il ne doit pas être moins jaloux que la France ; car l'Angleterre aussi est libre, parce qu'elle a voulu l'être ; & certes, elle n'a pas souffert que d'autres Puissances vinssent la contraindre à changer la Constitution qu'elle a adoptée, qu'elles prêtassent le moindre appui à ses sujets rebelles, ni qu'ils prétendissent s'immiscer, sous aucuns prétextes, dans ses débats intérieurs. -- Persuadé que Sa Majesté Britan-

Digitized by Google

nique ne désire pas moins ardemment que lui de voir consolider & resserrer la bonne intelligence, & l'union entre les deux Etats, le Roi demande que, conformément à l'art. III du traité de navigation & de commerce, du 26 Septembre 1786, Sa Majesté Britannique veuille rappeller à tous les Sujets de la Grande-Bretagne & d'Irlande, & faire publier en la forme ordinaire, dans ces deux Royaumes, & les Isles & Pays qui en dépendent, la défense expresse d'exercer contre la France ou contre les navires François, aucune hostilité par des courses en mer, & de prendre aucune patente, commission ou lettres de représailles des différens Princes ou Etats qui sont ou seront en guerre avec la France ou d'user en aucune manière de telles patentes en commissions.

Le Roi demande en outre que tous les articles du susdit traité, qui ont rapport au cas où l'une des Puissances contractantes se trouveroit en guerre, & spécialement les art. 3, 16, 24, 39, 40 & 41, soient ponctuellement observés & exécutés, ainsi que Sa Majesté est déterminée à en user de son côté pour toutes les stipulations de ce Traité. »

PROVINCES-UNIES.

De la Haye, le 22 Mai.

Milord *Auckland*, Ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté Britannique, est arrivé ici de Londres le 12. Le 14 il a notifié son retour au Président des Etats-Généraux, qui lui a rendu visite suivant l'usage. Les négociations ont été reprises

Digitized by Google

sur les circonstances présentes. M. *de Maulde*, Envoyé de France, est également arrivé le 16, il a remis ses lettres de créance le 18 & rendu ses visites ordinaires les jours suivans. M. *de Gouvernet* est parti le même jour pour Paris.

Rien ne paroît encore indiquer le parti que nos provinces prendront dans les circonstances actuelles; on peut seulement juger que leurs intérêts leur prescrivent de ne se déclarer que lorsqu'elles connoîtront bien positivement les intentions de l'Angleterre, &, tout mûrement pesé, il ne seroit pas trop absurde de conclure qu'elles accéderont au Traité d'alliance défensive arrêté entre les Cours de Vienne & de Berlin; c'est même ce qu'il est possible de présumer de la démarche que vient de faire le Ministre de Prusse, Comte *de Keller*, en communiquant la Note qui suit à leurs Hautes Puissances le 24 Avril dernier.

« Les liaisons de confiance & d'amitié, depuis quelque temps projettées aussi bien à Berlin qu'à Vienne, ont été cimentées formellement entre les deux cours par un traité d'alliance défensive signé à Berlin, le 7 Février & ratifié peu avant le décès de l'Empereur. »

« Le Roi de Prusse, qui n'a pas voulu tarder de communiquer ce Traité à V. H. P. a autorisé le soussigné, son Envoyé extraordinaire & Ministre Plénipotentiaire, à leur en remettre une copie, qu'il a l'honneur de leur présenter aujourd'hui. »

Digitized by Google

« Les stipulations qui y sont contenues ayant pour but la tranquillité générale de l'Europe, le repos & le bonheur des Peuples, Sa Majesté les croit de nature à être appliquées sans le moindre inconvient à la position & aux intérêts des Provinces-Unies. »

« Le Roi de Hongrie & de Bohême, de son côté, se disposant, Hauts & Puissans Seigneurs, à vous inviter à concourir à cette alliance, & à vous proposer des engagemens défensifs analogues à ceux du susdit Traité, l'amitié & les relations étroites, qui unissent déjà la Cour de Prusse à la République, engagent S. M. Prussienne à prévenir V. H. P. sur les ouvertures que S. M. Apostolique va leur faire. Le Roi ne sauroit se dispenser de témoigner en même-temps la satisfaction qu'il ressentiroit à voir la République adopter les mêmes principes qui ont déterminé l'alliance de S. M. avec la maison d'Autriche. Souhaitant que V. H. P. envisagent sous le même point de vue, l'utilité & les avantages qui résulteront de ces liaisons, le Roi se félicitera de pouvoir, autant qu'il dépendra de S. M., contribuer au succès d'une négociation qui ne sauroit manquer de tourner au bien de la République, & à la satisfaction de toutes les Puissances intéressées. »

La Haye, le 24 Avril 1792.

Le Comte de KELLER.

PAYS-BAS.

De Bruxelles, le 20 Mai.

Le camp formé à Leuze, entre Mons &

Digitized by Google

Tournay, vient d'être transféré dans cette première ville. On a cru cette position plus avantageuse, parce quelle concentre davantage les troupes & les met à portée de secourir plus promptement les frontières sur la Meuse, menacées par l'armée de M. *de la Fayette*. Les postes que ce Général occupe lui donnent des moyens multipliés de nous surprendre & de se porter inopinément sur Namur ou Charlerpi ; c'est en même temps celle des trois armées dont la tenue, la discipline & les mouvemens ont le plus d'ensemble & de régularité. Aussi inspire-t-elle, comme nous venons de le dire, plus d'inquiétude que les autres.

Depuis l'affaire de Quiévrain, il ne s'est rien passé de bien important, tout se réduit à quelques rencontres de partis, & quelques tentatives de part & d'autre sur les bourgs voisins.

Le 7 dans l'après midi une soixantaine de Gardes Nationaux François, ont fait une incursion à Waton, dans la Flandre maritime, du côté d'Ypres. Ils y sont arrivés tambour battant, enseignes déployées, & après avoir abattu un arbre, ils l'ont planté sur la place en y attachant le drapeau National ; ils ont défendu au Bailly de l'endroit d'y toucher, & lui ont ordonné d'instruire le Peuple de cette disposition.

Le 10, pendant la nuit un détachement d'Infanterie & de Chasseurs Autrichiens,

Digitized by Google

est allé attaquer un poste François, sous le canon de Condé ; ce poste étoit composé de treize hommes qui se défendirent avec beaucoup de courage, & dont dix furent tués & les trois autres faits prisonniers. Les Autrichiens ont perdu autant de monde que les François. Le 11, un détachement de Hussards Autrichiens a fait rencontre d'un parti de Dragons François ; ils se sont chaudement battus, & les derniers ont perdu neuf hommes, sept ont été faits prisonniers & conduits à Mons, notre perte a été à peu près égale.

Depuis, une affaire plus sérieuse a eu lieu à Bavey, entre Maubeuge & Valenciennes, dans le Hainault François. Voici ce que le Gouvernement vient d'en publier :

« Son Altesse Royale ayant eu avis qu'il y avoit à Bavey un corps de troupes Françoises, composé de Hussards, de Chasseurs & d'Infanterie de ligne, ordonna les dispositions pour les surprendre. Elle détacha, à cet effet, pendant la nuit du 16 au 17 de ce mois un corps de troupe de Sa Majesté, suffisant. Il arriva devant Bavey à la pointe du jour. Les Hussards François gagnèrent à l'instant les portes du côté opposé, & se sauvèrent à toute bride ; l'Infanterie tenta quelque résistance ; mais nos troupes après avoir tiré sept à huit coups d'obusier, ayant fondé dans la ville, le drapeau blanc fut arboré, & on fit prisonnier de guerre le restant de la garnison, consistant en quatre Offi-

Digitized by Google

ciers, cent huit bas-Officiers & Soldats du régiment de Vintimille & des Chasseurs de Gévaudan. On ne sait pas encore à combien monte le nombre des François tués dans cette affaire, & la perte, de notre côté, se réduit à un Hussard & un Chasseur, quatre de nos Chasseurs y ont aussi été blessés. »

Pour éclairer le Peuple sur les moyens de séduction qu'on emploie pour l'entraîner dans la révolte & prévenir la publication des libelles, le Gouvernement a adressé la lettre suivante aux *Conseillers-fiscaux* des provinces des Pays-Bas; elle est datée du 28 Avril. Un double en a été envoyé aux Magistrats & Officiers des principales villes.

Marie & *Albert*, Lieutenans, Gouverneurs, & Capitaines Généraux des Pays-Bas, &c. Sa Majesté ayant été informée que, malgré les mesures sévères, & souvent réitérées du Gouvernement, il circule dans ces Provinces, quantité de libelles & de pamphlets, qui continuent à y entretenir les haines & l'esprit de parti; elle nous a fait connoître, par dépêche datée de Vienne, du 23 Mars dernier, que son intention est qu'on redouble de surveillance & de sévérité, à l'effet d'empêcher efficacement l'impression, la publication & le débit de tout écrit attaquant, soit directement, soit indirectement, les particuliers ou les corps, ou Communautés Religieuses ou Laïques, quand même, il ne contiendroit que des choses vraies, mais fâcheuses à entendre; & qu'au surplus son intention est, qu'aucune insulte d'un parti contre l'autre, ne reste impunie. — En vous faisant passer des

Digitized by Google

ordres positifs de Sa Majesté, nous devons nous rappeler ainsi que nous l'avons déjà fait, combien il intéresse au bien-être de ces pays, d'y faire cesser irrévocablement tout esprit de parti, & en conséquence, en vous chargeant de nouveau de veiller avec la plus grande exactitude, à l'observation ponctuelle des édits existans contre l'impression & la publication de libelles & de pamphlets, ainsi que des ordonnances contre les perturbateurs du repos public, notamment de celle du 2 Mars 1791. Nous voulons que toute contravention quelconque à ces édits & ordonnances, soit l'objet de la plus rigoureuse, comme de la plus diligente poursuite de votre Ministère; à tant, &c.

Cependant l'agitation intérieure fomentée, entretenue par les intrigues & les menaces du parti Révolutionnaire François, continue de donner lieu à des désordres, qui partagent les soins du Gouvernement. A Wavre, à Nivelle, à Tirlemont, il y a eu des insurrections, & l'on a été obligé d'y faire marcher de la troupe : le 14 il y a eu une rixe assez vive à Malines entre le parti soi-disant patriote, & auteur des troubles, comme tout parti qui porte ce nom l'est ordinairement, & le parti Royaliste. On croit qu'il est resté 8 à 10 personnes sur la place dans cette fâcheuse querelle. Le Magistrat a envoyé ici une estafette demander du secours. Plusieurs autres villes, Anvers & Louvain continuent d'être des foyers de révolte; l'affaire des subsides

Digitized by Google

ne se termine point ; ces deux dernières villes se sont réunies *aux nations* de Bruxelles, pour mettre des restrictions à la levée consentie par les deux Ordres premiers des Etats. Dans une position si critique la vigilance de la police se porte principalement sur les François, qui sont arrêtés s'ils ne sont porteurs d'un passeport des Ducs *d'Uzès et de Villequier* ; dans lequel cas on les fait passer à l'armée des Princes François.

Mais si l'agitation règne parmi le peuple, le militaire est ferme dans son devoir ; aucun soldat n'est passé à l'étranger, les officiers sont actifs & vigilans. On espère avec ce secours & les autres moyens de prudence, de sagesse & de fermeté empêcher les progrès de la fermentation.

Le Courier *Herden*, dépêché à Berlin pour y porter la nouvelle des hostilités commencées par les François, est revenu ici le 12 & a apporté la nouvelle officielle de la marche de l'armée Prussienne. Les lettres de Bonn, du 18 Mai, annoncent que l'Electeur de Cologne avoit reçu le 13, une lettre du Roi de Prusse ; Sa Majesté le prévient de la marche de ses troupes sur le Rhin, & que le Général *de Schonfeld* est chargé de tous les arrangemens relatifs à leur marche pour laquelle Sa Majesté fait les réquisitions d'usage.

Digitized by Google

Le Prince *Charles de Ligne*, Colonel au Corps du Génie, & qui s'eſt ſi fort diſtingué par ſes talens militaires dans la guerre contre les Turcs, vient d'arriver ici avec le Comte *de Dietrichſtein*, Major dans le même Corps. L'Archiduc *Charles*, frère de Sa Majeſté, doit inceſſamment arriver. Ils ſe rendront tous à l'armée de Mons, où ſe trouve notre Gouverneur-Général, le Duc *de Saxe-Teſchen*, ſon épouſe reſte ici.

FRANCE.

De Paris, le 30 Mai 1792.

N. B. *Nos Lecteurs ayant lieu d'attendre de nous déſormais plus de récit d'actions que d'analyſe de verbiage déclamatoire, cette partie-ci du Journal ſe réduira naturellement à la ſubſtance ou au texte des Décrets d'intérêt commun, & aux principaux traits des débats, évènemens ou ſcènes qui pourront caractériſer l'eſprit dominant de la Légiſlature & la moralité de ſes ſéances.*

SECONDE ASSEMBLÉE NATIONALE.

Du dimanche, 20 mai.

Un article additionnel a étendu les diſpoſitions du décret ſur les étrangers, à tous les diſtricts extérieurs de la capitale; & après les offrandes accoutumées, M. *Hua* a lu un rapport ſur la queſtion du garde-du-ſceau : accordera-t-on des lettres de grace aux accuſés jugés avant l'inſtal-

Digitized by Google

lation des jurés, dans les cas où les conclusions des jurés seroient substituées à la clémence royale ? M. *Lacroix* a fait décréter qu'on s'occuperoit de la dénonciation de l'ex-ministre M. *Duport du Tertre*, avant de discuter le projet de permettre au Roi d'accorder ou grace ou commutation de peine.

On est revenu au juge de paix. Un décret l'avoit renvoyé au comité ; M. *Lacroix* a exigé qu'on y revînt sur-le-champ. « Ce qui s'est passé hier, a crié M. *Bréard*, intéresse *la sûreté de l'Empire*... Décerner contre des représentans de la nation des mandats d'amener sans preuves légales (eux-mêmes s'étoient vantés d'avoir fourni l'article au libelliste !). Il n'auroit pu le faire tout au plus que contre un vagabond ; mais un député est un citoyen domicilié... » Des clameurs ont demandé la révocation du décret de renvoi.

M. *Ramond* a tenu le langage de la raison & a été hué. « Il faut, disoit-il, que notre jugement n'ait pas l'air d'un mouvement de colère... Quelle étrange opinion on auroit du corps législatif, si l'on croyoit (avec M. *Guadet*) qu'il ne s'y trouveroit pas 200 membres étrangers aux factions ; que des mandats d'amener pourroient vider la salle ? » Mais pour regagner un peu de popularité, il a cru devoir ajouter : « Si le pouvoir judiciaire vouloit détruire le corps législatif, la constitution verroit s'élever des millions de défenseurs ; alors l'insurrection seroit le plus saint des devoirs pour sauver les deux pouvoirs menacés de l'invasion du troisième. » Ces maximes étoient d'autant plus déplacées que le pouvoir législatif a fini par immoler le pouvoir judiciaire, malgré la déclaration des droits qui dit expressément : *toute société dans laquelle la gar-*

Digitized by Google

rantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a pas de constitution (art. XVI). Or, tout citoyen a le droit de n'être ni calomnié, ni livré aux phalanges de délateurs inviolables ; & si pour maintenir & venger l'impunité d'assassinats moraux, les législateurs incarcèrent un juge qu'ils devoient renvoyer au tribunal de cassation, le pouvoir législatif foule aux pieds le pouvoir judicaire, il n'y a plus de constitution.

En promettant modération & sagesse, M. *Gusdet* a feint de ne vouloir pas lier le mandat d'amener à de grands complots sous-entendus ; a soutenu que le juge auroit dû se borner à examiner les preuves contre M. *Carra*, si leur déclaration justifioit M. *Carra*. « La constitution ne permet, à l'égard d'un législateur, qu'un *mandat d'arrêt* & non un simple *mandat d'amener* ; & ici qui peut le plus ne peut pas le moins. Nos nouvelles loix n'ont pas mis la diffamation au nombre des crimes ; le mandat d'amener (pour une diffamation avouée, qui expose les citoyens calomniés à être égorgés), étoit donc un attentat *contre la liberté du peuple*. Il existe réellement un *comité autrichien*, a-t-il poursuivi, puisque MM. *Bertrand* & *Montmorin* ont signé : *ministres d'Etat*. De quel état, si ce n'est de Coblentz ? » Ici la salle a retenti d'applaudissemens & de *bravo !* réitérés. Ce *comité autrichien* (de Coblentz !) c'est la réunion des hommes qui veulent diviser le peuple & la garde nationale de Paris, perdre nos finances, semer la division dans l'armée, exciter les soldats contre les officiers (*bravo ! bravo !*). Etoit-il si difficile au juge *Larivière* de découvrir que le ministre qui a laissé avilir autant qu'il a pu la majesté du peuple François aux yeux

Digitized by Google

des nations étrangères, fût un homme vendu, & nécessairement membre de cette faction qui veut nous détruire ?... Que cet autre ministre qui a laissé échapper de ses mains toute notre marine, qui a impudemment menti au corps législatif afin de l'endormir dans la sécurité, étoit encore un des membres de cette faction ? »

Enfin ses conclusions ont été un décret d'accusation contre M. *Larivière*, au grand contentement des galeries & d'une partie de l'Assemblée.

Le garde-du-sceau, M. *Duranthon*, est entré & a dit :

« Le Roi vient de m'appeller pour m'annoncer la résolution qu'il a prise de dénoncer aux tribunaux les calomnies qui se répandent depuis quelques jours, avec une licence qui n'a plus de frein, sur l'existence d'un prétendu comité autrichien. Peut-être S. M. auroit-elle dédaigné ces rumeurs mensongères, si elles n'avoient existé que dans ces libelles que vous avez justement voués à la vengeance des loix ; mais comme elles sont parvenues au corps législatif, elle craint que prenant quelque consistance dans le sanctuaire des loix, elles n'obtiennent l'effet qu'on en désire, celui de désorganiser l'armée & l'Etat ; elle m'a en conséquence chargé de communiquer à l'Assemblée nationale le parti qu'elle a pris de dénoncer aux tribunaux les auteurs de cette calomnie. Elle veut que le fantôme avec lequel la calomnie cherche à effrayer le peuple, soit enfin dissipé, & qu'au moyen d'une procédure juridique & légale, la nation soit pleinement convaincue de la loyauté de ses démarches, de son attachement à la constitution & de sa per-

Digitized by Google

févérance dans le ſerment qu'elle a fait pour la défendre. »

Ce miniſtre a remis la lettre du Roi conçue en ces termes :

« J'ai chargé, M. le préſident, le miniſtre de la juſtice de faire part à l'Aſſemblée nationale de l'ordre qu'il vient d'adreſſer de ma part à l'accuſateur public, au ſujet du prétendu comité autrichien ; il importe au bien de l'Etat que cette affaire ſoit parfaitement éclaircie. Je penſe que l'Aſſemblée nationale ordonnera de communiquer au tribunal les renſeignemens que pluſieurs de ſes membres ont dit avoir ſur cette affaire. Elle ſentira aiſément l'inconvenance qu'il y a de recevoir de pareilles dénonciations, de n'en laiſſer percer que ce qui peut entretenir les ſoupçons dans le public, & le danger de m'en laiſſer ignorer les auteurs. » *Signé*, LOUIS.

Contre-ſigné, DURANTHON.

M. *Hébert* a demandé un rapport en comité général. Une foule de membres ont accouru au bureau pour ſigner cette demande ; mais, avec la candeur qui règne dans ces ſortes de débats, M. *Genſonné* a repréſenté que pour obtenir un comité général, il ne ſuffiſoit pas de la motion d'un ſeul membre, & de violens murmures en ont étouffé la propoſition. Faiſant arme de tout, M. *Guyton de Morveau* a cité un décret du 23 juin 1789, portant qu'aucun député ne pourra être arrêté ni jugé pour les opinions qu'il auroit prononcées *dans les états-généraux*. Quelqu'un l'a renvoyé aux états-généraux, plaiſanterie qui n'a pas pris ; & l'on a ajourné la diſcuſſion ſur la lettre du Roi juſqu'après la diſcuſſion actuelle ſi utile au peuple qui la paye.

Du

Digitized by Google

Du narré vrai des faits, M. *Haussi de Robecourt* a conclu que l'Assemblée ayant passé à l'ordre du jour conformément à la motion de M. *Dumolard*, n'avoit d'abord vu dans cette affaire qu'une poursuite très-constitutionnellement judiciaire contre trois de ses membres pour objets étrangers aux fonctions législatives; que la diffamation est un crime, puisque la constitution (ch. III.) dit que la réparation peut en être poursuivie par voie criminelle; que la déclaration des droits dit que tout citoyen appellé ou saisi, doit obéir; que « communiquer à un libelliste, publier des calomnies, n'est pas une fonction de législateur »; que c'est à la cour de cassation à juger les juges qui excèdent leurs droits; qu'il seroit affreux de vivre dans un pays (libre!) ou 745 personnes auroient le droit de calomnier sous l'inviolabilité... Ces observations ont été baffouées. Des huées ont coupé la parole à M. *Robin Léonard* qui rappelloit que l'Assemblée avoit ouvert la carrière au juge qu'elle vouloit punir; des cris : *à l'abbaye*, ont réduit au silence M. *Genty* qui réclamoit la justice. Beaucoup de membres sont sortis de la salle, & après ces désertions inexcusables, une orageuse majorité a décrété d'accusation M. *Etienne de Larivière*, au bruit des battemens de mains, & les galeries ont crié : *vive l'Assemblée nationale!*

M. *Brissot* s'est engagé à dénoncer mercredi le *comité autrichien*, « à en démontrer l'existence, à faire tomber sur les coupables le coup qu'on vouloit tourner contre l'Assemblée »; assertion maladroite qui tendoit à rendre l'Assemblée solidaire des calomnies imputées à MM. *Chabot*, *Bazire* & *Merlin*. M. *Carnot* l'aîné a dit que MM. *Cheron*, *Dumolard* & *de Vaublanc* avoient passé

Digitized by Google

avec le juge de paix accusé, la nuit qui précéda les mandats. Ils ont tous protesté que c'étoit une imposture. Alors M. *Carnot* a attribué cette confidence à M. *Juéry*, M. *Juéry* à M. *Merlin*, celui-ci à M. *Ingard*, ce dernier à l'évêque constitutionnel de Limoges; ces caquets, dignes d'écoliers qui se traitent mutuellement de *pestards*, ont consumé un temps précieux. Enfin l'observation de M. *Gensonné*, qu'on ne pouvoit attenter à l'inviolabilité des législateurs qu'autant qu'ils auroient été corrompus par de l'argent, & l'ordre du jour ont terminé la séance.

Du lundi, 21 mai.

Neuf des ci-devant Cent-Suisses de la garde du Roi, se retiroient dans leur patrie munis de congés & de passe-ports; ils sont arrêtés par la municipalité de Béfort, en vertu d'une lettre de M. *Lecointre*. Sur leur juste plainte, M. *Lecointre* a lu, dans une longue apologie écrite, que quatre des Cent-Suisses étoient venus, le 11 du courant, lui dénoncer que 18 de leurs camarades, suspects d'incivisme, sous le prétexte d'aller en Suisse, émigroient pour se rendre à Coblentz. Il se hâte d'écrire aux municipaux de Béfort de fouiller les équipages & les malles de ces voyageurs: « *on croit*, leur mande-t-il, qu'ils *peuvent être* porteurs de lettres de leur capitaine-commandant M. *Cossé-Brissac* pour les Princes; vous sentez quel parti il y auroit à tirer si on les trouvoit chargés de pièces semblables... Le comité de surveillance n'ayant pu être assemblé, je signe seul la présente. » Les neuf Cent-Suisses interrogés, incarcérés, réclament leur liberté. Les municipaux ont eu le guignon ou la gaucherie de ne trouver dans les porte-feuilles arbitrairement visités comme

Digitized by Google

en Turquie à l'ordre d'un Pacha ; qu'une note contenant ces mots : « Voici ce qu'il seroit bon d'apporter ; guêtres noires, ceinturon blanc, chapeau uni, culottes & vestes blanches, boutons uniformes. »

Désolé de n'avoir que cela, M. *Lecointre* en a tiré le meilleur parti qu'il a pu en découvrant un projet de contre-révolution dans chaque syllabe ; & pour entretenir l'auditoire d'autre chose que de culottes, &c. il a dit, fort à propos : « *Tout le monde sait* qu'un Cent-Suisse, nommé *Clérinde*, ci-devant caporal, cassé par une délibération unanime du corps, malgré les instances de M. *Brissac*, pour cause de lâcheté, de bassesse, de vol & de tromperies, a été, par lui, pourvu d'une place de lieutenant dans la garde actuelle du Roi, & décoré de la Croix de St.-Louis. » Il a dit encore : « A la journée du 5 octobre 1789, lorsqu'appellé par ma place à saisir le commandement des forces nationales que les chefs supérieurs laissèrent s'échapper de leurs mains, j'arrêtai les voitures du Roi, de la Reine, de M. *de St. Priest*, malgré la permission par écrit que la municipalité de Versailles avoit donnée à M. *d'Estaing* d'accompagner le Roi jusqu'au lieu de sa retraite ; la patrie a reconnu que j'avois sauvé la France, & il me fut voté des remercimens... » Et ces diffamations gratuites, cette platte jactance hyperbolique avoient pour but de démontrer que les neuf Cent-Suisses étoient suspects & la lettre-de-cachet du sauveur de la France un acte légitime. Puis M. *Lecointre* a parlé de sa conscience & s'en est remis à la justice de l'Assemblée.

M. *Merlet* a divagué pour conclure à ce que M. *Lecointre* fût livré à la sévérité de la loi, s'il avoit agi, non en qualité de représentant de la

Digitized by Google

Nation ; mais en particulier (distinction qui préjugeoit MM. *Bazire*, *Merlin* & *Chabot*) ; il a demandé qu'on mandât les municipes de Béfort à la barre & qu'on indemnisât les Suisses. Les galeries l'ont bravement hué. L'évêque du Calvados a redit cent fois que ces neuf Suisses étoient suspects.

M. *de Girardin* a représenté que l'Assemblée ayant puni la veille un juge de paix, pour des ordres arbitraires, elle devoit avoir la même impartialité à l'égard de tous les citoyens, prouver qu'elle n'a pas deux poids & deux mesures ; & il a sollicité un décret d'accusation contre M. *Lecointre*. « Il faut, a dit M. *Lacroix*, que les députés sachent que hors de l'Assemblée, ils ne sont que simples particuliers (hier ils agissoient toujours en représentans de la nation). » L'opinant a pensé & l'Assemblée a décrété que M. *Lecointre* devoit aller passer trois jours à l'Abbaye. Celui-ci s'est soumis à la peine avec la respectueuse résignation de l'homme qui en seroit convenu d'avance, & il a été décrété que le pouvoir exécutif donneroit les ordres nécessaires pour l'élargissement des neuf Suisses.

Du lundi, séance du soir.

Les nouveaux administrateurs des postes, *jacobins* lestement substitués à des citoyens irréprochables, au moyen d'un ordre absolu de M. *Clavière* qui a signifié à ceux-ci qu'on les destituoit sans examiner leur conduite, sont venus à la barre dénigrer leurs prédécesseurs, l'ancien régime despotique, promettre des miracles de civisme, le secret des lettres auquel on croira si l'on veut, la sûreté des assignats, & recevoir les honneurs de la séance.

Digitized by Google

On a renvoyé aux comités une lettre du Roi, contre-signée du ministre de la marine, qui demande 5,147,408 liv. de fonds extraordinaires pour ce département.

Le ministre de l'intérieur a notifié la nomination de MM. *Borelly* & *Fabre* à la place de MM. *Rebecqui* & *Bertin*, commissaires révoqués par le département des Bouches-du-Rhône. -- Un projet de M. *François* de Nantes a été ajourné, & la question préalable a brusquement écarté un projet relatif à la liquidation & aux indemnités des commissaires au châtelet de Paris.

Du mardi, 22 mai.

Les départemens des Landes, des Basses-Pyrénées, des Pyrénées orientales, de l'Isère & de l'Ain, ont pris des arrêtés pour suspendre l'exportation des orges, avoines, légumes, fourrages & bestiaux de toute espèce. Par un décret d'urgence motivé sur l'extension inconstitutionnelle des droits administratifs, & sur les funestes effets politiques de pareils arrêtés, l'Assemblée a statué que le pouvoir exécutif donnera des ordres pour qu'ils demeurent sans effet, & que le ministre rendra compte des mesures qu'il aura prises. La constitution dit : *Le Roi est le chef suprême de l'administration générale du royaume* (tit. III, ch. IV, art. I)... *Les administrateurs sont des agens élus.... pour exercer, sous la surveillance & l'autorité du Roi, les fonctions administratives* (*ibid*, sect. II, art. II)... *Le Roi a le droit d'annuller les actes des administrateurs..... contraires aux loix & aux ordres qu'il leur aura adressés* (art. V). Ce n'est point exercer un droit suprême que de n'agir que d'après un décret spécial pour chaque objet. En ne se bor-

Digitized by Google

tant pas à rendre des loix générales, en autorisant ces sortes de rapports directs entre elle, & les directoires; en décrétant pour tous les faits, l'Assemblée n'admet que son propre pouvoir, & ne voit qu'un instrument passif, à ses ordres dans celui qu'elle a cependant reconnu chef suprême.

Au milieu de l'effervescence des passions les plus ardentes & du fanatisme, l'attention est tellement distraite, absorbée, qu'à peine le public se doutera-t-il que la législature a fixé, adopté de confiance, aujourd'hui, ce qu'il a plu à M. *Cambon* de nommer les tableaux des dettes & ressources nationales. Aussi les a-t-on décrétés, article par article, en se levant & s'asseyant, en beaucoup moins de temps qu'il n'en a fallu pour savoir si l'ex-capucin M. *Chabot* auroit l'honneur d'être diffamateur civique inviolable, & si le juge de paix, M. *de la Rivière*, étoit criminel de lèze-nation dans la personne de MM. *Chabot*, *Bazire* & *Merlin*. Nous donnerons ou analyserons ces tableaux lorsque la suite en aura été décrétée. Il nous suffira d'observer ici que M. *Cambon* a hypothéqué les rentes que doit l'Etat, sur les propriétés de tous les François, & a dit : « le comité auroit pu calculer ainsi, s'il avoit voulu vous faire riches; cent millions de rentes forment un capital de deux milliards à cinq pour cent, d'un milliard à dix pour cent; les propriétés de tous les François valent 40 milliards, nous aurions donc un excédent de 38 à 39 milliards.... » A côté de tant de zéro, nous nous dispenserons de tenir le menu compte des écus & des sous que produisent les offrandes quotidiennes.

Du mardi, séance du soir.

Un décret d'urgence ordonne aux municipali-

Digitized by Google

tés des villes maritimes de recevoir, dans huit jours, à compter de la publication du décret, en présence des juges de commerce, & des nouveaux receveurs, les comptes des anciens prépoſés, greffiers & receveurs du ci-devant amiral de France; & elles feront le verſement du produit de tous droits dans les caiſſes de diſtrict, ſous l'autoriſation des corps adminiſtratifs qui arrêteront définitivement leſdits comptes, conformément à la loi du 13 août 1791. L'état remboursera à l'amiral les frais de l'impreſſion des congés & paſſe-ports de mer délivrés par lui depuis le 5 mai 1791. Il ſera donné des appointemens proviſoires aux nouveaux prépoſés à la police des ports. Les paſſe-ports de mer ſeront expédiés au nom du Roi & contre-ſignés du miniſtre de la marine. (Pourquoi charger des municipaux de fonctions qui ne ſont nullement municipales ?)

La ſéance n'a produit d'ailleurs qu'un ſecond décret, auſſi d'urgence, qui accorde à 25 départemens dénommés, 1,200,000 liv. en tout, diſtribuées de manière que tel recevra 10,000 liv., & tel autre 150,000 liv. à titre d'avance, pour la confection & l'entretien des routes; & qui autoriſe le pouvoir exécutif à faire acquitter proviſoirement les dépenſes des travaux publics à la concurrence de deux millions 500,000 liv. juſqu'au premier juillet prochain. Cinq articles y ſont relatifs au traitement des ingénieurs des Ponts & Chauſſées.

Du mercredi 23 mai.

L'Aſſemblée a fixé, par un décret, la ſomme à attribuer à chaque officier ou employé de l'armée pour tenir lieu du logement qui ne pourra être fourni en nature dans les établiſſemens militaires.

Digitized by Google

Elle ira depuis 500 liv. par mois, pour le général d'armée, & 50 liv. pour le colonel, jusqu'à 18 liv. pour le capitaine, & 12 liv. pour l'aumônier, &c.

Sur le rapport de M. *Lacombe de Saint-Michel*, les quatre articles suivans ont été décrétés d'urgence.

« L'Assemblée nationale, après avoir décrété l'urgence, décrète ce qui suit : »

« Art. I. Il sera accordé aux officiers du corps de l'artillerie la moitié des places des lieutenans en second, vacantes en ce moment, & la moitié de celles qui viendront à vaquer d'ici au premier août prochain; mais à cette époque désignée, il sera nommé aux places, conformément à l'article II du titre II de la loi du 27 avril 1791. »

« II. Le pouvoir exécutif donnera les ordres nécessaires pour qu'au premier août prochain, il soit fait à Châlons un examen, tant des élèves de l'artillerie, que des aspirans qui se présenteront pour les remplacer. »

« III. Les sujets qui se présenteront pour être élèves, pourront y être admis jusqu'à l'âge de 30 ans, &, s'ils ont servi dans le corps, à tout âge. »

« IV. Le pouvoir exécutif fera délivrer des lettres d'examen aux sous-officiers & soldats de toutes les armes qui croiront avoir les connoissances sur lesquelles ils seront examinés, & moyennant qu'ils aient justifié préalablement des autres conditions exigées par la loi. »

Abordant enfin le principal objet de la séance, sous la forme de motion d'ordre, M. *Boistard* a représenté à l'Assemblée que l'Europe alloit la juger sur le calme qui règneroit dans la discussion qu'on alloit ouvrir; & croyant cette

Digitized by Google

attitude insuffisante, il a dit : « Je prie M. le président de rappeller aux excellens citoyens qui occupent les tribunes, le décret qui leur défend tout signe d'approbation ou d'improbation. » Le président a rempli les vœux de l'opinant, & M. *Gensonné* a pris la parole.

Il a dénoncé la lettre par laquelle le Roi informe l'Assemblée de l'ordre qu'il a donné de poursuivre les calomniateurs qui aspirent à troubler le peuple, à diriger des phalanges de scélérats vers le château, en supposant un *comité autrichien*. Cette lettre a paru à M. *Gensonné* injurieuse au corps législatif, dangereuse pour la sûreté publique, attentatoire à la constitution, une preuve de plus de l'existence du *comité autrichien*. « Le Roi n'a ni pu ni dû enjoindre au ministre d'enjoindre à l'accusateur de poursuivre l'affaire de ce comité... La poursuite de ces délits est exclusivement attribuée aux législateurs (ici l'orateur confond le *comité autrichien* avec les lâches diffamateurs qui le supposent)... Sans doute il importoit pour la sécurité des conspirateurs d'annuller votre surveillance, d'en subordonner l'action aux poursuites d'un officier de police ; de prévenir l'accusation du corps législatif par des procédures commencées devant les tribunaux ordinaires, d'enchaîner les citoyens qui les surveillent, dans la crainte de se voir compromis ; de trouver leur sauve-garde dans l'excès de leur audace... Ah! qu'il n'y ait plus de coupables, & il n'y aura plus de dénonciations. Au lieu de s'attacher à réfroidir votre zèle, pourquoi ne pas chercher à l'exciter davantage ? Au lieu de marquer un si tendre intérêt à des hommes poursuivis par des *soupçons trop légitimes*, pourquoi ne pas annoncer le dessein de les voir accusés & convaincus ? Tel est l'unique vœu que le Roi des François

Digitized by Google

» tu l'exprimé s'il eût été délivré de la funeste obsession qui l'environne... » »

Après avoir dit du plus grand sérieux : « *J'ai prouvé* que l'ordre donné au tribunal criminel eût contraire à la constitution » ; M. *Genſonné* s'eſt chargé de jetter des torrens de lumières ſur ces trois queſtions : y a-t-il un *comité autrichien ?* A-t-on des preuves ſuffiſantes contre quelques-uns des chefs de cette conſpiration ? Quelles meſures faut-il prendre pour en découvrir les complices ? Il auroit ajouté : que faut-il faire pour déterrer quelque part les premières preuves de ce que je vais affirmer, que ſon amplification n'en eût pas acquis un degré de plus de ridicule.

Quant à la première de ſes trois queſtions, voici ſes moyens : la corruption de la cour, la conduite qu'elle a tenue depuis la révolution (peut-être de Varennes à Paris !) ; la coalition des puiſſances en faveur d'un Roi ſi bien traité ; la guerre (déclarée par l'Aſſemblée au nom du Roi obligé d'y ſouſcrire) ; les machinations, les dénonciations ; des notes indicatives, qu'on n'indique pas ; les raſſemblemens à Paris, à Saint-Denis, à Auteuil, à Bagatelle, deſquels on ne donne nulle preuve ; des parens d'émigrés attachés au ſervice du château (le Roi lui-même a des frères émigrés) ; l'aviliſſement de la légiſlature ; la plainte de MM. *de Bertrand* & *de Montmorin*, l'action du juge de paix, & la lettre du Roi tendante à démaſquer les calomniateurs. Ici M. *Genſonné* a répété toutes les inculpations des clubs de Breſt, &c. contre M. *de Bertrand*, ſans tenir compte des réfutations ; puis faiſant de ſa diatribe comme une formule bannale où l'on peut mettre tel nom qu'on veut, il a prolixement appliqué à M. *de Montmorin*

Digitized by Google

tout ce que d'autres déclamateurs avoient déjà débité contre M. *Deleſſart*.

Succeſſeur de M. *Genſonné* à la tribune, M. *Briſſot* a finement ſurpris le *comité autrichien* dans le germe, l'a vu éclore en 1756, dicter le traité qui, ſelon lui, ſacrifia le peuple à une famille, la France à l'Autriche. Ce comité devint un fil qui dirigeoit « les *Montmorin* & les *Deleſſart*, qui n'étoient que des manequins.... Et *Mercy* (on dit M. *Carra* & *Mercy* tout court) dirigeoit encore ce fil après la chûte de la baſtille ». « Voici les traits caractériſtique du comité : 1°. dévouemnt abſolu à la prérogative royale; 2°. dévouement aux intérêts de la maiſon d'Autriche; 3°. point d'alliance avec la Pruſſe & l'Angleterre, quelque facile que cela fût; 4°. indulgence pour les émigrés, ſans cependant adhérer à tous leurs vœux; 5°. compoſition pour la guerre avec la maiſon d'Autriche, après avoir fait tout ce qui pouvoit la provoquer (qu'on ſe rappelle les vœux pacifiques de M. *Briſſot*, & ſa dénonciation contre M. *Deleſſart* pour avoir tâché d'éloigner la guerre); 6°. protection pour le ſyſtême des deux chambres. »

Si je prouve, s'eſt écrié vingt fois M. *Briſſot*, & pour accomplir ſes faſtueuſes promeſſes, il s'eſt humblement rabattu ſur quelques lignes d'une note trouvée par lui & M. *Laſource* dans les archives des affaires étrangères livrées à de pareilles mains. M. *de Montmorin* écrivoit à M. *de Noailles*, à Vienne, le 3 août 1791 :

« Les meilleurs eſprits de l'Aſſemblée nationale ſe ſont réunis, & ſe concertent avec les véritables ſerviteurs du Roi pour ſoutenir la monarchie & pour rendre au Roi toute l'autorité néceſſaire pour gouverner; & il ne ſe paſſera pas quinze

Digitized by Google

jours sans qu'il y ait eu des changemens à l'état vraiment déplorable de cette famille. »

S'accrochant au nom de M. *de Montmorin* pour se soutenir à la tribune, le rhéteur oubliant l'amnistie accordée même à *Jourdan*, a fait des crimes à l'ex-ministre de ce que la France ruinée, livrée à des factieux, vomissant des outrages & des calomnies contre tous les peuples de l'Europe, n'a pas un allié ; de n'avoir pas révélé à l'Assemblée tout ce qu'elle savoit, vouloit, & causoit ; des mystères de gazettes ; la coalition des Rois, & dès 1791, les armemens de la Russie & de la Suède qui même encore aujourd'hui sont problématiques ; & ce qu'il y a de plus plaisant dans ce délire, d'avoir ménagé le secours de la France à l'Autriche, sachant à quel point l'Autriche étoit épouvantée de l'idée de rompre avec la France ; & de n'avoir pas répondu aux lettres de M. *Genest* que personne ne voyoit à Pétersbourg, & qui, plus généreux patriote que M. *Wolney*, a fait don à sa patrie d'une médaille qu'il avoit reçue de *Gustave III.* Il faut que la malignité ait un charme secret pour faire écouter patiemment de pareilles inepties. Toujours également heureux en citations de pièces probantes, M. *Brissot* a cité jusqu'à une lettre de l'envoyé de France à Genève, datée du 5 août 1790, commençant & finissant par ces mots qui l'auroient fait tomber des mains de tout autre dénonciateur : « lorsque j'eus l'honneur de prendre congé de vous, l'année dernière, vous me permîtes... si vous n'approuviez pas ce que je fais... » En quoi une semblable lettre peut-elle compromettre celui qui la reçoit & l'inculper de connivence contre-révolutionnaire avec M. le comte *d'Artois* ? Enfin, M. *Brissot* a imputé à

Digitized by Google

M. *de Montmorin* l'ariſtocratie de tous les envoyés, les punitions infligées aux propagandiſtes, l'indignation de toutes les cours pour des profeſſeurs de régicide, &c.

De M. *de Montmorin* il eſt paſſé à MM. *Deleſſart*, *Duport-du-Tertre* & *de Bertrand*; il a redit tout ce qu'en ont débité ſes propres libelles; mais toujours vague, il n'a rien particulariſé. Il n'a étonné perſonne en imputant à M. *de Bertrand* les maſſacres & les incendies de St. Domingue; dès qu'il avoit le front d'en parler, il n'y avoit pas plus de honte à en accuſer cet ex-miniſtre que tout autre. Enfin, les déroutes de Mons & de Tournay, l'aſſaſſinat de M. *Dillon*, les plans de guerre abſurdement conçus par le miniſtre des affaires étrangères protégé de M. *Briſſot*, & la démiſſion de M. *de Rochambeau*....., Telles ſont les œuvres du *comité autrichien*. Cette déclamation digne des groupes de la Rapée, a fini par le rabachage des phraſes vides de M. *Genſonné*, & par les concluſions : décret d'accuſation contre M. *de Montmorin*; prompt rapport contre M. *Duport-du-Tertre*; ordre au miniſtre de la marine de livrer des pièces relatives aux colonies qui puiſſent incriminer M. *de Bertrand*; & recherches, informations du comité de ſurveillance, regiſtre ouvert aux délations pour découvrir le *comité autrichien*, dont on a ſi bien démontré l'exiſtence, & qui coûte déjà plus de cent mille francs de diſcuſſion au peuple qui payera encore l'impreſſion de ces volumineuſes extravagances.

Un long ſilence a été l'expreſſion involontaire de la ſurpriſe univerſelle de voir des montagnes en travail ne pas accoucher même d'une ſouris. On a joué aux orateurs confus le mauvais tour

Digitized by Google

de décréter aussi l'impression de leurs pièces justificatives. M. *Rouyer* a promis de dénoncer M. *Duranthon*, comme aristocrate perfide ou comme patriote ignare. M. *de Vaublanc* se croyant accusé de favoriser les *deux chambres*, a prié les bons citoyens de lui plonger un poignard dans le cœur, s'il adoptoit ce système. On n'a pas même applaudi aux coups de poignards de bons citoyens. — Le ministre de la justice a écrit au président : « Vous apprendrez, sans doute, avec un sensible plaisir que tout est rentré sous l'empire de la loi, que la plupart des brigands d'Avignon sont en fuite. De longs éclats de rire, & la séance est levée.

Du mercredi, séance du soir.

Deux articles décrétés d'urgence, ont décerné à tous les armateurs François qui se livreront à la pêche de la baleine & du cachalot dans les mers du Nord & du Midi, la prime de 50 livres par tonneau de jauge accordée le 5 mai 1786, aux Nantukois établis en France ; & ordonné le paiement des primes dues à ceux-ci. — L'Assemblée a déclaré qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer sur l'extradition de trois particuliers arrêtés depuis long-temps à Huningue, & réclamés par la cour de Vienne comme accusés d'avoir fabriqué de faux billets de la banque de Vienne. A ce sujet, M. *Condorcet* dit dans sa chronique : « les chefs de cette maison (d'Autriche) ont dû cesser de prétendre aux égards usités entre les gouvernemens des nations civilisées. » Et il signe, bien sûr de ne pouvoir pas se déshonorer aux yeux de l'Europe.

Du jeudi, 24 mai.

M. *Lejosne* a sollicité des mesures pour un

Digitized by Google

recrutement très-instant de canoniers, dont il manque plus de 3,300 à l'armée; & il a observé qu'il y en avoit dans tous les corps militaires, que même il y en a qui végètent dans la garde du Roi. . . Le comité militaire s'occupera d'un mode de recrutement.

Il a été présenté une pétition en faveur des administrateurs des postes destitués par M. *Clavière*, & une dénonciation de cet acte arbitraire du ministre *jacobin* qui prive de leur état des citoyens estimables, des pères de famille. On a demandé le renvoi au pouvoir exécutif (à M. *Clavière*), au comité des finances; on est passé à l'ordre du jour.

Retombé de tout son poids sur les prêtres non-assermentés, M. *Ichon*, prêtre constitutionnel, leur a bravement imputé tous les malheurs de la France, & a vu en eux le *véritable comité autrichien*, ce qui a beaucoup réjoui ceux qui le tiennent si bien en priant qu'on le cherche. M. *Lecointre-Puyravaux* ne voyoit rien de si simple que de décréter l'un des projets, n'importe lequel. M. *Lacroix* se passoit de rapport, & exhortoit l'Assemblée à se débarrasser de la tutelle des comités... Et de la tutelle de la prévipitation, a dit M. *de Girardin*, en ajoutant que tous les factieux n'étoient pas en soutanne. D'orageux débats se sont terminés par la priorité accordée au projet de M. *François* de Nantes.

Celui de M. *Benoîton* a été discuté article par article; il donnoit aux corps administratifs le droit inouï de prononcer la déportation sur toute plainte portée par 20 citoyens actifs. MM. *Hua*, *Becquey* & *Ramond* ont réclamé les jurés & des juges. M. *Lacroix* admettoit la déportation comme peine; mais M. *Guadet* a poussé la fran-

Digitized by Google

chisse de l'atroce injustice jusqu'à repousser le mot *peine* en admettant la déportation, parce que ce seroit préjuger qu'elle devroit être prononcée par les tribunaux, & que leur laisser ce droit ce seroit s'exposer à ne voir punir aucun prêtre. Par le comble de cet aveuglement qui naît de l'oubli de toute humanité, M. *Guadet* a cru justifier sa mesure inconstitutionnelle en alléguant le nombre des malheureux qu'elle dévoueroit ; il a trouvé les raisons de M. *Ramond* bonnes pour quelques prévenus, mais les siennes meilleures contre 50 mille prêtres. Les galeries l'ont flétri de leurs applaudissemens, & sa motion a été décrétée en ces termes :

« L'Assemblée nationale décrète, comme mesure de sûreté publique & de police générale, la déportation de tous ecclésiastiques non-assermentés, dans les cas & de la manière énoncés ci-après. »

Du vendredi, 25 mai.

L'Europe connoît peu M. *Brival* comme orateur & législateur ; mais il est très-connu pour avoir écrit au *Roi des Français* de lui faire rendre ou payer une canne à dard, qu'une sentinelle avoit retenue à l'entrée des Tuileries, & pour s'être exprimé en ces termes : « Vous êtes inviolable, je le sais aussi.... Tandis que je vais m'occuper des intérêts de mon souverain & du vôtre, le peuple, il faut qu'on ne porte aucune atteinte à ma propriété. » Aujourd'hui, ce M. *Brival* a lu à l'Assemblée une lettre particulière de Valenciennes du 22 mai. Elle annonce que le samedi, 46 soldats-citoyens & citoyens-soldats ayant apperçu « une colonne Autrichienne,

Digitized by Google

de 400 hommes », tirèrent des coups de canon à mitraille ; que l'ennemi s'étant cantonné dans une maison rouge, ils l'en délogèrent à coups de canon à boulets, & trouvèrent 15 morts parmi lesquels trois prêtres ingénieusement déguisés en dragons. Ces nouvelles ont été fort applaudies.

Une députation de citoyens qui ne se sont pas nommés publiquement, est venue à la barre se plaindre d'une lettre que le Roi a écrite au sujet des faux bruits que M. *Pétion* accréditoit de son mieux sur une prochaine évasion de Sa Majesté. Ils ont dit que M. *Pétion* méritoit la confiance publique ; qu'ils vouloient bien ne pas examiner si le Roi avoit pu écrire au département sans faire contre-signer sa lettre par un ministre ; mais qu'ils en dénonçoient la publication comme un délit national. Ils ont répété que le maire, « instruit que le Roi devoit partir dans la nuit du 22 au 23... » On a interrompu le harangueur ; plusieurs membres ont invoqué l'ordre du jour au bruit des huées des galeries. M. *Lacroix* a, pour s'instruire des faits, obtenu que la pétition seroit entendue ; les galeries ont crié : *bravo ! bravo !* comme aux théâtres de la foire, & la salle a retenti de leurs applaudissemens & de ceux de quelques législateurs.

L'orateur a dit que le commandant de la garde nationale avoit communniqué au Roi l'ordre secret de M. *Pétion* de doubler les gardes & les patrouilles ; que c'étoit une trahison qui se lioit avec les mandats d'amener décernés contre MM. *Bazire*, *Merlin* & *Chabot*, & a fini par ces mots : « Si M. *Pétion* perdoit la confiance publique, il n'y auroit plus de sûreté pour nous. »

La députation applaudie des galeries & de quel-

Digitized by Google

ques membres, a reçu les honneurs de la séance ; & entre M. *Pétion* flagorné, & *Louis XVI* inculpé, l'Assemblée est passée à l'ordre du jour.

Deux décrets d'urgence ont statué : 1°. que le corps d'artillerie sera recruté de soldats de l'infanterie de ligne ; 2°. que le 5°. régiment de dragons ayant livré les coupables fauteurs de l'insubordination, de la déroute & des assassinats, ce régiment étoit honorablement acquitté, & que l'Assemblée renvoyoit au pouvoir exécutif.

M. *Condorcet* a fait le rapport des dépenses annuelles qu'exigera le plan d'éducation nationale que proposent les moralistes du comité d'instruction. Elles s'éleveront à 24 millions.

Sur la motion de M. *Charlier* qu'il étoit important « de couler à fond l'affaire des prêtres », il s'est engagé de nouveaux débats qui n'ont offert aucune nouvelle idée, pas même de cruauté. On est revenu au projet de les déporter en vertu d'une simple dénonciation de 20 citoyens actifs. M. *Thuriot* écartoit l'obligation de prouver leur qualité de citoyens actifs, & vouloit que les directoires ne fussent pas autorisés à en vérifier les plaintes. MM. *Voysin*, *Véron*, *Dalmas* d'Aubenas & *Ferrière*, ont soutenu que rien ne prouvoit mieux l'atrocité de la mesure proposée ; que c'étoit consacrer l'iniquité, le despotisme, l'immoralité, livrer tous les prêtres à la merci de 20 brigands ou d'un scélérat qui en payeroit 19. Que fera-t-on si 20, si 40, si 100 citoyens nient ce qu'affirmeront 20 dénonciateurs, demandoit M. *Bigot ?* -- Quand deux témoins attestent qu'un homme est un assassin, mille témoins qui le nieroient ne le sauveroient pas, lui a répondu M. *Lecointre-Puiravaux*. M. *Gensonné* s'en remettoit à la sagesse des admi-

Digitized by Google

ministrateurs. Selon M. *Lacroix*, la dénonciation de deux témoins & l'avis du directoire, ou celle de 20 citoyens actifs sans avis de directoire, suffisoient pour déporter un prêtre inassermenté. Le bon & doux M. *Isnard* trouvoit que la déportation étoit non une mesure de rigueur, mais une mesure d'indulgence. On a accordé la priorité à la rédaction de M. *Robin*, portant que :

« Les directoires de département pourront, sur la demande de 20 citoyens actifs du même canton, & sur l'avis du directoire du district, ordonner la déportation contre les prêtres non-assermentés, comme instigateurs de troubles. »

M. *Hérault de Séchelles* arrêtoit, sans délai, incarcéroit tout prêtre sur la dénonciation de 20 bandits payant trois journées de contribution annuelle; & laissoit au directoire, composé même de protestans, &c., le droit de prononcer la déportation. Toujours aussi prudentes la justice & l'humanité de M. *Guadet* l'ont fait frémir du doute que jettoit sur l'exécution le mot *pourront* ou *pourra*; il a exigé qu'on y substituât *seront tenus* ou *sera tenu*, & l'article couvert d'applaudissemens & de *bravo !* a été décrété en ces termes :

« Lorsque 20 citoyens actifs d'un canton demanderont qu'un ecclésiastique non fermenté quitte le royaume, le directoire du département sera tenu de l'ordonner, si l'avis du district est conforme. Si l'avis du district n'est pas conforme à la demande des 20 citoyens actifs, le directoire du département fera vérifier, par des commissaires, si la présence de cet ecclésiastique nuit à la tranquillité publique; & sur l'avis des commissaires, s'il est conforme à la demande

Digitized by Google

des 20 pétitionnaires, la déportation sera également ordonnée. »

Du vendredi, séance du soir.

On renvoie au comité des douze les pièces relatives à de nouveaux troubles élevés dans plusieurs points du département du Var. --- Ce matin, la société ambulante des amis de la constitution de la Vendée, dont M. *Goupilleau* a dit aux rieurs qu'elle va de village en village propager les principes de la révolution, avoit offert 490 livres. Ce soir les patriotes, ambulans ou autres, de cette même Vendée, sollicitent la déportation des prêtres. --- Un haranguer donne trois louis d'or, & prédit qu'incessamment les tyrans défileront enchaînés devant l'Assemblée comme dans Rome libre le vainqueur traînoit les Rois au capitole. --- Sur le rapport du comité de liquidation, il a été décrété que la caisse de l'extraordinaire payera 16 millions 724,969 liv. montant de 2,114 offices de judicature ou ministériels liquidés.

Du samedi, 26 mai.

Des châteaux dévastés, des propriétés de simples citoyens pillées ou saccagées, des excès commis contre les magistrats du peuple outragés dans l'exercice de leurs fonctions, ont motivé une adresse des administrateurs du Var. L'Assemblée en a décrété la mention honorable.

Un décret a autorisé la municipalité de Montauban à emprunter 8,000 liv. pour achat des armes nécessaires à la garde nationale, à rembourser avec les sous additionnels de 1793.

MM. *Bertin* & *Rebecqui* écrivent qu'on les a calomniés, attribuent à des préventions le décret

Digitized by Google

qui suspend leurs fonctions de commissaires. Ils ne se sont fait escorter par les brigands, n'ont partagé le triomphe des *Jourdan*, &c., que pour rassurer les bons citoyens ; cet expédient moral leur a parfaitement réussi. Forts de leur conscience, ils se hâtent de venir rendre compte, & se reposent sur la justice que promet l'édifiante complaisance avec laquelle on écoute de pareilles lettres de prévenus, mandés à la barre.

M. *Michel* a fait, à grands coups de figures de rhétorique, le siège des tours du château de St. Malo, a proposé de les raser, & a observé, sans se douter de ce que sa remarque offroit de plaisant, que ce ne fut qu'en escaladant ce château, en l'enlevant aux factieux, aux révoltés, aux ligueurs, au duc de Mayenne, que les habitans de St. Malo secouèrent le joug des rébelles & parvinrent à conserver une place si importante à *Henri IV*. Un décret a ordonné que le pouvoir exécutif feroit son rapport sur l'inutilité ou le danger de ces tours.

L'Assemblée a statué d'urgence, qu'il pourra être tiré des trois régimens de ligne & des deux bataillons d'infanterie légère qui sont à Paris, des détachemens qu'on portera, selon les besoins, dans les départemens de l'Oise, de Seine & Marne & de Seine & Oise, d'où sont partis des bataillons pour les frontières. Elle a aussi décrété d'urgence les 3 articles suivans :

« Art. I. Les places de guerre & postes militaires dont l'état est ci-après, seront, jusqu'à ce qu'il ait été autrement statué, comme étant *en état de guerre*, sauf les cas où ils seroient déclarés par les généraux d'armée, être *en état de siége*, conformément aux articles X, XI & XII du titre premier de la loi du 10 juillet 1791. »

Digitized by Google

« II. Indépendamment des places & postes militaires portés au tableau annexé à la loi du 10 juillet 1791, le Roi proposera au corps législatif les postes que, par leur position, il croira devoir être considérés comme étant en état de guerre. »

« III. Les généraux d'armée sont autorisés à déclarer & faire proclamer que tels ou tels postes qu'ils occuperont sont en état de guerre, toutes les fois qu'ils le jugeront nécessaire à la sûreté & à la police de l'armée; ils feront également proclamer lorsque cet état devra cesser. Le pouvoir exécutif demeure chargé d'en rendre compte sur-le-champ au corps législatif. »

M. *Merlin* a voulu dénoncer le ministère actuel, lui reprocher « l'inexécution de la *volonté générale* »; soutenir qu'après avoir « puisé *à pleines mains* dans le trésor pour les préparatifs de guerre, aujourd'hui que les armées regorgent de provisions, & qu'il ne s'agit que de chasser 40,000 esclaves de la Belgique & porter la liberté au-delà de Bruxelles, l'inaction est un crime... » Le tumulte & l'ordre du jour ont arrêté brusquement les victoires de M. *Merlin*, ce qu'il a trouvé affreux.

On a repris la discussion sur les prêtres. Un membre avoit cité, la veille, des passages du *contrat social* où *J. J. Rousseau* établit qu'il est une profession de foi civile sans laquelle on n'est ni bon citoyen ni sujet fidèle. Il faut croire un Dieu, la vie à venir, ses peines pour le méchant, ses récompenses pour le juste, à peine d'être chassé. Il banniſſoit auſſi ceux qui diſoient : *hors l'égliſe point de ſalut*. Il réſulteroit de ſa morale que nos *philoſophes* devroient être bannis. Son eſprit de parti contrediſoit manifeſte-

Digitized by Google

ment sa morale en bannissant aussi les Catholiques ; les athées qu'il repoussoit seront protégés, les prêtres que sa haine calomnioit seront déportés.

Aujourd'hui, après des redites du même parti qui, sous le prétendu règne de la liberté, couvre impudemment la justice & l'humanité violées des mots, *mesure de police*, on a décrété plusieurs articles que nous transcrirons lorsqu'on en aura fixé la rédaction définitive.

Ces débats avoient été interrompus par la lecture d'une relation de M. *de la Fayette*, du 24 mai. Il annonce & décrit un avantage remporté, entre Hamptinne & Philippeville, par M. *Gouvion* commandant 4,000 hommes, sur les Autrichiens qui en avoient, dit-il, 8,000, qu'il a repoussés deux fois, qui l'ont repoussé la troisième fois, lui ont pris trois canons & des chevaux, tué 24 hommes, dont trois officiers ; blessé 67, dont dix officiers ; & fait perdre une demi-lieue de terrain. Mais l'ennemi ayant retrogradé, la position où l'on avoit combattu étoit occupée, deux heures après l'affaire, par les François qui ont montré le plus beau sang-froid, la plus grande discipline, le plus brillant courage & sauvé un canon. De bruyans applaudissemens ont accueilli d'aussi heureuses nouvelles.

Du samedi, séance du soir.

L'un des commissaires civils envoyés à Saint-Domingue, M. *de Mirebeck*, a détaillé, à la barre de l'Assemblée, le compte de sa mission qu'il avoit déjà rendu ou prédisposé dans la société des amis de la constitution de Bordeaux. Un parti séditieux opprime la colonie ; c'est, selon

lui, la faction des 85 ou des *Léopardins*, ingénieusement appellés ainsi du nom du vaisseau, qui les transporta tous en France en 1790. Excepté les chefs des brigands, qu'il a bien traités, & les vrais promoteurs du carnage qu'il s'est scrupuleusement gardé d'indiquer, M. *de Mirbeck* a blâmé tout le monde en ne louant que lui seul & ses collègues.

A l'en croire sur sa parole, l'Assemblée coloniale a provoqué le meurtre en déclarant l'éternelle vérité que « les traités arrachés par la force & la perfidie ne peuvent avoir qu'un succès passager. » Si le décret du 15 mai 1791 eût été soutenu de forces imposantes (pour plus de liberté), la colonie étoit sauvée; c'est-à-dire les mulâtres impunis y auroient triomphé de leurs bienfaiteurs devenus leurs victimes légales. En arrivant au Cap, les commissaires reçurent des députations de l'assemblée générale, en écharpes noires, signes de deuil; de l'assemblée provinciale du Nord, en écharpes rouges, signes du sang qui fumoit encore. Installation pompeuse, harangues, proclamations philantropiques, amnistie. Toujours aussi prudens que véridiques, les commissaires furent bientôt dans l'opinion de l'orateur, les dieux tutélaires de la colonie.

Ils ont une entrevue avec *Jean-François*, généralissime des nègres. Ils en furent très-contens, parce que *Jean-François* descendit de cheval, se mit à genoux à leurs pieds, implora l'amnistie pour son état-major, assura que c'étoit par humanité qu'il avoit coupé la tête au féroce *Jeannot*, & leur envoya 21 prisonniers. Mais les intrigues (non prouvées) de l'hôtel de Massiac à Paris, celles des *Léopardins* au Cap, firent soupçonner

soupçonner ces prôneurs de l'égalité fraternelle de principes anti-coloniaux. « Notre conduite nous a mérité l'estime *& la vénération* des gens de bien, a dit modestement M. *de Mirbeck*. » Mais l'assemblée coloniale, les trois assemblées provinciales & tous les corps populaires convinrent que personne ne correspondroit avec des commissaires si révérés. Ils devoient recevoir un *aviso* tous les 15 jours; point *d'aviso*. Ceci retombe sur le ministre. On conteste la validité de leurs pouvoirs, on croit qu'ils aspirent à donner la liberté aux esclaves & à ne protéger que les mulâtres. Quelle calomnie! M. *Romme* pérore; M. *de Mirbeck* écrit des poëmes en prose où il s'écrie: « *Grands Dieux!* où sommes-nous?... Les cris des malheureux retentissent déjà *jusqu'aux voûtes du ciel* (*bravo!*). » Il court le risque d'être embarqué malgré lui. Délibérant là comme ailleurs, les galeries opinent tout haut pour qu'on le noye. M. *de Blanchelande* n'étoit épargné que parce que tous craignoient *d'essayer d'un nouveau général*. « Quant à nous, on nous souhaita un bon voyage... Le général desiroit un entretien avec nous; j'ai déjoué l'affreux complot, & me suis rendu pendant la nuit, avec mes porte-feuilles, sur un vaisseau marchand. » -- Un mémoire expliquera le reste de cette mission si bien remplie. L'orateur couvert d'applaudissemens, reçoit les honneurs de la séance.

On décrète le remboursement de 5,511,815 liv. de jurandes & maîtrises.

Du dimanche, 27 mai.

Le procureur de la commune de Paris, M. *Manuel*, décrété d'ajournement personnel comme prévenu d'un vol de manuscrits imprimés en fraude, est-il interdit par le seul fait du décret?

Digitized by Google

L'ancienne ordonnance & l'antique honneur prononcent affirmativement. M. *Pétion* soumet la question au corps législatif, sans parler des scènes scandaleuses qui l'ont suivie dans les assemblées municipales où M. *Manuel* a traité de gredins, &c. ceux qui le croyoient suspendu. Le même comité en fera son rapport sous trois jours.

On a décrété l'impression de quelques objets qui se reproduiront. --- Le comité des douze rendra compte jeudi prochain de la dénonciation d'une correspondance où les administrateurs du Tarn, M. *Lacombe St. Michel* & M. *Lasource*, ministre protestant, ont impliqué MM. *Vigier* & *de Lautrec* & tous les prêtres du midi de la France comme tramant une grande conspiration. --- Le ministre de la guerre expliquera incessamment à M. *Rouyer* pourquoi l'Etat solde 400,000 hommes & n'en a que 150,000 dans ses trois armées. --- Voici la rédaction définitive du décret sur les prêtres non-assermentés, incroyable exemple de la tolérance & de l'humanité philosophiques. Il est de notre justice d'observer que depuis que la déportation de ces infortunés a été décrétée en principe, contre tous les principes, la presque totalité des membres qui siégent dans l'un des côtés de la salle n'a voulu prendre aucune part à la délibération.

« L'Assemblée nationale, considérant que les efforts auxquels se livrent constamment les ecclésiastiques non-sermentés pour renverser la constitution, ne permettent pas de supposer à ces ecclésiastiques la volonté de s'unir au pacte social, & que ce seroit compromettre le salut public que de regarder plus long-temps comme membres de la société des hommes qui cherchent

évidemment à la dissoudre ; considérant que les lois pénales sont sans force contre des hommes qui, agissant sur les consciences pour les égarer, dérobent presque toujours leurs manœuvres criminelles aux yeux de ceux qui pourroient les faire réprimer & punir ; après avoir décrété l'urgence, décrète ce qui suit : »

« Art. I. La déportation des ecclésiastiques insermentés aura lieu, comme mesure de sûreté publique & de police générale, dans les cas & suivant les formes énoncés ci-après. »

« II. Seront considérés comme ecclésiastiques insermentés tous ceux qui, assujettis au serment prescrit par la loi du 26 décembre 1790, ne l'auroient pas prêté ; ceux aussi qui, n'étant pas soumis à cette loi, n'ont pas prêté le serment civique postérieurement au 3 septembre, dernier jour où la constitution Françoise fut déclarée achevée ; ceux enfin qui auront rétracté l'un ou l'autre serment. »

« III. Lorsque 20 citoyens actifs d'un même canton se réuniront pour demander la déportation d'un ecclésiastique non-sermenté, le directoire du département sera tenu de prononcer la déportation, si l'avis du directoire de district est conforme à la pétition. »

« IV. Lorsque l'avis du directoire de district ne sera pas conforme à la pétition, le directoire de département sera tenu de faire vérifier, par des commissaires, si la présence de l'ecclésiastique ou des ecclésiastiques dénoncés, nuit à la tranquillité publique ; &, sur l'avis de ces commissaires, s'il est conforme à la pétition, le directoire du département sera également tenu de prononcer la déportation. »

« V. Dans le cas où un ecclésiastique non-

fermenté auroit, par des actes extérieurs, excité des troubles, les faits pourront être dénoncés au directoire du département par un ou plusieurs citoyens actifs; & après la vérification des faits, la déportation sera pareillement prononcée. »

« VI. La demande ou pétition dont il est parlé dans les précédens articles, devant être signée de ceux qui la formeront, sera remise par eux au directoire du district; ils en affirmeront la vérité devant le même directoire, qui leur fera délivrer, par son secrétaire, sur papier libre & sans frais, un certificat du dépôt de cette pétition. »

« VII. Le directoire du district vérifiera sur les tableaux qui doivent être déposés dans son secrétariat, ou par tout autre moyen, si les signataires de la pétition sont véritablement citoyens actifs. D'après cette vérification, il donnera son avis & le fera passer à l'administration du département dans les trois jours qui suivront la date du dépôt. »

« VIII. Dans le cas où les citoyens actifs qui auront à former la pétition prescrite, ne sauroient écrire, elle sera reçue en présence du procureur-syndic, par le secrétaire du district, qui, après l'avoir rédigée, en donnera lecture aux pétitionnaires, & relatera leur déclaration de ne savoir signer. »

« IX. Lorsque les préalables prescrits par les articles précédens auront été remplis, tant de la part des pétitionnaires, que de la part du directoire de district, le directoire de département sera tenu de statuer, dans trois jours, si l'avis du directoire de district est conforme à la pétition. »

« X. Lorsque l'avis du directoire de district

Digitized by Google

ne sera pas conforme à la pétition, le directoire de département aura quinze jours pour faire procéder aux vérifications prescrites en pareil cas, & pour statuer définitivement. »

« XI. L'avis du directoire de district, ou celui des commissaires-vérificateurs, étant conforme à la pétition, il sera enjoint par l'arrêté du directoire de département, aux ecclésiastiques sujets à la déportation, de sortir & se retirer dans les vingt-quatre heures hors des limites du district de leur résidence ; dans trois jours hors des limites du département, & dans le mois hors du royaume : ces différens délais courront du jour où la sommation leur en sera faite à la requête du procureur-syndic du département, suites & diligences du procureur syndic du district. »

« XII. Copie de l'arrêté du département sera notifiée à chacun des ecclésiastiques sujets à la déportation, ou à leur dernier domicile connu, avec sommation d'y obéir & s'y conformer ; cette notification se fera sur papier libre, sans autres frais que les vacations de l'huissier, modérés aux deux tiers des vacations ordinaires, & sera soumise à l'enregistrement gratuit. »

« XIII. Sitôt après cette notification, l'ecclésiastique sera tenu de déclarer devant la municipalité du lieu de sa résidence ou devant le directoire de district, le pays étranger dans lequel il entend se retirer ; & il lui sera délivré, sur-le-champ, par la municipalité ou le directoire du district, un passe-port qui contiendra son signalement, sa déclaration, la route qu'il doit tenir, & le délai dans lequel il doit être sorti du royaume. »

« XIV. Dans le cas où l'ecclésiastique no-

Digitized by Google

déroit pas à la sommation à lui faite, le procureur-syndic du district sera tenu de requérir la gendarmerie nationale, pour le faire transférer de brigades en brigades au-delà des frontières les plus voisines du lieu de son départ ; & les frais de cette translation, dont il sera dressé procès-verbal, seront retenus sur sa pension ou ses revenus. »

« XV. Lorsque l'ecclésiastique contre lequel la déportation sera prononcée, n'aura ni pension, ni revenu, il recevra trois livres par journée de dix lieues jusqu'aux frontières, pour le faire subsister pendant la route : ces frais seront supportés par le trésor public & avancés par la caisse du district sur lequel résidoit cet ecclésiastique. »

« XVI. Ceux des ecclésiastiques contre lesquels la déportation aura été prononcée, qui resteroient dans le royaume après avoir déclaré leur retraite, ou qui rentreroient après leur sortie, seront condamnés à la peine de détention pendant dix ans. »

« XVII. Les directoires de département seront tenus d'envoyer chaque mois au pouvoir exécutif, qui en rendra compte à l'Assemblée nationale, l'état nominatif des ecclésiastiques dont il aura prononcé la déportation. »

« XVIII. L'Assemblée nationale n'entend, par les précédentes dispositions, soustraire aux peines établies par le code pénal, les ecclésiastiques non-fermentés qui les auroient encourues, ou pourroient les encourir par la suite. »

« XIX. Le présent décret sera porté, dans le jour, à la sanction. »

C'est un grand trait de l'histoire des

Digitized by Google

hommes & de la contagion des esprits, qu'en moins de trois ans de temps on soit parvenu à établir, par l'opinion seule, une effrayante tyrannie sur vingt millions d'individus, en leur persuadant qu'ils sont libres, qu'on en ait entraîné une grande partie à se précipiter sous le joug de quelques agitateurs, à se dévouer à la mort pour en soutenir les volontés, lors même qu'ils croient ne combattre que pour la liberté ; qu'on ait à ce point renversé toutes les lumières naturelles, que des hommes, d'ailleurs probes, se croient appuyés de la justice en protégeant les écarts d'une oppression inhumaine ; qu'on ait pu donner au fanatisme une activité telle que tout-à-coup une multitude de personnes, ci-devant sensées, aient sacrifié au pouvoir des dominateurs la justice naturelle, & jusqu'aux sentimens de l'amour filial & paternel ; que cette corruption des idées, de la conduite & des mœurs ait été qualifiée du nom de *régénération ;* qu'on ait appellé *volonté nationale*, une doctrine confusément énoncée, & violemment combattue ; que la délation & le crime aient reçu les honneurs du triomphe ; qu'on ait méprisé à ce point la foi des Peuples que de semer parmi eux des germes de révolte & d'anarchie, pour servir une injuste ambition ; qu'on ait justifié ces attentats par des succès & par l'impunité qu'assure une

Digitized by Google

force redoutable & menaçante; que le droit de conservation personnelle soit devenu un titre de proscription, & qu'une société troublée, agitée, par tant des causes, ne présente que des hommes fanatiques, ou livrés à une dissipation journalière. Tel est cependant le tableau qu'offre la France aujourd'hui, & que déjà plusieurs époques de l'histoire avoient présenté, mais avec un caractère moins prononcé, & des traits moins capables de faire connoître la perversité des hommes. Mais cet état violent n'en désorganise pas moins la société, ne la fait pas moins rétrograder par l'avilissement ou la destruction de tous les arts de la civilisation. Cette secousse a rendu les habitudes féroces, lorsqu'on s'imagine qu'elles sont devenues guerrières; les procédés durs, injustes, quand on croit qu'ils ne sont que francs; enfin, la corruption s'est accrue de tous les moyens que les passions politiques ajoutent à ceux de la cupidité & de l'ignorance populaire.

Mais c'est dans la Capitale sur-tout, c'est-là qu'on peut voir l'effet de la subversion des droits sur les mouvemens & les opinions d'une immense multitude, qui croit être libre en détruisant, en déchirant le sein de la Patrie & traînant dans la boue, ce que les temps & la morale avoient appris aux hommes à opposer aux arts de la tyrannie & de la perversité ambitieuse.

Digitized by Google

Le Prince avili, entouré d'un Peuple insultant à ses peines, sans lui marquer assez de confiance pour le mettre à portée de les faire cesser en travaillant au bonheur public & à la liberté commune ; une tourbe d'agitateurs masqués d'un respect extérieur pour les loix, & ne cherchant que leur intérêt ; une avidité de gagner dans les malheurs publics, & de faire tourner la fortune nationale à l'avantage des intérêts privés ; l'aveuglement sur ces calamités & la facilité qu'il donne de les attribuer indifféremment au parti qu'il est utile aux dominateurs d'opprimer.

C'est ce qu'attestent les derniers évènemens ; ils étoient préparés dès la fête des Soldats de Châteauvieux ; à ce moment on vouloit savoir à quoi s'en tenir sur les forces du parti, comme si l'on avoit douté de sa toute-puissance ; mais les bourdonnemens impuissans de ce qu'on nomme *Feuillans* avoient choqué l'oreille des *Jacobins* ; ceux ci par une adresse qui leur est propre, vouloient sonder l'opinion ; ils engagèrent le combat, & le succès ne fut point douteux ; cet avantage dont ils étoient bien sûrs dissipa toutes leurs inquiétudes ; leur plan ne pouvoit plus trouver d'obstacle ; on pouvoit tourner le peuple à volonté lorsqu'on lui avoit fait subir une aussi bonne épreuve ; les menées contre la Cour recommencèrent ; elles

Digitized by Google

avoient été comme impuissantes pendant un temps, ainsi que quelques tentatives trop prématurées contre la garde du Roi. Deux placards fameux par leur fanatisme, réchauffèrent les esprits ; il falloit tenir le peuple en délire sur les évènemens de la guerre, faire retomber sur la Cour les pertes que nous essuyerions & prendre garde que des succès n'attirassent au Roi quelque considération qui nuiroit au projet, bien suivi, bien combiné de l'avilir de plus en plus. On ne fut embarrassé que sur le choix des moyens ; on trouva dans les feuilles la dénomination de *comité autrichien ;* cette découverte étoit de nature à faire d'autant plus d'impression sur le peuple, qu'il n'est possible à personne d'entendre ce que peut signifier un comité Autrichien. On insulta la Reine ; on redoubla de fanatisme dans les écrits journaliers, dans les tribunes ; & ce comité fut dénoncé à l'Assemblée nationale. Cependant la crainte d'échouer dans les suites qu'on vouloit donner à cette dénonciation, suites que tout le monde sait & qu'il faut cependant dire, le procès contre les personnes les plus respectables & la Reine elle-même, cette crainte d'échouer fit publier une calomnie affreuse contre le Prince ; on accrédita qu'il vouloit s'en aller, comme s'il n'avoit pas dit positivement que son intention étoit de rester à Paris ; comme si ce malheureux Prince ne se conformoit point,

Digitized by Google

ainſi que ſa triſte famille, à l'état que les évènemens leur preſcrivent; mais ces bruits étoient eux-mêmes élevés afin que par les nombreux outrages qu'ils attirent à S. M., elle pût laiſſer échapper quelque deſir de voir enfin ſes enfans, ſes amis, ſouſtraits à un pareil opprobre & à une dégradation auſſi peu méritée.

Quoi qu'il en ſoit pendant qu'on *dénonçoit* à l'Aſſemblée, M. le Maire de Paris écrivoit au Commandant de la Garde de prendre des ſûretés contre l'évaſion du Roi; on verra dans les pièces que nous allons rapporter ſur quel fondement M. *Pétion* établiſſoit des ſoupçons auſſi injurieux à la juſtice du Monarque & à ſon amour pour la paix : nous ajouterons qu'un arrêté du Conſeil-Général de la Commune du 26 a approuvé la conduite du Maire & ſa lettre au Commandant, nouvelle preuve que le parti Feuillant, conſtitutionnel, qui forme une des fractions de ce Conſeil, ne peut point tenir dans la diſcuſſion contre l'autre parti, qui dans toutes les meſures qu'il lui plaît d'ordonner, n'eſt que ſeulement conſéquent, non pas préciſément à la conſtitution, il n'eſt déjà plus queſtion de cela, mais aux principes qui ont ſervi de motifs à la conduite & de texte aux loix de l'Aſſemblée nationale.

Digitized by Google

Lettre du Roi au Directoire du Département de Paris, le 23 Mai.

« Je vous envoie, MM., la copie d'une lettre que j'écris à la Municipalité, sur une lettre que M. le Maire a écrite au Commandant de la Garde Nationale ; vous sentirez aisément la méchanceté de ce bruit répandu dans les circonstances où nous nous trouvons. Je ne doute pas que le Directoire ne redouble de vigilance & de soin pour le maintien de la tranquillité publique. »

Signé, LOUIS.

Copie de la lettre du Roi à la Municipalité de Paris, le 23 Mai 1792.

« J'ai vu, MM., une lettre que M. le Maire a écrite, hier au soir, au Commandant de la Garde Nationale, où il le prévient d'inquiétude sur mon départ pendant la nuit, fondé, dit-il, sur des probabilités & des indices. Il mêle cette nouvelle avec des bruits de mouvemens & d'émeutes, & il lui ordonne de multiplier les patrouilles, & de les rendre nombreuses. Pourquoi M. le Maire, sur de pareils bruits, donne-t-il des ordres à M. le Commandant-Général, & ne m'en fait-il rien dire, lui qui, par la Constitution, doit faire exécuter sous mon ordre les Loix pour le maintien de la tranquillité publique ? A-t-il oublié la lettre que j'ai écrite à la Municipalité au mois de Février dernier ? Vous reconnoîtrez aisément, MM., que ce bruit, dans les circonstances présentes, est une nouvelle & horrible calomnie, à l'aide de laquelle on espère soulever le Peuple, & l'égarer sur la cause des mouvemens actuels. Je suis informé de toutes les manœuvres

Digitized by Google

qu'on emploie pour échauffer les esprits, & pour m'obliger à m'éloigner de la Capitale; mais on le tentera envain. Lorsque la France à des ennemis à combattre au-dedans & au-dehors, c'est dans la Capitale que ma place est marquée; c'est-là que j'espère parvenir à tromper l'espérance coupable des Factieux. Je me fie sans réserve aux Citoyens de Paris, à cette Garde Nationale qui s'est toujours respectée, & dont les Détachemens, employés sur nos frontières, viennent de donner une nouvelle preuve de leur excellent esprit. Elle sentira que son honneur exige en ce moment qu'elle redouble de zèle & de vigilance; entouré d'elle, & fort de la pureté de mes intentions, je serai toujours tranquille sur les évènemens qui pourront arriver; & quelque chose que l'on fasse, rien n'altérera ma sollicitude & mes soins pour le bien du royaume. »

Lettre du Maire de Paris à ses Concitoyens, à l'occasion de celle adressée par le Roi à la Municipalité de Paris.

CITOYENS,

« Il m'étoit difficile de prévoir qu'une réquisition, simple en elle-même, dictée par la prudence, confiée à celui à qui la loi a remis le dépôt de la force armée de la Capitale, deviendroit une affaire grave, portée au Tribunal de l'opinion. »

« Les circonstances dans lesquelles nous nous trouvons sont difficiles; les esprits sont agités; des Etrangers, dont la plupart sont très-suspects, affluent à Paris; la France entière en conçoit des inquiétudes; on parle hautement de pro-

Digitized by Google

jets de contre-révolution ; l'on parle d'exciter des mouvemens violens, au milieu desquels on commettroit des attentats & on enlèveroit le Roi. »

« Des lettres, des avis sans nombre, dénoncent ces faits & les environnent, les uns de vraisemblances, les autres de preuves. »

« Le 23 Mai étoit le jour fixé par l'Assemblée Nationale pour une discussion importante ; ce jour étoit attendu avec une vive impatience. »

« Je vis la veille plusieurs Citoyens qui me dirent qu'il y avoit des mouvemens extraordinaires au château. Je reçus une lettre qui m'annonçoit positivement que la scène des poignards devoit se renouveller. Le soir, à dix heures, une femme, très-digne de foi, vint me faire part de quelques détails qui n'étoient pas à négliger. Dans le même moment différentes personnes m'assurèrent que des rassemblemens commençoient à se former autour des Tuileries, & me pressèrent avec instance de prendre des mesures. M'étoit-il permis de rester dans l'inaction ? L'indifférence eût été un délit. »

« J'écrivis la lettre suivante, le 22, à dix heures & demie du soir :

« Plusieurs personnes, M. le Commandant-Général, me font part d'inquiétudes sur le départ du Roi pour cette nuit ; on parle aussi, pour cette nuit, de mouvemens & d'émeutes. On accompagne le tout de probabilités & d'indices. Je vous prie en conséquence de ne pas perdre un instant, & de prendre toutes les mesures d'observation & de prudence, de multiplier les patrouilles dans les environs, & de les rendre nombreuses. »

Digitized by Google

« Il me semble que cette lettre est sage & correcte dans les termes les plus mesurés. »

« Que j'aie eu le droit de l'adresser à M. le Commandant-Général ; que j'aie eu le droit d'engager ce dernier à employer tous les moyens de prudence, & à multiplier les patrouilles ; c'est ce qui ne peut pas faire de doute. Il s'est glissé, à cet égard, une erreur très-remarquable dans la lettre du Roi ; par la Constitution, le Roi, comme Chef suprême de l'administration, peut donner des ordres au Département, qui les transmet aux Municipalités, & voilà la chaîne descendante ; mais pour toutes les fonctions qui sont dans l'essence des pouvoirs municipaux, comme la Police, qui leur est attribuée, les Municipalités exercent ces fonctions immédiatement & sans recevoir d'ordres ; les Départemens les surveillent, & le Roi domine sur le tout ; voilà la chaîne ascendante. Il n'est donc pas exact de dire que je devois prendre les ordres du Roi ; car alors ce seroit lui qui feroit la Police de Paris, qui communiqueroit ses volontés au Maire, lequel les feroit passer au Chef de la Garde. Le Roi se trouveroit même, par-là, commander la Garde Nationale, qui, par la loi, n'est pas entre ses mains. »

« Je crois donc que ma lettre, en elle-même, étoit prudente, & que j'avois caractère pour l'écrire. Je dirai plus : que j'en avois l'obligation. »

« Elle ne devoit être connue que de M. le Commandant & de moi, comme toutes celles que je lui écris pour l'ordre du service & le maintien de la tranquillité publique. Ici, je veux croire qu'il n'y a qu'indiscrétion de la part de M. le Commandant, ou de celui à qui il a confié ma lettre ; mais l'intrigant qui l'a remise au Roi, & qui a cherché, à quelque prix que ce fût, à

Digitized by Google

lui donner de la publicité, a manifestement eu de mauvaises intentions, ... celle, par exemple, de *faire croire* que le Roi n'étoit pas libre, qu'on cherchoit à l'enchaîner. On sait que c'est le système favori, & constamment suivi d'une classe d'hommes, ennemis implacables de notre Révolution & de notre Constitution. »

« Le Roi regarde comme une horrible calomnie le bruit que l'on a répandu de son départ. Eh bien ! qui est-ce qui a accrédité ce bruit ? *Ce sont ceux* qui ont donné de la publicité à une lettre confidentielle. »

« Mais, puisqu'elle est sous les yeux de tout le monde, je demande qu'on la juge avec sévérité : tout homme impartial remarquera sans peine que si le Roi, lui-même, avoit eu des précautions à prendre pour la tranquillité publique & pour la sûreté de sa personne, il n'en eût pas imaginé d'autres. »

« Eût-il voulu résister à un parti de Factieux, qui eût tenté de le ravir à la Nation ? Il auroit commandé *force & surveillance.* »

« Eût-il voulu empêcher que des malveillans se précipitassent en foule dans le château ? Il auroit commandé *force & surveillance.* »

« Qu'ai-je requis ? *Force & surveillance.* Qu'ai-je fait ? J'ai veillé, quand mes Concitoyens dormoient. »

PÉTION.

Paris, le 24 Mai, l'an 4e. de la Liberté.

Ce galimathias double de M. *Pétion* a produit l'effet qu'on desiroit ; c'est encore le Roi qui a tort, & pour le lui prouver, pour renouveller les scènes du 6 Octobre, une bande de gens armés de piques, de bâtons,

Digitized by Google.

eſt allée mardi 29, dans la matinée, provoquer la Garde du Roi, planter au-deſſus de la principale porte du château le Drapeau & le Bonnet de l'anarchie, & inſulter d'une manière indécente à la foibleſſe de ce Prince. Sa famille étoit dans le plus grand danger. Des diſcours de meurtre ſe tenoient publiquement dans les cours. L'Aſſemblée avoit déclaré la veille la permanence de ſes ſéances; la garde du Roi eſt détruite. Tout Paris eſt dans une ſorte d'agitation; il ne s'eſt cependant commis aucun meurtre cette fois. La faction eſt plus puiſſante que jamais, & à moins d'évènemens favorables, on eſt fondé en motifs pour dire que l'on doit s'attendre à voir les derniers excès ſe commettre contre le Roi & ſa Famille. Les maiſons ont été éclairées la nuit.

Quand une fois en effet le Peuple eſt convaincu d'un principe erroné, il doit en tirer toutes les conſéquences qui naiſſent des paſſions violentes & de la cupidité; cette manière d'agir eſt le réſultat du ſyſtême de ſa ſouveraineté abſolue, comme de l'égalité abſtraite, érigée en maxime d'état, réſulte bien clairement que quiconque poſsède une propriété conſidérable eſt un traître, un ariſtocrate; auſſi les Clubs Jacobins qui ſont très-conſéquens dans l'application des adages de la révolu-

Digitized by Google

tion, traitent-ils également les Nobles & les Propriétaires; ils dépouillent ceux-ci, comme ils ont proscrit les autres. Lorsque l'absence n'en peut pas être le prétexte, l'*incivisme* doit suffire, c'est là sur-tout la doctrine des provinces du Midi. Les Propriétaires y sont assujettis à toutes les oppressions des Clubs, & s'attendent (ils ont la foiblesse de l'avouer) à voir publier la loi agraire. En attendant, on leur fait dans quelques endroits payer des contributions. A Beausset près Toulon, voici ce qui vient de se passer. On les condamne à l'amende de 2 ou 300 liv. lorsqu'ils ne prouvent point leur affiliation à un club. Plusieurs ayant voulu refuser de payer ont été mis en prison. Un reste de courage engagea quelques personnes à dénoncer ces excès du Club. Deux témoins furent entendus par l'Accusateur public; ils attestèrent les violences. Le Club instruit de cet incivisme des témoins s'assembla, courut chez eux, les fit traîner sur la place publique où ils furent fusillés. D'autres actes de patriotisme, accessoires de celui-là, furent en même temps commis, sans qu'on puisse espérer de les voir punis. Qui voudroit servir de témoins?

M. *de Narbonne*, ex-Ministre de la guerre & M. *de Hesse* ont été nommés Lieutenans-Généraux dans l'armée Françoise. MM. *de Crillon* & *de Noailles* ont donné leur démission.

Digitized by Google

Il paroît que les désordres qui ont ravagé, dépeuplé le Comtat & la ville d'Avignon, vont étendre leur empire sur Porentru & ses environs; le Palais du Prince a été forcé, dévasté, incendié: les principaux habitans sont menacés & l'on fait déjà dire à la populace qu'elle veut la réunion à la France.

La Diète Helvétique est assemblée à Fravenfeld pour délibérer sur deux points importans; 1°. le parti à prendre relativement aux régimens Suisses au service de France; 2°. la déclaration d'une neutralité armée, & la levée de troupes pour border & garder les frontières du côté de la France. — Le régiment d'Ernest est parti par Romans; sa route est déterminée par le fort de l'Ecluse: on le croit destiné à garnir la frontière entre Caspel & la montagne.

A Genève on prend des sûretés; on fait des dispositions contre les entreprises qui pourroient compromettre le repos de l'État à l'intérieur ou au dehors.

Les troupes Sardes sous le commandement du Comte *de Lazari*, se cantonnent dans la Savoie & le Comté de Nice; elles s'élèvent à 15,000 hommes. Elles seront, en cas de besoin, appuyées de celles du Milanois.

Il n'y a guère moins de 12,000 hommes de troupes Allemandes & 24 bouches à feu dans le Brisgaw. Le camp est actuellement entre Saarpach & Appenweyer. Il y arrive

Digitized by Google

journellement des provisions de bouche & de guerre ; elles sont tirées sur-tout des pays de Baden, de Wirtemberg & du Palatinat : ces trois Etats n'ont, comme les autres, qu'une neutralité apparente qui cessera si-tôt qu'ils pourront opposer à la violence & aux hostilités une force suffisante.

Le nombre des Emigrés augmente dans le pays de Liège ; ils sont répandus dans les villes des environs, sur tout à Visé, Verviers, Hui, St.-Tront. Ils viennent de recevoir 1200 fusils qui ont été distribués. Il est arrivé plusieurs pelotons de leur Cavalerie à Hui & à Stavelot, ces jours derniers.

Le Corps détaché de l'armée de M. *de la Fayette*, sous les ordres de M. *de Gouvion*, s'est porté dans les environs de Florence pour y intercepter des fourrages destinés à l'armée Autrichienne avec 4,000 hommes & six pièces de canons. Le Comte *de Staray*, posté dans les environs de Charleroi, est allé l'attaquer avec vingt cinq compagnies d'infanterie & chasseurs, & quatre escadrons de cavalerie légère ; ce qui fut exécuté le 23 Mai matin. En conséquence M. *de Gouvion* a fait sa retraite sur Philippeville & a laissé en chemin quelques équipages & trois canons. Il a perdu 23 hommes ; le nombre des blessés s'élève à 67 ; la perte des Autrichiens, en hommes, est à-peu-près la même.

Digitized by Google

Il y a eu, le 18 & 19, quelques escarmouches à Rume, village Autrichien près d'Orchies, où 200 dragons François s'étoient avancés & se sont retirés après un combat ou nous avons perdu 4 ou 5 hommes; un détachement de chasseurs tyroliens est allé dans un autre village abattre l'arbre de la *liberté françoise*, & emporter le bonnet. Le lendemain les François sont revenus en plus grand nombre, mais le Général *la Tour* s'étant présenté avec 3,000 hommes de troupes, nous nous sommes retirés. On apprend qu'il y a eu une autre action à Rumigies, village François, dont on ne connoît point les détails & ou les Autrichiens ont chassé le Curé constitutionnel & emmené quelques chevaux; on dit que M. *de Biron* marche avec 6,000 hommes.

Lettre au Rédacteur.

Extrait d'une lettre de St. Marc, 12 avril 1792.

« Le canon retentit tous les jours; les Citoyens de Couleur se sont emparés de 104 Blancs; ils proposent de les rendre pour six personnes, vrais auteurs des maux de ce quartier. M. *de St. Léger* vient de s'en aller sur la Galathée; les Mulâtres sont sortis au nombre de 409, & ont attaqué & pris le camp *Borel*, à l'Artibonitte; tout a été saccagé chez ce Membre de l'Assemblée, & il doit son salut à la fuite; c'est un Factieux des plus acharnés. Il y a eu peu de perte, dans cette action, du côté des

Digitized by Google

Mulâtres. Deux des camps de l'Artibonite se sont dissous d'eux-mêmes ; le détachement de troupes de ligne, sans Chef, a été très-maltraité ; les fuyards se sont ralliés à la Saline. »

« L'Arcahaye vient d'éprouver une insurrection de Nègres ; quelques Blancs ont été massacrés ; une seule habitation (*Robert*) brûlée, toutes les grandes cases pillées. Les Gens de Couleur se sont repliés d'abord dans les mornes ; ils sont redescendus quelques jours après, & ont rétabli les ateliers sur les habitations, où ils ont repris leurs travaux. Le premier mouvement de révolte étoit parti de la plaine du Cul-de-Sac, où les gens du Port-au-Prince étoient campés à la Croix-des-Bouquets, dont ils venoient de s'emparer depuis quelques jours, ils avoient avec eux des Nègres armés qui ont porté le levain de la révolte à l'Arcahaye ; mais ils viennent d'en être bien punis, ces instrumens d'une vengeance aveugle. »

« L'armée de la Croix-des-Bouquets, dissoute d'après les instances du Commissaire *St. Léger*, s'étoit retirée au Mirrebalais, où on fut bientôt la nouvelle invasion du Port-au-Prince, & le massacre de quelques Mulâtres restés dans le bourg. — Les Nègres nombreux de cette plaine ont regardé avec mépris cette horde de brigands, & pendant qu'elle se croyoit en sûreté dans les retranchemens de l'ancienne armée, ils ont prévenu les Mulâtres du Mirrebalais, qui, de concert avec eux, ont attaqué ce camp nuitamment, ont tué 150 hommes & dispersé le reste, ils ont repris toute l'artillerie & sont maîtres du poste ; on l'armée va se rallier sans doute. — Les Gens de Couleur ne veulent plus parmi eux de Blancs. Dans cette partie, ils ont promis, à leur tour, le pillage à tous les Nègres que la Paroisse & les environs

de la Croix-des-Bouquets fournissent ; ils veulent entrer au Port-au-Prince, & y mettre tout à feu & à sang. »

« Les hauteurs de tout le Port-au-Prince sont dépeuplées de Blancs fugitifs ou immolés. »

« Léoganne fut envahi par une irruption que M. *de St. Léger* a repoussée avec les Gens de Couleur & ceux de la frégate la *Galathée*. Toutes les pièces & grandes cannes de ces plaines ont été incendiées, ce qui d'abord avoit fait croire que tout étoit détruit. Le Chef de cette entreprise, qui se distingue par sa cruauté, se nomme *Romaine* ; sa résidence étoit au Trou-Coffi, hauteurs de Léogane ; il mène sa horde, composée de libres & d'esclaves, pêle-mêle, par la superstition, aux forfaits les plus inouis ; il ne fait nulle distinction de Parti, d'âge ni de sexe ; il se mêle de prédictions. M. *de St. Léger* a manqué d'être assassiné par l'un de ses Emissaires qui partoit peut-être de plus loin, un homme de couleur s'est dévoué pour lui, ainsi que le Chevalier *d'Affas* à Glostercamp. Cette même classe a refusé la proposition des Nègres de ce *Romaine*, de s'unir pour massacrer les Blancs ; elle a, au contraire, marché de concert avec ces derniers au trou Coffi, s'en est emparé, ainsi que de plusieurs Satellites de *Romaine*, qu'on a manqué, & qui reprêche encore son infernale doctrine. M. *de St. Léger*, avant son départ, avoit rétabli les Nègres dans la plaine. »

« Au Petit-Goave, on a repoussé les brigands, on y est assez tranquille & uni. »

« Au Petit-Trou, aux Basadeures, on est en proie aux insurrections qui se sont répandues dans la partie du Sud, toute incendiée à la suite d'une action entre les Gens de Couleur & ceux du régiment de Provence. Depuis, les premiers continuent

Digitized by Google

leurs incursions; cependant on n'a pas de nouvelles récentes de ce pays-là. »

« Jacmel est presqu'entièrement dépeuplé par des succès divers qui nous conduiront bientôt à notre anéantissement total, sur-tout si les forces qui nous arrivent égorgent les gens de bien capables de faire renaître l'autorité, & qui supportent avec courage tant d'adversité. »

« Ajoutez à cet horrible cadre une disette (1) générale dans les quartiers en proie aux troubles. Nos Assemblées coupables ont armé des forbans qui interceptent tous les navires & caboteurs qui pourroient alimenter tous les endroits qui ne sont pas dans leurs principes d'antropophage. Le bas de la côte, entre le Port-au-Prince & Jérémie, manque de tout. Nous envoyons un navire à Léogane pour l'approvisionner. La Croix-des-Bouquets & hauteurs sont menacés de la famine. »

« Le *Borée* est toujours au Port-au-Prince en insurrection, & ne peut sortir. M. *de Cambis*, qui commande la *Galathée*, traite ces Corsaires en camarades; ils sont comme lui, dit-il, bâtiment de l'Etat & légalement armés. Cependant, ils canonnent les bâtimens du commerce, canonnent la côte, égorgent les Passagers qui leur déplaisent, pillent les habitations, volent les Nègres, les bestiaux & les denrées. »

---

(1) Le numéraire disparoît, & la dilapidation des Assemblées est énorme.

Errata. Dans le dernier Numéro, page 222, dernière ligne, *lisez* 1791, au lieu de 1790; & page 287, *lisez Vicquemont* au lieu de *Nicquemont*.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE
ET
POLITIQUE.

RUSSIE.

De Pétersbourg, le 4 Mai 1792.

Le Traité d'alliance entre les Cours de Vienne & de Berlin a été notifié à l'Impératrice avec invitation d'y accéder; on ne connoît point encore sa réponse, mais tout laisse à penser qu'elle ne se refusera pas à un moyen de sûreté qui ne peut qu'assurer la tranquillité de l'Europe par la stabilité des Gouvernemens & des Etats respectifs.

Les principes dangereux propagés ici par les François, comme ailleurs, les ont fait surveiller plus particulièrement; plusieurs ont été arrêtés, & mis en prison. Cette rigueur, qu'en tout autre temps l'on blâmeroit, est regardée, généralement,

Digitized by Google

comme une mesure de sureté indispensable. C'est le même motif qui a porté l'Impératrice à éloigner tous ceux de cette Nation qui sont à son service, & particulièrement attachés à la cuisine. Au reste, deux des François détenus ont été relâchés; S. M. a même fait témoigner à l'un d'eux qu'elle reconnoissoit avec plaisir qu'il ne partageoit point les opinions de ceux de sa Nation qui s'étoient attiré par leur conduite la haine publique & la sévérité du Gouvernement. Les autres, encore en prison, n'en sortiront qu'aux conditions de quitter la Russie, ou seront exilés dans les provinces du Nord; c'est au moins l'opinion générale ici.

On a remarqué que les conférences entre le Comte *de Cobentzel*, Ministre de Vienne, le Comte *de Golz*, Ministre de Prusse, & le Comte *Ostermann* sont très-fréquentes. Il est aisé de soupçonner quel en peut être le sujet politique; cependant on doit attendre des évènemens à juger des véritables intentions des Cours, & de leurs résolutions définitives. — L'escadre de Cronstadt se borne à trois vaisseaux & quatre frégates en armement; ils iront attendre neuf autres vaisseaux de ligne & six frégates construites à Archangel, pour les ramener dans le port de Cronstadt; mais jusqu'à présent on ne leur connoît point d'autre destination.

Digitized by Google

POLOGNE.

De Varsovie, le 14 Mai 1792.

L'opposition de la Cour de Pétersbourg aux changemens effectués subitement dans notre Gouvernement, & sur-tout à la loi qui rend héréditaire la Couronne, d'élective qu'elle étoit, cette opposition prend un caractère prononcé, & menace d'une guerre effective la nouvelle Constitution de la République.

Cette détermination de la Cour de Pétersbourg a été accélérée par nos dispositions militaires & la marche des troupes depuis le Décret de la Diète du 16 Avril dernier. Plusieurs régimens sont arrivés ici pour y être passés en revue, & de là répartis dans les Corps d'armée de la Lithuanie & de l'Ukraine. Le régiment du Prince *de Wurtemberg*, avec celui de *Potocki*, cavalerie, sont partis, ainsi que celui de *Dziatinski*, infanterie, avec du canon & les munitions nécessaires.

De son côté l'Impératrice de Russie a donné ordre à un corps de 25 à 30 mille hommes de troupe d'élite de se rendre sur nos frontières. Ils seront bientôt suivis d'un plus grand nombre, & les Officiers qui doivent les commander sont partis.

En même-temps le Ministre de Péters-

Digitized by Google

bourg a notifié au nom de sa Souveraine, que désirant maintenir l'ordre, la paix & la forme du Gouverment Polonois, & notamment le droit d'élire un Roi, qui appartient à la République, elle ne peut approuver la nouvelle Constitution, & qu'elle s'opposera à son exécution.

Ce nouvel orage, que quelques personnes ardentes méprisent, jettent de l'inquiétude & de l'embarras dans les affaires; il donne un moyen d'activité aux mécontens, & peut fournir des ressources très-solides au parti de l'opposition. Ces commencemens de troubles se trouveront encore accrus par l'enthousiasme que l'on paroît vouloir répandre parmi le Peuple; enthousiasme qui n'est point du courage, qui mène au fanatisme, à la persécution, & fait d'un obstacle facile à détruire, une insurmontable résistance. Au moins les expressions que l'on met dans la bouche du Roi, à un repas donné par le Corps-de-ville le 13 de ce mois, semblent-elles annoncer cet esprit d'ardeur. Ce Prince, dit-on, répondit aux santés qu'on lui porta par ces paroles: « Le moment est venu où les distinctions sont détruites; où l'homme est rapproché de l'homme, &c. » C'est avec des maximes à-peu-près semblables, des adages pareils, que la France a fait de l'exercice du droit national, de faire dans son Gouvernement les réformes

Digitized by Google

que les Etats-généraux auroient trouvées utiles, un moyen d'anarchie & de divisions politiques dont on ne voit point le terme.

ALLEMAGNE.

De Berlin, le 24 Mai 1792.

Le Roi part pour les revues de Magdebourg; il se rendra ensuite à celles de Poméranie, & delà à Anspach, Bareith & à l'armée. Sa Majesté avoit passé en revue, la semaine dernière, les régimens arrivés des garnisons voisines, & la revue générale a eu lieu ensuite, suivant l'usage. Il a été donné des ordres aux régimens en garnison dans la Poméranie de se tenir prêts à marcher; l'on croit qu'il en passera une partie sur les frontières de la Pologne; ceux de *Braun* & de *Lignowky*, qui font partie de notre garnison, doivent se rendre en Silésie.

Ces soins militaires sont peut être la cause du retard de la marche des troupes à leur destination du Rhin & des Pays-Bas; ce qu'il y a de vrai c'est qu'on n'apprend point encore que l'on en ait vu passer dans aucune des villes qui se rencontrent sur la route qu'elles doivent tenir; lenteur que l'on voudroit attribuer à des incertitudes dans notre Cabinet, quoique jusqu'à présent on ne connoisse aucun motif qui ait pu le faire changer de détermination.

Le Prince *de Hohenlohe*, Général de

Digitized by Google

l'Artillerie, au ſervice de l'Autriche, eſt arrivé le 18 de Poſtdam dans cette capitale; il a deſcendu chez l'Ambaſſadeur de Vrême, & a ſoupé avec la Reine à Monbijoux. Le Duc *de Brunſwick* eſt à Poſtdam. Le Roi a nommé M. *de Heymann*, autrefois Officier au ſervice de France, Major-général de Cavalerie; il ſera employé dans l'armée qui doit s'avancer ſur le Rhin.

De Francfort-ſur-le-Mein, le 25 Mai.

C'eſt le 23 de ce mois que le Cercle du Directoire du Cercle du Haut-Rhin a reçu la réquiſition de la Cour de Berlin pour le paſſage des quatre régimens d'Infanterie & de deux de Huſſards qui doivent arriver dans nos quartiers le 13 Juillet prochain; ce qui, comme l'on voit, n'annonce pas une grande célérité dans l'arrivée des troupes Pruſſiennes ſi impatiemment attendues. Celles de l'Autriche arrivent, mais lentement; les Corps qui doivent ſe mettre en marche pour le Briſgaw de la Bohême & de la Moravie, n'ont dû en partir que le 14 de ce mois. Il a été conclu un marché par le Miniſtère Autrichien, pour le tranſport des 50 pièces de canon du calibre de 12, 18 & 24 livres de balles.

Nous rapporterons ici le texte du traité d'alliance arrêté entre ſes Rois de Pruſſe &

Digitized by Google

de Hongrie, le 7 février, dont il a été plusieurs fois question dans les numéros précédens, & que le Roi de Prusse a ratifié le 17 février.

« Sa Majesté l'Empereur, Roi de Hongrie & de Bohême, & Sa Majesté le Roi de Prusse, animées du plus grand zèle pour la tranquillité publique, & desirant assurer le repos & la prospérité de leurs Etats héréditaires sur une base inébranlable, se sont déterminées à resserrer, par les nœuds d'une alliance intime & perpétuelle, les sentimens de confiance, d'amitié & de bon voisinage qui les unissent. Elles ont autorisé, pour cet effet, S. M. l'Empereur, &c., le Prince *Henry XIV de Reuss*, son Envoyé Extraordinaire à la Cour de Prusse, &c.; Sa Majesté le Roi de Prusse, &c.; ses Ministres d'Etat de Guerre & de Cabinet, *Charles Guillaume*, Comte *de Finckestein*, *Frédéric*, Comte *de Schulembourg* & *Philippe*, Baron *d'Alvensleben*, lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivans :

« Art. I. Il y aura une amitié & une union sincère & constante entre S. M. l'Empereur & S. M. le Roi de Prusse, leurs héritiers & successeurs, Royaumes, Etats & Sujets héréditaires; en conséquence les hautes parties contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir entr'elles & leurs Etats & Sujets, une bonne intelligence & correspondance réciproques, & elles éviteront tout ce qui pourroit altérer à l'avenir la tranquillité & l'union heureusement établies entr'elles, & donneront au contraire tous leurs soins à procurer, en toute occasion, leur utilité, honneurs & avantages mutuels. »

Digitized by Google

« II. Tous les Traités intérieurs, & nommément ceux de Breslau, de Dresde, de Hubertsbourg & de Teschen, sont renouvellés & confirmés par le présent Traité dans la meilleure forme, comme s'ils étoient insérés ici de mot à mot. »

« III. S. M. l'Empereur & S. M. Prussienne, promettent & s'engagent, pour elles & leurs héritiers, de garantir & de défendre tous les Etats, Provinces & Domaines héréditaires qu'elles possèdent actuellement de part & d'autre, contre les attaques de quelque Puissance que ce soit. »

« IV. Par une suite de cette garantie réciproque, les deux hautes parties contractantes travailleront, de concert, pour le maintien de la paix; elles employeront, dans le cas où les Etats de l'une d'entr'elles seroient menacés d'une invasion, leurs bons offices les plus efficaces pour l'empêcher. Mais si ces bons offices n'avoient pas l'effet desiré, & que l'une ou l'autre d'entr'elles fût réellement attaquée, elles s'obligent, pour ce cas, à se secourir mutuellement avec un corps de 15000 hommes d'Infanterie, 5000 de Cavalerie. »

« V. Ce secours se mettra en marche deux mois après la réquisition faite par la partie attaquée, & demeurera à sa disposition pendant toute la durée de la guerre dans laquelle elle se trouvera engagée. Il sera payé & entretenu par la puissance requise, par-tout où son alliée fera agir : mais la partie requérante lui fournira le pain & fourrage nécessaires, sur le pied usité dans ses propres troupes, si néanmoins la partie réquérante préféroit aux secours effectifs en hommes, l'équivalent en argent, elle en aura le choix, &, dans ce cas, le secours sera évalué

Digitized by Google

à 60,000 écus en argent blanc, par an, pour 1,000 hommes d'Infanterie, & à 80,000 écus pour 1,000 hommes de Cavalerie; le tout payable annuellement, ou, dans la même proportion, par mois, cet argent ſe payera d'après le titre des monnoies, reçu dans l'Empire, & appellé *convention, Golden fuſſe;* le marc d'argent rendant 13 écus & un tiers. »

« VI. Dans le cas où les ſecours ſtipulés ne ſeroient pas ſuffiſans pour la défenſe de la Puiſſance requérante, la Puiſſance requiſe les augmentera ſucceſſivement ſelon le beſoin de ſon allié, les circonſtances & le concert qu'on prendra alors. »

« VII. Pour atteindre complettement les vues ſalutaires que les deux Hautes Puiſſances, contractantes, ſe propoſent de ce préſent Traité, elles ſe réſervent d'inviter de concert la Cour Impériale de Ruſſie, les deux Puiſſances maritimes & S. A. Electorale de Saxe, à s'unir mutuellement avec elles; par les engagemens, analogues aux ſtipulations ci-deſſus. »

« VIII. Et comme elles n'ont en particulier rien plus à cœur, que de voir perpétuer la tranquillité & la proſpérité de l'Allemagne, & qu'elles envisagent cet objet comme un des plus principaux de leur union, les deux hautes parties contractantes, ſe promettent & s'engagent, mutuellement, de veiller ſoigneuſement, à maintenir la Conſtitution Germanique, dans toute ſon intégrité, telle qu'elle a été établie par les Loix & les Traités. »

« IX. Elles s'engagent auſſi à ne contracter aucune autre alliance, à l'inſu l'une de l'autre, & donneront ordre à leurs Miniſtres dans les Cours Etrangères, de ſe communiquer, ami-

Digitized by Google

calement, tout ce qu'il importeroit de parvenir à la connoissance des Puissances unies. »

« X. Le présent Traité d'alliance défensive, sera ratifié de part & d'autre, & l'échange des ratifications se fera dans l'espace de trois semaines, ou plutôt, si faire se peut. »

En foi de quoi, nous soussignés, munis de pleins pouvoirs de Leurs Majestés Impériale & Prussienne, avons apposés le cachet de nos armes.

Fait à Berlin, le 7 Février 1792.

On apprend de Bareith qu'un Courier y a apporté le 16, l'état des troupes Prussiennes qui de la Silésie se rendent sur le Rhin en passant par cette Principauté. Elles s'élèvent à dix mille hommes. On doit y joindre une partie de celles qui sont dans les deux Margraviats d'Anspach & de Bareith, & déjà le régiment de *Renouart*, en garnison à Bareith, a reçu l'ordre depuis le 8 de ce mois de se tenir prêt à marcher. Cet ordre est conçu en ces termes: « Comme il pourroit arriver que Sa Majesté seroit obligée de faire marcher un corps de troupes contre l'Assemblée nationale de France, ce régiment doit se tenir prêt à marcher le 30 de ce mois, si l'ordre pour le départ est apporté la veille. »

De Ratisbonne, le 24 Mai.

La Diète s'est constituée en activité sous l'autorité des Vicaires de l'Empire, qui sont les Electeurs Palatin & de Saxe; il paroît

Digitized by Google

cependant que cette démarche éprouve quelqu'opposition de la part de quelques Ministres, ce qui donne lieu de penser que le commissaire principal, prorogera les Séances jusqu'après l'élection de l'Empereur. Ce Commissaire est le Prince-Evêque de Ratisbonne.

L'association des Cercles antérieurs de l'Empire pour le maintien de leurs droits & autorités, vient d'être renouvellée; le Cercle de Souabe invité à y accéder a pris le 19 Avril dernier l'arrêté suivant, porté à la dictature de la Diète.

1°. Décidé qu'on répondroit aux deux Cours de Hongrie & de Prusse, qu'on étoit disposé, dans le temps à se prêter à une association avec les Cercles du Haut-Rhin & Electoral, & par la suite avec ceux de Franconie & de Bavière, mais uniquement pour la conservation de la tranquillité intérieure, & pour s'aider l'un & l'autre en cas de besoin, contre leurs mouvemens extérieurs & intérieurs, cependant sans préjudice de toutes les résolutions que le St. Empire en corps pourroit prendre pour la tranquillité de l'Empire; 2°. décidé de mettre le militaire sur le pied de guerre (*à-peu-près quatorze mille hommes*); 3°. décidé de mettre 600 hommes de garnison à Offenbourg, desquels 300 resteront dans ladite ville, 150 détachés à Kehl & 150 à Gigenbach; 4°. laisser à la prudence du Directoire & du Duc *de Wurtemberg*, de statuer sur ce que les circonstances pourroient exiger à l'égard de ce détachement.

Digitized by Google

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 29 Mai.

Les tentatives multipliées pour exciter le peuple à la révolte & renverser la forme du Gouvernement sous le prétexte de le régénérer, ont enfin décidé le ministère à opposer des mesures de vigueur aux menées des perturbateurs de l'ordre public; & la proclamation suivante a été rendue le 21, & publiée le 22 de ce mois.

« DE PAR LE ROI. Plusieurs écrits séditieux & incendiaires ayant été imprimés, publiés & répandus adroitement, pour exciter des tumultes & des désordres, en s'efforçant de faire naître des soupçons & des mécontentemens dans l'esprit de nos fidèles Sujets, à l'égard des Loix & de l'heureuse Constitution du Gouvernement civil & religieux établi dans le royaume; & en travaillant à avilir & à faire mépriser les institutions sages & salutaires, fondées à l'époque de la glorieuse Révolution, & depuis fortifiées & affermies par les Loix subséquentes, pour la sauve-garde & le maintien des droits & franchises de nos amés & fidèles Sujets; & comme différens écrits ont été aussi imprimés, publiés & distribués avec adresse, recommandons lesdites malicieuses & coupables publications à l'attention de tous nos fidèles & chers Sujets, & d'autant que nous sommes aussi fondés à croire qu'il s'est établi des correspondances avec plusieurs personnes dans les pays Etrangers, dans l'intention de faire réussir les criminels & perfides projets ci-dessus mentionnés, & comme la richesse, le bonheur & la prospérité de ce Royaume dépendent prin-

Digitized by Google

cipalement, sous la protection de la providence divine, d'une soumission légitime aux Loix, d'une juste confiance dans l'intégrité & la sagesse du Parlement, & d'une continuation de cet attachement sans bornes au Gouvernement & à la Constitution du Royaume, qui a toujours distingué ses habitans; n'y ayant rien d'ailleurs que nous desirions si ardemment que d'assurer la paix & la prospérité publique, & de garantir à nos chers Sujets la pleine jouissance de leurs droits & franchises, sous les rapports religieux & civils: nous étant donc déterminés à réprimer autant qu'il est en nous ces machinations perverses & séditieuses, & à détourner toutes personnes de suivre un exemple aussi dangereux, avons jugé à propos, par l'avis de notre Conseil privé, de publier cette proclamation Royale afin qu'elle serve d'avertissement solemnel à tous nos chers Sujets, pour leur propre bonheur & celui de leur postérité, de se garder de toutes ces tentatives, dont le but est visiblement de renverser tout Gouvernement régulier dans ce Royaume, & qui sont incompatibles avec la paix & l'ordre de la société, & pour les exhorter vivement dans tous les temps, & de tout leur pouvoir, à éviter & à décourager toutes démarches tendantes à produire des émeutes & des troubles; & nous enjoignons strictement & ordonnons à tous nos Magistrats dans toute l'étendue de notre Royaume de la Grande-Bretagne, de faire des enquêtes & informations diligentes pour arriver à la découverte des Auteurs & imprimeurs des ces écrits pervers & séditieux, ainsi que de toutes autres personnes qui répandront lesdits écrits, & de plus nous enjoignons & ordonnons à tous nos Shériffs & Juges de Paix, Magistrats principaux dans nos

Digitized by Google

bourgs, villes & corporations, & à tous nos autres Officiers & Magistrats dans notre Royaume de la Grande-Bretagne, de prendre dans leur différentes & respectives stations les mesures les plus promptes & les plus efficaces pour prévenir & réprimer toute émeute, tous tumultes & désordres que pourroient essayer de susciter certaines personnes; lesquels tumultes, quelque prétexte qu'on veuille leur donner, vont non-seulement contre les Loix; mais même nuisent aux intérêts les plus importans de ce Royaume. Et nous enjoignons de plus & ordonnons à chacun de nos Magistrats ci-dessus mentionnés de faire passer de temps à autre à un de nos principaux Secrétaires d'Etat des renseignemens complets sur le compte de telles ou telles personnes, qui seront trouvées coupables des délits ci-dessus énoncés, ou qui aideront, en quelque manière que ce soit, les coupables; étant fermement décidés pour la paix & le bonheur de nos fidèles & chers Sujets, à faire éxécuter à la rigueur les Loix contre lesdits coupables.»

« Donné à notre Cour, au Palais de la Reine, le 21^e. jour de Mai 1792, dans la 32^e. année de notre règne. »

Cette proclamation a été l'objet d'une discussion longue & agitée dans la Chambre des Communes le 26. Il étoit question de décider si l'on présenteroit au Roi une adresse de remercîment pour cet acte de l'autorité royale nécessaire au maintien de l'ordre public. Le parti de l'opposition, en cela vraiment opposé aux intérêts du peu-

Digitized by Google

ple, a fait quelques efforts pour empêcher que l'adresse passât; mais le parti Ministériel, sur le banc duquel s'est rangé depuis quelque temps le fameux *Burke* & d'autres orateurs distingués, appuyé sur des raisons solides de liberté & de paix publique, a décidé la Chambre à cette démarche utile & constitutionnelle; & l'adresse a été votée à une grande majorité.

Le 23, le conseil de la ville de Londres, qui représente cette grande cité, a également voté une adresse de remercîmens à Sa Majesté pour sa proclamation, qu'il regarde comme une marque de l'attention éclairée du Roi à préserver la constitution des atteintes qu'on veut y porter.

A ces moyens de répression contre les propagateurs des principes de révolte & de violence, le Gouvernement en réunit d'autres plus efficaces encore; on va former dans cette intention un camp à Bagshot, village situé à environ 15 milles de Londres. Il sera composé de 5,000 hommes d'infanterie, de deux escadrons de dragons légers & de deux bataillons d'artilleurs. Il sera sous les ordres du Duc *d'Yorck*; on croit que le Roi s'y rendra pour le passer en revue dans le mois de Juillet, époque où il sera formé.

Il y a eu plusieurs émeutes depuis quelque temps en différentes villes, sur-tout à Birmingham, où les séditieux ont démoli 5 ou 6 maisons; on en attribue la cause à

Digitized by Google

une rixe dans laquelle un cavalier du régiment d'Oxford a été tué dans un lieu de débanche ; dix ou douze des plus mutins ont été arrêtés. A Nottingham la cherté des denrées a donné lieu également à des attroupemens qu'on a heureusement dissipés, ainsi qu'à Norwich, sans qu'il y ait eu personne de tué.

Le Roi a retiré les sceaux au Lord *Thurlow*, Grand-Chancelier d'Angleterre, le 18 de ce mois. On croit assez généralement que les principes du Lord *Thurlow* étoient en opposition avec ceux de M. *Pitt*, & que cette division ne pouvoit qu'affoiblir le Ministère qui a besoin d'une grande union dans ce moment. — Le Lord *George Bridge Rodney*, Amiral de l'escadre blanche, & Vice-Amiral d'Angleterre, est mort le 24 dans sa 74 année. Son fils *George*, à présent Lord *Rodney*, succède à ses titres & à ses biens.

Voici la réponse que le Lord *Grenville* a faite, le 24, à la note officielle qui lui a été remise par M. *Chauvelin*, & que nous avons rapportée dans le dernier n°. Nous ferons connoître dans le suivant une proclamation de Sa Majesté du 25 qui annonce une neutralité temporaire de la part de la Grande-Bretagne dans la guerre qui vient d'éclater entre la France & la Cour de Vienne.

Le Soussigné, Secrétaire du Roi, a eu l'hon-

Digitized by Google

leur de mettre sous les yeux de Sa Majesté la note officielle que M. *Chauvelin* lui a remise le 15 de ce mois, il a l'ordre de témoigner à ce Ministre combien Sa Majesté est toujours sensible aux preuves d'amitié & de confiance qu'elle reçoit de la part de Sa Majesté très-chrétienne, & avec combien de sincérité elle y répond par des sentimens parfaitement réciproques.... Sa Majesté n'a pu apprendre qu'avec le regret le plus profond la nouvelle de la guerre qui a malheureusement éclaté entre Sa Majesté le Roi très-chrétien & Sa Majesté le Roi de Hongrie & de Bohême ; ce sentiment lui est également dicté par l'amour de l'humanité, par l'intérêt qu'elle prend au maintien de la tranquilité de l'Europe, & par les vœux qu'elle fait toujours pour le bonheur personnel de leurs Majestés très-chrétiennes & apostoliques, & pour la prospérité de leurs Etats. Dans les circonstances actuelles, elle croit devoir s'abstenir d'entrer dans la discussion des motifs & des démarches de part & d'autre qui ont amené une rupture si affligeante pour un Souverain voisin & ami des deux Parties Belligérantes. En se bornant donc à examiner les vœux qu'elle ne cessera de former pour le rétablissement prompt & permanent de la paix, elle n'hésite cependant pas de donner à Sa Majesté très-chrétienne l'assurance directe & positive de son empressement à remplir de la manière la plus exacte les stipulations du traité de navigation & de commerce dont Sa Majesté très-chrétienne demande l'exécution. Fidèle à tous ses engagemens, Sa Majesté apportera le plus grand soin au maintien de la bonne intelligence qui subsiste si heureusement entre elle & Sa Majesté très-chrétienne, s'attendant avec confiance qu'animée des mêmes sentimens, Sa Majesté très-chrétienne

Digitized by Google

ne manquera pas de contribuer au même but, en faisant respecter de sa part les droits de Sa Majesté & de ses Alliés, en défendant rigoureusement toute démarche qui pourroit troubler cette amitié que Sa Majesté a toujours désiré de consolider & de perpétuer pour le bonheur des deux Empires.

Signé, GRENVILLE.

PAYS-BAS.

De Bruxelles, le 25 Mai 1792.

Les Magistrats de la ville de Mons ont adressé au Général *de Beaulieu* une lettre pleine de sentimens de reconnoissance pour le succès avec lequel le général a dissipé l'armée Françoise à Quiévrain le mois dernier. » Nous ne manquerons pas, disent-ils, de faire passer à la postérité la plus reculée, que vous avez sauvé notre ville du pillage, de l'incendie & du massacre auxquels elle devoit nécessairement être livrée le 30 du mois dernier par des ennemis destructeurs de la Religion & de toute organisation sociale; & que cette victoire a préservé en même-temps les Pays-Bas de leur destruction totale. Nous n'avons pu voir qu'en frémissant conduire en triomphe, dans notre capitale, les forges, les fourneaux, les grils destinés à rougir les boulets qui avoient été pris par nos généreux défen-

Digitized by Google

seurs, sur des ennemis se disant philosophes, & qui nous ont laissé après leur fuite honteuse, la preuve la plus évidente des horreurs & des calamités qu'ils nous destinoient, & dont ils ont fait éprouver une partie aux infortunés Habitans de Quiévrain & de Bousſu. » *Signé* les Magistrats de la ville de Mons.

La Gazette du Gouvernement vient de publier le bulletin officiel de ce qui s'est passé entre un détachement de l'armée Françoise, aux ordres du Général *la Fayette*, & celui commandé par le Comte *Sztaray*. Le voici ;

« Le corps détaché de l'armée de M. *de la Fayette*, & commandé par M. *de Gouvion*, ayant quitté la position qu'il avoit gardée pendant quelque temps près la rive gauche de la Meuse, pour se porter du côté de Florenne, M. le Général Comte de *Sztaray*, posté dans les environs de Charleroi, forma le projet de l'y attaquer avec vingt Compagnies d'Infanterie & Chasseurs, & quatre escadrons de Cavalerie légère, ce qui fut exécuté le 13 au matin, avec tant de résolution & de bravoure, que malgré la position avantageuse de l'ennemi, soutenu d'un grand feu d'artillerie, l'on parvient non-seulement à l'en déloger & à s'emparer de tout le terrein de son camp, dont une partie devint la proie des vainqueurs, mais encore à le pousser jusques dans la forteresse de Philippeville, & à lui enlever trois pièces de canon & l'affut d'une quatrième dans sa retraite. La défaite de l'ennemi eût vraisemblablement été

Digitized by Google

plus complette encore ſans le voiſinage de Philippeville, ſous le canon de laquelle il a pu ſe rallier, & qui obligea le général *Sztaray* a arrêter ſes progrès. Il ſe borna en conſéquence à reſter encore quelque temps ſur le terrein occupé par ſes troupes à la fin du combat, & après avoir fait ramaſſer tous les bleſſés, ainſi que les canons & autres trophées, & avoir fait rafraîchir les Soldats, il ſe mit en marche, tambour battant, ſans être ſuivi que de loin par le corps qu'il avoit attaqué, dont on ne vit avancer que quelque Cavalerie vers le terrein de leur ancien camp. --- La perte que nous avons faite en cette journée, ne monte qu'à ſept ou huit de tués & une vingtaine de bleſſés, celle de l'ennemi monte à près de *deux cents* morts, parmi leſquels le Colonel *Mauzbourg* & un Chevalier de St. Louis, dont on ignore le nom. »

Le Gouvernement a également publié le bulletin que voici :

« Le 27, à trois heures du matin, nos troupes ont attaqué un détachement d'Infanterie Françoiſe, placé en avant de Condé, dans le poſte appelé *le Coq*. Les François ont été repouſſés juſque dans Condé, après avoir eu une trentaine d'hommes tant ſabrés que tués, outre trois priſonniers. Nous avons eu huit bleſſés & un mort. »

L'Archiduc *Charles* eſt de retour de Vienne. Le Général d'artillerie, Comte *de Clairfayt*, étoit arrivé avant S. A. R., auſſi de Vienne ; il a déja pris inſpection des campemens de notre armée.

L'arreſtation de M. *Ruelle*, Secrétaire de la Légation Françoiſe, n'eſt point une vio-

Digitized by Google

lation du droit des gens, comme on l'avoit d'abord publié avec affectation. Ce Jacobin s'étoit permis des discours & des démarches qui ne tendoient à rien moins qu'à répandre parmi nous les maximes de sa secte, maximes qui ont si bien régénéré la France, qu'après une longue anarchie intérieure, il lui faut aujourd'hui soutenir une guerre désastreuse contre ses voisins. On apprend, au reste, que la liberté vient de lui être rendue.

FRANCE.

De Paris, le 6 Juin 1792.

SECONDE ASSEMBLÉE NATIONALE.

Du lundi, 28 mai.

M. *Lecointre* a dit à l'Assemblée : « Messieurs, de toute part vous avez été trompés. Jamais vous n'avez voulu entendre la vérité. Vous aurez des armes quand vous voudrez.... » & il a lu une lettre emphatique du maire de Saint-Etienne, qui commençoit par : *Vivre libre ou mourir*, & qui lui promettoit des fusils par milliers. On l'a renvoyée au comité militaire.

Un membre a énuméré les obstacles qui, jusqu'à présent, ont ralenti l'activité de la haute-cour. Obscurité, incommodité du local, hésitation de l'Assemblée sur l'organisation définitive de ce tribunal & sur les moyens d'y mettre la dernière main en éludant la sanction royale,

Digitized by Google

difficultés relatives au nombre & au délai des récusations de jurés, inexactitude de leur liste, insuffisance du même commissaire du Roi pour le district d'Orléans & pour la haute-cour; telles sont les principales causes de ce retard. Elle a 17 procès à juger. MM. *Varnier*, *Tardy* & *Noirot* seront les premiers expédiés.

Après un long rapport de M. *Tourneur* sur les travaux de Cherbourg, le ministre de la guerre a sollicité l'armement des communes des frontières, même maritimes. Le général *Custines* & toutes les municipalités qui bordent les Alpes, depuis Huningue jusqu'à Antibe, demandent qu'on les arme. C'est l'affaire, au plus, de 200,000 fusils, sans compter les 30,000 nécessaires pour remplacer ceux qui ont été enlevés à Lyon, dans la Vendée & à Lille, & la quantité qu'il en faut encore pour les volontaires nationaux. Mais M. *Servan* y pourvoit en offrant 24 à 30 liv. par fusil. « Pendant la guerre, qui doit toujours être une calamité publique, a-t-il dit, nous devons, à l'instar des Romains, ne plus nous permettre que l'habit militaire (*bravo !*)... Le moment est arrivé où la nation doit se lever toute entière (applaudissemens redoublés). » Il a proposé aussi de former, dans chaque département, un corps de 1000 hommes, qui s'engageroient pour un an, s'exerceroient les dimanches, & recevroient 3 à 4 sous par jour; & il a soutenu que ces corps se formeroient bien plus facilement que ceux d'auxiliaires. Au reste, M. *Servan* a représenté le danger de tout compte des forces militaires rendu en public, & a très-instamment prié l'Assemblée de terminer ce qui regarde les légions, les compagnies franches, l'envoi de quelques troupes

Digitized by Google

de Paris à l'armée, les rations de pain, de viande, les logemens, &c.

M. *Duhem* a loué le ministre actuel aux dépens de M. *de Narbonne*, insisté sur une nombreuse fabrication de piques, & l'Assemblée a décrété l'impression du discours de M. *Servan*, & a mis cette matière urgente à l'ordre de tous les jours.

Le ministre de la marine a dit que, depuis deux mois qu'il est en place, il n'a rien pu faire entre des démissions, un vide affreux, des loix inexécutables &, pour les modifier, des questions qui demeurent indecises. Les détails qu'il a produits des incohérences, des absurdités du code maritime que le procureur M. *Fermond* & d'autres législateurs de cette trempe ont lestement donné à la France régénérée, ayant excité les applaudissemens de ceux qui se flattent d'y remédier, on a mis le comité de marine à l'ordre du jour, comme le comité militaire, pour s'occuper d'objets plus sérieux.

Franchissant tous les intermédiaires constitutionnels, les municipaux de Neuilly adressent directement à l'Assemblée un procès-verbal, portant qu'*une douzaine ou environ* de soldats gardes-Suisses dansoient, chez un marchand de vin, avec des cocardes blanches; qu'on a battu la générale, sans ordre; que ces Suisses ont blessé des citoyens en disant que la cocarde blanche étoit celle de leur Roi & gravée dans leur ame; que le commandant des casernes de Courbevoye a envoyé un sergent pour chercher ces grenadiers arrêtés, & a promis toute satisfaction; que tout est rentré dans l'ordre. Cette misérable scène de cabaret, ces cocardes qui n'ont peut-être paru blanches que parce que les couleurs en

Digitized by Google

étoient fanées, ont provoqué les exclamations de M. *Lasource*, ministre protestant, contre « des étrangers qui prêchent la révolte aux portes de la salle des représentans du peuple. » Il a demandé qu'on fît une loi. M. *Guadet* lui a prouvé qu'elle étoit faite sous le titre de provocation à la désobéissance. Les municipaux parloient de blessés, sans nommer personne ; M. *Guadet* a parlé de meurtre ; a lié le fait aux projets des conspirateurs anonymes de Paris ; a dit : » on est informé qu'un grand nombre de cocardes blanches s'y préparent » (ce qui peut rappeler au lecteur le préjudice des massacres de Nîmes). On a mentionné honorablement le zèle des municipaux ; & un évènement non moins extraordinaire, a fixé toute l'attention de l'auditoire.

Encore un procès-verbal de municipalité (de St. Cloud). L'administrateur de la liste civile, M. *de Laporte*, a fait brûler 52 ballots de papier dans le four de peinture de la fabrique de porcelaine de Sèves, appartenante au Roi. Délations, transport, épaisse fumée, quatre bouches ardentes : « le public, disent les honnêtes municipaux, presse déjà que c'est quelque chose de conséquence que l'on a voulu soustraire à la vue de nos augustes législateurs... Le directeur, M. *Régnier*, y assistoit, & un abbé inconnu..... Tout cela annonce un *délit criminel*..... » M. *Merlin* soupçonne que ce sont les archives du *comité autrichien*, comme si de prétendus conspirateurs avoient besoin d'archives. Cette ineptie est couverte d'éclats de rire & de battemens de mains, ainsi que *Boileau* l'avoit prédit.

La perspicacité de M. *Chabot* voit dans ces 25 ballots

52 ballots de papiers; dans la plainte en calomnie rendue contre lui, MM. *Bazire* & *Merlin*; dans la querelle des soldats visiblement enivrés à Neuilly; dans tout ce qui se passe (& qu'on ignore) à Paris, le complot de dissoudre l'Assemblée nationale; & son impartialité demande le renvoi du tout au comité de surveillance, c'est-à-dire à lui-même & à MM. *Merlin* & *Bazire*. MM. *Isnard* & *Guadet* veulent que M. *de Laporte* soit mandé à la barre, & M. *Guadet* affirme gravement que rien n'intéresse plus « la sûreté de l'Etat & la confiance dont le Roi a besoin de s'investir. » Un décret mande M. *de Laporte* à la barre.

En attendant, on repousse un projet de M. *Lafond-Ladebat*, tendant à créer une place d'ordonnateur-général des dépenses particulières du corps législatif, projet appuyé de M. *Cambon*, qui disoit: « Si le pouvoir exécutif a d'autres prérogatives que nous, nous ne sommes que ses subalternes. » Arrive M. *de Laporte*, & le président commence l'interrogatoire.

Il en résulte que les papiers brûlés étoient en 30 ballots (& non 52), contenant l'édition entière des mémoires de Madame *de Lamothe*, achetés à M. *Gueffier*, libraire; aucun abbé n'a assisté au brûlement. On permet à M. *de Laporte* de se retirer. M. *Merlin* demande que M. *Régnier* « soit amené sans communication avec personne », & se fâche contre ceux « qui invoquent les principes quand il s'agit de sauver la chose publique. » Un décret mande M. *Gueffier* sur-le-champ.

Revenu à la charge, M. *Chabot* s'engage à prouver qu'il y a 60,000 cocardes blanches commandées à Paris; que des officiers se promènent sous les portes des Tuileries en criant: *au diable*

Digitized by Google

la raison ; que « des journaux aristocratiques voudroient ravaler jusques dans la boue la première assemblée de l'univers » ; & promet de lire 182 pièces probantes ; mais seulement le jour du rapport, pour que les accusés n'imitent pas M. *de Montmorin*, qui vient de s'embarquer à Boulogne-sur-Mer, avec Madame *de Lamballe* & M. *de Caraman* : « Nous en avons, a-t-il dit, la preuve acquise par la municipalité de cette ville » ; & M. *Genſonné* a bâti des phraſes ſur le départ certain de M. *de Montmorin*.

Par une gradation bien remarquable, cette diſcuſſion nourrie ainſi de vérités toujours plus importantes pour le ſalut de l'Etat, a conduit M. *Bazire* à dénoncer la garde conſtitutionnelle du Roi, où il a dit qu'il y a des *prêtres réfractaires*, *des émigrés*, & « *pas un ſeul individu* qui fût éligible aux termes de la conſtitution. » Enſuite, il a parlé d'orgies où l'on boit à la ſanté du Roi, de la Reine, de M. le comte *d'Artois*. M. *Lacroix* a dit : « L'Aſſemblée eſt ſur un volcan ; l'orage eſt prêt à crever... Qu'on entende M. *Bazire* ce ſoir. » M. *Bazire* demande juſqu'au lendemain, pour préſenter un léger travail où il annonce qu'il ne mettra pas de prétention, n'ayant pas le temps de le rendre auſſi éloquent qu'il le pourroit dans d'autres circonſtances. M. *Carnot* jeune propoſe de tenir ſéance jour & nuit, « comme à l'époque du départ du Roi pour Varennes (grands applaudiſſemens). M. *Gamond* voudroit qu'à l'imitation des conſuls de Rome, l'Aſſemblée fît une proclamation, bien utile, en ces termes : *Citoyens, la république eſt en péril ; prenez les armes, & veillez ſur vos gardes.* Ce M. *Gamond* n'a pas

l'air de se douter que les consuls étoient le pouvoir exécutif & avoient seuls des licteurs à Rome, & que les citoyens y étoient des privilégiés à l'égard de la multitude.

L'Assemblée a décrété que les gardes seroient doublées, que le maire rendroit compte tous les matins de la situation de Paris ; & à propos de soldats ivres qui portent des cocardes blanches, fanées ou retournées, de ballots de papier brûlés dans un four, d'émigrés & de prêtres qu'on prétend faire partie d'une garde constitutionnelle dont la totalité ne va pas à 1800 hommes, au milieu de 4 millions de bras armés, l'Assemblée se voit en danger & déclare que sa séance sera permanente.

Du lundi, 28 mai, séance permanente, à sept heures du soir.

M. *Mayerne* a vainement exigé que l'assertion de MM. *Chabot* & *Gensonné*, relative au prétendu départ de M. *de Montmorin*, fût insérée au procès-verbal ; M. *d'Averhoult* qu'on y rétablît ce fait omis ; on a réclamé l'ordre du jour. M. *Thuriot* a dit qu'il faudroit y consigner aussi que M. *d'Averhoult* annonçoit depuis 5 mois des fusils qui n'arrivoient pas de Hollande ; M. *Merlin*, que M. *Dumas* avoit répondu sur sa tête du civisme du régiment de Royal-Allemand. Ces excellentes défaites ont amené l'interrogatoire de M. *Gueffier*, libraire, ceux de M. *Régnier*, directeur de la manufacture de Sève, de M. *Gérard*, entrepreneur & peintre & de deux ouvriers de cette manufacture interrogés séparément, dont nous ne ferons ici qu'un seul extrait.

Il en est résulté les éclaircissemens suivans. Un libraire ou un imprimeur de Londres a envoyé à

Digitized by Google

M. *Gueffier*, à Paris, toute l'édition des *Mémoires de Madame de Lamothe*. M. *Riſton*, défenſeur officieux & muni de pouvoirs de M. *de Lamothe* a acheté cet ouvrage pour le ſupprimer comme immoral & dangereux même à l'intérêt bien entendu de ſa patrie. Les 30 ballots enveloppés de natte angloiſe ont été brûlés dans le four à Sève. Nous croyons devoir nous diſpenſer de citer des queſtions puériles, minutieuſes, & des réponſes cathégoriques, mais tenant de la fade ſimplicité des demandes, telles que : — « Quelles ſont vos occupations habituelles ? — Je ſuis libraire... Je ſuis peintre... Je ſuis journalier. — Les ballots étoient-ils entiers ? — On les éventroit. — Quelle en étoit l'enveloppe ? — La première d'écorce de tilleul. — Y travaillez-vous quelquefois (au four)? — Oui, M. le Préſident. — Que contenoit le papier ? — *Par bonheur pour moi je ne ſais ni A ni B*, (exclamation remarquable dans un ſiècle de lumières) &c... » Ces traits ſuffiront pour donner une idée de ce qu'un membre a oſé comparer aux procédés d'un tribunal d'inquiſition, rapprochement qui a excité de violentes clameurs : *à l'ordre*, & qui a fait dire à M. *Charlier* : « Nous ne ſommes pas ici un tribunal d'inquiſition ; mais un tribunal de vérité ; nous rempliſſons les fonctions juridiques & les plus importantes. » M. *Lecointre* auroit deſiré qu'on déroulât quelques eſtampes indécentes que M. *Regnier* avoit ſouſtraites aux flammes & offroit de dépoſer ſur le bureau ; des murmures ont coupé la parole à M. *Lecointre* & M. *Regnier* a remporté ſes eſtampes roulées.

On a lu 1°. une lettre des adminiſtrateurs de Longwy, qui annoncent que M. *Gaſton*, commandant de la place, 17 officiers & 15 ſoldats

Digitized by Google

viennent d'émigrer ; que la place est sans munitions, en partie dénuclée, que beaucoup d'habitans désertent. M. *Goston*, le député, a dit que son frère lui écrivoit, le 23 : « Je sens que je n'en puis plus, mais j'irai toujours... Quand on s'est dévoué à une bonne cause ; *impavidum ferient ruinæ.* » --- 2°. Une lettre de M. *de Montmorin* confond l'imposture de son départ de Boulogne pour l'Angleterre & proteste qu'il n'est sorti & ne sortira de Paris qu'après avoir eu satisfaction des calomniateurs ; démenti superflu, puisque M. *Chabot* lui-même savoit très-bien que M. *de Montmorin* l'avoit dénoncé à Paris depuis le jour où il le supposoit parti.

Pour obvier au trouble qu'on a tant de peine à persuader afin qu'il commence, M. *Chéron* a proposé un récensement, des visites, le désarmement de tout homme non-inscrit dans la garde nationale. L'ordre du jour a écarté cette mal-adresse contre les protecteurs des piques.

En disant de M. *de Montmorin* : « J'ignore s'il est parti & revenu, » M. *Chabot* a communiqué la copie d'une lettre des municipaux de Boulogne qui attestent que l'ex-ministre *Montmorin* est parti, le 8, pour Londres, avec Madame *de Lambesc*. (Il avoit dit : Madame *de Lamballe*.) Cette copie lui est envoyée par M. *Pétion*, maire de Paris. On s'est aussi-tôt retrouvé à l'ordre du jour ; & l'on a su que deux sections de Paris vouloient se déclarer permanentes. Les orateurs ont reçu les honneurs de la séance.

Un décret en 22 articles a ordonné la levée de 54 compagnies franches, de 200 hommes chacune, y compris les officiers ; de trois légions franches, une de 18 compagnies d'infanterie légère & de 8 à cheval, dont les hussards ci-devant Saxe &

Digitized by Google

les cavaliers ci-devant Royal-Allemand formeront le noyau ; cette légion sera formée par les soins du général *Kellermann* ; les deux autres pareilles seront attachées aux armées de MM. *Luckner* & *Lafayette*. La moitié au moins des places y devront être réservées à des citoyens brévetés comme ayant servi depuis la révolution dans les troupes de ligne ou dans la garde nationale ; le reste au choix des généraux, même à des étrangers. L'engagement sera de 5 liv. pour le premier mois & 30 sous pour chaque mois, de service en sus de la solde.

Suite de la séance permanente, du mardi 29 mai.

Organe du comité militaire, M. *Coustard* a rapporté que le premier mai, une chaise fut arrêtée en traversant le camp de Tiercelet. M. *de Riccé*, maréchal-de-camp, accourut. C'étoit la voiture de M. *Oberlin*, lieutenant-colonel du premier régiment de hussards qu'entouroient 1,500 soldats qui le traitoient en émigré quoiqu'il fût là présent. Toutes les instances du général furent inutiles, ils se permirent même de lui faire des reproches sur des ordres qu'il avoit donnés relativement au service, &, malgré lui, ils visitèrent la voiture. On y trouva du galon de livrée. A la motion de pendre M. *Oberlin* succédèrent des centaines de coups de fusil auxquels il n'échappa que par la vîtesse de son cheval. M. *de Riccé*, ou ré de menaces, attendit M. *de Crillon* pour rem tre le commandement. Le comité & l'Assemblée ont jugé sa conduite irréprochable, & on a décrété la poursuite des fauteurs de cette insurrection, 28 jours après le délit.

Digitized by Google

M. *Pétion* est venu dire, à la barre : « Paris est le rendez-vous de gens sans aveu, de mécontens & d'ennemis de la chose publique... Il semble qu'on se fait le système pernicieux de dépraver l'opinion... Cet attentat moral doit être réprimé par vous. Tout annonçoit une crise violente.... Vous avez parlé, les citoyens de Paris se sont tous levés... La garde nationale a montré le zèle le plus actif. On est sûr de la trouver dans le chemin de l'honneur & de la loi... La masse des citoyens est excellente... Les hommes du 14 juillet existent encore... La nuit a été calme, & rien ne présage un jour orageux... Montrez-vous constamment grands, constamment inflexibles; gardez toujours l'attitude imposante qui vous convient. Déployez votre caractère, & alors soyez tranquilles... »

Le président lui a répondu : « L'Assemblée prendra dans la plus sérieuse considération *les détails* que vous venez de lui donner. » On a décrété l'impression des phrases du maire & la mention honorable du zèle de la garde nationale.

Un décret a permis aux citoyens de la section des gobelins de traverser la salle. Deux à trois mille hommes, femmes, enfans, armés de fusils, sabres, piques, bâtons, faulx, serpes, &c. ont défilé au bruit de six tambours, des applaudissemens & des cris : *vive la nation !* ayant pour bannière le bonnet rouge de *la liberté*... & alors M. *Bazire* a fait son rapport sur la garde du Roi.

Après avoir dit que lorsqu'il accuse, sa langue se dessèche & son style n'a plus de belles couleurs, il a non prouvé, mais affirmé, que la garde du Roi, peu nombreuse lorsqu'elle prêta le serment s'est grossie depuis, de gens inassermentés ; qu'on en a congédié des patriotes pour les remplacer par

Digitized by Google

d'anciens gardes-du-corps, des comtes, des valets, des séminaristes, des *chiffonistes* d'Arles & par « de ces hommes qui tour-à-tour assassinent ou sont assassinés. » Pouvant, selon lui, se borner à la conviction intime de chacun des auditeurs, il a bien voulu démontrer ce que tout le monde savoit, & pour le démontrer il s'est mis à répéter : *je déclare*... Ses pièces probantes se sont réduites à des dénonciations anonymes & à une brochure intitulée : *Bouquet au Roi T. C. Louis XVI, le jour de sa fête* 1791, « ouvrage qui fut fait, a-t-il dit, quand le Roi étoit prisonnier, & qui contient la censure la plus amère & la plus astucieuse des nouvelles lois. » A l'en croire, chacun des gardes l'a trouvé sur son lit sans savoir qui l'y avoit déposé. Il en a fait un crime aux chefs, comme si de semblables tours étoient impossibles aux *Jacobins ;* mais ces étranges preuves ont été renforcées, 1°. d'un commentaire sur la poignée du sabre des gardes qui est une tête de coq couronné, *gallus & rex ;* de propos contre la nation attestés sur des ouï-dire ; de plaisanteries sur les poux aux trois couleurs, d'imprécations contre le corps respectable des *sans-culottes ;* de témoignages de joie à la nouvelle des échecs de Mons & de Tournay auxquels l'Assemblée elle-même semble applaudir tacitement, tant qu'elle protège & caresse l'absurde ministre qui les causa, & qui se vanta de n'avoir compté que sur l'insurrection des Belges, & non sur une attaque régulière & loyale ; des santés de M. *de Condé*, de M. *d'Artois*, de M. *de Lambesc ;* des mots *Prince Royal* échappés à un garde que ses camarades vouloient étrangler pour lui apprendre à dire *Dauphin ;* de l'assertion que le Roi seroit parti le jour de la saturnale des galériens de Châteauvieux, que l'orateur a la civique

Digitized by Google

bonne-foi d'appeller *la fête de la liberté*, si les éclais n'eussent manqué... Tel a été l'échaffaudage de sa misérable dénonciation.

Selon lui, il ne reste d'honnêtes citoyens dans cette garde que ceux qui s'y couvrent du masque de l'aristocratie pour être les délateurs des autres. Sans avoir produit une ombre d'information légale, authentique, contradictoirement débattue, ni le nom de deux témoins seulement pour un seul fait, il a dit : *je vous ai prouvé*... Et afin de préserver le Roi des entreprises d'une garde où l'esprit de corps est de défendre le Roi, de servir le Roi, & pour délivrer Paris peuplé de 32000 gardes nationaux & d'autant d'hommes à piques, du redoutable fléau de cette garde de 1200 fantassins & de 600 cavaliers, parmi lesquels M. *Bazire* en dénonce une vingtaine sur la foi de dénonciateurs qu'il ne nomme pas; de cette garde dont il a dit : « certes les gardes-du-corps *qui ont causé* le réveil du peuple, & *provoqué la fameuse journée du 6 octobre* (1789), avoient bien moins abusé de la patience des bons citoyens »... Il a conclu à ce que la garde constitutionnelle du Roi demeurât licenciée (*bravo !*); à ce que le comité militaire présentât un mode d'organisation conforme aux loix; & que les Gardes-Suisses en fissent provisoirement le service conjointement avec la garde nationale (grands applaudissemens).

On a demandé la lecture des pièces; mais des invalides sont venus à point dénoncer que leurs commandans avoient donné hier la consigne d'ouvrir les portes de l'hôtel à toute troupe armée qui se présenteroit pendant la nuit, soit de la garde nationale, soit de la garde du Roi « qui ne pourroit se présenter *sans trahison*, (même

Digitized by Google

pour la sûreté !) »; & après avoir honteusement dénoncé leurs chefs, ils ont protesté qu'ils crieront toujours : *vive la nation ! vive la loi ! vive le Roi !* & aussi : *vivre libres ou mourir (bravo !)* L'assemblée leur témoigne sa satisfaction, les invite aux honneurs de la séance, & mande les chefs.

La lecture des pièces ayant été trouvée trop longue, on l'a interrompue pour ouvrir la discussion que le peu de membres a fait ajourner à 7 heures. Nous en rapporterons le commencement avec la suite en résumant le tout.

Suite de la séance permanente, du mardi 29 mai au soir.

Mandé à la barre, M. *de Sombreuil*, lieutenant-général, commandant des invalides, a subi un interrogatoire dont voici la substance. Il apprit hier qu'il y avoit du trouble à Paris; la veille, on avoit volé les vases sacrés de la chapelle de l'hôtel & jetté les hosties. Craignant de nouveaux désordres, il donna, de son propre mouvement, la consigne d'offrir azyle à tous ceux qui le réclameroient, tant gardes nationaux que gardes du Roi; de laisser entrer toute troupe qui se présenteroit en armes, parce qu'il ne voyoit aucun moyen de résister à une attaque, & pour éviter l'effusion du sang. Dans son récit il a gémi du relâchement de la discipline, qui étoit cause qu'on avoit volé ses vases sacrés dans sa sacristie, comme un dépositaire fidèle & sensible peut dire *mon trésor, mon coffre, mes clefs*. Jouant impitoyablement sur le mot, au risque de livrer aux fureurs de la multitude un vieillard en qui soixante ans de service sembloient

excuser des expressions inexactes, mais cordiales, dans une langue qui n'est pas la sienne ; M. *Rouyer*, que n'avoit pas ému la profanation de ce que la religion a de plus sacré, s'est écrié : « Je ne puis entendre blasphémer la nation que je n'en sois indigné. Depuis une heure, M. *Sombreuil* répond : *ma sacristie, mes vases sacrés*.... Ils appartiennent à la nation. » Les galeries ont applaudi à ce cruel civisme ; mais plusieurs membres l'ont rappellé à l'ordre. M. *de Sombreuil* retiré, on a interrogé M. *Riston*, acquereur des 30 ballots de papier, qui a confirmé les dépositions précédentes, & la discussion s'est engagée sur la garde du Roi.

Déjà M. *Couthon* avoit invité l'Assemblée à déployer un grand caractère, à prendre l'attitude imposante, &c. en disant : « tout l'empire est couvert de conspirateurs », ce qui faisoit à tort de la conspiration une vraie loi, la volonté générale ; & il avoit ajouté : « le centre de ces conspirateurs est, nous le savons tous, au château des Tuileries » ; pour conclure, au bruit des applaudissemens, qu'il falloit « purger le voisinage de la *salle nationale* de cette troupe de brigands qui conspire contre la patrie », & licencier la garde du Roi, par une mesure de police, afin d'éluder le fatal *veto*....

M. *Carnot* jeune avoit douté que l'Assemblée eût le droit de licencier la garde constitutionnelle du Roi, substitué la suspension au licenciement, demandé une députation de 60 membres au Roi, que les accusés fussent entendus & M. *de Brissac* mandé..... « C'est à Orléans qu'il faut le mander, s'étoit écrié le ministre protestant M. *Lafource*. » On avoit hué M. *Dumas* qui soutenoit que l'Assemblée ne pouvoit ni

ſuſpendre ni licencier la garde du Roi, & qu'il falloit ne punir que les individus coupables. M. *Laſource* ne la licencioit pas, mais la déclaroit nulle; M. *Lacroix* tiroit le droit de la licencier de la conſtitution qui ne le défend pas; il adoptoit deux conſtitutions, une poſitive & une négative.

Après avoir réfuté M. *Lacroix*, M. *Ramond* a inſiſté ſur l'injuſtice du licenciement qui puniroit les innocens (murmures); a cité l'exemple du procédé contraire de l'Aſſemblée à l'égard des régimens réintégrés dès qu'ils ont livré les traîtres, les aſſaſſins de la déroute de Tournay. Il vouloit prévenir le Roi, pourſuivre les violateurs de la loi, des preuves, un rapport, des décrets rendus en connoiſſance de cauſe.

M. *Guadet* prenoit la parole, M. *Froudière* l'a prié de parler plus en logicien qu'en déclamateur; ces mots ont excité un long orage. Les membres & les galeries crioient en chorus : *à l'abbaye*. M. *Laſource* invite M. *Guadet* à couvrir de mépris « cette profonde indécence »; & M. *Jean de Bry* provoquoit l'Aſſemblée à punir cet excès d'audace..... *Oui*, *oui*, ont crié les galeries. « Si en me rappellant à l'ordre, on pouvoit le rétablir dans les 83 départemens, a repris M. *Froudière*... » Après un long vacarme & trois décrets, M. *Froudière* a été condamné à ſe rendre à l'abbaye pour trois jours.

Libre de pérorer à ſon aiſe, M. *Guadet* a redit tout ce qu'on ſavoit, ſoutenu que le licenciement n'étant ni un acte du pouvoir exécutif, ni un acte du pouvoir judiciaire, il étoit réſervé au pouvoir légiſlatif. Il ne manquoit que de prouver que le licenciement étoit l'unique meſure poſſible & juſte; mais on n'y regarde pas de ſi

Digitized by Google

près le licenciement détruira l'esprit de corps qui est un esprit de révolte. Un rapport n'ajouteroit pas un rayon aux lumières de M. *Guadet*. Licenciez le corps, accusez les chefs; le Roi sanctionnera; « il fait tout ce que l'intérêt public lui commande. »

M. *de Girardin* est convenu de l'existence d'une vaste conspiration, du projet d'avilir & dissoudre l'Assemblée; mais il a vu qu'on cherchoit à exciter la révolte contre un autre pouvoir sorti de la même source, de la souveraineté du peuple; que si d'un côté l'on prêche l'assassinat contre l'Assemblée, de l'autre on prêche impunément le régicide, on excite le peuple à se porter au château. Selon lui, l'intérêt de ces deux factions est le même; c'est de faire partir le Roi, « l'une pour le placer à sa tête, l'autre pour le mettre sous ses pieds... » Ayant donné carrière à la vénération constitutionnelle pour la personne sacrée du Roi des Français, qu'il a souvent traité d'*individu*, de l'*homme*, &c., l'élève de *J. J. Rousseau* a établi que les François n'écouteroient pas une poignée d'intrigans qui cherchent à troubler l'Empire, que l'Assemblée s'attacheroit à la constitution qui donne une garde au Roi, que le licenciement le laisseroit sans garde, violeroit la constitution solemnellement jurée, que le prétendu droit de licencier & de recréer cette garde n'auroit aucun terme, qu'on se retraceroit l'époque où la garde de *Charles I* fut licenciée, & que « ce rapprochement seroit extrêmement fâcheux. » Il proposoit un message au Roi. Nous renonçons à donner une idée du tumulte indéfinissable, affreux, qui a souvent interrompu M. *de Girardin*, applaudi des galeries tant qu'il a parlé de l'homme, de l'individu qui seroit aussi

Digitized by Google

bien à Coblentz. M. *Cambon* qui lui a succédé, s'est maintenu à la hauteur de MM. *Chabot*, *Bazire*, &c.

Le licenciement a paru à M. *d'Averhoult* ne pouvoir être prononcé ni par le Roi, ni par l'Assemblée, & il a dit que si chaque parti obtenoit, dictoit des décrets d'accusation, ce seroit renouveller les proscriptions de *Marius* & de *Sylla*. Si 24 millions d'hommes armés rassuroient M. *Larivière* contre 1800 gardes du Roi, il redoutoit ceux-ci non *comme masse armée*, mais *comme corps*; & ces raisonnemens ont trouvé des mains pour les applaudir. M. *Dalmas* d'Aubenas a parlé le langage du bon sens & de la justice, demandé des informations, des preuves, la punition des seuls coupables. Mais M. *Vergniaud* a disserté sur les factieux qui ne plaignent que le Roi, ne nomment que le Roi (*bravo !*); il a comparé 1800 gardes aux gardes Prétoriennes, aux Janissaires; il a persifflé qu'un décret sanctionné, librement comme tous les autres, pouvoit tout; & que l'Assemblée ayant eu le droit d'empêcher la garde Roi *de venir à l'existence*, avoit celui de lui *ôter l'existence* (*bravo !*), & a substitué *renouvellement* à *licenciement*. M. *Ramond* a dit qu'on avoit aussi peu le droit de licencier la garde du Roi que de renvoyer sa cuisine ou le ministère, sous le prétexte d'esprit de corps. Sur la rédaction de M. *Guadet*, l'Assemblée a décrété d'urgence ce qui suit :

« Art. I. La garde soldée actuelle du Roi est licenciée, & sera sans délai renouvellée conformément aux loix. »

« II. Jusqu'à la formation de la nouvelle garde du Roi, la garde nationale de Paris fera le service auprès de sa personne, ainsi & de la même

Digitized by Google

manière qu'il se faisoit avant l'établissement de la garde du Roi. »

On passe à M. *de Brissac*. M. *Becquey* observe qu'il n'y a ni rapport, ni plainte, ni preuves ; que M. *Bazire* est le seul qui ait lu les pièces ; que ce membre a dénoncé M. *Varnier* sur des lettres dont les signatures ont été démontrées fausses (& M. *Varnier* est en prison depuis si long-temps !) ; que le départ de M. *de Montmorin* s'est trouvé une fausse nouvelle ; qu'on a reçu des dénonciations de mécontens expulsés de la garde ; que rien ne confirme l'admission alléguée de sujets inéligibles ; qu'il n'y a que des présomptions vagues, des propos. Il a défié M. *Bazire* de produire les moindres preuves. Les pièces lui ont paru suspectes comme fournies par des anonymes ou signées de noms inconnus à M. *Bazire* lui-même ; & il invoquoit la préalable.

L'ex-capucin M. *Chabot* a répondu que ces observations étoient toutes fausses & les preuves excellentes ; a pris à témoin la députation de l'Aveyron qui n'a rien dit ; a fini par remarquer que si les pièces étoient ignorées de cinq des douze membres du comité, cela venoit de ce que la confiance (des dénonciateurs) ne se commandoit pas. M. *Calvet* a traité ces délateurs anonymes de canaille, de gredins.... Tumulte horrible. *A l'ordre... à l'abbaye... justice... on veut décourager les bons citoyens qui dénoncent...* « Lors de la lecture des pièces, a repris M. *Calvet*, j'ai toujours entendu lire : MM. tels & tels en blanc. » Eclats de rire, *à l'ordre, à l'abbaye...* M. *Lavoisn* l'accuse d'être un exprivilégié, veut qu'il fasse une réparation éclatante au peuple. M. *Boulanger* croit bonnement

Digitized by Google

que c'est une sédition dans la salle. « Je suis du peuple, réplique M. *Calvet*; un délateur anonyme est un gredin. Ce n'est point insulter le peuple que de le dire. *Cajon* se nomma en dénonçant des conspirateurs. Ces lâches délations nous ramèneroient aux temps des *Tibère* & des *Séjan*, à ces temps que vous me rappellez souvent; je vous parle avec franchise.... » Le vacarme a été au comble. « Jamais outrage ne fut aussi grave, s'est écrié M. *Guadet*. » M. *Dumas* demande la parole pour l'accusé. M. *Saladin* lui impute de vouloir faire croire que l'Assemblée est composée de *Séjan* & de *Tibère*. « Qu'on chasse tous les contre-révolutionnaires, répète M. *Merlin*. ». On décrète que M. *Calvet* ne sera pas entendu, & qu'il ira pour trois jours à l'abbaye.

M. *Chabot* se vante humblement tout haut que M. *de Jaucourt* vient de le menacer de cent coups de bâton; & il proteste qu'il ne craint ni bâtons, ni épées. M. *de Jaucourt* répond n'avoir tenu cette conversation confidentielle qu'à l'homme & non au législateur. L'Assemblée passe à l'ordre du jour, & M. *Chabot*, qui s'y trouve, affirme, sur son honneur, que les dénonciateurs de M. *de Brissac* sont des gens recommandables par leur patriotisme, & observe que si M. *Bazire* n'a pas conclu à l'accusation, c'étoit parce que M. *Bazire* savoit que d'autres membres la voteroient (*Locke* avoit raison d'établir qu'en tout il falloit s'entendre)..... Enfin l'Assemblée décrète M. *de Brissac* d'accusation, & ajourne la même séance au lendemain, au lieu de la lever; ce qui eût été bien différent pour le salut de l'Etat.

Digitized by Google

Suite de la séance permanente, du mercredi 30 mai.

Un décret d'urgence, en 17 articles, a confirmé, déterminé, organisé les soldes, demi-soldes & secours payables aux invalides de la marine, aux veuves, aux ouvriers des ports & arsenaux & à leurs enfans. Nous reviendrons ailleurs à divers objets dont on a décrété l'impression & l'ajournement.

M. *de Kerfaint* a lu un long discours sur l'abolition de la course ou des corsaires, & l'Assemblée a discuté le projet du comité portant, 1°. qu'il ne sera plus délivré de lettres de marque; 2°. qu'aucun vaisseau de commerce ni même de l'Etat ne pourra s'emparer d'un vaisseau de commerce, à moins qu'il n'y soit contraint par l'agression; 3°. que les corsaires pris seront interrogés par l'accusateur public, & que s'il s'y trouve des Français, ils seront punis de mort; 4°. que les pertes & dommages, du fait de corsaires, formeront la matière de réclamations en indemnités préalables à toute négociation pour la paix; 5°. Que le Roi sera invité à négocier la suppression générale des corsaires. --- Il eût été difficile d'imaginer un projet de loi plus romanesque dans ses moyens, & plus absurde dans sa rédaction.

M. *Lasource* a tâché de concilier le principe de ne pas faire la guerre aux particuliers, & la prise des vaisseaux marchands de l'ennemi. Il adoptoit le premier article, & renvoyoit les détails après le succès des ambassades. M. *Rouyer* a soutenu que les corsaires étoient fort utiles, & qu'il falloit conserver les anciennes loix, attendu que les Rois ne sont pas si d'aussi grands philosophes que ceux

qui ont fait notre sublime constitution. » --- M. *Arena* ne vouloit absolument qu'une guerre protectrice, bienfaisante, amicale, fraternelle, « en un mot, disoit-il du plus beau sérieux, un genre de guerre tout nouveau qui puisse nous attirer l'estime, l'amitié & la reconnoissance de tous les hommes, & nous faire respecter de tous les trônes de l'univers. » Plus fin, M. *Gougé* s'emparoit, au passage, de tous les trésors qui alloient dans les ports enrichir l'ennemi & payer des bataillons, & voyoit la course peupler la marine de *Duquesne*, de *Jean-Bart*, de *Dugué-Trouin*, &c.

Après beaucoup de discussions semblables, l'Assemblée a décrété que le Roi seroit prié de négocier, le reste demeurant ajourné.

La discussion avoit été interrompue par la lecture d'une lettre de M. *Pétion*, portant : « Toutes les ames ont fraternisé... l'air a retenti de cris d'allégresse & de cet air fameux (*ça ira*) qui réjouit les bons citoyens & fait trembler les méchans. Tout nous a retracé la première image de la révolution... La nuit a été tranquille. »

Suite de la séance permanente, du mercredi soir.

Divers rapports ou projets renvoyés se reproduiront. L'auteur du Roman de *Faublas*, M. *Louvet*, admis à la barre, comme orateur de la section de Paris dite des *Lombards*, a dit en substance : « La foudre vient de tomber sur ceux qui la préparoient contre nous. Plusieurs *Catilina* sont ou vont à Orléans... Les hommes du 14 juillet sont toujours autour de vous... Mais nous avions alors une police active & puissante. Les magistrats pouvoient surprendre le conspirateur jusques dans son repaire... La liberté ne peut être bien défendue, dans ce moment de crise,

Digitized by Google

que par les mêmes moyens qui, dans des circonstances à-peu près semblables, l'ont conquise... Il vaut mieux prévenir les crimes que d'avoir à les punir ; sur-tout il importe d'empêcher, par de sages précautions, qu'enfin le jour n'arrive où nous serions réduits à l'affreuse nécessité de faire ruisseler, dans les rues de la capitale, le sang des rebelles... Le jour où ils oseroient attaquer ce temple de la liberté, ce jour-là, nous le jurons par la liberté même, leur race impie disparoîtroit. » Ses conclusions ont été de donner aux magistrats du peuple de plus vigoureux moyens de répression & d'autoriser les assemblées des sections à être permanentes ; ce qui étoit menacer du carnage pour accréditer de séditieuses chimères, & demander, au nom de la liberté, de violer la liberté. On a décrété l'impression du discours & le renvoi au comité.

Les administrateurs du département de l'Aisne, sollicitent de prompts secours pour leurs administrés prêts à manquer de pain, les grains allant tous ou à Paris ou à l'armée. On les a renvoyés au comité compétent.

M. *Gensonné*, dont l'éloquence, la logique & la politique sont trop connues pour qu'on doive ici transcrire vingt pages de ses oraisons, en a terminé une des plus vides d'idées saines, par un projet de loi d'occasion en 18 articles qui déféreroit une dictature absolue à chacun des cent milliers d'administrateurs & magistrats qui gouvernent le royaume, érigeroit le moindre propos en crime d'Etat & le puniroit philosophiquement d'une année de cachot au gré d'autant de souverains & de leurs délateurs irresponsables. L'Assemblée a fixé l'ajournement de la discussion du

Digitized by Google

projet à 4 jours après la distribution. Nous résumerons les 18 articles lors de la discussion.

Un décret d'urgence a statué que les officiers de tous grades des ci-devant grenadiers royaux, régimens provinciaux & bataillons de garnisons, jouiront des avantages accordés aux officiers des troupes de ligne réformés.

Suite de la séance permanente, du jeudi 31 mai.

Après quelques dons proclamés, deux citoyens d'Arles, admis à la barre, ont dénoncé, au nom de 110 propriétaires, des vexations exercées sous l'autorisation des sieurs *Rebecqui* & *Bertin*, commissaires du département, propriétés violées, maisons pillées & détruites, des grains volés pour 100,000 livres. On a renvoyé leur plainte au comité.

M. *Emmery* a communiqué à l'Assemblée une déclaration du Roi de Hongrie & des gouverneurs des Pays-Bas, qui permet, par provision, à tout navire François non armé & n'ayant à bord aucune munition de guerre, d'arriver dans le port d'Ostende & d'en sortir en sûreté, tant que ladite permission ne sera pas révoquée publiquement & que la France en agira réciproquement à l'égard des navires marchands Autrichiens.

Le maire de Paris écrit : « la journée d'hier donnoit quelque inquiétude ; on craignoit que l'exécution du décret contre la garde du Roi ne fût pas paisible : mais les précautions de prudence, qui ont été prises, ont assuré à la loi le respect qui lui est dû. » La vérité du fait est qu'il n'y avoit aucune appréhension fondée d'opposition quelconque. M. *Pétion* ajoute que, la veille, il y a eu un peu de mouvement à l'occasion de

Digitized by Google

la cherté du pain, mais qu'il a suffi d'instruire le peuple de son devoir par des affiches. Cette importante correspondance a été applaudie.

M. *Dumourier* a lu la note officielle remise, le 15 mai, au Lord *Grenville* par M. *Chauvelin*, & la réponse du Lord *Grenville* au nom du Roi d'Angleterre. S. M. Britannique y témoigne combien elle est sensible aux preuves d'amitié & de confiance qu'elle reçoit de la part de S. M. T. C. & avec combien de sincérité elle y répond par des sentimens réciproques; son profond regret de la déclaration de guerre faite au Roi de Hongrie, dicté par les vœux qu'elle fait toujours pour le bonheur personnel de Leurs M. T. C. & A., & pour la prospérité de *leurs Etats*; s'abstient de toute discussion de motifs, dans les circonstances actuelles; assure S. M. T. C. de son empressement à remplir le traité (assez avantageux) de commerce & de navigation, à maintenir la meilleure intelligence « entre elle & S. M. T. C. » & s'attend que S. M. T. C. fera respecter les droits de S. M. B. & *de ses alliés*.

Le même ministre a lu une proclamation du 25 mai, où le Roi d'Angleterre défend à ses sujets de prendre aucune lettre de marque « contre quelque Prince ou Etat que ce soit, *à présent* ami de S. M. ou contre leurs sujets,.. d'accepter aucune commission pour armer ou pour exercer sur mer, le *corsairage*, ainsi qu'aucune lettre de représaille de tout Prince quelconque ennemi du Roi T. C., ou de troubler, en quelque manière que ce soit, les sujets de ladite Majesté. » Après avoir lu cette pièce visiblement obtenue par le ministre d'Autriche, autant que par M. *Chauvelin* & son conseil d'ambassade.

Digitized by Google

Des rumeurs d'impatience ont fermé la bouche à M. *Lasource* qui disoit que l'Angleterre avoit prévenu l'Assemblée dans le beau projet d'abolir la course ; & à un autre membre qui a pensé tout haut que le Roi de Hongrie, agissant tandis qu'on discouroit, venoit de donner aux législateurs du centre du globe un exemple de philosophie pratique. Tout ce dont il a été question d'ailleurs se reproduira aux époques des ajournemens, ainsi que les instances de M. *Amelot* pour hâter la fabrication des assignats, parce qu'il ne restoit hier au soir, que 5,300,000 liv. pour arriver au *maximum* des assignats à mettre en circulation, & que la trésorerie avoit encore à recevoir 23 millions sur les 56 que devoit y verser dernièrement la caisse extraordinaire.

Suite & fin de la séance permanente, du jeudi soir.

Les rapports ordonnés feront connoître, dans leur temps ; 1°. ce qu'a mandé le ministre de la marine d'un combat qui a eu lieu entre une frégate Napolitaine & deux corsaires d'Alger sur les côtes de France ; 2°. un projet d'équiper les volontaires, à la charge, par chacun d'eux, de payer aux entrepreneurs 10 ou 15 sous par semaine ; 3°. ce que proposera l'un des comités des finances sur la demande qu'a faite M. *Clavière*, de 30,000 liv. pour meubler le rez-de-chaussée de son nouvel hôtel de ministre des contributions de 30,000 liv. pour meubler le premier étage, & de 25,000 liv. pour meubler le logement de ses domestiques ; mémoires économico-civiques dont on a beaucoup ri & que M. *Bazire* renvoyoit au comité de surveillance.

Des invalides aussi bons patriotes aujourd'hui

Digitized by Google

qu'ils le furent la semaine dernière en accusant leurs officiers, sont venus dénoncer, à la barre, M. *de Sombreuil* comme ayant trompé l'Assemblée, en affirmant qu'il n'y avoit pas d'armes à l'hôtel. Heureusement le ministre de la guerre avoit averti l'Assemblée le matin qu'on venoit d'y déposer 2,400 sabres. Quel personnage on fait jouer à des législateurs & à des invalides!

Enfin M. *Bazire* ayant réfléchi que la permanence *n'étoit plus indispensable*, & observé qu'elle mettoit tous les esprits en suspens, que « tout pourroit être en feu dans le royaume si l'Assemblée prolongeoit encore un état *qui paroît prouver que la France est en péril;* » un décret a déclaré que la séance n'étoit plus permanente; un autre a voté des remercîmens au directoire, à la municipalité, à la garde nationale & à la gendarmerie nationale pour le zèle avec lequel ils ont maintenu la tranquillité publique pendant la permanence du corps législatif.

Du vendredi, premier juin.

A 10 heures & demie il n'y avoit pas assez de membres pour délibérer sur les moyens de taxation proposés pour tâcher d'obtenir que l'Assemblée fût une autrefois assez nombreuse.

Sur un rapport de M. *Thévenin*, on a décrété que les commissaires de police, dans toute la France, seront élus pour deux ans, & pourront être réélus à chaque nomination, au scrutin individuel, à la pluralité des suffrages, en observant les mêmes conditions que pour les élections des municipaux; & que leurs fonctions seront incompatibles avec celles d'officier municipal, de notaire & d'avoué; qu'ils porteront un chaperon aux trois couleurs, & ne pourront être révo-

Digitized by Google

gués, mais destitués pour forfaiture jugée. La ville de Paris demeure exceptée des dispositions du présent décret.

M. *Chabot* aura l'honneur de faire lundi son grand rapport sur la conjuration dont la France est menacée. Il tremblait qu'il ne fût trop tard lundi pour sauver la patrie; mais la fête décrétée au sujet de l'assassinat de *Simonneau* a motivé le délai de 24 heures. — On a mis au rabais les appointemens des ministres. Celui des affaires étrangères a été réduit à 75,000 liv.; les autres à 50,000 livres. Ils avoient le double. Les débats n'intéresseroient personne. Nous remarquerons seulement que M. *Merlin* a dit que le premier avoit assez des 6 millions décrétés pour ses dépenses secrètes, & que M. *Guadet* a établi sans contestation que le ministre devoit rendre compte de ces 6 millions, variante qui paroît promettre de nouveaux otages.

Le maire de Paris écrit que tout est tranquille, & qu'il ne parlera pas d'un assassinat & d'un vol considérable fait dans une église. Il demande s'il doit continuer ces sortes de rapports quotidiens. Malgré leur utilité un décret l'en dispense.

Des Bordelois apportent soixante & quelques mille livres, des bijoux & un ducaton du Pape, qui a excité des rires très-ingénieux. Leur orateur, M. *Delpech*, a débité une harangue véhémente qui sera imprimée aux frais de la nation. On y a distingué ces traits : « un tyran de plus dans la ligue auroit-il changé nos résolutions?... C'est au cœur qu'il faut frapper l'hydre... Vous avez foudroyé les vils agens des conspirateurs... La France entière est un camp... Auguste Assemblée, ton unité fait ta grandeur! Qu'il est beau,

beau, qu'il est majestueux ce tout indivisible !... Point de nobles, jamais deux chambres... &c. (*Bravo ! bravo !*)

M. *Cambon* disoit des ministres (que M. *de Kersaint* renvoyoit lestement à la liste civile) : « qu'ils demeurent en chambre garnie... Qu'ils entrent dans leur hôtel avec leur bonnet de nuit... qu'on leur donne des bureaux où ils iront comme tous les fonctionnaires publics. » Le même M. *Cambon* trouvoit que l'honneur étoit la partie essentielle du salaire de pareils ministres, mais que leurs commis n'auroient pas assez d'un *maximum* de 8,000 liv. Un décret a cependant fixé le *maximun* des commis à 8,000 liv. On avoit déjà décrété les articles suivans :

« Art. I. La trésorerie nationale paiera pour la liste civile en 1792, la somme de vingt-cinq millions, conformément au décret du 26 mai & à l'acte constitutionnel. »

« II. A *Louis-Joseph Philippe*, prince français, pour sa rente apanagère, un million. »

« III. Pour le traitement de *Louis-Stanislas-Xavier*, & *Charles-Philippe*, frères du Roi, jusqu'au 12 février dernier, date de la suppression des deux millions de traitement qui leur avoient été accordés par la loi du 6 avril, dépenses extraordinaires pour cette année, deux cent trente-trois mille trois cent trente-trois liv. six sols huit deniers. »

« IV. Pour la rente apanagère de ces deux princes, affectée au paiement de leurs créanciers, dépenses extraordinaires, deux millions. »

« V. Ces dépenses seront payées par la trésorerie nationale dans les formes décrétées. »

« VI. L'Assemblée nationale supprime les

Digitized by Google

quatre-vingt mille livres attribuées par loi du 25 mai 1791, au conseil particulier du Roi. »

« La trésorerie nationale payera 300,000 liv. pour les dépenses de la haute-cour. »

Du vendredi, séance du soir.

Les *vétérans de la patrie*, autrement les invalides, ont lu à la barre, une adresse à l'armée pour lui faire aimer la subordination. Ils y rappellent les journées de Fontenoy, Lawfeld, Raucoux, & disent : « Les Autrichiens fuyoient devant nos armes, les villes se rendoient, leurs murailles s'écrouloient *à l'aspect du nom François. Saxe, Lowendal* ne sont plus ; mais vous êtes commandés par des guerriers qui, comme eux, sont de vrais héros. » Cette adresse dictée par des sentimens respectables, mais qu'on auroit dû mieux écrire, sera imprimée & envoyée aux armées de citoyens-soldats & de soldats-citoyens.

Du samedi, 2 juin.

M. *Mayerne* a observé que les prétendues pièces justificatives du dernier discours de M. *Brissot*, ne sont que des fragmens de lettres interprétées par M. *Brissot*. L'imprimeur a reçu l'ordre de n'imprimer que les pièces qui seront certifiées par les comités réunis ; mais M. *Brissot* lui a dit : « Imprimez toujours, qu'elles soient certifiées ou non ; c'est sur mon compte. » La nation ne payera pas du moins ces rapsodies de la plus impudente intrigue.

M. *Saladin* a ressassé tous les griefs allégués contre M. *Duport du Tertre*, & y en a joint de nouveaux ; des galeriens retenus malgré l'amnistie ; le département de l'Aude omis, le département de l'Aube répété deux fois dans la liste imprimée des hauts-jurés (ce qui est probablement

Digitized by Google

une faute d'impression, un *b* pour un *d*; l'étrange crime de lèze-nation!) le nom d'un juré inscrit pour un autre; erreur qu'on a tardé de rectifier.

M. *Quatremère* a défendu M. *Duport du Tertre* en prouvant que l'intérêt du corps législatif doit être de ne point exposer légèrement le crédit de son opinion aux censures des jugemens de la haute-cour nationale; »... en accusant, dans le cas contraire, » de perversité les auteurs d'une loi qui repousseroit des places la timide honnêteté, & en auroit fait l'appât & la proie d'hommes assez stupides pour espérer d'échapper à cet inextricable tissu d'une immorale & perfide responsabilité, ou assez scélérats pour se ménager les moyens de l'éluder »... En représentant à l'Assemblée que toutes ces dénonciations & accusations ne laissent au Roi que le droit illusoire de nommer seul, de révoquer seul ses ministres, quoique la réalité de ce droit soit acquise au Roi par la constitution que ces infatigables accusateurs ont pourtant juré de maintenir. Le nerveux orateur a réduit les chefs de la dénonciation à ce qu'ils sont aux yeux de tout homme impartial. Puis recourant à une tournure oratoire, il a dit:

« Messieurs, si la cause de la liberté pouvoit être ou trahie, ou mal défendue; si le fol espoir des révoltés de Coblentz pouvoit se réaliser; si les robes rouges du parlement de Tournay revenoient à leur suite siéger de nouveau dans la grande chambre, certes, M. *Duport* seroit accusé; mais seroit-ce pour de pareils sujets? Non; mais il le seroit pour avoir été, lui troisième électeur, réuni à l'hôtel-de-ville dans la nuit du 12 juillet 1789. Il le seroit pour avoir signé la pétition d'armer les citoyens de Paris. Il le seroit pour avoir, dans les jours

de famine, sauvé Paris du fléau qu'on avoit préparé contre lui. Il le seroit pour avoir présidé pendant une année à la clairvoyante police qui a sauvé Paris. « Il le seroit pour avoir, le 21 juin, contre les ordres exprès du Roi, reçu des pouvoirs de la nation, & déposé dans cette assemblée le sceau de l'état. (on a beaucoup applaudi.) »

Modestement persuadé que les ministres comme lui sont des *Aristides*, le ministre de l'intérieur est venu « remercier l'Assemblée de les avoir honorés d'une réduction qu'elle jugeoit bien que leur civisme applaudiroit ; » demander la faculté d'organiser & réformer toutes les parties de son département « d'après les principes d'ordre & d'économie dont l'Assemblée donne l'exemple ; » solliciter un payement de 6 millions pour acheter encore des bleds ; le renvoi de plus de 300 députés des corps administratifs qui sont à Paris au lieu d'être à leur poste ; & un *maximum* supérieur à 8,000 liv. pour ses commis... aux comités compétens.

Du samedi, séance du soir.

M. *Saint-Léger* l'un des commissaires civils envoyés à St. Domingue admis à la barre, a rendu compte de sa mission, avec autant de vérité que M. *de Mirbeck*. On a décrété l'impression de son discours, le renvoi au comité colonial, & le haranguent a reçu les honneurs de la séance.

Une députation de citoyens de couleur de St. Domingue, a protesté que le décret du 28 mars dernier rend la vie à leurs commettans ; qu'ils ont tous juré l'égalité ou la mort ; que cette égalité est le vœu de tous les colons blancs, à l'exception de quelques aventuriers. « Législa-

leurs, & vous tous, François, non, vous n'aurez pas d'amis plus fidèles, de frères plus attachés que les hommes de couleur de St. Domingue ». Ces assurances que tant de faits démentent, ont été couvertes d'applaudissemens, en attendant qu'on puisse en déférer d'aussi sincères à quelque député des amis & frères nègres quand ils auront tout incendié, tout égorgé, pour tout égaliser, & la députation a reçu les honneurs de la salle.

Si quelque chose peut ajouter à l'indignation qu'inspire le succès de l'intrigue infernale qui a détruit la Garde du Roi, c'est l'hypocrisie atroce de ceux qui l'ont préparée, & si heureusement conduite à sa fin. Un reste de pudeur les retenoit encore; ils n'osoient à ce point avilir l'autorité royale, sans s'étayer de quelqu'absurde dénonciation, sans appeller à leur secours la férocité populaire & la haine des ennemis du Roi, qui ne leur a jamais fait de mal. On eut donc recours aux délations, aux piques, aux journaux, aux groupes, & bientôt une ville imbécille & forcenée parut demander & approuver un acte, qui devient tyrannique, dès là qu'il n'est la punition d'aucun délit prouvé, d'aucun attentat positif aux loix de l'Etat.

Il est impossible à quiconque n'est point par le fait des évènemens à portée de suivre ces menées coupables, d'apprécier la pro-

Digitized by Google

fonde, astuce, l'habileté, la tenue, l'intelligence du crime que les agitateurs révolutionnaires mettent dans la guerre qu'ils ont déclarée au trône & à la liberté publique. Suivant toutes les chances, ils doivent atteindre le but qu'ils se proposent, à moins que des circonstances assez fortes ne les arrêtent au milieu de leurs succès. On ne voit pas même qu'à la première tentative ils aient besoin d'autre prétexte de conduite que leur *conscience* & le *civisme* de leurs intentions. Quand un Peuple est avili à ce point qu'on peut le mener à la servitude par la haine, il n'est pas même digne qu'on mette quelqu'art à le tromper, ou qu'on déguise des motifs qu'on peut toujours lui faire respecter par la force.

C'est néanmoins encore par une formalité de ménagement pour lui que le Décret contre la Garde du Roi fut porté à la sanction la nuit même qu'il fut rendu. On voulut donner à cette démarche de parti les couleurs de la loi, & persuader le Peuple de son utilité, de sa justice, par l'attache d'un consentement qu'on étoit bien sûr d'obtenir, ou dont on avoit moyen de se passer en cas de refus. La Garde fut donc relevée le même jour par un bataillon national, sans la moindre apparence de résistance. On ne croit pas au reste que le Roi recompose sa Garde de si-tôt, à moins qu'on ne l'y oblige, quelque dur qu'il soit pour lui de

Digitized by Google

ſe donner des Gardes qui ne ſeroient pas de ſon choix. En attendant, voici l'Ordonnance qu'il a rendue ſur le ſort des Serviteurs qu'on vient de lui ôter.

« Sa Majeſté voulant donner à ſa garde une preuve de ſon affection & de la ſatisfaction qu'elle a de ſon ſervice, continue les appointemens de ſolde de tous les Officiers, ſous-Officiers, Gardes, & de tout ce qui compoſe l'Etat-Major, juſqu'à ce qu'elle ait fait connoître ſes intentions ultérieures à cet égard ; & néanmoins leur accorde des congés pour ſe retirer où bon leur ſemblera. Le Roi accorde à ceux de ſa Garde qui n'ont pas d'aſyle à Paris, & qui voudront y reſter, de conſerver leur logement actuel à l'Ecole Militaire, juſqu'à ce qu'ils s'en ſoient procuré. »

« Les Gardes qui ne reſteront pas à Paris, donneront leur adreſſe bien détaillée au Quartier-Maître-Tréſorier, afin que l'on puiſſe prendre les meſures néceſſaires pour les faire jouir, ſans retard, du traitement que Sa Majeſté leur conſerve, & qu'elle auroit deſiré pouvoir améliorer encore, pour leur témoigner ſa ſatisfaction de leur conduite diſtinguée. »

Quiconque a vu les aſſaſſinats de MM. *Berthier*, *Foulon*, *Launay*, quiconque a été témoin des applaudiſſemens qu'on leur a prodigués, de l'hypocriſie lâche avec laquelle on a publié que de pareils accidens étoient fâcheux, mais l'effet de la juſte colère d'un peuple long-temps opprimé ; quiconque a réfléchi ſur l'impunité des crimes du 6 Octobre, a dû prévoir les

Digitized by Google

meurtres de MM. *Mauduit*, *Macnemara*, *Dillon*, *Simoneau*, &c. égorgés par ceux qui devoient, en les défendant, maintenir le respect des loix sous leur autorité. C'est ainsi que l'esprit de vengeance & de parti en sacrifiant la justice à l'intérêt, au *patriotisme*, jette dans les habitudes du peuple un germe de bassesse atroce que l'impunité ne fait qu'accroître & qu'on tente ensuite vainement de détruire par des fêtes & des amusemens populaires. Tel a cependant été l'objet de la cérémonie funèbre exécutée Dimanche en l'honneur de M. *Simoneau*, Maire d'Etampes, assassiné, comme on sait, par des scélérats qui le haïssoient & le punirent d'être honnête homme & ennemi du désordre.

On n'a rien négligé pour donner à cette expiation une pompe & un appareil de gravité qui pussent faire impression sur la multitude : la *Loi* y étoit représentée sous toutes les formes, on y voyoit son Autel, son Glaive, sa forme Colossale, ses attributs, & la bastille, enseigne d'insurrection, de peur sans doute que le peuple n'en perde l'habitude. Ces peintures, accompagnées, suivant l'usage, des Membres des quarante-huit Souverainetés de Paris, connues sous le nom de *Sections*, des Enseignes des 83 Départemens, des Juges de paix, des Ministres, de la Municipalité, de Gardes nationales, &c. ont traversé Paris, au mi-

Digitized by Google

feu d'un Peuple qui sembloit interroger l'un & l'autre pour savoir ce qu'on lui vouloit dire avec cet appareil Romain, aussi étranger à nos mœurs que les coutumes & la vie privée de cette ancienne nation.

Arrivé au Champ-de-Mars, on y a chanté, fait mouvoir les drapeaux, les hommes, les peintures, & l'on a terminé la Fête par un morceau de Musique triomphale de M. *Gossec*.

Tels sont les moyens qu'on croit bonnement propres à ramener le peuple à l'amour de ses devoirs & des Loix; tandis que d'un autre côté l'on affecte de traîner dans la boue tout ce que la Religion, la Justice & l'intérêt public lui ordonnent de respecter; tandis qu'on autorise toutes les diatribes contre le Prince & la Religion, les seuls moyens de force & de liberté publique qu'on puisse constamment employer pour le bonheur du peuple même.

Aussi plus conséquent qu'on ne le croiroit, le peuple a-t-il, dès le lendemain de cette Fête de la *Loi*, donné une nouvelle preuve de son oubli des *Loix*. Malgré celles qui défendent les rassemblemens armés, qui ne reconnoissent de force publique que dans les Gardes nationales & de ligne, une multitude de gens armés de piques, de bâtons, de crochets, de fusils, a été tumultuairement à l'Assemblée nationale y de-

Digitized by Google

mander l'incorporation des anciens Gardes Françoises dans la troupe de Paris, en promettant dans sa route d'en obtenir la suppression du *veto*, la diminution du prix des denrées & du pain, qui véritablement augmente chaque jour.

L'inquiétude à cet égard commence à devenir sérieuse, & comme on n'a plus comme en 1789 & 1790, un *Vauvilliers*, dont l'active administration a su prévenir la disette par des approvisionnemens considérables, il est à craindre que la Municipalité ne devienne un beau matin la victime de son ignorance ou de son incurie à cet égard. En attendant elle s'occupe à insulter à la religion, à chercher les moyens de la détruire par tout ce que les maximes de la Révolution offrent de facilité contre elle, comme elles en offrent contre le Trône; c'est en conséquence de cette doctrine & de la déclaration des droits, que le Corps Municipal vient de faire afficher, à l'occasion de la *Fête Dieu*; 1°. qu'aux termes de la Constitution il ne peut forcer les Citoyens à tendre ni tapisser, en aucun temps, l'extérieur de leurs maisons; ne pouvant gêner en aucune manière les opinions religieuses; 2°. que les Citoyens ne devant se mettre sous les armes que pour l'exécution de la Loi, & la sûreté publique, la Garde Nationale ne peut assister aux cérémonies d'un culte quelconque; 3°. que la prospérité publique & l'intérêt

Digitized by Google

privé ne permettant pas de suspendre la liberté & l'activité du commerce, les Citoyens ont le droit d'exercer en tout temps leurs facultés industrielles. En conséquence, le Corps Municipal enjoint aux Officiers de Police & à la Garde Nationale de veiller à l'ordre public conformément à ces maximes.

Il est probable que le Corps Municipal sera éconduit par le Public qui, libre de manifester son opinion, continuera de rendre au culte les honneurs qui lui sont dûs, & appréciera ces basses menées dont le motif & les ressorts sont connus.

M. *Manuel*, surnommé *l'anti-Roi*, sobriquet dont il se fait honneur, s'est tiré d'affaire; le Décret d'ajournement personnel, lancé contre lui pour la vente qu'il a faite des écrits de *Mirabeau*, appartenans de droit à sa famille, a été levé, & le tout civilisé. Quiconque connoît l'esprit de Paris & l'engouement populaire devoit bien s'attendre à ce résultat. On doit cependant dire que M. *Verrières*, Commissaire du Roi auprès du Tribunal qui avoit décrété M. *Manuel*, a soutenu avec courage les principes du droit & de la raison; mais le vertueux Procureur de la Commune poursuivi par les ennemis de la Révolution, l'a vertement réprimandé de cet incivisme, qui ne restera sûrement pas impuni. Mais en tout ceci, comme dans le

Digitized by Google

reste, on ne voit de conséquent que les Jacobins, qui savent profiter de l'égarement qu'eux-mêmes ont fait naître, & qu'ils savent si bien entretenir.

Le petit échec qu'ils ont éprouvé il y a quelque temps à Soissons, où le Peuple se mutina contre une de leurs loges, vient d'être avantageusement reparé. L'arrivée d'un bataillon du Département du Calvados leur en a fourni l'occasion, le 17 du mois dernier. Ces Volontaires ont crié *vive la Nation;* les fenêtres de quelques Citoyens ennemis du Club ont été cassées; plusieurs personnes maltraitées, deux entr'autres ont éprouvé les plus indignes traitemens; ils ont vingt fois manqué de perdre la vie qu'ils n'ont conservée que par la ressource ordinaire de les envoyer en prison, au milieu d'une troupe de furieux qui demandoient leur tête à grands cris. Cette expédition patriotique a rétabli le Club qui va reprendre ses séances avec un nouveau civisme.

Une lettre que nous recevons de *l'Auvergne*, nous apprend que M. *Lastic*, habitant riche & respectable de la Paroisse de St. Martin, a eu le 18 & jours suivans sa maison pillée, ses propriétés ravagées, sa famille dispersée, & s'est vu obligé de se sauver pour ne point être égorgé par des brigands armés qu'on avoit

Digitized by Google

ameutés contre lui : c'étoit un Propriétaire.

On vient de se convaincre enfin, que le prétendu Comité Autrichien n'étoit qu'un leurre effroyable dont on s'est servi pour abuser le Public, qui ne s'en corrigera pas plus pour cela. Le rapport du dénonciateur *Chabot* a paru à ses partisans même absurde & contradictoire. Mais ce qu'on vouloit, on l'a obtenu ; le Comité Autrichien peut devenir ce qu'il voudra. Quelques Membres ont proposé d'envoyer le rapporteur à l'Abbaye : c'est la petite guerre de ces Messieurs, dont personne n'est dupe.

La dénonciation contre M. *Duport*, ce *Ministre Plébéien*, dont le civisme a été à si juste titre proclamé, & qui, sans caractère dans sa place, pour ne point avoir su défendre son Roi, n'en a pas moins encouru la disgrace de ses ennemis, ce Ministre qui a poussé le respect superstitieux pour le parti régnant, jusqu'à nuire, par zèle, à ceux qui ne le ménageoient point comme lui, cette dénonciation n'a point eu un caractère aussi atroce que celle de MM. *de Montmorin* & de *Bertrand*. L'un & l'autre viennent de publier leurs observations justificatives. Nous regrettons de ne pouvoir les rapporter, nous ferons seulement connoître le sommaire de celles du premier.

Digitized by Google

M. *de Montmortin* y suit M. *Brissot* dans ses points d'accusation, 1°. celui-ci accuse le Ministre de s'être entendu avec l'Autriche lorsqu'on prit la Bastille; & à cette époque. M. *de Montmorin* n'étoit point dans le Ministère. Il en sortit le 12 Juillet, & n'y rentra que le 20; 2°. d'avoir sacrifié les intérêts de la Nation à l'Etranger, favorisé les Emigrés, discrédité l'Assemblée Nationale; enfin, depuis l'Acte Constitutionnel jusqu'au 10 Mars, d'avoir été d'un Comité Autrichien; pour prouver tout cela, M. *Brissot* invoque la correspondance de M. *de Montmorin*, & se plaint en même-temps qu'on en a retiré les principales pièces du dépôt des Affaires Etrangères; sur quoi le Ministre lui observe que cette soustraction est impossible, puisque toutes les pièces sont numérotées, & qu'avec un peu d'attention on s'apperceyroit des lacunes. Quant au reste, c'est avec sa correspondance même que M. *de Montmorin* répond à M. *Brissot*, & il espère que l'Assemblée Nationale en ayant ordonné l'impression, il lui suffit d'y renvoyer le Public, pour prouver la droiture de ses intentions. Il faut en effet que cette correspondance soit bien décisive en faveur de l'Accusé, puisque M. *Brissot* a eu la mauvaise foi de ne faire imprimer à la suite du Discours qu'il a prononcé à l'Assemblée, que quelques fragmens de cette correspondance; frag-

Digitized by Google

mens tronqués, & qui ne présentent les choses que comme il plaît à l'Accusateur.

M. *Brissot* passe ensuite à d'autres prétendus délits, & la fatigue qu'il met à les réunir & à les gonfler prouve bien & leur insuffisance & la haine du Journaliste *Brissot*, dont l'acharnement contre tout ce qui est plus que lui, atteste la bassesse & l'ignorance féroce. Il reproche donc au Ministre; 1°. la journée du 18 Février; 2°. la déclaration des intentions du Roi sur la Révolution, & qui, dit-il, ne fut point envoyée aux Cours étrangères; 3°. la démission que donna & que retira à cette époque M. *de Montmorin*; 4°. la plainte que le Ministre porta contre une lettre insérée dans le *Moniteur*, où ce papier évidemment livré à la faction dominante, inculpoit d'une manière grave M. *de Montmorin*; 5°. le passe-port donné deux fois à Madame *de Korff*, pour faciliter le voyage à Varennes, ce qui prouve, suivant M. *Brissot*, la part que le Ministre a eu au complot.

A quoi M. *de Montmorin* répond qu'il ignore ce que veut dire M. *Brissot* par la journée du 18 Février; 1°. que la démission donnée & retirée par lui, n'est point une comédie, comme le dit le Journaliste-Député, mais qu'il fut forcé à rester dans le Ministère, parce que des deux personnes que le Roi nomma dans le temps, aucune n'accepta; 2°. que les plaintes contenues

Digitized by Google

au *Moniteur* & le passe-port de Madame *Korff*, ont été jugés par l'Assemblée constituante, & la conduite de M. *de Montmorin* déclarée irréprochable ; & c'est une méchanceté grossière à M. *Brissot* d'affecter de rendre problématique ce qui a été discuté & jugé.

Le Journaliste *Brissot* trouve ensuite très-mauvais que M. *de Montmorin* ait écrit le 3 Août 1791 à M. *de Noailles*, notre Ministre à Vienne, « que les meilleurs esprits de l'Assemblée se sont réunis & concertés avec les véritables serviteurs du Roi pour soutenir la Monarchie, & rendre à S. M. l'autorité nécessaire pour gouverner » ; comme s'il n'étoit point vrai qu'à cette époque les Membres les plus distingués se sont réunis afin de profiter de la révision de l'Acte Constitutionnel pour rétablir la tranquillité du Royaume & faire cesser la captivité du Roi ; & comme s'il y avoit de la forfaiture à employer le mot de *serviteurs* du Roi pour désigner les Ministres & ceux qui servent l'Etat sous ses ordres ? — M. *Brissot* reproche encore à M. *de Montmorin* d'avoir eu des nouvelles qu'il recevoit de M. *de Noailles* ; & il est prouvé que le Ministre n'en recevoit point qu'il ne les communiquât au Comité Diplomatique, qui décidoit quelles étoient celles qu'il étoit utile de faire connoître à l'Assemblée ; &

Digitized by Google

remarquez que le Comité Diplomatique étoit grossi de presque tous les autres Comités dans les choses importantes, ensorte que suivant M. *Brissot* ils seroient tous coupables d'avoir eu de la prudence dans un moment où elle étoit sur-tout nécessaire. Quant au nombre des troupes qui étoient dans les Pays Bas, dont parle M. *Brissot*, l'Assemblée Constituante en a toujours été instruite : ce nombre n'a point varié, & ce n'est que depuis la déclaration de guerre qu'elles ont été effectivement augmentées.

Le dénonciateur veut encore trouver M. *de Montmorin* coupable d'avoir permis que M. *Castelnau* se rendit auprès de M. le Comte *d'Artois*, à la personne de qui il étoit attaché, quoiqu'il fût Ministre de France à Genève ; cela se passoit en Juillet 1789 ; M. *d'Artois* venoit de quitter la France, il n'y avoit point de raison de le lui refuser, mais si tôt que M. *de Montmorin* eut connoissance de quelques démarches suspectes de M. *de Castelnau*, sa place fut supprimée, & une lettre qu'il écrivit au Ministre, le 5 Août 1790, resta sans réponse, ainsi qu'on peut s'en assurer par l'apostille qui fut mise dessus la lettre dans le temps.

Voilà en bref les réponses aux prétendus griefs de M. *Brissot* contre M. *de Montmorin* ; on peut ajouter que ce Ministre a

Digitized by Google

tellement conduit les affaires & ménagé les Cours étrangères, qu'à sa retraite il n'y avoit aucun préparatif de guerre contre la France, & que nous étions véritablement en paix avec tout le monde. On ne peut pas dire la même chose aujourd'hui que M. *Brissot* dirige la politique de l'Etat.

Toutes ces intrigues au reste, toute cette guerre d'accusations & de dénonciations, tendent évidemment à effrayer le Prince malheureux & à l'obliger au prix d'un abandon de poursuite contre tant d'hommes innocens, à renoncer au droit de sanction, dont l'usage impuissant déplaît à nos Souverains modernes. A défaut des moyens employés jusqu'à présent, on en a de plus positifs; déjà les porteurs de piques, de haches, de fusils, qui sont allés, comme nous venons de le dire à l'Assemblée, ont crié publiquement & hautement *à bas le veto;* & l'on saura accuser comme auteur de la résistance du Roi une tête si chère, qu'il faudra bien qu'il cède : ensuite on fera ce que l'on voudra. Au milieu de ces dangers, Paris est aussi tranquille qu'au milieu de la paix & de l'abondance, les gens riches sont insoucians, le Peuple est fanatique, & soumis aux Factieux. Il fait la loi par eux & eux par lui; & le Peuple ici désigne sur-tout la petite Bourgeoisie.

La Diète Helvétique a dû se séparer au commencement du mois. Elle a arrêté par ses délí-

Digitized by Google

bérations, 1°. d'observer une neutralité armée; 2°. de faire part de cette neutralité aux Puissances Belligérantes; 3°. de fournir un contingent de deux à trois mille hommes, pour faire respecter le territoire de Bâle sur lequel les François pourroient s'avancer.

Il est sûr que la République de Genève accédera à cette neutralité armée; & elle a entamé des négociations, pour cet objet, avec les Cantons voisins. La Milice de cette République a été passée en revue; on y fait les dispositions nécessaires pour la défense en cas d'attaque ou d'hostilités quelconques. Les intrigues & le système des Révolutionnaires François y sont généralement détestés, ainsi que dans la Suisse & les Etats de Savoie.

La Toscane veut aussi faire respecter sa neutralité, c'est-à-dire, en d'autres termes, qu'elle se met en défense contre les attaques inopinées. Le port de Livourne, les forts & le mole ont été garnis de canons; les tours qui s'étendent sur ces côtes ont également été garnies d'artillerie, & l'on a fait renouveller la publication de la neutralité.

Il n'y a aucune nouvelle importante des armées; les évènemens se préparent, & il faut les attendre pour se former quelque idée de notre situation future. La défertion continue. Les Princes ont annoncé aux Officiers retirés près d'eux que leur intention étoit qu'on ne portât aucune marque des grades ou distinctions que le Roi auroit accordés depuis la Révolution, & sur-tout depuis sa captivité.

M. *de Blumendorf*, qui depuis la retraite de M. le Comte *de Mercy-Argenteau* a été chargé

Digitized by Google

des affaires de la Cour de Vienne ici, & M. le Comte *de Golz*, Ministre de Prusse, sont partis, ils vont l'un & l'autre à Bruxelles. Le chargé d'affaires de Suède se retire par congé, & doit se rendre également à Bruxelles, ainsi que le chargé d'affaires de Russie. Ces deux derniers ne sont pas encore partis.

Le Roi a nommé M. *de Serviere*, Gouverneur-général de St. Domingue. — M. *de Narbonne* a refusé le grade de Lieutenant-général auquel il avoit été nommé.

Lettre au Rédacteur.

Extrait d'une lettre de Mahé, côte Malabar, le 9 Décembre 1791.

La frégate la *Résolue* faisant partie de la station de l'Inde a été destinée par M. *de Saint-Félix*, qui la commande, à protéger le commerce François contre les marattes sur la côte Malabar pendant la mousson du N. E.; en conséquence nous nous sommes rendus le 16 Novembre 1791 à Mahé, comptoir François sur cette côte, nous en sommes partis le 19 Novembre au matin, escortant les navires l'*Indien*, de la Rochelle, & le *Marquis de la Fayette*, de Saint-Malo. Le premier alloit à Mangalor prendre un chargement de riz pour la Colonie de Mahé qui est dans la plus grande détresse de vivres, & le second devoit remonter la côte jusqu'à Bombay. A sept heures du matin nous avons passé à une lieue de Talichery, établissement Anglois, voisin de Mahé, & sur la rade duquel étoient mouillées trois frégates Angloises. Nous en avons aperçu deux qui mettoient sous voiles & qui dirigeoient leurs routes sur nous. A deux heures après midi, elles étoient à

Digitized by Google

portée du canon, une d'elle a tiré deux coups de canon à poudre auquel nous avons répondu par un même nombre, nous avons jugé qu'elles avoient quelque chose à nous dire; on a mis en panne en faisant signal au convoi de continuer sa route sans avoir égard à la manœuvre de la frégate. Une d'elles nommée le *Phœnix* de 44 canons de 18 est venue se mettre en panne sous le vent à nous, en nous disant quelque chose que nous n'avons pas compris, puis elle nous a envoyé un Officier à bord, qui a dit au Capitaine que ces frégates avoient ordre du Commodore *Cornwallis*, commandant la station Angloise qui est à Talichery, de visiter les deux navires sous notre escorte; le Capitaine a demandé à cet Officier si la Grande Bretagne étoit en guerre avec la France, qu'il n'ignoroit pas celle que les Anglois ont avec *Tippo-Sultan*, mais que le commerce de la Nation Françoise ne devoit pas être troublé, qu'il étoit ici pour assurer sa liberté & le protéger contre les Corsaires marattes, qu'à la mer comme nous n'étions en vue d'aucune place de leurs ennemis ils ne pouvoient visiter les batimens sous la protection du pavillon François sans enfreindre le droit des gens & outrager la gloire de la Nation, qu'il ne le souffriroit jamais & qu'il repousseroit la force par la force s'ils vouloient l'entreprendre, ce dont *M. de Callamand* a prié l'Officier Anglois de bien instruire le Capitaine du *Phœnix*. A peine le canot avoit-il debordé de la *Résolue* que l'on a vu la *Persévérance*, l'autre frégate Angloise de même force, aborder le *Marquis de la Fayette* & un canot se diriger sur l'*Indien*, qu'il a bientôt atteint, & un Officier Anglois est monté à bord. Nous étions alors vergue à vergue du *Phœnix*

Digitized by Google

qui avoit déjà tiré plusieurs coups de canon à boulet sur les bâtimens marchans. M. *de Callamand* a ordonné d'envoyer la volée à laquelle le *Phœnix* a ripossté & le combat s'est engagé, la *Persévérance* voyant l'action commencée, a dirigé sa route de l'avant à nous, où elle nous a canonnés à portée du pistolet. Après plusieurs volées dans lesquelles notre barre de gouvernail a été brisée, & le gouvernail lui-même très-avarié, ce qui nous a empêché de gouverner le reste du combat, le *Phœnix* s'est laissé culer & est venu nous passer de l'arrière si près qu'il nous a cassé la vergue de brigantine & emporté le pavillon qui a resté dans ses manœuvres. Le combat a duré dans cette position pendant une heure & demie. Alors M. *de Callamand*, qui n'avoit pu éviter ni sortir de cette position, ne gouvernant plus & ayant ses manœuvres coupées, ses voiles abattues, ses gaillards abandonnés, un grand nombre de canons de la batterie démontés, n'en ayant que quelques-uns qui pussent atteindre les Frégates Angloises, qui évitoient de se tenir par le travers, le feu étant dans la Cambuse & dans l'Archipompe; M. *de Callamand*, dis-je, s'est vu dans la nécessité cruelle d'amener pour éviter une plus grande destruction dans son équipage. Dans cet évènement malheureux nous avons perdu 13 hommes, & nous avons eu 55 blessés; dans le nombre de ces derniers sont MM. *de Callamand*, *de Bellamy*, & *Molenaer* Sous-Lieutenant, mais peu dangereusement.

Après le combat, nos Bâtimens ont été visités par les Frégates Angloises qui les ont laissés aller ensuite à leurs destinations respectives.

Un officier du *Phœnix* est venu à bord, & a dit, à M. *de Callamand*, que son Capitaine étoit

fâché de l'évènement qui venoit de se passer ; mais qu'ayant l'ordre de visiter nos Bâtimens Marchands, il l'avoit exécuté, mais que n'ayant pas celui de nous amariner, il prioit seulement M. *de Callamand* de remettre son pavillon, d'envoyer un Officier à son bord, ou d'y aller lui-même & faire suivre sa Frégate la *Résolue*, jusqu'à Talichery, pour aviser avec le Commodore *Cornwalis*, au parti à prendre dans cette circonstance fâcheuse. M. *de Callamand* lui a répondu qu'il avoit été insulté par les Frégates Angloises en tirant à boulet sur les Bâtimens sous son escorte, qu'il avoit employé les forces qui lui avoient été confiées à repousser cette insulte, mais qu'ayant été insuffisantes, il s'étoit rendu aux forces supérieures qui l'avoient attaqués, & qu'il se reconnoissoit prisonnier de la Grande-Bretagne, qu'ils pouvoient disposer de lui & de sa Frégate, comme il leur plairoit ; sur ce, ils ont amené le second de la *Résolue* à bord du *Phœnix*, & ont envoyé un Lieutenant de la *Persévérance*, trois Officiers, & quarante hommes d'équipage de la même Frégate pour conduire la *Résolue* à Talichery, toujours escortée de la *Persévérance*, où nous avons mouillé le 23 Novembre au soir. Le 24, à 7 heures du matin, M. *de Cornwallis* a fait dire à M. *de Callamand* qu'il ne le reconnoissoit pas comme prisonnier, & qu'il réservoit de traiter cette affaire avec M. *de St. Felix*, commandant la Station, aussitôt son arrivée à la Côte, & qu'en conséquence il alloit faire reconduire la *Résolue* en rade de Mahé, où nous avons mouillé le 24 au soir. Aussitôt les Officiers Anglois & leurs équipages, ont retourné à bord de leur Frégate qui étoit venue nous escorter ; ils ont laissé à M. *de*

Digitized by Google

Callamand le soin de disposer de sa Frégate, comme il le jugeroit à propos.

Nous attendons toujours M. *de St. Felix*, qui sera lui-même extrêmement embarrassé du parti qu'il aura à prendre, étant très-inférieur en forces aux Anglois, qui se permettent journellement de visiter tous les bâtimens qui naviguent sur cette côte, de crainte que l'on ne porte du secours à *Tippoo-Sultan* leur ennemi.

J'ignore quel parti prendra la France, mais notre commerce est entièrement perdu si on n'envoye des forces navales, capables de tenir tête aux Anglois dans ces mers. Je ne me permets pas d'autres réflexions, de peur qu'elles ne soient trop amères. Je charge l'Officier que l'on envoye en France rendre compte de cet évènement, de vous remettre lui-même cette lettre.

M. *Blin* vient de publier la quarante-sixième livraison de sa galerie *des portraits des Grands Hommes, Femmes illustres & sujets mémorables de l'Histoire de France*, gravés en couleur. Cette livraison contient, 1°. le *Président Molé* & l'évènement de 1648, où ce Magistrat calma par ses discours fermes, le Peuple ameuté contre lui; 2°. le *Chancelier d'Agueſſeau*, & l'ouverture des dépôts de bled qu'il fit faire en sa présence dans la disette de 1709.

M. *Colon*, Médecin & ancien Chirurgien de Bicêtre, tient à Gentilly près Paris, une jolie Maison de Santé, où il reçoit des Malades des deux sexes. On y est traité avec tout le soin, l'attention & le secret qu'on peut desirer.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE
ET
POLITIQUE.

POLOGNE.

De Varsovie, le 21 Mai 1792.

LA guerre avec la Russie est maintenant inévitable. Cette Puissance requise d'effectuer la garantie de l'ancienne forme du Gouvernement Polonois, par ceux qui ne veulent point de la nouvelle, a donné des ordres pour la marche d'un Corps d'armée de 30 à 40 mille hommes sur les terres de la république par l'Ukraine. Ces forces seront augmentées à mesure que les besoins l'exigeront, & l'on peut s'attendre à les voir accrues des efforts des mécontens, dont le nombre est devenu considérable par le décret de vente des Staroſties & les changemens trop inopinément faits

Digitized by Google

dans les formes anciennes de la République.

Cet évènement auquel on auroit dû s'attendre, rend incertaines aujourd'hui les opérations du nouveau régime, & jette dans les affaires un embarras que rend plus difficultueuse encore la multitude de mesures qu'il est instant de prendre pour maintenir la sûreté au dehors & au dedans de l'Etat. L'emprunt de 30 millions, sur lequel on comptoit, & dont les fonds devoient être faits dans l'étranger, est à-peu-près désespéré, puisque reposant sur la vente des Starosties, on peut craindre que l'évènement de la guerre n'en détruise l'hypothèque en remettant les choses sur l'ancien pied.

Comme toutes les grandes Assemblées dans les momens de crise, la Diète cherche par de nombreux Décrets & des dispositions hâtives de soutenir son ouvrage contre le choc violent que la guerre & les troubles intérieurs lui préparent. Déjà l'on a adopté les propositions de rappeller les Emigrés, de confisquer les biens de ceux qui se joindroient aux étrangers pour effectuer le rétablissement de l'ancien Gouvernement, ce que très-irrégulièrement l'on appelle porter les armes contre sa patrie, de négocier l'alliance de quelque Puissance, d'indemniser ceux qui auroient souffert des évènemens de la guerre; enfin,

Digitized by Google

de réunir au Corps de l'armée Polonoise tous les petits Corps de troupes que les grands proprietaires étoient en possession d'entretenir pour leur propre service.

On recrute en même temps avec beaucoup d'activité, afin de compléter les régimens qui sont ou doivent se rendre aux frontières, & l'on s'attend à voir paroître une réponse à la déclaration motivée de guerre, que l'Impératrice a fait notifier à la république. Voici au reste cette déclaration de la Cour de Pétersbourg, qui parmi les motifs de différens genres qu'elle renferme, en présente de très légitimes, & sans le respect desquels il n'y auroit aucune solidité entre les engagemens respectifs & protecteurs que les Peuples contractent entre eux, comme moyens de paix & de liberté politique.

« La liberté & l'indépendance de la séréniſſime république de Pologne a dans tous les temps excité l'attention & l'intérêt de tous ses voisins. S. M. l'Impératrice de toutes les Russies, qui à ce titre joint celui de ses engagemens formels & positifs avec la république, s'est encore plus particulièrement attachée à veiller à la conservation intacte de ces deux attributs précieux de son existence politique. Ces soins constans & magnanimes de Sa Majesté, effets de son amour de la justice & de l'ordre, autant que de son affection & de sa bienveillance pour une Nation, que l'identité d'origine, de langue & de tant d'autres rapports naturels avec celle qu'Elle gouverne, rendoit inté-

Digitized by Google

ressante à ses yeux, gênoient sans doute l'ambition & l'esprit de domination de ceux, qui non contens de la portion d'autorité que les Loix de l'Etat leur assignoient, en cherchoient l'extension aux dépens de ces mêmes Loix. Dans cette vue ils n'ont rien négligé, d'un côté, pour lasser la vigilance active de l'Impératrice sur l'intégrité des droits & des prérogatives de l'illustre Nation Polonoise, & de l'autre pour calomnier la pureté & la bienfaisance de ses intentions, en les présentant en toute occasion sous un jour, qui leur est absolument étranger. C'est ainsi qu'ils ont eu la perfide adresse d'interpréter l'acte, par lequel la Russie garantit les Constitutions légitimes de cette Nation, comme un joug onéreux & aviliſſant; tandis que les plus grands Empires, & entr'autres celui de l'Allemagne, loin de rejetter ces sortes de garanties, les ont envisagées, recherchées & reçues comme le ciment le plus solide de leurs propriétés & de leur indépendance. L'évènement récent prouve d'ailleurs mieux que tous les argumens qu'on pourroit employer, combien une telle garantie peut être nécessaire & efficace, & que sans elle la république, après avoir succombé sous les coups de ses ennemis domestiques, n'auroit eu aujourd'hui pour s'en relever par l'intervention de l'Impératrice, d'autre titre auprès d'Elle que sa seule amitié & sa seule générosité ».

« Cependant, enhardis par le succès qu'ils ont eu de propager toutes sortes de prestiges & d'opinions erronnées dans une partie de la Nation, ceux qui méditoient depuis long-temps son asservissement & la ruine de son antique liberté, n'attendoient que l'instant favorable à l'exécution de leurs desseins destructeurs. Ils crurent le saisir dans les deux guerres, dont la Russie fut assaillie à

Digitized by Google

la fois. A cette époque la Diète s'assembla à Varsovie. Les instructions de tous les Palatinats à leurs Nonces l'ont ordonnée libre & ordinaire. Tout-à-coup elle fut convertie en Diète confédérée sans aucune raison connue ni apparente. L'acte de la Confédération rendu public annonça les travaux dont elle alloit s'occuper. Ses principaux objets devoient en être *le maintien du Gouvernement libre républicain, celui des Magistratures dans leurs fonctions & bornes usitées, & la conservation des propriétés des Citoyens.* C'est à la Nation Polonoise elle-même à juger par la suite & le résultat des opérations de cette Diète, combien elle s'est écartée de ces objets, qu'elle avoit présentés à la confiance publique pour leur en substituer d'autres, qui leur étoient diamétralement opposés. Sans entrer dans l'énumération de toutes les illégalités & de toutes les infractions aux Loix & immunités de la république, que cette Diète confédérée, ou plutôt la faction qui y domine, s'est permises, il suffit de dire qu'après avoir usurpé, confondu & réuni en elle tous les pouvoirs dont la réunion en une seule main est incompatible avec les principes républicains, elle a abusé de chacun de ces pouvoirs de la manière la plus tyrannique, prolongé sa durée au-delà de trois ans & demi, terme dont les fastes de la Pologne ne présentent pas un seul exemple, & enfin couronné toutes ses funestes entreprises en renversant de fond en comble, le 3 Mai 1791, l'édifice du Gouvernement sous lequel la république a fleuri & prospéré tant de siècles. Ce jour-là vit disparoître & sur ses ruines s'élever une Monarchie qui, n'offrant dans ses nouvelles Loix, par lesquelles on a prétendu la limiter, que contradiction entre elles-mêmes, incohérence avec les anciennes & insuffisance complette

Digitized by Google

à tous égards ne laisse pas même aux Polonois un vain simulacre de cette liberté & de ces prérogatives dont ils se sont toujours montrés si jaloux. Le trône, d'électif qu'il étoit, est constitué héréditaire, & cette Loi que la sagesse de leurs ancêtres a dictée & qui défend du vivant d'un Roi de s'occuper du choix de son Successeur, a été violée aussi audacieusement, que toutes celles qui garantissoient la consistance permanente de la république. Les moyens dont on s'est servi pour consommer tous ces actes de violence, étoient bien faits pour les caractériser. Le jour de la Révolution, le château & la salle de la Diète furent remplis de la populace de Varsovie : on y introduisit des gens armés ; on fit sortir le canon de l'arsenal & on le tint prêt à foudroyer ceux qui auroient tenté d'empêcher le succès d'un complot. On rassembla le régiment d'artillerie & les Gardes Lithuaniennes pour soutenir la populace. On excita sa fureur contre ceux dont on craignoit l'opposition. Plusieurs Nonces qui persévéroient dans leurs sentimens patriotiques, furent menacés de perdre la vie. Celui de Kalitsch se traînant humblement vers le Trône, pour rappeller au Roi la sainteté des sermens qu'il avoit prêtés sur les *Pacta Conventa*, ce lien sacré & indissoluble qui l'unit à la Nation, fut impitoyablement foulé aux pieds, au mépris de son caractère inviolable de Représentant de cette Nation & au grand scandale de tout Polonois qui n'a pas entièrement perdu les sentimens de son honneur & de sa liberté : & c'est une Révolution effectuée de cette manière, que les promoteurs osaient de faire passer pour le vœu libre & spontanée de la Nation ! Mais ceux-ci ne se sont point bornés aux maux qu'ils ont causés

Digitized by Google

à leur malheureuse Patrie dans son intérieur ; ils ont encore cherché de toutes les manières à lui en attirer du dehors, en la précipitant dans des démêlés capables de dégénérer en une guerre ouverte avec la Russie, l'ancienne alliée & la meilleure & la plus constante amie de la république & de la Nation Polonoise. Il n'a pas fallu moins que toute la magnanimité de l'Impératrice & sur tout cette équité & cette justesse de lumières, avec lesquelles Elle sait distinguer l'intention de l'esprit avec l'intention générale, pour empêcher les dernières extrémités, auxquelles Elle a été sans cesse provoquée. Un exposé succint des faits mettra en évidence la vérité de cette assertion. »

« A la déclaration de la guerre que la Porte Ottomane suscita à la Russie, l'Ambassadeur de l'Impératrice remit une Note au Ministère de la république, alors sans Diète, pour le prévenir sur le passage des troupes Russes par les Etats de la Pologne, & pour lui proposer de nommer dans les Palatinats les plus proches des quartiers de ces troupes, des Commissaires, avec lesquels on puisse s'entendre sur les livraisons & le payement des fourrages. Tout fut réglé & établi amicalement & à la convenance réciproque, malgré les fermentations de la malveillance qui commençoient déja à percer : mais dès que la Diète se fut formée & que le projet médité depuis long-temps de détruire la république eût prévalu sur toutes les considérations du maintien de son repos au dedans & au dehors, non-seulement on insista vivement sur ce que les troupes Russes, sans excepter même le petit nombre de celles qui étoient préposées à la garde des magasins qu'on avoit formés, fussent incessam-

ment retirées du Territoire Polonois ; mais on mit encore toutes sortes d'entraves à leur approvisionnement, en s'opposant à la formation de nouveaux magasins pour leur subsistance, & en exigeant que les anciens fussent transportés hors les frontières de la république. A cette occasion la Commission du tréfor mit en avant la prétention déraisonnable de percevoir au passage du Dniester des droits de sortie pour ces mêmes magasins, amassés à grands frais, & à de très-grands profits pour les Propriétaires Polonois. De pareils procédés ne répondent nullement aux égards que se doivent deux Etats voisins, unis d'ailleurs par des nœuds d'amitié & d'alliance. Les molestations de tout genre exercées contre les Sujets de l'Impératrice furent poussées au point, que quelques-uns d'entre eux se trouvant sur les terres de la République pour leurs affaires de négoce, auxquelles ils se livroient sur la foi des Traités & du droit des gens, furent accusés malicieusement d'exciter les habitans du lieu à la révolte, & sous ce prétexte saisis & jettés dans des cachots. Les Juges chargés d'instruire leurs procès & ne trouvant aucune trace du crime qu'on leur imputoit, eurent recours aux tourmens pour leur en extorquer l'aveu & après l'avoir arraché de cette manière, ces Juges impitoyables les condamnérent au supplice & les firent exécuter inhumainement. Ce premier essai d'injustice, d'inhumanité & de cruauté ouvrit un vaste champ à des inquisitions de toute espèce, qui s'appesantirent sur-tout sur les habitans des Provinces, où l'on professe le culte de la religion Grecque orthodoxe non-unie. L'Evêque de Przejaslav & Abbé de Slack, quoique sujet de l'Impératrice, devint une

Digitized by Google

des victimes de cette persécution. Malgré le rang élevé qu'il occupe dans l'Eglise, malgré la pureté de ses mœurs & la rigidité de ses principes, il fut soupçonné de crimes, qu'il importoit à sa malignité & au désir d'entretenir la fermentation qu'elle avoit excitée, de forger à tout instant; & ce Prélat fut arrêté & entraîné à Varsovie, où on le détient encore dans une dure captivité. Le droit des gens ne fut pas plus respecté dans le sein même de cette capitale envers les Ministres de l'Impératrice, car leur chapelle, qui est censée faire partie des hôtels même qu'ils habitent, & qui par l'écusson des armes impériales de Russie, attaché extérieurement, indique clairement un endroit privilégié, fut forcée, & des Soldats Polonois en vinrent arracher un des Desservans pour le traîner sans aucune raison devant un Tribunal nullement compétent. La satisfaction que le Ministre en a demandée, a été éludée sous les prétextes les plus frivoles : en un mot, non-seulement tous les Traités solemnels qui lient la Russie & la Pologne entr'elles, furent violés & transgressés dans leurs points les plus importans ; mais on poussa l'animosité jusqu'à envoyer une ambassade extraordinaire en Turquie, alors en guerre ouverte avec la Russie, pour lui offrir une ligue offensive, dirigée contre cette dernière Puissance ; c'est de quoi les Archives de correspondance Ministérielle du Cabinet de Varsovie offriront les documens & les preuves les plus claires. Le respect dû même à la personne & au rang auguste de l'Impératrice ne fut point observé dans les discours qu'on tint en pleine séance de la Diète, & ces insolences, loin d'être réprimées comme elles le méritoient, furent

Digitized by Google

encouragées & applaudies par les Chefs de la Faction, qui a renversé les Loix & le Gouvernement de la République. »

« Le moindre de ces griefs, sans compter ceux qu'on supprime pour en abréger la déduction, est fait pour justifier & autoriser devant Dieu & les Puissances le parti que S. M. Impériale auroit pris d'en tirer une satisfaction éclatante. Mais ce n'est nullement dans cette intention qu'elle vient de les faire exposer. Son équité naturelle ne lui permet pas de confondre toute la Nation Polonoise avec une de ses parties qui avoit surpris & trahi sa confiance : Elle est, au contraire, intimément persuadée que le plus grand nombre n'a eu aucune part à tout ce qui s'est fait contre elle & contre la République, son ancienne amie. Aussi S. M. est-elle prête à sacrifier les justes ressentimens qu'elle doit éprouver, à l'espoir plus conforme à ses sentimens généreux & pacifiques de voir réparer tous ces griefs par l'assemblée d'une nouvelle Diète, plus fidèle aux prescriptions de ses Commettans & aux Loix cardinales & immuables de l'Etat, que ne l'a été celle d'aprésent, qui les ayant toutes violées de la manière la plus évidente, a marqué du sceau de sa propre illégalité toutes celles de ses opérations qu'elle a exécutées au mépris de ces Loix. »

« Mais, si S. M. Impériale ne veut point écouter la voix de ses propres ressentimens, elle ne peut point être insensible à celle des réclamations que lui ont adressées un grand nombre de Polonois, parmi lesquels il s'en trouve plusieurs aussi illustres par leur naissance & le rang qu'ils tiennent dans la République, que par leurs vertus Patriotiques & leur capacité pour le ser-

Digitized by Google

vice de l'Etat. Animés d'un zèle pur & louable pour le salut de leur Patrie & le recouvrement de son ancienne liberté & indépendance, ils se sont associés entre eux pour former une confédération légitime, comme le seul remède efficace aux maux que la confédération illégale & usurpatrice de Varsovie a causés à la Nation : ils ont sollicité à cet effet l'appui & l'assistance de l'Impératrice, qui n'a pas hésité de les assurer de l'un & de l'autre, étant guidée de son côté par ses sentimens d'amitié & de bienveillance pour la République & remplissant strictement à son égard les devoirs de ses Traités. »

« C'est pour s'acquitter de ses promesses, que S. M. a ordonné à une partie de ses troupes d'entrer sur la terre de la République. Elles s'y présentent comme amies, & pour coopérer à sa réintégration dans ses droits & prérogatives. Tous ceux qui les accueilleront sous ce titre, en éprouveront, outre l'oubli parfait du passé toutes sortes de secours, de sûreté pour les personnes, & de raffermissement dans leurs propriétés. Sa M. Impériale se flatte que tout bon Polonois aimant véritablement sa Patrie, saura apprécier les intentions de S. M., & sentir que c'est servir sa propre cause que de se joindre de cœur & d'ame aux efforts généreux qu'elle va déployer, de concert avec tous les vrais Patriotes, pour rendre à la République sa liberté & les Loix que la prétendue Constitution du 3 Mai lui avoit ravies. S'il en est quelques-uns qui croient devoir balancer à cause des sermens que l'erreur leur fit prononcer, ou que la force & la séduction leur arrachèrent ; qu'ils songent que le seul serment sacré & véritable est celui par lequel ils jurèrent de maintenir & de défendre jus-

Digitized by Google

qu'à la mort le Gouvernement libre & Républicain, sous lequel ils sont nés, & que reprendre cet ancien serment est le seul moyen de réparer le parjure qu'ils ont commis en prêtant le nouveau. Mais s'il en est, qui par une suite de leur opiniâtreté dans les principes pervers, auxquels ils se sont livrés entr'eux, s'opposeront au but bienfaisant de l'Impératrice & aux vœux patriotiques de leurs Concitoyens, ceux-là n'auront qu'à s'en prendre à eux-mêmes des rigueurs & des maux, auxquels ils seront exposés à d'autant plus juste titre, qu'il ne tiendroit qu'à eux de s'y soustraire par une prompte & sincère abjuration de leurs erreurs. »

« Le soussigné Envoyé extraordinaire & Ministre Plénipotentiaire, chargé d'annoncer ces intentions de S. M. Impériale & les justes motifs qui les ont déterminées, s'est aussi d'inviter l'illustre Nation Polonoise de mettre la confiance la plus entière dans la générosité & le désintéressement qui président à la démarche de Sa M., & qui lui font désirer vivement de voir bientôt la République se raffermir dans ses bases par un sage équilibre de pouvoirs, comme le plus sûr moyen de perpétuer la tranquillité interne & ses rapports de bon voisinage & de bonne harmonie avec tous ses voisins. »

« Fait à Varsovie, le 7 Mai 1792.

Signé, J. DE BULGAKOW.

ALLEMAGNE.

De Francfort-sur-le-Mein, le 2 Juin.

Quelle que soit encore la diversité des

rapports sur les mouvemens de l'Europe, il est sûr que la réunion repressive de plusieurs Puissances contre l'anarchie de la France est aussi certaine que la haine de tous les Peuples éclairés contre les principes & les auteurs des maux & de la tyrannie qui désolent depuis trois ans cette monarchie. La Sardaigne, Genève, la Suisse, l'Autriche, la Prusse, l'Empire, sont très-positivement en état de guerre contre l'Assemblée Nationale de France. Par-tout des précautions & par-tout les mêmes moyens de repousser le meurtre & l'incendie révolutionnaires par la force des armes. Il est faux que les Peuples voient cet accord avec effroi; ce n'est point la cause, disent ils, des Rois contre celle des Peuples qu'il s'agit de défendre; il est question de la liberté, de la sûreté, de la tranquillité de tous les Peuples contre le plus oppressif de tous les fléaux, celui de la force & du fanatisme réunis contre l'ordre social. Aucune Nation ne sera assez aveugle pour se méprendre à de pareils motifs, ni aucun Souverain pour oublier que la circonstance actuelle est d'une nature tellement grave, que si des intérêts subalternes la pouvoient faire négliger, l'Europe n'offriroit bientôt plus que le tableau du desordre & de l'oppression, à la place des loix, sauve-gardes des droits & de la propriété des Peuples.

Digitized by Google

La marche des troupes Prussiennes est aujourd'hui connue, & dirigée de manière à ce que leur arrivée coincide avec celle des troupes Autrichiennes sur les bords du Rhin, au commencement de Juillet. Le Conseiller *de Harlem* est arrivé le 29 Mai à Cassel; sa mission est de former des magasins aux environs de Marbourg pour le service de l'armée de Prusse sur le Rhin. Voici l'état de cette armée & l'ordre de marche qu'elle suit en se rendant à sa destination.

La première colonne passe par Hersfeld dans l'ordre suivant : le 26 Juin un bataillon de Chasseurs ; le 27 un bataillon de Fusiliers de *Schenk*, le régiment de *Tadden* & les Hussards d'*Eben* ; le 30, les équipages du Roi, du Prince Royal, du Prince Louis de Prusse & du Prince de Bade ; le 2 Juillet le régiment de *Kleist* & les Dragons de *Normann* & de *Lottum* ; le 3, le régiment de *Kœnitz* ; le 4, le régiment de *Schonfeld* ; & le 5, les trains d'artillerie & pontons, &c.

La deuxième colonne marche par *Gelhausen* dans l'ordre suivant : le 8 Juillet les Dragons de *Tschierchki* ; le 9, les Dragons de *Schmettau* ; le 10, un bataillon de *Tadden* ; le 11, le régiment de *Wolframsdorf* ; le 12, un bataillon de *Forcade* ; le 13, le régiment de *Hohenlohe* ; le 15, train d'artillerie, &c.

La route de la troisième colonne de l'armée a été changée, en partant à l'époque de la seconde, elle passera par Cassel, Frizlar, Marbourg, Herborn, Hachenbourg, & s'arrêtera à

Digitized by Google

Coblentz où est le rendez-vous général, & où le Duc *de Brunsivick* arrivera le 4 Juillet. Cette dernière colonne est composée des bataillons de Fusiliers de *Legat*, *d'Erneſt* & de *Musling*, du régiment du Duc *de Brunswick* de 2,500 hommes, des Cuirassiers *d'Ilow*, six escadrons, & des Dragons *d'Anspach*, dix escadrons, train d'artillerie & chariots de provisions. Total de l'armée 30,000 & quelques cents hommes.

M. *de Bouillé* est arrivé ici le premier du mois; il est réparti ensuite pour Mayence. Les équipages des Ambassadeurs pour le couronnement de l'Empereur arrivent de toutes parts. — L'Evêque de Bâle a adressé un Mémoire à la Diète où il réclame les secours de l'Empire contre les hostilités & l'invasion des François dans le pays de Porentru. — Le Roi de Bohême & de Hongrie a envoyé à Londres un Courier extraordinaire, pour réclamer de cette Cour la garantie des Pays-Bas. — Il est certain que l'on fait quelques magasins dans le Bannat, mais rien n'annonce d'inquiétude du côté de la Porte Ottomane, & ces dispositions tiennent à d'autres soins. — On apprend de Vienne que le Comte *Rasamouski*, nouvel Ambassadeur de Russie, a fait le 24 Mai, sa première visite au Prince *de Kaunitz*, qui l'a très-bien reçu, & que le lendemain il a remis sa lettre de créance au Roi. — Les Députés des Etats de Hongrie sont arrivés à Vienne le 26 Mai, au nombre de 48; ils ont invité Sa Majesté à venir se faire couronner à Bude, ils ont été conduits le lendemain à l'audience du Roi, à qui ils ont offert au nom des Etats Hongrois, de lever & entretenir une armée de 100,000 hommes pour servir dans la guerre contre la France. Un seul Gentilhomme

Digitized by Google

offre de fournir cent Soldats. — Le 22 du même mois, est arrivé le Comte *de Haugwitz*, nouvel Envoyé extraordinaire de Prusse ; le lendemain il s'est rendu chez le Prince *de Kaunitz* qui lui a fait l'accueil le plus distingué. — Il est parti le 25 Mai de Vienne, 400 Canonniers qui se rendent dans le Piémont, ils doivent être à leur destination vers le 15 Juin. — Outre les 40,000 hommes de troupes Autrichiennes qui sont en marche pour les Pays-Bas & l'Autriche antérieure, dix régimens d'Infanterie & deux de Cavalerie ont reçu l'ordre de se préparer à partir. — On compte actuellement dans l'Electorat d'Hanovre environ 16,900 hommes, sans l'Etat-Major & les Officiers qui forme 500 hommes. Il y a encore quelques milices ; la population est de 850,000 Habitans, son étendue 513 milles quarrés.

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 6 Juin.

La fermeté du Ministère & la publication de la proclamation rapportée l'ordinaire dernier, ont été suivies des plus heureux effets : elles ont arrêté les progrès d'une secte perturbatrice qui, à force de s'agiter au milieu du silence des autorités, auroit pu causer de grands désordres, & troubler le repos de l'Etat. Le Peuple qu'on cherchoit à exciter sent lui-même le piège qu'on vouloit lui tendre ; il comprend que c'est par le respect des loix & celui d'une constitution

qui fait la gloire & le bonheur de son pays, qu'il peut être heureux ; que le sarasisme anarchique de quelques boute-feux ne pourroit que causer la ruine publique sans rien ajouter à la liberté des individus, que l'exemple d'un pays voisin, qui se dit libre sous la verge toujours agitée d'une multitude de tyrans grossiers & avides, doit lui servir de leçon, & le préserver d'un pareil opprobre & d'une pareille servitude ; qu'enfin, l'Angleterre puissante, respectée, libre par ses antiques loix, ne doit point sacrifier à quelques réformes qui demandent une lente prudence, & beaucoup de calme, la sûreté de l'État, la liberté & la fortune de la Nation. Ces sentimens sont universellement le texte des nombreuses adresses que les Communes & les Corporations de la Grande-Bretagne s'empressent de porter au pied du Trône, pour la proclamation qui en est émanée ; toutes y mettent en évidence leur mépris pour les principes d'insurrection & de tyrannie populaire, proclamés par des écrivains séditieux, des propagandistes François, & les habitués d'une société connue sous le nom d'*Amis du Peuple*, & justement détestée de tous les amis des loix.

C'est Samedi dernier, vers les trois heures, que la Députation Parlementaire, suivie de plus de trois cents Membres, est allée présenter l'adresse des deux Chambres à Sa-

Digitized by Google

Majesté. Jamais peut-être le suffrage du Public ne fut plus généralement prononcé qu'en cette occasion, tant la haine des factions & des scélérats, qui savent en profiter en les excitant, est vraie chez un Peuple raisonnable & libre.

« Ces caractères de justice & d'une politique éclairée, se retrouvent dans les Discours des Membres du Parlement qui ont parlé pour l'adresse dans les Séances des 25 & 31 Mai. « Pourquoi, disoit le Garde des Rôles de la Chancellerie qui a proposé l'adresse dans la Chambre basse; pourquoi chercher à dégoûter le Peuple du bonheur dont il jouit, pour l'occuper d'un système de réforme visionnaire dont l'adoption lui feroit perdre tous les avantages qu'il possède? Tel étoit cependant le but de différens écrits auxquels Sa Majesté fait allusion dans sa Proclamation royale. Le Peuple devoit être averti du danger qu'il couroit en lisant ces productioos empoisonnées. Dans quelques-unes le venin étoit plus caché que dans d'autres, mais elles ne tendoient pas moins à la destruction du Gouvernement. On les avoit fait adroitement circuler dans les Ecoles, dans les Universités, ces productions de l'erreur & du crime; il étoit donc du devoir du Gouvernement d'arrêter une contagion aussi funeste. Dans un de ces écrits, il étoit dit « que tout Gouvernement est une tyrannie, que tous les Rois sont des tyrans, & leurs sujets des esclaves. » N'étoit-ce pas là attaquer directement toutes les formes de Gouvernement? Une pareille doctrine, si elle étoit mise en pratique, ne tendroit elle point à anéantir toute obligation morale, à rompre les liens par lesquels l'homme;

Digitized by Google

tient à la Société, à détruire tous les engagemens qu'elle suppose ? Il étoit du devoir de tout bon Citoyen d'opposer des moyens de répression à ces dangereuses tentatives, & le Gouvernement n'a fait qu'exprimer le vœu & agir d'après les intérêts communs de tous les sujets de la Grande-Bretagne. »

M. *Grey* a cherché à atténuer ces raisons solides, par des divagations, des inculpations vingt fois répondues contre M. *Pitt*. « C'étoit ce Ministre, suivant lui, qui avoit choisi cette mesure insidieuse, comme un moyen de désunir les Membres de l'Opposition pour semer la discorde parmi ceux qui combattoient ses plans. C'étoit ce Ministre, dont la vie politique n'étoit qu'une suite d'inconséquences, de promesses, de rétractations, qui, dans toutes les mesures qu'il avoit proposées, avoit toujours eu l'intention de tromper ses auditeurs, qui avoit tout promis, & n'avoit rien tenu. »

Ces invectives continuées excitèrent des réclamations ; on vouloit que M. *Grey* fût rappellé à l'ordre ; mais le bruit étant appaisé, il continua sa diatribe, que réfuta M. *Dundas*, quoiqu'elle n'eût fait impression sur personne, & qu'elle fût dénuée d'objet & de motifs.

« Les Ministres, dit M. *Dundas*, sont blâmés par les uns pour avoir négligé de poursuivre la punition des auteurs des écrits séditieux, lorsqu'ils avoient commencé à paroître, & par les

Digitized by Google

autres pour leur avoir donné cours en en prenant connoissance. Lorsque la première *déclaration des droits de l'homme* parut, on l'avoit lue avec étonnement. Il étoit en effet si étrange qu'un écrivain soutînt des opinions si dangereuses, qu'on avoit cru que l'extrême absurdité de ces opinions les empêcheroit de devenir nuisibles. La seconde partie n'avoit paru que dans le mois de Février, & c'étoit de ce dernier pamphlet qu'étoient tirés les extraits qu'on avoit fait circuler avec tant de profusion, ainsi que les résolutions prises par quelques Sociétés. C'étoit alors que les Ministres avoient vu le mal & que les ordres avoient été donnés de poursuivre toutes sortes d'écrits séditieux sans distinction. Il étoit très-notoire qu'il se faisoit des poursuites contre l'Imprimeur du livre en question. Il n'y avoit donc point eu de négligence de la part du Gouvernement. Les ordres pour la poursuite de tous les ouvrages séditieux avoient été donnés avant l'existence de *la Société pour la réforme parlementaire*. La proclamation qui n'est qu'une suite de ces ordres n'attaque donc point la Société en elle-même. Il est faux aussi que les Ministres aient fait la moindre tentative pour désunir l'opposition; il est absurde de trouver une pareille intention dans le devoir imposé aux Ministres d'empêcher les principes de sédition de se propager & d'en avertir le Peuple par une proclamation. »

M. *Dundas* remarqua ensuite que la *Société pour la réforme parlementaire* ne pouvoit qu'échauffer les esprits, produire beaucoup de mal, & point de bien; que M. *Pitt* avoit desiré lui-même la réforme parlementaire, mais que depuis qu'il s'é-

Digitized by Google

toit élevé plusieurs sociétés dans le royaume, dont le but n'étoit point d'établir une réforme sage & modérée, mais de déclamer violemment contre l'aristocratie & la monarchie, il avoit cru cette tentative dangereuse, impraticable & subversive de la constitution; qu'il n'y avoit point là changement de principes, mais sagesse & prudence de la part du Ministre.

Ces même idées, ces vues d'ordre & de paix ont été soutenues avec un égal succès dans la Chambre des Pairs, le 31 Mai, par le Lord *Grenville*.

« L'objet de la discussion offre trois points de vue, dit-il : 1°. La situation actuelle du pays exigeoit-elle nécessairement qu'il fût pris une mesure quelconque ? 2°. en supposant cette nécessité, la mesure adoptée par les Ministres de S. M., avoit-elle été bien choisie ? 3°. cette mesure autorisoit-elle la Chambre à présenter une humble adresse à S. M. ? Quant à la première question, il étoit aisé de la résoudre. Pouvoit-on ignorer qu'il y eût eu des écrits séditieux & incendiaires, qui avoient été non-seulement imprimés & publiés, mais qu'on les avoit répandus, & fait circuler à grands frais dans tout le Royaume, en employant des moyens extraordinaires & très-illicites. L'ouvrage de *Payne* avoit été répandu avec la plus grande profusion; on avoit pris les peines les plus incroyables, pour inculper les principes qu'il contenoit. Les progrès du poison avoient été beaucoup plus loin; on avoit distribué parmi les soldats des écrits incendiaires dans le but infâme de les rendre mécontens de leur si-

Digitized by Google

tuation présente ; on leur disoit qu'ils ne jouissoient pas des droits qu'ils tenoient de la nature. Quels effets funestes ne résulteroient-ils pas d'une pareille doctrine ! Si la discipline de l'armée & de la marine étoit détruite, quels moyens auroit on pour conserver la Constitution ? Les ennemis de l'ordre ne s'étoient pas bornés à ces tentatives. Des Sociétés s'étoient formées, & avoient établi des correspondances chez l'Etranger, dans le dessein de renverser la Constitution. Tous ces faits démontroient clairement la nécessité de prendre quelque mesure. »

« La seconde question n'étoit pas plus difficile à résoudre. Le Roi, en sa qualité de père du Peuple, devoit l'avertir par une proclamation du danger dont il étoit menacé, & que ce n'étoit qu'en restant uni, qu'il n'auroit rien à craindre. »

« La troisième question n'étoit qu'une suite naturelle des deux autres. On a demandé si la proclamation n'avoit pas été faite en conséquence de la *Société des Amis du Peuple, établie pour une réforme Parlementaire.* Sans doute l'association a été un puissant motif de plus d'adopter cette mesure. N'avoit-on pas répandu dans tout le Comité de Norfolk parmi les Fermiers & les Paysans, un écrit dans lequel il étoit dit que les effets de la réforme parlementaire, seroient de diminuer les taxes, d'augmenter les gages des ouvriers, & d'introduire une Loi agraire en vertu de laquelle les terres seroient également divisées entre tous les individus du royaume ? y avoit il une doctrine plus dangereuse, & plus propre à détruire la paix ; & le bonheur de la société ! Quand on examine avec impartialité la réunion de toutes ces circonstances, est-il possible de se refuser à voter une adresse

Digitized by Google

de remerciement au Roi pour la proclamation dont l'objet eſt de prévenir ces dangers. » L'adreſſe a été votée de la même manière que dans les Communes. »

C'eſt à tort qu'on regarde en France la Proclamation du Roi du 25 du mois dernier comme une aſſurance de neutralité de la part de la Grande Bretagne ; cette neutralité eſt, comme les autres, ſoumiſe à l'influence des évènemens & au choc des intérets qu'ils feront naître.

DE PAR LE ROI.

« Attendu qu'il a éclaté des hoſtilités entre Sa Majeſté très-Chrétienne & le Roi de Hongrie, Sa Majeſté, pour conſerver & continuer l'amitié & la bonne intelligence entre elle & leurſdites Majeſtés, fait, par ſa préſente Proclamation royale (de l'avis de ſon Conſeil-Privé), prohibition rigoureuſe & défenſes à tous ſes Sujets quelconques de prendre aucune Commiſſion d'Armateur, de la part d'aucun Prince ou Etat étranger, contre aucun autre Prince ou Etat étranger actuellement en amitié avec S. M. ou avec ſes Sujets ; ou, en vertu ou ſous prétexte d'aucune Commiſſion de cette nature, qu'ils auroient déjà priſe, ou qu'ils prendroient dans la ſuite, d'armer ou d'employer aucun vaiſſeau ou bâtiment de guerre, ou de ſervir comme marins dans aucun vaiſſeau ou bâtiment, qui ſeroit employé contre aucun Prince ou Etat actuellement en amitié avec Sa Majeſté ou ſes Sujets, durant la préſente guerre : & tous les Sujets de Sa Majeſté ſont requis de faire attention à ſon préſent

Digitized by Google

ordre royal, ainsi que de s'y conformer, sous peine d'encourir le haut déplaisir de Sa Majesté, & d'être punis avec la sévérité la plus exrême des Loix & de la Justice : & comme S. M. T. C. a fait faire à Sa Majesté la demande, « que, conformément à l'article III du Traité de Navigation & de Commerce, conclu à Versailles le 26 Septembre 1786, Sa Majesté voulût rappeller & faire publier, dans tous ses Etats & Domaines, la défanse expresse & rigoureuse contenue dans ledit article ; » Sa Majesté fait par la présente défense rigoureuse à tous ses Sujets de prendre aucune Commission ou Patente pour armer ou faire des courses en mer, comme Armateurs, ni aucunes Lettres de représailles ; de la part d'aucun ennemi de S. M. T. C., ni en vertu ou sous prétexte de telles Commissions, Lettres de marque ou de représailles, de troubler, infester ou endommager ses Sujets en aucune façon, ni d'équiper des bâtimens en Armateurs ou de faire des courses en mer, à peine de subir les châtimens les plus sévères qu'on puisse infliger en pareil cas, indépendamment de l'obligation à laquelle ils seront soumis de procurer restitution & satisfaction à ceux auxquels ils auroient causé quelque dommage. »

Donné en notre Cour de St. James, le 25 Mai, l'an de grace 1792, de notre règne le trente-deuxième. Dieu garde le Roi !

FRANCE.

Digitized by Google

FRANCE.

De Paris, le 13 Juin 1792.

SECONDE ASSEMBLÉE NATIONALE.

Du lundi, 4 juin.

Samedi, M. *Pétion*, en présentant à l'Assemblée les canoniers de Paris, l'assura qu'on pouvoit compter « sur la permanence de leurs canons »; & l'orateur des canoniers s'exprima en ces termes : « Lorsque le despote *Richelieu* assiégeoit la Rochelle, dernier rempart de la liberté civile & religieuse, le maire de cette ville parut au milieu de ses défenseurs un poignard à la main, & dit : ce fer percera le sein du premier qui parlera de capitulation. Nous venons au milieu de vous, & nous vous disons : déployez le glaive de la loi, qu'il frappe le premier traître, le premier lâche qui parlera de transaction avec les ennemis de la liberté... Des bruits infâmes se répandent; on ose parler de rétablir la noblesse, de créer deux chambres... Vous avez vengé l'outrage fait à la majesté dont le peuple vous a revêtus; vengez l'outrage fait à la majesté du peuple lui-même..... Punissez ceux qui veulent briser le niveau de l'égalité, fractionner l'unité législative & créer deux *véto*. » Ebloui de tant de majestés, on a décrété la mention honorable de cette étrange déclamation prêtée à des canoniers.

Aujourd'hui, des serruriers offrent une vingtaine d'écus, & témoignent leur civique impatience

Digitized by Google

de forger des piques tandis que le fer est chaud. Des citoyens de Sézanne, qui se sont tous levés au bruit de la permanence, sont prêts à venir défendre l'Assemblée ; des citoyens de Nantes n'attendent qu'un décret qui permette à leurs bataillons d'accourir ; applaudissemens & honneurs de la séance. Quoique la constitution (Tit. IV, art. II,) restreigne expressément la force armée aux citoyens inscrits sur le rôle de la garde nationale, & les oblige à n'avoir qu'une même discipline & un même uniforme (art. V,) ; des troupes d'hommes à peine habillés, de femmes hommasses, & d'enfans tous armés de fusils, de broches, de sabres, de faux, l'un d'eux portant un écriteau avec cette inscription en toutes lettres : *tremblez, aristocrates, nous vous f..... la tête à bas*, &c. ont défilé pendant trois quarts d'heure devant l'Assemblée, en dansant & criant : *vive la nation ! vive la liberté*, au bruit de tambours & de *ça ira*. Les forts de la halle sont venus demander le titre de *porteurs de la loi*, & l'honneur de la soutenir sur leurs épaules à la tête de l'armée, comme les Hébreux portoient l'arche sainte (grands battemens de mains). C'est se donner le tort bien grave en législation, de paroître vouloir une force sans ordre & une nouvelle religion sans Dieu.

On a supprimé le numérotage décrété pour les futurs assignats de 5 liv. & au-dessous, pour en hâter l'émission très-urgente, & pour économiser 600,000 livres. Un décret a rectifié le procès-verbal en y rétablissant le mot *secrettes* omis dans l'article des 6 millions de dépenses qui, si elles n'eussent été qu'extraordinaires, auroient obligé M. *Dumouriez* à rendre un compte dans le mot *secrettes* de dispense ; & afin de s'ar-

tacher au tronc & non aux branches de l'arbre si vigoureux de la prospérité publique, comme l'a vivement recommandé M. *Lasource*, on a perdu plus de deux heures à écouter des dénonciations de l'ex-capucin M. *Chabot*. Nous en allons indiquer sommairement & le genre & les moyens stupides & honteux à un point incroyable, si on ne les cite.

« J'ai promis, a-t-il dit, à l'Assemblée & à la nation entière les preuves d'un grand complot contre la liberté & la constitution; de démontrer... l'existence d'un comité autrichien. . . . Tous les hommes de bonne-foi sont forcés de convenir que le système des deux chambres n'est point une chimère *dans le cœur* de M. *Dupont*. . . . Je dénonce ce *fait* qui prouve qu'il est un des principaux agens du comité autrichien. »

Sous les titres: *Enlèvement du Roi. -- Dissolution de l'Assemblée nationale. -- Rassemblement de nobles & de prêtres à Paris. -- Garde du Roi. -- Gardes Suisses. -- Cocardes blanches. -- Fabrication d'armes. -- Espions. -- Montmorin. -- Comité secret*; le misérable dénonciateur n'a cité que des lettres anonymes, des rapports d'inconnus attestés par M. *Pétion*, qu'il a nommé ce héros de la liberté; les propos d'un laquais chassé de Coblentz, qui révèle à un marchand mercier de la Gascogne, que le projet des princes émigrés est d'enlever *Louis XVI*, de gré ou de force, ou de l'empoisonner, ou de le poignarder en rejettant tout l'odieux sur les jacobins & sur l'Assemblée nationale; une lettre d'un soldat anonyme de la garde du Roi, à laquelle « le rapport de M. *Bazire* donne l'authenticité nécessaire. » Une lettre de Valenciennes portant: « Nous savons de bonne part que

Digitized by Google

l'on veut assassiner la municipalité de Paris & l'Assemblée nationale, & conduire le Roi à Metz où *Bouillé* & la noblesse sont enrégimentés. »

Quelqu'un écrit de Poitiers : « Un brave citoyen m'a dit : *j'ai été voir une domestique chez un noble, elle m'a assuré* que 30 mille nobles doivent égorger l'Assemblée & mettre le feu aux quatre coins de Paris. » On a invité un maître d'école de Paris à brûler sa maison, en lui promettant le double de sa valeur. On parle de 5 mille chevaux distribués en relais depuis le fauxbourg St. Antoine jusqu'aux frontières; mais on a la perfidie de ne pas dire sur quelle route. Un Anglois écrit de Londres : « *Barnave*, les *Lameth*, *Chapelier*, *la Fayette* & autres abominables de cette espèce favorisent les scélérats, dévouent *Brissot* & beaucoup d'autres; le Roi ne craindra plus des maîtres de poste trop clairvoyans. » L'honnête maire de Nantes écrit que le domestique d'un noble a dit que des nobles renforcés d'une partie de la garde nationale de Paris « doivent assaillir le corps législatif. » Pareilles lettres d'Amiens, de Montpellier, de Bordeaux; & comme s'il n'y avoit pas dans toutes les villes des jacobins disposés à copier les impostures que leur envoient les jacobins de Paris, le candide M. *Chabot* conclut de cette concordance que le complot est indubitable, & il promet de lire une liste des conspirateurs.

Le 29 mai, on plaça deux gardes du Roi dans la cour des princes, au bas des appartemens de la Reine, sans gardes nationales, avec ordre de laisser passer des gens décorés; il y entra des cordons bleus.... « Et l'on discute encore si le comité autrichien existe ! » Deux gardes du Roi disoient en allemand : « Notre camarade fera

Digitized by Google

sauter la salle de l'Assemblée.... Cela détruiroit un tas de mauvais sujets, a dit un autre... » On mande de Rouen « que la tête des *Pétion*, *Brissot*, *Isnard*, *Guadet*, *Merlin*, *Vergniaud*, & d'autres gens de cette trempe, est à prix »; & M. *Chabot* se plaint que ce sont les patriotes qui en veulent à tant de bonnes têtes, sans compter la sienne. Ici une bordée de lettres d'inconnus annonce qu'il part des millions d'hommes suspects pour aller défendre à Paris le Roi & sa famille. M. *de Spinola*, ambassadeur de Gênes, donne des passe-ports à une foule de Génois qui, sous le prétexte d'aller à Bordeaux, vont d'Orléans à Paris. Les gardes Suisses crachent sur les journaux patriotiques, & se rangeront sous les drapeaux des scélérats titrés. Ils ont les mains pleines d'assignats. Cette dénonciation est secrette, mais le fait de Neuilly en prouve assez l'authenticité. Il est clair d'après cela qu'on n'a pas perdu ses soins en provoquant le fait de Neuilly. Cent mille cocardes blanches se préparent (on ne sait où). Un homme acheta dernièrement deux pistolets à quatre coups. On fabrique des ceinturons, des sabres sur lesquels est écrit : *vivre ou mourir pour le Roi*, des poignards, des escopetes. Le sieur *Beaumarchais* vient d'acheter des milliers de fusils dans les Pays-Bas.... C'est pour le ministre de la guerre, crie-t-on à l'ex-capucin; n'importe, il a toujours dénoncé; il a tout prouvé.

Il commente, il empoisonne la déclaration du plus malheureux des Rois à sa garde licenciée par un décret; soutient qu'on épie, qu'on enlève ceux qui parlent mal du Roi, de la Reine; que MM. *de Montmorin* & *Delessart* payoient

Digitized by Google

130,000 liv. au cabinet secret des postes; que le comité autrichien achète au poids de l'or les rognures d'assignats; que l'*autrichianisme* de M. *de Montmorin* a augmenté le traitement du Ministre de France à Bruxelles; que des blanchisseuses assistent à un conseil d'aristocrates chez M. *de Montbarrey*, à l'arsenal. D'ailleurs, M. *de Nivernois* va tous les matins, à 9 heures, chez le Roi, & y reste jusqu'à midi. Le comité autrichien se tient à la Briche & à Auteuil, chez Madame *de Boufflers*, revenue d'Angleterre pour avoir *part au gâteau*; MM. *de Bertrand* & *de Montmorin* y étoient le 17 à 6 heures du soir; il y fut décidé que 30,000 espions mettroient le désordre dans l'armée.

Autres comités chez M. *d'Aguesseau*, qui donne à dîner; chez un *banddgiste*; chez les Ursulines de Saint-Denis qui veulent aussi dissoudre l'Assemblée & créer deux chambres; envoi à l'armée d'une tente qui peut contenir 1,500 tabourets; homme qui a emporté, dans son cabriolet, cinq millions en or (pesant environ 3,250 liv.); promenade au bois de Boulogne, de 100 voitures remplies de gens qui se traitent de comtes, de marquis, & s'entre-crient confidemment par les portières qu'il faut faire sauter les patriotes; délations de valets redisant les conversations de leurs maîtres; domestique d'émigré qui écrit de Fribourg que M. *de Broglie* reçoit des lettres de MM. *de Rochambeau* & *de Brissac*; que M. *de Bouillé* en reçoit de M. *de la Fayette*; qu'ils traitent M. *Luckner* d'imbécile, mais qu'ils ont grande confiance en M. *de la Fayette*, dont M. *d'Artois* a reçu *deux lettres assez satisfaisantes*; que M. *de Narbonne* leur écrit qu'il sera bientôt de leur côté; que M. *Dillon* prioit *Monsieur* de le juger à ses œuvres & lui

Digitized by Google

mandoit que plusieurs membres de l'Assemblée l'exhortoient à ne pas perdre courage. Ce correspondant ajoute : « Vous êtes trahis par vos généraux. M. *de la Fayette* veut remporter une victoire qui ne seroit pas pour la France. Voici ceux qui vous trahissent : *Narbonne*, *Leffart*, *Duportdu-Tertre*, *Brissac*, les généraux... S'il m'étoit possible de mettre la main sur les lettres de M. *de la Fayette*, vous verriez toutes les trames... »

Enfin la patience échappe à la honte. On s'écrie qu'il est odieux de lire de pareilles lettres, que c'est vouloir dissoudre l'armée : « Voilà le véritable traître », dit M. *de Jaucourt*, en parlant de l'ex-capucin que ces avanies & vingt promesses de coups de bâton dont il s'est vanté n'empêcheront pas d'être encore un législateur. Sans l'indignation tardive de l'Assemblée, M. *Lacépède* tiendroit l'armée pour dissoute dans 8 jours; mais cette indignation le tranquillise. Quelqu'un annonce que des mal-intentionnés font courir le bruit dans les départemens que les canons sont braqués contre l'Assemblée, & lie ces manœuvres à des rapports aussi propres à tout bouleverser. M. *Thuriot* le plaisante, les tribunes rient. M. *Dubayet* atteste avoir vu couler le sang du héros des deux mondes pour la liberté, & fait l'éloge le plus animé de M. *de la Fayette*. Se relevant en souriant de dessus le carton d'où il tiroit ses preuves & sur lequel il s'étoit nonchalamment accoudé pendant ces débats, M. *Chabot* a dit qu'il n'avoit lu tout cela que pour que M. *de la Fayette*, instruit par les papiers publics, redoublât de zèle... Au milieu du tumulte, nous avons entendu plusieurs membres dire : *Oh ! le scélérat !*

Cent cris : *à bas*, *à la censure*, *à l'abbaye*, *en prison*, n'ont pas interrompu le cours de ses dénon-

Digitized by Google

ciations. Il a critiqué une adresse imprimée de MM. *Gosseran*, *Coupe*, *Sancerre*, *Espérons*, *Laroque-Labécède* & *le Roi-de Flagis*, où ils peignent les discussions de l'Assemblée comme des combats de gladiateurs, la tyrannie des tribunes, l'abus d'une fausse éloquence de *clubs*, le despotisme qui naîtroit du mépris du *veto* royal; où ils disent que les François se sont toujours ruinés, battus pour des factieux... De sa longue rapsodie, M. *Chabot* a conclu qu'il falloit armer de fusils, de sabres, de piques tous ceux qui prêteroient serment à leur municipalité, désarmer tous les autres, déclarer la ville de Paris en état de guerre, & poursuivre les chefs des comp'ots.

Une courte discussion a prouvé, que M. *Chabot* n'avoit parlé qu'en son nom & non pour le comité de surveillance; & sur la proposition de M. *Guadet* dont la prudente justice a cru devoir ménager les généraux contre lesquels ces violentes sorties ne réussissoient pas, l'Assemblée « a renvoyé au comité de surveillance, diplomatique & des douze réunis, les pièces énoncées dans le rapport de M. *Chabot*, à l'exception de celles relatives aux généraux & autres officiers de l'armée, qu'elle voue au mépris qu'elles méritent. » M. *Ramond* a dit qu'aucun bon François ne feroit attention à ce que l'Assemblée nationale a méprisé.

M. *Raimond Ribes* a dénoncé le prétendu comité autrichien en lui restituant le titre de *faction d'Orléans*, & a nommément accusé celle-ci « d'aspirer à monter sur le trône par les degrés du crime; de vouloir, à la veille du grand jour de la justice d'une nation enfin désabusée, faire oublier ses forfaits par d'autres forfaits, & s'assurer un asyle où l'amnistie, au cas de non-succès, en favo-

Digitized by Google

risant les vues de l'Angleterre relatives à l'indépendance de nos Isles d'Amérique, & à l'établissement des deux chambres. » Nous analyserons rapidement l'opinion de M. *Ribes* que la plupart des journeaux ont affecté de tourner en ridicule en n'en donnant aucune idée.

Il s'est chargé de prouver que la *faction d'Orléans* a formé le projet de faire massacrer le Roi, la famille Royale; il a rappellé la fameuse procédure sur les crimes des 5 & 6 octobre; a parlé de l'insurrection du 18 février, des dangers du Roi & de la Reine; a dit un mot de la scandaleuse parade des galériens de Châteauvieux; de la consternation des tuileries pendant ce triomphe de l'impudence; de l'amnistie & de l'évasion de *Jourdan*, &, de la mission largement payée de M. *Talleyrand* à Londres; de la correspondance des *clubs* François & Anglois; de MM. *Robespierre* & *Chabot* dénonçant aux *Jacobins* les complots de cette faction régicide; des six millions obtenus par M. *Dumourier*; du silence de M. *Robespierre*, des calomnies de *Carra*, des diffamations impunies de MM. *Bazire*, *Merlin* & *Chabot* (qui, dit-il, a viré de bord); du décret lancé contre le juge de paix; de l'avis « de l'hypocrite M. *Pétion* » sur le départ du Roi, pour attirer la multitude au château, tandis qu'on dénonceroit le comité autrichien & la Reine; des outrages prodigués en public à LL. MM., sous leurs fenêtres & dans les journaux, où d'insolens aboyeurs les traitoient de *M. & Madame veto* (éclats de rire), de M. & *Madame Sanguignola*, de tygresse, &c.; de la lettre de M. *Pétion*, criée dans les rues: *Grande réponse de M. Pétion à la lettre infâme du Roi*... Ces divers traits combinés, ont conduit M. *Ribes* aux rapports de MM. *Gensonné*, *Brissot* & *Chabot*,

Digitized by Google

au licenciement de la garde du Roi, au projet d'appeller des provinciaux armés à Paris (qui s'est vérifié depuis). . . Et il a conclu en proposant de décréter d'accusation MM. *d'Orléans*, *Dumouriez*, *Bonne-Carrère*, *Lebrun* & *Noël*, d'informer, contre les libellistes qui outragent le Roi, la Reine; de prendre en considération la procédure instruite à l'occasion des faits des 5 & 6 octobre, les horreurs commises au château le 18 février, les évènemens du 16 juillet; de mander MM. *Pétion* & *Bonne-Carrère* pour que le comité de législation les interroge, & de dissiper les groupes de factieux.

Ce long discours interrompu par quelques applaudissemens, quelques: *cela est vrai*, & beaucoup de sarcasmes & de railleries, a été brusquement couvert du projet impromptu de faire passer M. *Ribes* pour un fou. MM. *Gossuin*, *Vernon*, *Arêna* & *Guadet* ont invoqué l'ordre du jour motivé sur ce que tout attestoit le délire, & l'Assemblée est passée à l'ordre du jour.

Du mardi, 5 juin.

MM. *Coupé* & *Leroi de Fargis* ont voulu réfuter les inculpations de M. *Chabot*, M. *Mayerne* a invoqué l'ordre du jour, fondé sur le motif que l'Assemblée ayant voué au plus profond mépris les dénonciations de l'ex-capucin, il étoit superflu de s'en justifier. On est passé à l'ordre du jour. Il seroit difficile de défendre mieux la cause de M. *de Lusivière*, juge de paix.

Un décret a ordonné aux commissaires-inspecteurs de la salle de rendre compte, sous deux jours, des dons patriotiques, & de faire imprimer une liste nominative des donateurs. (Les créanciers du vertueux maire de la Rochelle y devroient figurer pour les 50,000 livres qu'il a civique-

Digitized by Google

ment données à la nation avant de déclarer sa banqueroute).

M. *de Narbonne* a réclamé, par écrit, contre une dénonciation de M. *Lecointre*; un membre a certifié que les comptes de cet ex-ministre sont en règle; on a fermé la bouche au dénonciateur.

Après de fastidieuses redites pour & contre M. *Duport du Tertre*, l'Assemblée, après avoir décrété l'impression d'un volumineux discours de M. *Delaunay* contre M. *Duport*, a décidé, presqu'à l'unanimité, qu'il n'y avoit pas lieu à décréter d'accusation cet exministre.

On a renvoyé au pouvoir exécutif une lettre qui accuse M. *d'Ormesson* d'avoir fait transporter dans la bibliothèque du Roi, des titres soustraits au décret qui livre aux flammes tous les parchemins (de nobles) entassés aux Augustins de Paris.

Du mardi, séance du soir.

Invitée à assister à la procession paroissiale de la Fête-Dieu, l'Assemblée a long-temps discuté sur l'usage observé par les constituans, & a décrété qu'elle y enverroit une députation. Mais bientôt elle a *rapporté* (*aboli*) ce décret, à la demande de plusieurs membres, sur la remarque de M. *Pastoret* qu'il n'y auroit pas de raison de refuser d'assister aux cérémonies de tout autre culte, & que les ecclésiastiques n'étant pas des fonctionnaires publics, la législature ne pouvoit concourir au culte de fonctionnaires privés. M. *Audrein* disoit ingénuement que c'étoit une rupture ouverte avec le culte catholique. On a décrété que jeudi prochain il n'y auroit point de séance.

MM. *Arthur Dillon* & *Chaumont* sont venus

Digitized by Google

réclamer contre des imputations faites à feu M. *Théobald Dillon*, & ont reçu les honneurs de la salle.

Deux décrets ont statué 1°. qu'il sera fait une avance de 100,000 l. au département de l'Aisne, pour achat de grains ; 2°. qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur la demande du ministre de l'intérieur de 6 nouveaux millions pour acquisition de bleds & autres secours.

Du mercredi, 6 juin.

Dans la séance du lundi le ministre de la guerre avoit proposé de faire élire quatre fantassins & un cavalier, bien équipés & armés, par chaque canton, de réunir tous ces citoyens à Paris, le 14 juillet, pour prêter, avec la garde nationale, un serment de fédération, d'en former un camp sous les murs de la capitale, & d'envoyer divers corps de la garde nationale aux frontières, en donnant ses canons aux fédérés. Aujourd'hui, M. *Coustard*, parlant au nom du comité militaire, a cru devoir orner cette proposition des fleurs oratoires suivantes : « Vous devez avoir des forces toujours prêtes pour écraser les factieux. Il n'y a pas jusqu'aux petits Princes, à ces atômes de souveraineté dont le territoire échappe à nos yeux, qui ne vinssent, si nous étions malheureux, *insolenter* & frapper le lion malade. Ce n'est qu'en faisant de grands préparatifs, & en remplaçant, par le nombre, ce qui manque du côté de la discipline, qu'on peut espérer de résister à l'ennemi & d'amener une paix honorable »... Ce projet a excité de longs débats.

Ses partisans l'adoptoient d'emblée comme *sublime*. M. *Dubayet* vouloit qu'on y réfléchît. M. *de Jaucourt* préféroit *l'utile* au *sublime*, voyoit dans 20 à 25 mille citoyens armés, élus par les

Digitized by Google

cantons, un caractere de représentation d'autant supérieur à celui de la législature qu'ils seroient élus immédiatement par le peuple & non par des électeurs. Il redoutoit l'usage que pourroient en faire des factieux; relevoit l'impossibilité où ces hommes seroient de se nommer entr'eux leurs officiers; le danger d'incorporer des cavaliers trop peu exercés; la dépense de 13 millions pour trois mois; l'impolitique de créer un nouveau corps avant que l'armée soit au complet; le renchérissement des subsistances à Paris. M. *Carnot* le jeune diminuoit le nombre, & supprimoit les cavaliers. M. *Jean de Bry* insistoit sur la nécessité de contenir 40 mille brigands, & de ne pas fatiguer la garde nationale Parisienne qu'il tenoit cependant pour *infatigable*.

M. *de Girardin* s'est étonné que ceux qui parloient le plus de conspirateurs opinassent pour l'envoi des gardes nationaux de Paris aux frontières, & y renvoyoit le corps projetté, ou dans tel lieu où les subsistances seroient moins chères... M. *Ducos* l'a bravement accusé de prêcher la guerre civile. Très-versés dans la science militaire, le ministre protestant M. *Lasource*, & l'avocat M. *Vergniaud*, ont discouru, l'un de la dépense « qui ne devoit pas faire impression sur l'Assemblée (éclats de rire) » & du dessein, non de remplacer la garde nationale, on n'ose pas en venir là d'abord; mais « de lui fournir un motif de sécurité », prétexte mal-adroit qui a fait crier: *elle n'a pas peur*; l'autre, de la grande idée du ministre, des seuls mots: 14 *juillet*, qui font palpiter tous les cœurs »; des prodiges de l'enthousiasme.... Et M. *Vergniaud* a proposé une augmentation de force publique liée à une fête nationale pour le 14 juillet. Enfin, sur la rédac-

Digitized by Google

tion de M. *Lecointre-Puiravaux*, l'Assemblée a décrété ce qui suit :

« 1°. Il sera fait une levée de 20,000 hommes, en augmentation de la force armée déjà décrétée. »

« 2°. Cette levée se fera dans les départemens, & tous les cantons seront admis à fournir des volontaires pour cette levée. »

« 3d. Ces 20,000 hommes seront réunis à Paris au 14 juillet. »

Du mercredi, séance du soir.

On a restreint la franchise des ports de lettres aux fonctionnaires publics qui seront désignés.

Des Anglois « qui ont un rang dans l'armée Angloise » sollicitent la protection de M. *Pastoret*, pour obtenir de servir en qualité de volontaires dans l'armée de la liberté. Cette confidence aussi politique que vraisemblable, est renvoyée au comité militaire.

Le frère d'un accusé condamné à mort à Rouen s'étoit présenté, la veille, à la barre, pour se plaindre de ce que la cour de cassation avoit confirmé le jugement sans avoir lu les pièces. Il est revenu ; mais aujourd'hui comme hier, M. *Hérault de Séchelles* a persuadé à l'Assemblée de passer à l'ordre du jour, motivé sur chose jugée.

M. *Bazire* a eu la satisfaction de faire décréter d'accusation M. *Alexandre Vigier*, ancien garde-du-corps ; & M. *Dussaux* a remplacé M. *Boscari* dans l'Assemblée.

Du jeudi, 7 juin, à 6 heures du soir.

Sur l'invitation faite à la législature, par les curé & marguillers de S. Germain l'Auxerrois, l'évêque du Calvados, M. *Fauchet* avoit dit mardi ;

Digitized by Google

« l'Assemblée nationale est l'interprète de la majorité de la nation. Si le culte protestant *étoit voulu* par cette majorité, l'Assemblée nationale seroit obligée de respecter ce culte qui seroit celui de la majorité. » M. *Cambon* avoit proposé de décréter qu'il n'y auroit pas de séance ce matin afin que chacun pût aller, s'il vouloit, à la procession; ce qui avoit beaucoup fait rire. Enfin on s'en étoit tenu à l'avis de M. *Cambon*.

Ce soir de singuliers débats entre MM. *Lasource*, ministre protestant, *Delacépède*, naturaliste, *Fauchet*, évêque, *Pastoret*, ex-magistrat, *Lacroix*, *Carnot* & *Reboul*, sur le projet du ministre de la guerre, modifié par le comité militaire, relatif aux 20,000 hommes à extraire de tous les cantons; de la crainte des uns que si l'on prenoit les premiers inscrits, les *aristocrates* ne gagnassent de vîtesse les *patriotes*; de la crainte des autres que si les *patriotes* étoient élus ils ne voulussent trancher des représentans; de l'appréhension de ceux-là que si les corps administratifs décidoient du choix, on n'eût pas l'élite des *clubs*; de deux à trois heures de vacarme, de sophismes, de personnalités, d'épreuves douteuses & de clameurs pour & contre l'appel nominal, sont résultés quelques articles que nous transcrirons avec la totalité du décret. Le reste sera remis à l'ordre du jour.

Du vendredi, 8 juin.

Un apothicaire de Condom envoie des manuscrits & la recette du bouillon de santé à l'Assemblée, & demande à être indemnisé d'un incendie. --- Les administrateurs de St. Denis s'étonnent & se plaignent de ce qu'on n'a pas lu à l'Assemblée une lettre où ils démentoient les assertions

Digitized by Google

de MM. *Genſonné* & *Briſſot*, répétées depuis par M. *Chabot*, au ſujet de prétendus comités tenus à St. Denis, atteſtent qu'il n'en eſt rien, & ſollicitent la publicité de leur ſeconde lettre. On l'a renvoyée (à M. *Chabot*) au comité de ſurveillance. --- M. *Servat* annonce que la perte qu'éprouvent les aſſignats réduit les officiers campés à manquer du néceſſaire, & qu'ils ont le plus preſſant beſoin d'argent. --- La 3^e. légion de la garde nationale de Paris vient offrir ſes reſpects & environ 4,000 liv. de don patriotique, proteſte qu'elle n'a jamais trouvé le ſervice pénible, qu'en toute occaſion elle deſire avec ardeur de ne point encourir de la part des autres départemens le reproche de négligence, d'indifférence ou d'impuiſſance ſuppoſée que paroîtroient confirmer les levées demandées pour l'aider dans ſon ſervice. La députation vivement applaudie a reçu les honneurs de la ſéance, & le diſcours ſera inſéré au procès-verbal.

M. *William Prieſtley*, fils de M. *Joſeph Prieſtley*, eſt venu préſenter ſes hommages « aux premiers magiſtrats d'un peuple qui s'eſt rendu ſi célèbre chez toutes les nations qui attachent un prix à la liberté & à la vertu. » Son cher père lui a dit : « Vas habiter chez ce peuple courageux & hoſpitalier. » Il déſire de jouir des droits de citoyen François, « titre qu'il eſtime cent fois plus que celui de Roi d'aucun état a bitraire. » Le préſident lui a répondu : « Tous les hommes ſont frères », & à cette nouvelle maxime qui rend indiſpenſables les décrets de naturaliſation, à ce motif de préférence raiſonnée, il a ajouté : « Certes, ce ne ſera pas ſans plaiſir que la France adoptera le fils du docteur *Prieſtley*. »

Chargé d'un dépôt ſi précieux, M. *François* de Nantes a ſaiſi l'occaſion de déclamer un long

Digitized by Google

éloge bien emphatique du docteur si fameux dans la rue de la Juiverie à Londres, qui « présida plusieurs fois, a-t-il dit gravement, la célèbre société de la révolution..... qui a mérité l'honneur d'être détesté de tous ceux qui ont fondé leurs jouissances ou leur pouvoir sur l'ignorance, l'aveuglement ou la corruption des peuples. A peine se fut-il déclaré le défenseur de notre révolution, *qu'on lança contre lui cet éternel déclamateur, ce chevalier errant de la littérature Angloise, qui dans les accès vaporeux d'une imagination toute pleine de paladins & de prodiges, éleva un monument aussi brillant que honteux à la gloire de la chevalerie Françoise & à la servitude des peuples. Cet extravagant rhéteur appella les vengeances populaires sur la tête du docteur* Prieſtley, *& prépara sa proscription par ses écrits, comme autrefois un écrivain infâme prépara, par ses comédies, le supplice de* Socrate. *Mais les noms de* Socrate *& de* Prieſtley *vivront honorablement dans la mémoire des hommes, & ceux des* Ariſtophane *& des* Burke, *à mesure qu'ils traverseront les siècles, se chargeront d'opprobres & de l'exécration de tous les gens de bien.* » Ces passages chaudement applaudis donneront la mesure de M. *François* & de l'auditoire aux meilleurs esprits d'Angleterre & de toute l'Europe.

Il a peint l'incendie de la maison de M. *Prieſtley* avec les exclamations ampoulées d'un homme qui ne seroit pas entouré de milliers de châteaux pillés & brûlés : « O honte de la sédition de Birmingham ! O infamie éternelle des oppresseurs ! &c... » & a dit que les incendiaires « descendoient probablement de ces barbares qu'on vit, il y a plusieurs siècles, accourir la hache à la main, des forêts du Nord, entrer dans une ville

Digitized by Google

célèbre, renverser ses temples, abattre les statues des dieux... » Sans rechercher d'où descendent les brigands & les protecteurs des brigands impunis qui ravagent leur patrie & y répandent tous les fléaux de l'anarchie, de l'immoralité & de l'athéisme, M. *François* a poursuivi : « Si la Sorbonne, cette fille hideuse des ténèbres, eût fait brûler les cabinets de *Pascal*, de *Torricelli*, combien les sciences ne seroient-elles pas encore reculées ? Si *Séguier*, ce persécuteur éternel du génie... eût fait brûler les manuscrits de *Jean-Jacques Rousseau*, qui sait si le premier peuple du monde ne languiroit pas dans l'esclavage ?... L'homme de génie (même en physique !) est le magistrat de l'univers... L'accueil fait au fils du docteur *Priestley*, honorera plus la France que celui qu'elle fit autrefois à la rebelle & catholique postérité de *Stuard*. »

Les conclusions de ce dithyrambe jacobinite en mauvaise prose que nous n'avons analysé qu'afin de donner une idée de la raison calme & froide qui préside à certaines délibérations, à certains succès éphémères, ont été de demander des lettres de naturalisation pour le pupille. On a décrété l'impression de cette invective contre les honnêtes gens d'Angleterre, aux frais du peuple François, & le comité de législation consacrera de nouveau quelques heures précieuses à rapporter ce même projet de décret aussi simple qu'inutile au milieu de tant d'objets des plus urgens, puisqu'on devient citoyen actif à moins de frais, suivant la constitution.

Un décret a étendu la prohibition d'exporter l'orge, l'avoine, les légumes, les fourrages & les bestiaux, de Pontarlier jusqu'au département des Bouches-du-Rhône.

Organe du comité militaire, M. *Gasparin* a

Digitized by Google

proposé d'admettre les gardes du Roi licenciés dans les troupes de ligne ; & dans la nouvelle garde du Roi ceux qui rempliroient les conditions réquises. M. *Thuriot* a dit que l'intention de l'Assemblée avoit été d'exclure de la future garde du Roi tous les individus de l'ancienne ; puis il a soutenu qu'il ne l'avoit pas dit ; d'autres membres : « que des hommes servilement dévoués à un *individu* étoient peu propres à servir la cause générale. » De ces honteuses chicanes, de quelques raisons & d'un long orage est sorti le décret suivant :

« Les citoyens composant la ci-devant garde du Roi, licenciée par le décret du 29 mai dernier, qui, ayant rempli les conditions d'éligibilité prescrites par la constitution & par le décret du mois de février dernier, en obtiendront un certificat de la municipalité de Paris, & déclareront désirer rentrer dans les corps dont ils avoient été précédemment tirés, y reprendront les grades qu'ils y auroient actuellement, s'ils ne les avoient point quittés. S'il n'y avoit point d'emploi vacant dans ces grades au moment où ils y rentreront, ils en feront les fonctions & en recevront le traitement jusqu'à ce qu'il s'en trouve. Ils seront alors les premiers à les remplir, sans pouvoir cependant prendre rang sur ceux qui auroient été placés avant eux dans le même grade. »

D'autres débats ont amené les *considérant* & les XIII articles que voici :

« L'Assemblée nationale, délibérant sur la proposition du ministre de la guerre, convertie en motion par un membre ; & après avoir entendu le rapport de son comité militaire, considérant qu'il est instant de porter aux frontières les troupes

Digitized by Google

de ligne qui sont dans la capitale; considérant qu'il est important d'ôter tout espoir aux ennemis de la chose publique qui trament des complots dans l'intérieur; considérant qu'il est avantageux de resserrer encore, à l'époque du 14 juillet, les liens de fraternité qui unissent les gardes nationales de tous les autres départemens avec celle de Paris, qui a si bien servi la révolution & si bien mérité de la patrie, par un dévouement sans bornes & un service pénible & continuel, décrète qu'il y a urgence. »

Décret définitif.

« L'Assemblée nationale, après avoir décrété l'urgence, décrète ce qui suit : »

« Art. Ier. La force armée déjà décrétée sera augmentée de 20,000 hommes. »

« II. Cette augmentation se fera dans les départemens, & tous les cantons du royaume seront admis à la compléter. »

« III. Les 20,000 hommes d'augmentation se réuniront à Paris pour le 14 juillet prochain. »

« IV. La répartition des 20,000 hommes se fera dans chaque département proportionnellement à la population, & suivant l'état annexé au présent décret. »

« V. Les directoires de département répartiront entre les districts, & ceux des districts entre les cantons, le nombre de gardes nationales demandées à chaque département en raison de sa population. »

« VI. Il sera en conséquence ouvert dans la municipalité chef-lieu de canton un registre particulier d'inscriptions volontaires, sur lequel se feront inscrire les citoyens qui désireront servir

Digitized by Google

en qualité de volontaires nationaux dans cette augmentation de la force armée. »

« VII. Dans le cas où le nombre des gardes nationales qui se seront fait inscrire excéderoit celui fixé par le canton, ceux inscrits seulement se réuniront entr'eux pour faire le choix de ceux qui voudront marcher, en présence de la municipalité. »

« VIII. Nul citoyen ne sera admis à s'inscrire, qu'il n'ait fait un service personnel dans la garde nationale depuis le 14 juillet 1790, ou depuis la formation de la garde nationale du canton de sa commune, ou enfin depuis qu'il a atteint l'âge de 18 ans, à moins cependant qu'en formant des troupes de ligne avec un congé en bonne forme, il ne soit entré de suite dans la garde nationale; il sera tenu en outre, en se présentant à l'inscription, de remettre à la municipalité un certificat de civisme signé des officiers, sous-officiers & gardes nationales de la compagnie dans laquelle il sert. »

« IX. Le pouvoir exécutif est chargé de pourvoir à l'armement & équipement des citoyens qui feront partie de la force publique; il donnera des ordres afin que les objets nécessaires à leur habillement soient remis dans les lieux destinés à leur rassemblement. »

« X. Vu la célérité de la marche, il sera accordé à chaque volontaire cinq sols par lieue, qui leur seront avancés par le receveur de district. »

« XI. La solde sera la même que celle des autres bataillons volontaires nationaux; ils recevront comme eux les gratifications & augmentations d'appointemens accordés aux troupes lorsqu'elles sont campées. »

Digitized by Google

« XII. Le pouvoir exécutif donnera des ordres pour l'approvisionnement des effets de campemens nécessaires. »

« XIII. Le comité militaire présentera, sans huitaine, un projet de réglement sur tous les objets de détails relatifs à cette augmentation de la force publique. »

Du vendredi, séance du soir.

Le sieur *Rébecqui*, l'un des commissaires nommés par le département des Bouches-du-Rhône mandés à la barre, a lu un long mémoire où il a cru se justifier de ses liaisons publiques & de son entrée triomphale avec *Jourdan* &c, en rejettant tout sur les circonstances, sur la prétendue aristocratie des troupes de ligne, & sur le commissaire du Roi près le tribunal d'Avignon. Il a beaucoup exalté son civisme, s'est réclamé de feu *Mirabeau*, & a offert de se rendre dans les prisons d'Orléans. L'impression de son mémoire a été décrétée, & l'Assemblée a décidé qu'elle entendroit encore MM. *Bertin*, *Beauregard*, *Champion*, *de Folney* & *Lefort*.

Un décret a déclaré libres de retourner à Saint-Pierre-Miquelon, plusieurs particuliers bannis de cette isle comme perturbateurs, leur a accordé 200 liv. à chacun à titre d'avances, & a mis les frais de leur passage, pour le retour, à la charge de la nation. — M. *Gossuin* a rendu compte de troubles causés, comme toujours, par des prêtres insermentés nommés réfractaires, dans la ville d'Issengeaux. La procédure sera continuée & le ministre de l'intérieur en occupera de nouveau les loisirs du corps législatif pour en séparer d'autant mieux le pouvoir judiciaire.

Digitized by Google

Du samedi, 9 juin.

Une adresse attribuée aux négocians de l'isle de Guernesey, proteste qu'ils ne prendont aucune part directe ou indirecte à aucun armement contre les François, tant que l'Angleterre n'aura pas déclaré la guerre à la France. On applaudit.

Sur la proposition du Roi, contre-signée du ministre de la marine, l'Assemblée a décrété que la caisse de l'extraordinaire versera dans la trésorerie nationale 6 millions 443,252 liv. pour subvenir aux dépenses d'un armement destiné à faire respecter le pavillon national & assurer la liberté du commerce; & qu'il sera mis actuellement à la disposition de ce ministre 3,507,170 l. dont 1,482,910 liv. en numéraire (qui coûteront aujourd'hui 2,372,656 liv.), & le surplus à raison de 489,347 liv. par mois.

La recette & la dépense ordinaires de chaque mois devroient être de 48,666,000 liv., la dépense ordinaire du mois de mai est montée, suivant les calculs secrets du comité, à 13,076,039 l. de plus que la recette inconnue; ce qui suppose néanmoins 35,589,961 liv. de recette effectuée quoique non articulée. Mais, d'après les mêmes comptes adoptés sur parole, les dépenses extraordinaires se sont élevées à 41,090,941 liv. Un décret d'urgence a statué que la caisse de l'extraordinaire versera à la trésorerie nationale, d'abord 13,076,039 liv. pour remplir le *déficit*; ensuite 1,605,826 liv. pour les dépenses extraordinaires appartenantes à l'année 1791, acquittées en mai dernier; 57,525,468 liv. pour les dépenses extraordinaires dudit mois; & 1,958,649 l. pour avances faites aux départemens, aussi pen-

Digitized by Google

dant le même mois. Total, 54 millions 165,980 l. de *déficit* pour le mois de mai, qui jointes à 35 589,961 liv. de recette annoncée, font 89,755,441 liv. de dépense dans ledit mois. Un pareil *déficit* répété 12 fois, formeroit un *déficit* annuel de 649,991,760 livres. Une pareille dépense répétée 12 fois, monteroit à *un milliard* & 77 millions de dépense annuelle, & l'on n'auroit encore que trois armées en activité.

MM. *Mailhe* & *Gougeon* ont disserté pour & contre la suppression des droits seigneuriaux que l'Assemblée constituante avoit déclarés rachetables. Les galeries n'ont applaudi que les projets de spoliation résultant du système de M. *Mailhe* de n'admettre comme légitimes, que celles de ces propriétés qui porteront sur des titres originaires (après que le civisme a brûlé tant de titres!); & on a décrété l'impression de ses doctes recherches sur les Romains, les Goths, les Visigoths, les Francs &c. où il a tâché de trouver le droit d'usurper dans les ténèbres de l'histoire épaissies par de faux systèmes, au risque d'appauvrir encore l'état. Le ministre des contributions a promis qu'on auroit incessamment des assignats de 10 & 15 sous, & il a été chargé de toutes les opérations de ce que le jargon moderne a nommé leur *timbrage* dans un décret.

Du samedi, séance du soir.

Un des prétendus signataires de la dénonciation écrite par M. *Merlin* contre M. *Duport-du-Tertre*, dément cette signature. On a vivement applaudi au surcroît de honte qu'en a recueilli M. *Merlin*; mais les clameurs de MM. *Albitte*, *Thuriot*, *Lacroix* & d'autres ont fait passer à l'ordre du

du jour sur la proposition si juste de M. *Chéron*, de consigner dans le procès-verbal l'imposture démontrée, quel qu'en fût l'auteur.

Des gardes nationales du bataillon des Petits-Augustins sont venus dénoncer une adresse envoyée au bataillon pour y être signée, renvoyée au secrétariat de l'état-major, & présentée, dimanche, à midi, au corps législatif. Elle demande le rapport du décret qui ordonne un rassemblement de 20,000 hommes auprès de Paris. Prenant inconstitutionnellement des décrets pour des loix, ces citoyens jurent à l'Assemblée de n'exécuter que ses décrets, & reçoivent les honneurs de la séance.

M. *Delmas* a vu dans l'adresse dénoncée « un acte de rébellion »; M. *Guadet* l'intention de désunir les citoyens & la garde nationale, & il a dit que « supposer qu'il eût été question de remplacer la garde nationale Parisienne par des citoyens des départemens, c'étoit une *infernale* invention, aussi calomnieuse pour la garde de Paris, que pour ceux qui seroient appellés à former un camp aux environs de la capitale. » Et devant le même auditoire qui avoit entendu le ministre proposer expressément que ces hommes armés, arrivés des cantons, fissent auprès du Roi & de l'Assemblée le service de la garde Parisienne, dont on enverroit une partie aux frontières, & dont on livreroit les canons à ces nouveaux-venus; le rapporteur du comité proposer d'établir ces 20,000 hommes sous les murs de la capitale, M. *Guadet* oubliant que ces propositions retranchées, suspendues, mais non décidément repoussées par l'Assemblée, avoient été applaudies des auteurs mêmes du décret, traitoit d'invention *infernale* & de calomnie l'exposé naif de ce qui s'étoit dit à la tribune. Puis à ces assertions insoutenables ajoutant des inductions horribles à médi-

Digitized by Google

ter : « *S'il est vrai*, comme *on* l'annonce, a-t-il poursuivi, que la sanction de votre décret ait été retardée parce que dimanche vous devez recevoir une pétition de la garde nationale de Paris, *vous pouvez voir qui dirige cette infernale & atroce manœuvre.* » Il étoit difficile de mettre plus *d'infernal* dans une pareille discussion. Ses conclusions mandoient le commandant à la barre.

En vain MM. *Jouneau* & *Becquey* réclamoient-ils le droit de pétition ; en vain M. *Ramond* insistoit-il sur « ce dernier droit des opprimés » ; s'élevoit-il contre « une inquisition dictatoriale qui dénonce un projet d'adresse qu'on n'a pas entendue, & ferme la bouche à tous ceux qui ne parlent pas dans le sens de certaines factions ». On s'obstinoit à censurer une pétition individuelle, après en avoir écouté, applaudi de collectives signées de bataillons, de régimens entiers, & de séditieuses signées de présidens & de secrétaires de *clubs*, où l'on outrageoit la constitution, le Roi, l'Assemblée, où l'on proposoit le parjure, la suppression du *veto*, &c. M. *Thuriot* a prétendu que les pétitionnaires dénoncés vouloient que la garde nationale fît la loi à l'Assemblée. Sa gauche,ie a été couverte de rumeurs ; mais les galeries ont crié : *oui, oui* ; & l'on a mandé le commandant.

Un décret d'urgence a attaché une compagnie de guides à l'armée du midi.

M. *Carnot*, l'aîné, a fait un rapport sur la nécessité d'accorder des réparations honorables à la mémoire de M. *Théobald Dillon*, & de M. *Berthois*, & des indemnités à leur famille ; 1,500 liv. de pension à la mère des enfans de M. *Dillon*, & 800 liv. à chacun d'eux jusqu'à leur 21^e^. année. Les mêmes pensions étoient

Digitized by Google

demandées pour la veuve & les enfans de M. *Berthois ;* la décoration militaire pour MM. *Antoine* & *Pierre-Dupont-Chaumont.* M. *Lecointre* s'est encore donné l'affreux plaisir d'attaquer la mémoire de *T. Dillon.*

L'Assemblée a décrété les pensions & les décorations militaires.

Le commandant de la garde nationale est venu dire que le discours du ministre de la guerre avoit produit une grande fermentation & le désir général d'une pétition ; que le projet en avoit été distribué au moment de l'ordre, mais qu'elle seroit individuelle. On défroit, on refusoit les honneurs de la séance au commandant. S'il les reçoit, a dit M. *Merlin*, il faut les accorder à M. *Rebecqui* (*à l'abbaye, à l'ordre*)... M. *Vergniaud* a répondu à ces cris, que M. *Merlin* avoit usé de la liberté des opinions. On objectoit la peine infligée à M. *Froudière* pour avoir traité M. *Guadet* de déclamateur. « C'est tout simple, a dit M. *Ramond :* il avoit commis un crime de lèze-Gironde. » Ensuite M. *Vergniaud* est tombé sur les membres qui, usant aussi de la liberté des opinions, s'étoient permis de combattre le projet du camp de 20,000 hommes ; leur a imputé d'avoir seuls prétendu qu'on vouloit enlever les canons de la garde nationale, & de n'avoir tant parlé de factieux que pour se dénoncer eux-mêmes ; a confondu, en avocat, *le moment de l'ordre* & *la voie de l'ordre*, ou *l'acte de mettre à l'ordre*, pour accuser la garde nationale de délibérer comme corps armé. M. *Gensonné* a raisonné avec la même bonne-foi ; & l'objet des débats, & des dénonciations de signatures surprises a été renvoyé aux comités de législation & de surveillance.

Digitized by Google

On a vu dans notre dernier Numéro le placard de la Municipalité, où, sous le couvert de la Déclaration des Droits, on cherche à détruire le culte catholique en provoquant la suppression d'une des plus anciennes & des plus pompeuses cérémonies de l'Eglise; cette démarche de la Municipalité a porté plusieurs Habitans de Paris à porter des plaintes au Département; mais ce Corps, égaré comme les autres, par les principes faux qu'il s'est fait sur la police sociale, a répondu par des maximes insignifiantes, quand il étoit question de maintenir des loix de police qu'aucun décret n'abroge, & que, d'après la Constitution même, on doit protéger puisqu'elles tiennent essentiellement à la religion *constituée* dans l'Etat. Pour justifier les sottises de M. *Manuel*, le Procureur-général Syndic du Département, M. *Rœderer*, n'a point rougi de faire afficher un placard, où, entr'autres absurdités, il dit que la conduite de la Municipalité est d'autant moins répréhensible, qu'elle n'a fait qu'énoncer un droit, sans donner aucun ordre obligatoire, comme si les devoirs d'un Corps administratif étoient d'énoncer des droits, & n'étoient point de maintenir l'exécution des loix ou règle-

Digitized by Google

mens positifs, comme si le moindre bon sens n'indiquoit point qu'avec une pareille conduite le royaume seroit une véritable tour de Babel, où personne ne s'entendroit, & où les loix positives se trouveroient dominées par les opinions individuelles & les passions des Administrateurs. Il faut être bien certain qu'on parle à des hommes inattentifs, ou subjugués par la crainte, pour oser insulter à la religion d'une grande capitale par de semblables sophismes.

Quoi qu'il en soit, la *Fête-Dieu* s'est à peu près passée comme de coutume, malgré la pluie continuelle & le mauvais temps qu'il a fait toute la journée. Il y a eu des reposoirs, des processions, que la Garde Nationale a accompagnées en armes & en uniforme. Aussi M. *Manuel*, par un nouveau placard plus grossier encore que les précédens, a-t-il censuré cette conduite des *Soldats de la loi* : il n'y a rien là d'étonnant de la part d'un homme qui, comme M. *Manuel*, n'aime ni sa religion, ni son Roi ; mais ce qu'il y a d'étonnant, c'est de voir des hommes braves & honnêtes essuyer les sottises & coups de fouets de *Pierre Manuel*, & regarder comme un triomphe, proclamer comme une victoire qu'il ne les ait pas fait punir d'avoir osé témoigner quelque respect pour la religion de leurs pères. Tel est l'avilissement des mœurs & du courage d'une ville corrompue ; tel est le résultat,

des principes de servitude, déguisés sous le nom des droits du Peuple ; tels sont les effets de l'anarchie des pouvoirs & de leur réunion dans les mains d'un parti profondément adroit.

Pour accroître sa force & donner un nouveau degré de puissance à la faction dominante, un Décret appelle sous les murs de Paris une armée de 20,000 hommes ; bientôt on la verra prendre un accroissement formidable & servir aux factieux de moyen pour ôter à la Capitale le peu d'énergie qui lui reste dans son abaissement. Et ne croyez point qu'aucun effort généreux, qu'aucune démarche libre aille au devant de ce nouveau genre de domination, très-adroitement combiné. Quand un peuple s'est une fois précipité sous le joug de Maîtres fanatiques & ambitieux, son aveuglement devient tel que rien ne l'en peut retirer que des évènemens orageux & après des excès qui lui rendent enfin la tyrannie insupportable : mais c'est sur-tout quand on parvient à lui persuader qu'il est libre & que ses maux ne sont que passagers ou seulement l'ouvrage des protecteurs qu'il a choisis, que ce même peuple s'obstine à endurer tous les opprobres de la servitude avant de jetter un regard sur sa situation déplorable.

Ne voit-on pas d'ailleurs qu'à raisonner dans les principes de la Constitution actuelle,

Digitized by Google

ce camp, ce rassemblement armé, est une attaque portée à l'indépendance des deux pouvoirs constitués? L'Assemblée ne peut-elle pas s'en servir pour arracher du Prince tout ce qu'elle voudra, pour le soumettre avec plus de facilité encore à sa volonté absolue; comme il seroit possible qu'avec de l'art & de la combinaison, un Monarque plus entreprenant que *Louis XVI*, s'en servit par la corruption contre les Décrets de l'Assemblée même? Que peut-il donc résulter de cet armement arbitraire, sinon de la défiance, de la crainte, & peut-être une guerre civile entre la Capitale qu'on veut *contenir* & les Gardes des Départemens que l'on semble opposer à la Garde nationale & à la Bourgeoisie de Paris?

Pour répondre à ces réclamations justes, à ces plaintes contre un moyen d'oppression, l'on affecte de publier que c'est l'aristocratie seule, les partisans des deux Chambres qui répandent des doutes sur les vues, & les motifs de l'armée confédérée; l'on égare le peuple en lui montrant le soutien de sa cause dans la destruction de la liberté publique & la captivité du Prince: on traite d'ennemi du bien public, *d'émigré*, quiconque ose élever la voix contre une aussi dangereuse confusion des pouvoirs politiques. Cette tactique a trop long-temps réussi pour qu'on puisse espérer de dessiller les yeux de la multitude, ardente à persécu-

Digitized by Google

te: au prix même de son bonheur & de la liberté.

Au reste, il ne faut pas se le dissimuler, cette invasion d'autorité est une conséquence des manœuvres dont nous sommes les stupides témoins depuis trois mois. Une trame infernale est ourdie contre le Prince & sur-tout contre sa malheureuse épouse ; l'indifférence des Princes de la Maison de Bourbon, la nullité du Roi, l'imbécillité, la désunion des Royalistes, l'éloignement des secours étrangers, l'audace des factieux, l'inconséquence, les petites passions des Constitutionnels, les arts de la tyrannie réunis dans des mains dignes de les diriger, ne peuvent qu'inspirer l'effroi & faire pressentir l'affreuse catastrophe que l'on médite.

Ce sont sans doute ces dispositions atroces qui inspirent aux étrangers une si grande haine de la révolution Françoise & conseillent à chacun de nos voisins de s'en garantir comme d'une contagion désastreuse. Voici ce qu'on nous écrit de Berne à cet égard.

Extrait d'une lettre de Berne, le 3 Juin.

« Le Roi de Sardaigne avoit le 30 Mai, 15 mille hommes effectifs en Savoie dans les deux principaux cantonnemens, à Chambéry & près de Genève. Ce nombre sera porté à 20 mille. Le 13 Mai huit mille Autrichiens sous les ordres du Général *Strasoldo* sont partis du Mantouan & du Milanois pour le Piémont, avec 24 pièces de canon : ce sont les régimens de *Caprara*,

Digitized by Google

de *Belgiojoso ;* quelques bataillons choisis de garnison, de la Cavalerie, & des Artilleurs. Le Roi de Sardaigne a encore un corps de 6 mille hommes à Nice & aux environs. — Le Prince ni son pays n'ont aucune inquiétude quelconque ; la Savoie est parfaitement tranquille ; aucun germe d'insurrection ; tous les paysans sont dévoués au Souverain. Les François ont semé par-tout une telle horreur, qu'on a peur aujourd'hui généralement de leur Révolution comme de la peste. L'armée Piémontoise est très-animée contre vos Gardes Nationales. Ces mesures sont maintenant purement défensives. Je doute fort qu'elles le soit dans un mois. On a assemblé quelques régimens à Grenoble, où il règne parmi eux le même désordre que par-tout ailleurs. Les Chasseurs de *Franche-Comté* ont été obligés de quitter Grenoble par la violence du Club qui les accusoient *d'incivisme ;* M. *de Montesquiou* commande ce petit corps insubordonné. — Fort peu de forces dans le Bugey, & 500 Gardes Nationales dans le pays de Gex qui sera pris d'un tour de main, si les Piémontois passent le Rhône. Cela arrivera, je crois, dans peu, & alors le Roi de Sardaigne & les Suisses seront maîtres de toutes les gorges de la vallée du Lac Léman. La Diète Helvétique s'est ajournée, en tenant ses délibérations secrettes. Les ordres sont donnés par-tout ; les signaux préparés ; en 24 heures 80 mille Suisses peuvent être sous les armes. Le premier plan est celui de la neutralité armée : tous les alliés du Corps Helvétique y ont accédé. L'Angleterre a envoyé à la Diète Milord *Robert Fitz-Gerald* en qualité d'Envoyé Extraordinaire, & le Roi de Sardaigne M. *de Varax*. — Les François ne tiendront pas long-temps dans le

Digitized by Google

pays de Porentru, où ils ſont déteſtés. Tout ce que vous liſez ſur la prétendue allégreſſe des habitans eſt de la plus indigne fauſſeté. »

« Je viens d'apprendre les nouvelles ſcènes de la Capitale, & je ſuis dans une vive inquiétude. Il ne reſte plus perſonne dans l'Etranger à la ſublime Révolution & à la ſainte Conſtitution. Les François, malheureuſement, font horreur & pitié à toutes les claſſes de Citoyens. »

Pour donner un échantillon du ſtyle civique de nos journaux patriotes, nous rapporterons le récit qu'un d'eux fait de la mort du Prince-Evêque de Liége. Voici comme cet énergumène s'exprime :

« Le Ciel vient encore de frapper une tête de tyran, le petit Prince, le vieux deſpote, l'indigne Evêque de Liège, vient de rendre à la nature ſa vilaine ame. Il eſt mort le 4 Juin à huit heures & demie du ſoir, &c. ». C'eſt d'un pareil ſtyle que la mort de l'Empereur, du Roi de Suède, a été annoncée; c'eſt d'une manière auſſi indécente que celle du Duc de Sud-rmanie, de l'Impératrice de Ruſſie, du Roi de Hongrie actuel, eſt de temps en temps proclamée dans nos carrefours, & conſignée dans nos feuilles publiques.

Le Municipal *Manuel*, l'objet de la haine & du mépris public, malgré ſa toute-puiſſance & ſa popularité, a menacé pluſieurs Curés de Paris, (même conſtitutionnels), de les traduire devant les Tribunaux, parce qu'ils avoient fait des Proceſſions ſuivant le rite Catholique; il a également vivement réprimandé

Digitized by Google

les garde-nationales, ainsi que nous l'avons dit, & blâmé la Bourgeoisie de Paris d'avoir, contre sa volonté, *tendu* le jour de la Fête-Dieu. Rien n'égale l'impudence de cette conduite que la patience vraiment miraculeuse avec laquelle on la supporte. — Le Roi a eu le courage de ne point sanctionner le Décret qui prononçoit la déportation contre les Prêtres Catholiques Romains. C'est beaucoup de hardiesse à lui ; mais il aime sa Religion, & de tous les devoirs qu'il a contractés à son Sacre, c'est le seul que la rage de ses ennemis ne soit pas parvenue à lui faire sacrifier à leur ambition audacieuse & passagère. On espère qu'il ne sanctionnera pas non plus le Décret sur le rassemblement armé près de Paris. C'est le moyen d'éviter une guerre civile. — M. *Boscary* a fait banqueroute ; il est remplacé à l'Assemblée par M. *Dusaulx*, de l'Académie des Inscriptions & Belles-Lettres, Auteur d'un bon ouvrage intitulé *de la Passion du Jeu*, dédié à MONSIEUR, frère du Roi, imprimé en 1779. M. *Dusaulx* est un Révolutionnaire des plus inconséquens & des plus fougueux. Il a fait un ouvrage amphatique, intitulé *l'Histoire de la prise de la Bastille*, publié avec affectation au moment de la Confédération militaire de 1790. — M. *de Biron* a, dit-on, quitté Valenciennes pour aller commander l'armée du Rhin à la place de M. *Luckner*.

Digitized by Google

Quatre bataillons des Volontaires, plusieurs régimens d'Infanterie & deux de Cavalerie, en tout six mille hommes, ont passé le 8 à Valenciennes, venant du camp de Maubeuge, & ceux-ci ont été remplacés par plus de dix-huit mille hommes sous les ordres de M. *la Fayette*. Le même jour, à 5 heures, le Maréchal *Luckner* a passé la revue générale du camp de Famars, qui a été levé le 9 en grande partie. Toute l'artillerie est en avant; on a donné deux pièces de canon à chaque Compagnie de Grenadiers. Le mouvement des troupes est extraordinaire. Il paroît que le projet est de réunir les deux armées pour agir de concert sur Mons, & l'on s'attend à quelqu'évènement important.

D'après le recensement des troupes qui composent les armées du Nord, du centre & du Rhin, il résulte que la première a 53,000 hommes, dont 46 bataillons de ligne, 30 bataillons de Volontaires & 46 escadrons; la seconde 63,000 hommes, dont 48 bataillons de ligne, 41 de Volontaires & 27 escadrons; l'armée du Rhin 50,000 hommes, dont 36 bataillons de ligne, 34 bataillons de Volontaires & 64 escadrons.

M. *Moris*, nouveau Ministre Plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique, a été présenté la semaine dernière au Roi. — M. *d'Orléans* qui étoit allé à l'armée du Nord en est revenu, il paroît que sa personne n'y a pas produit l'effet qu'il attendoit. M. *Rœderer* y est aussi allé depuis; qu'y faire? Il a dû revenir dans la semaine. — Le Roi vient de retirer le portefeuille à M. *Servan*, Ministre de la guerre.

Digitized by Google

MERCURE HISTORIQUE ET POLITIQUE.

POLOGNE.

De Varsovie, le 30 Mai 1792.

CONTRE l'esprit des Révolutionnaires François, la Pologne fortifie le pouvoir royal à mesure que les dangers menacent la nouvelle Constitution. L'on sent ici que des décrets ne sont rien quand celui qui doit les faire exécuter, veiller à l'ordre public, à la sûreté des individus, ne jouit point d'une confiance inaltérable & d'une autorité parfaite. Ce moyen peut seul arracher la Pologne aux maux qui ravagent la France, balancer les succès éventuels des forces étrangères, prévenir les suites dangereuses d'une confédération sous la protection de la Russie, & donner aux élans patriotiques une tenue véritablement utile.

Digitized by Google

Nos affaires, au reste, que l'on veut comparer à celles de France, présentent une physionomie bien différente. Là, on a proscrit la Noblesse, affoibli le pouvoir royal, donné aux corps populaires une force de souveraineté anarchique; ici, la Noblesse est déclarée faire une partie essentielle de l'ordre public, le Prince est revêtu d'une puissance absolue, les villes n'ont ni canons, ni troupes, ni Gardes civiques à la disposition des Maires & des Factieux. Un acharnement de philosophisme exalté n'y poursuit point les institutions sociales que rejette le puritanisme françois. Une faute cependant que nous avons faite, & cette faute est celle de toutes les grandes Assemblées qui administrent, comme la fait la confédération doublée de 1791, c'est d'avoir trop peu fait de cas des traités avec l'étranger, de n'avoir ménagé en rien la Cour de Russie, garante, par un traité positif, de l'ancienne Constitution, & d'avoir encore fait l'apperçu de quelques projets françois, décrété la ruine d'une multitude de familles par la vente des Starosties, lorsqu'avec des moyens lents, mais sûrs, on eût pu, comme l'Angleterre, éteindre la dette nationale, & consolider le crédit public.

C'est donc cette imprudence, & les fruits qui en découlent nécessairement, qui mettent la Pologne dans l'état d'inquiétude

où elle se trouve aujourd'hui, état qui seul encore un malheur, quand de brillans succès, achetés au prix du sang Polonois, nous mettroient à portée de maintenir avec rigueur des loix proposées, mises en exécution, en moins de temps qu'on en exige pour organiser l'administration d'une paroisse.

Un autre défaut des grandes Assemblées, c'est de soutenir avec hauteur ce qu'elles ont décidé avec imprudence, parce que l'amour propre d'un Corps collectif n'est jamais contenu par la responsabilité d'aucun de ses membres; il est naturel qu'il inflexe à la défense de son ouvrage, plus encore de passions que rien ne réprime au milieu de leur impunité. C'est encore ce qu'offre la Diète dans ce moment, malgré le discours du Roi, où la circonspection & les égards dus à des voisins puissans se reproduisent sous plusieurs traits; les résolutions les plus emphatiques sont celles qui y ont le plus de succès.

Ce qui doit inspirer le plus d'inquiétudes est la formation de la confédération dont nous avons parlé plus haut. Cette division seroit d'autant plus funeste que cette sorte de Diète appuyée des armes de la Russie, argumenteroit de l'ancienne constitution, que la Diète de 1791 n'avoit point mandat de détruire, que les mécontens

donneroient à leurs plaintes une forme régulière par les délibérations de cette Assemblée, qu'un grand nombre retenus par la crainte ou l'incertitude s'y réuniroient, ce qui joint à la corruption des partis, aux influences étrangères, pourroit plonger l'Etat dans une anarchie dont rien ne pourroit le faire sortir de long-temps.

On avoit paru espérer quelque chose de la Porte-Ottomane. On pensoit que cette Cour irritée des derniers évènemens & fâchée de sa dernière paix avec la Russie favoriseroit les efforts de la Pologne pour le maintien de sa nouvelle Constitution. Mais on apperçoit aujourd'hui que cet espoir est chimérique, & que la Porte occupée de son Gouvernement intérieur, fatiguée d'une longue guerre, a besoin de repos, & que d'ailleurs la forme de son Gouvernement doit naturellement la porter à s'opposer aux progrès des principes qui pourroient l'ébranler.

La garantie de la Prusse rassure davantage ; cette Puissance veut Thorn & Dantzick ; à ce prix, peut être seroit-elle quelque chose pour nous ; mais il est douteux que la Russie se soit déterminée à nous déclarer la guerre sans en avoir prévenu son alliée ; il est possible même que Thorn & Dantzick aient été promis à la Prusse par la Russie, pour prix de sa neu-

Digitized by Google

malité. L'abandon de la part de la Prusse est encore rendu probable par la guerre où elle se trouve entraînée avec l'Empire & pour l'Empire, contre les progrès de l'anarchie & l'invasion des François sur le territoire Impérial & Autrichien.

C'est au milieu de ces embarras, & pour se mettre en mesure d'en prévenir les suites, que la Diète a dans sa séance du 22 Mai, arrêté les articles suivans.

1°. Le Roi jouira du pouvoir le plus étendu durant tout le cours de la guerre actuelle. Il disposera des opération à faire, portera les troupes par-tout où le besoin l'exigera, remplacera les Officiers sans l'intervention de la commission de guerre, prendra enfin toutes les mesures convenables pour assurer, soit la défense extérieure, soit le maintien de la tranquillité intérieure du pays; 2°. on met à la disposition du Roi six millions pour les dépenses secrettes & pour récompenser des services rendus; 3°. le Roi pourra créer une nouvelle distinction uniquement militaire destinée à décorer ceux qu'il jugera s'en être rendus dignes par leurs belles actions.

L'*esprit public*, sur lequel on ne doit compter qu'avec modération dans les momens de scissions politiques, paroît seconder ces mesures de la Diète; on fait des dons *patriotiques*; on montre de l'empressement à repousser l'ennemi. Le Prince

Kadziwil a, dit-on, donné quarante pièces de canons ; d'autres Palatins ouvrent leurs arsenaux ; on a pris aussi des mesures pour acheter des armes chez l'étranger. On dit l'armée de 70,000 hommes dans ce moment, & l'on presse le recrutement pour la porter au complet de 100,000.

A tout cela la Russie oppose un corps de troupes aguerries, que l'on dit devoir être porté à 60,000 hommes : déjà le territoire Polonois est occupé par plus de 30,000 Russes civilés en plusieurs colonnes qui marchent par Dunabourg, Nowogrod, Polok & Totoczin en Lithuanie ; par Saroka, & Bata en Ukraine, & par Mohilow du côté de ce fleuve.

L'armée Polonoise du Prince *Joseph Poniatouski* s'est retirée dans le pays ; à Vinica sur le Bogs son avant-garde est rétirée à Tulczin, pour observer les mouvemens des Russes. Il n'y a encore eu qu'une légère fusillade entre nos troupes & les Russes, lorsque ceux-ci ont passé le Niester. — L'armée de Lithuanie, qui n'est point encore formée, doit s'assembler vers Kiow. — Les Etats ont accordé deux millions au Roi pour les frais de la guerre. — Le contingent des troupes porté dans le Traité d'Alliance avec la Prusse doit être incessamment réclamé. — Le projet de réponse à l'Impératrice a été arrêté à la Diète le 29. On y a également décidé de faire une adresse à la Nation Polonoise, mesure exaltatoire & susceptible d'autant de mal, pour le moins, que d'utilité réelle.

Digitized by Google

De Vienne, le 2 Juin 1792.

Le Roi eſt parti, le 31 Mai, pour Bude. Sa Majeſté étoit accompagnée de la Reine, du Grand-Duc de Toſcane & de l'Archiduc *Joſeph*. Si-tôt après ſon Couronnement à Bude, le Roi reviendra ici pour ſe rendre à Francfort. Avant ſon départ, il avoit remis au Prince *de Kaunitz* les pouvoirs d'adminiſtration néceſſaires. Le Grand-Duc de Toſcane s'étoit également abouché avec ce Miniſtre ſur les meſures à prendre dans les circonſtances, relativement à la neutralité de la Toſcane & à la ſûreté de la navigation dans le Port de Livourne.

L'on a beaucoup exagéré dans quelques Gazettes une eſcarmouche qui a eu lieu il y a quelque temps entre deux Corps de troupes ſur les frontières de la Boſnie & de la Croatie; cet évènement, qui n'a point eu de ſuite, n'en a pas moins fait hâter la démarcation de ces deux Etats; les Commiſſaires reſpectifs de Vienne & de la Porte en ont commencé l'opération, afin de prévenir de ſemblables évènemens.

Avant ſon départ, le Grand Duc de Toſcane avoit reçu l'avis qu'une frégate Françoiſe arrivée à Livourne y avoit occaſionné du déſordre. L'équipage s'étoit conduit d'une manière fort in-

Digitized by Google

décente ; il avoit insulté dans la ville plusieurs Ecclésiastiques, & quelques femmes. On a également appris de Turin que le bruit s'y étoit répandu qu'on y avoit découvert un complot contre la vie du Roi de Sardaigne, qu'un François avoit été arrêté ainsi qu'un Cuisinier du Roi, & que celui-ci dans un interrogatoire avoit avoué qu'on avoit cherché à l'engager à empoisonner le Roi. — La Nation Hongroise a offert à Sa Majesté 25 millions de florins pour soutenir la guerre. — Quelques bataillons de Croates ont reçu l'ordre de remplacer le Corps de troupes qui se rend du Milanois dans le Piémont. — Les Cuirassiers de *Nassau* ont passé par Vienne le 31 Mai pour se rendre dans les Pays-Bas. — On apprend de Hanau que 900 hommes de troupes Hongroises ont passé par cette ville pour se rendre dans les environs de Cologne. — Le 26 du mois dernier, le bataillon Colonel du régiment de *Stuart* est arrivé à Egra ; il se rend sur ses frontières de France ainsi que les bataillons de *Hohenlohe*, de *Settach*, &c. — On mande de la Hongrie que le Colonel *Michalowich* y lève un Corps de Volontaires de 10,000 hommes ; qu'une grande partie en est déjà équipée & dressée, & qu'il est destiné à servir sur les bords du Rhin. — Les troupes que Sa Majesté donne au Roi de Sardaigne comme auxiliaires, resteront à sa solde, Sa Majesté Sarde ne fournira que les vivres & les fourrages. — Tous les régimens de Hussards & de Chevaux-légers ont ordre de se rendre dans les Pays-Bas.

De Berlin, le 5 Juin.

Il est faux qu'il règne une division à la

Digitized by Google

Cour relativement aux affaires de France ; celles de Pologne ne changeront rien non plus aux dispositions faites. Avant qu'on les commençât on connoissoit l'intention de la Cour de Pétersbourg, & le Corps de troupes que doit commander le Général *Mollendorf* sur les frontières qui avoisinent la Pologne, n'a d'objet que la sûreté des Etats de Sa Majesté. On sait aussi que le desir du Roi seroit que la Pologne s'arrangeât avec la Russie, & prévînt une guerre qui ne pourroit qu'être fâcheuse dans l'état actuel de l'Europe.

Le Roi est parti le 2 pour aller faire la revue des régimens en Poméranie. Le Prince Royal s'y est aussi rendu. Le lendemain le régiment de Hussards *d'Eben* a déposé ses timbales à l'Arsenal, usage qu'il pratique lorsqu'il se met en marche pour entrer en campagne ; le 3, il est parti pour Coblentz, ayant à sa tête son Chef, le Prince *Louis* de Prusse. Le même jour une division de l'artillerie à cheval s'est mise en route pour la même destination.

De Francfort-sur-le-Mein, le 9 Juin.

La troisième colonne des troupes Prussiennes qui se rendent vers le Rhin, doit se mettre en marche aujourd'hui & arriver le 30 de ce mois entre Minden & Fritgar. Cinq bâtimens ayant à bord des troupes Hongroises ont passé le 4 près de cette

Digitized by Google

ville pour se rendre dans les Pays-Bas. — Le Cercle de Souabe a arrêté d'accéder à l'association des Cercles, mais il a déclaré que cette association ne pourra prendre que des mesures préparatoires, & qu'il faudroit attendre un *Concluſum* de l'Empire pour agir hostilement contre la France. C'est ce Cercle qui mettra des garnisons à Kehl, Offenbourg & autres endroits voisins. — Il se confirme que le Maréchal *Bender* a reçu l'instruction de consentir à un armistice de quatre ou de six semaines, si toutefois il étoit demandé. — Suivant le même rapport, la guerre offensive ne pourra avoir lieu que lorsque toutes les troupes seront rendues à leur destination. — On assure que les François émigrés ont enfin obtenu la permission du Roi de Hongrie d'agir en Corps d'armée, mais à condition de suivre absolument le plan d'opérations de ses armées, & de se soumettre au commandement de ses Généraux. — Les lettres réquisitoriales pour le passage de 29,000 hommes de troupes Autrichiennes ont été notifiées à Ratisbonne & aux environs. Quatre bataillons passeront le 22 de ce mois par Ratisbonne.

PAYS-BAS.

De Bruxelles, le 12 Juin.

L'inauguration de Sa Majesté a eu

lieu le 12 ici, suivant les cérémonies d'usage. Il paroît que les François instruits de cet évènement avoient pensé qu'ils pourroient en profiter pour entrer dans le pays & se porter sur quelque ville après avoir effectué la réunion des armées de *Luckner* & *la Fayette* dans les plaines entre Mons, Valenciennes & Maubeuge. Mais le Commandant général de nos troupes, le Duc *de Saxe-Teschen* & l'Archiduc *Charles*, avertis à temps de ce mouvement, se sont portés avec un Corps de troupes de 9 mille hommes sur l'avant garde de l'armée Françoise de M. *de la Fayette* qu'ils ont atteinte à une lieue & demie de Maubeuge, où le combat s'est engagé par une canonnade très vive de part & d'autre. Le Corps d'armée Françoise a été obligé de se replier sous le canon de Maubeuge, après avoir laissé, dit-on, 300 morts sur la place, entr'autres, le Général *Gouvion* & 10 autres Officiers qui ont été tués à l'entrée d'un village nommé la Grisnelle. Voici ce que le Gouvernement a fait publier dans un supplément à la Gazette des Pays-Bas sur cet évènement, sous la rubrique *d'extrait d'une lettre de Mons*, en date du 11.

« Nous avons attaqué, ce matin, le corps commandé par M. *de Gouvion*, que M. *de la Fayette* avoit posté en avant de Maubeuge du côté de Beugny, Bereilly, Marcieux & la Gris-

nelle. Nous l'avons délogé de son camp & des batteries qu'il y avoit construites, & chassé jusqu'à Maubeuge, tandis que le reste de l'armée de *la Fayette* n'a pas bougé de celui dans lequel elle est retranchée derrière cette place. Nous avons pris quelques tentes, un caisson de munitions & un magasin de fourrage à l'ennemi, & nous avons fait prisonniers un Officier & quelques Soldats. Le Maréchal-de-camp *Gouvion* a été tué à l'entrée du village de la Guisnelle. Dès que les rapports ultérieurs que nous attendons sur cette affaire nous seront parvenus, nous nous empresserons de les communiquer au public. L'inauguration d'ici a été célebrée au son des trompettes de la victoire. »

Le Général *Bender* est définitivement nommé Gouverneur du Luxembourg; il y avoit commandé pendant la dernière insurrection du Brabant. Le Général *Clairfayt* le remplace dans le commandement général des troupes aux Pays-Bas. — Les Etats de Brabant ont été de nouveau assemblés pour l'affaire des subsides; le Tiers Etat y veut toujours mettre une condition qui doit paroître d'autant plus contraire aux formes ordinaires que les constitutions du pays n'autorisent un ou plusieurs Ordres des Etats à refuser les subsides, que lorsqu'ils sont injustement demandés ou trop au-dessus des facultés des Habitans, & jamais à y mettre des conditions puisées dans les évènemens ou dans les matières de Gouvernement politique. Aujourd'hui le Tiers-

Digitized by Google

Etat exige pour condition le rappel de cinq Conseillers exilés, l'abolition de la Loi Martiale; objets qui sont absolument du domaine de la grande police de l'Etat, & ne peuvent jamais, sans confusion de pouvoirs, être invoqués pour un refus de subsides, puisqu'il n'en peut rien résulter qui les rendent plus ou moins légitimes. Au reste, on espère que ces tracasseries, qui tiennent à un reste d'esprit d'insurrection, fomenté par l'étranger en grande partie, disparoîtront après le Couronnement de Sa Majesté, en qualité d'Empereur des Romains.

On mande d'Amsterdam que les inquiétudes qu'on y avoit sur le sort des établissemens Hollandois dans l'isle de Ceylan, où l'on avoit annoncé, il y a quelque temps, une insurrection, viennent d'être dissipées par une lettre reçue dernièrement; elle porte que par les soins du Gouverneur de la Colonie M. *Van Graaff*, & par la discipline & le courage des troupes & sur-tout du régiment Suisse de *Muron*, l'on étoit parvenu à tenir en échec trois armées de Chingulais, peuple ennemi des Hollandois, & que la saison des pluies les avoit forcé de rentrer chez eux. L'on a reçu à Ceylan des secours du Cap de Bonne-Espérance & de Batavia, & l'on espéroit renouveller avec le Roi de Candie les Traités & l'Alliance

Digitized by Google

qui subsistent depuis long-temps entre lui & la République.

Le Prince *Stathouder* met une grande activité aux préparatifs militaires que les circonstances commandent : ses liaisons avec la Cour de Prusse, l'influence de Madame la Princesse son épouse & des motifs de sûreté pour l'Europe paroissent pousser la République à se joindre à la réunion des forces combinées contre la France ; la Province de Hollande seule semble ne pas montrer le même sentiment que les autres à cet égard ; mais l'on a lieu de croire qu'elle en suivra l'exemple.

FRANCE.

De Paris, le 20 Juin 1792.

SECONDE ASSEMBLÉE NATIONALE.

Du dimanche, 10 juin.

Des citoyens de deux ou trois sections de Paris témoignent leur satisfaction du décret relatif aux 20,000 fédérés (grands applaudissemens). M. *Santerre*, les hommes à piques & quelques gardes nationales du faubourg St. Antoine, suivent l'Assemblée sur ce décret. Orateur de la députation, M. *Santerre* a dit : « Les esclaves ne s'assemblent jamais que pour rendre de honteux hom-

Digitized by Google

nages *à des assassins couronnés*; les hommes libres se réunissent pour resserrer les doux liens de la fraternité sociale. » Après diverses harangues, ces députés & d'autres, hommes & femmes, ont eu les honneurs de la séance. L'Assemblée a décrété que le 6^e^ régiment de dragons est honorablement acquitté; & il a été fait mention de la conduite louable de M. *Duval*, le colonel, comme du trait oratoire des *assassins couronnés* du brasseur M. *Santerre*.

Quelques détachemens de troupes de ligne de Paris & leur général, M. *Wittincoff*, ont reçu la faveur de défiler devant l'Assemblée nationale au bruit de ses applaudissemens, des tambours & de l'air *ça ira*; spectacle vraiment législatif, propre à convaincre que le Roi est le chef suprême de l'armée.

Six pétitionnaires ayant pour orateur M. *Vasselin*, ont demandé, à la barre, un décret d'accusation contre le ministre de la guerre, comme s'étant rendu l'instrument d'une faction en calomniant la garde nationale de Paris. M. *Vergniaud* a accusé M. *Vasselin* de demander à l'Assemblée un décret contre elle-même, & de calomnier tous les patriotes de la France (on n'a pas oublié que M. *Vergniaud* appelloit *Jourdan* patriote, martyr de la liberté). Il a crié vengeance au nom de la loi, & a refusé les honneurs de la séance aux pétitionnaires en disant qu'on ne les accordoit jamais aux dénonciateurs. Quelle allusion! M. *Dumolard* s'est cru dispensé de tout commentaire en lui rappellant qu'on y avoit admis les galériens de Châteauvieux. M. *Mouttet* vouloit que le procès-verbal portât que M. *Vasselin*, qui venoit de sortir, avoit été *chassé*; on n'a pas adopté

cette rédaction, & d'un long vacarme est résulté ce *considérant* de M. *Vergniaud*.

« L'Assemblée nationale, pleine de confiance en la garde nationale Parisienne, voulant venger l'injure qui lui a été faite ainsi qu'aux gardes nationales des 83 départemens, qui ne font qu'un avec celle de Paris; considérant que ce ne peut être que par l'effet de manœuvres coupables & d'intrigues criminelles qu'on est parvenu à égarer l'opinion de quelques citoyens; qu'il importe à la tranquillité publique d'en connoître les auteurs, renvoie la pétition qui lui a été lue, aux comités de législation & de surveillance réunis, pour être fait, le plus promptement possible, un rapport sur cette affaire ».

Plusieurs gardes nationaux de Paris, ont apporté la pétition dénoncée consistant de 8,000 signatures seulement pour ne pas trop tarder. Ils accusoient le ministre de la guerre de calomnie; assuroient que les factieux qui parloient tant du brigand, raignoient encore plus la garde nationale Parisienne, dont le courage n'étoit pas à l'épreuve, & demandoient le *rapport* du décret sur les 12,000 hommes. M. *Vergniaud* a prétendu que les signatures avoient été mendiées. On a renvoyé la pétition aux comités de législation & de surveillance, & le président a invité la députation aux honneurs de la séance qu'un bruyant orage a terminée.

Du lundi, 11 *Juin*.

Les administrateurs du département du Gard annoncent que la peste s'est manifestée à Tunis, & qu'on a pris à Marseille & à Toulon toutes les mesures pour empêcher qu'elle ne soit apportée en France.

Digitized by Google

Il pleut à la barre & à la tribune des adresses, pétitions & dénonciations individuelles ; contre l'adresse des 8,000 gardes nationales de Paris, & contre des imprimés qui circulent, où l'on accuse les factieux du projet d'enlever le Roi pour s'en faire un ôtage. On lit aussi des rétractations de signatures prétendues surprises. Tout est renvoyé aux comités de surveillance & de législation réunis, au bruit des battemens de mains des galeries & d'une partie de l'Assemblée.

Voici la substance de deux décrets rendus : 1°. l'armée du midi aura un payeur-général & un contrôleur des dépenses, nommés par la trésorerie nationale conformément au décret du 27 avril dernier ; 2°. le Roi donnera ses ordres pour le remplacement de tous les emplois vacans dans le régiment d'artillerie des colonies. La place d'inspecteur-général ne sera remplie qu'après l'organisation définitive. Les officiers rouleront, pour leur avancement, sur la totalité du régiment, & les sous-officiers sur la totalité des compagnies réunies dans le même département. Ceux qui monteront à des grades vacans antérieurement au premier avril 1792, seront censés avoir été pourvus à ladite époque ; les autres dateront de la vacance.

Des citoyens « domiciliés dans l'étendue du bataillon de Saint-Laurent » de Paris, au nombre de 22, sont venus désavouer la pétition des 8,000 & dénoncer M. *Guyon*, adjudant-général, comme l'ayant distribuée à l'ordre. Le président les a invités aux honneurs de la séance, peut-être pour confirmer l'assertion positive du véridique M. *Vergniaud* que « jamais on ne les accordoit à des dénonciateurs ».

M. *Roland* a représenté que les 12 millions destinés à secourir les départemens, étant épuisés, le

Roi n'avoit pu sanctionner le décret qui ordonne au ministre de prendre sur cette somme dépensée les 160,000 liv. décernées au département de l'Aisne. Un nouveau décret a mis les 160,000 l. à la disposition du ministre. — Tout le reste n'a été là que pour être renvoyé, imprimé, ajourné.

Du lundi, séance du soir.

Nouvelles dénonciations de signatures surprises à des femmes, à des enfans, pour composer les 8,000; & nulle preuve légale que ces fraudes soient l'œuvre du parti qu'on dénigre, & non de factieux qui récriminent; rétractations de signatures apposées au bas de la pétition de M. *Vassedin* qui sollicitoit un décret d'accusation contre le ministre auteur du projet d'appeller 20,000 patriotes. Un particulier entreprend, à la barre, de justifier les assassinats d'Aurillac, se vante d'avoir propagé, dans le département du Cantal & les départemens circonvoisins, les lumières & le feu du patriotisme le plus pur, voit par-tout des cocardes blanches, des croix blanches, des nobles & des prêtres *extrus* qui égorgent impunément, la loi qui sommeille, & peint des aristocrates emprisonnés, le peuple se ressaisissant du glaive de la justice, les portes des cachots enfoncés, & les têtes... Une honorable indignation a éclaté dans l'Assemblée; ceux qui avoient traité *Jourdan* & ses complices de patriotes, de martyrs de la liberté, n'ont pas élevé la voix pour réclamer une amnistie en faveur de cet exécrable civisme que M. *Goffuin* a couvert d'une juste horreur. Le pétitionnaire n'attend pas qu'on le chasse, & l'on applaudit.

Mademoiselle *d'Eon*, aussi connue sous le nom de M. le Chevalier *d'Eon*, écrit au corps législa-

Digitized by Google

tif, qu'impatient de les jouer, elle a tout vendu, n'a gardé que son uniforme, ses armes, & les manuscrits du Maréchal de *Vauban*, qu'elle brûle de faire briller son épée ailleurs qu'aux processions de Paris, & d'aller à l'armée vaincre ou mourir pour la Nation, la Loi & le Roi. Il sera fait mention de sa lettre renvoyée au comité militaire.

Du mardi, 12 juin.

Un des secrétaires de *M. de Blanchelande* rend compte des nouveaux troubles de St. Domingue, & en demande le renvoi au comité colonial. *M. de la Morlière* adresse à l'Assemblée le rapport des troubles excités à Newbrisack par l'arrestation de voitures chargées d'armes, expose que le 1.er bataillon de l'Ain & le 6.e du Jura se sont très-mal conduits, & demande qu'ils soient jugés par des cours martiales, & licenciés, s'il y a lieu, seul moyen de rétablir la discipline. Sa lettre a été remise au comité militaire, comme si le Roi n'étoit pas le chef suprême de l'armée, comme s'il falloit une loi pour chaque fait.

La minorité réelle parvenue à jouer le rôle imposant & précaire d'une majorité factice, a cru devoir encore user du puéril moyen de faire présenter à la barre quelques remercimens pour le décret relatif aux 20,000 hommes, & quelques rétractations vraies ou supposées de signatures compromises dans les 8000 qui sollicitoient l'abrogation de ce décret, mesure impolitique & funeste qui tend à faire dépendre la valeur d'un décret du plus ou du moins d'individus qui les approuvent ou désapprouvent au gré des *clubs*. On a renvoyé la pétition au comité, & les pétitionnaires ont reçu les honneurs de la séance.

M. Clavière mande à l'Assemblée que la caisse

Digitized by Google

patrionique de secours a été pour 12,569,512 l. de plus que ne l'ordonne le décret du mois dernier. Sur l'observation de *M. Cambon*, que le décret du 5 avril porte que les municipalités feront déposer en assignats la valeur des billets émis, on est passé à l'ordre du jour.

Hier au soir M. *Delfaux* vit un énergumène monté sur une chaise, & entouré d'un nombreux auditoire, dans le jardin des Tuileries, à la porte de l'Assemblée nationale. Le bénévole législateur se place à côté de l'orateur & l'écoute, du plus beau sang-froid, déclamer avec beaucoup de véhémence & en montrant le château, un ouvrage intitulé : *La chûte de l'idole des François*. Il entend ce furieux parler ainsi du Roi dont la personne est *sacrée* aux yeux de tout honnête-homme & d'après la constitution.

« C'est ce monstre qui n'employe le pouvoir qui lui est confié que pour anéantir la nation. Bloquer *Charles IX*, il veut vous armer les uns contre les autres, & porter dans la France la désolation, les ravages & la mort. Va perfide, ton crime envers une nation sensible & généreuse, te met dans la classe des plus grands criminels. *Damiens* fut moins coupable que toi ; s'il eût consommé son crime, il n'eût privé la société que d'un brigand.... Et toi, dont l'attentat est cent millions de fois plus grave, on ne sait le imputer.... Mais tremblez, brigands, qui vous jouez de la volonté du peuple ; l'heure de la vengeance approche ; il est parmi nous des *Scévola* qui sauront braver les tourmens & la mort, pour la donner à ceux qui nous oppriment. Puisque le successeur de tant de tyrans a rompu tous les nœuds qui l'attachoient à nous, foulons aux pieds ce vain simulacre de royauté qui a

prétendu anéantir les loix émanées de la volonté de 25 millions d'hommes. Ployer devant un individu est un crime & une monstruosité dans l'ordre social. ... Abattons les restes de la royauté, écrasons cette idole des Français, qui en se faisant déclarer inviolable, a avili la majesté nationale; réunissons nos forces, &c. ... » Enfin M. *Delfaux*, l'un des représentans de la nation, loin d'élever sa voix contre cet infâme promoteur de carnage!, contre cet exécrable apôtre salarié du régicide, a souffert, au contraire, que sa présence, son attention & sa retraite paisible parussent donner une sorte d'approbation tacite à ces horreurs; & oubliant philosophiquement qu'il naquit sujet du Roi malheureux qu'on livre aux assassins, oubliant qu'il est François, homme, législateur, inviolable, & que tout citoyen devient magistrat lorsque les magistrats laissent de telles scélératesses impunies, M. *Delfaux* s'est réservé de raconter aujourd'hui cette scène & la conduite à l'Assemblée nationale. Il dit qu'il s'est approché, qu'il a tout écouté; cite les longs passages que nous venons d'abréger, dont les premiers mots coûtent été les derniers si la loi eût régné, si l'audacieux instigateur de meurtre & d'anarchie avoit rencontré un seul homme vertueux & libre dans ce groupe de vils esclaves; & il a demandé que M. *Pétion* rendît compte des mesures prises pour éviter « de pareils abus ». ... Le même membre a aussi dénoncé le garde-du-sceau comme coupable de ne point s'opposer à la circulation de l'*ami du peuple*, feuille infâme qui, depuis le décret d'accusation lancé contre *Marat* qui la signe, se répand plus que jamais dans la capitale, dans les départemens & dans l'armée, & il en a rappellé ces phrases :

Digitized by Google

de Rhône évident que *Théobald Dillon* est criminel ; vous verrez cependant que l'Assemblée le blanchira pour donner aux généraux le droit de trahir en faisant punir les régimens patriotes. » Dites ensuite que le Roi, les ministres & l'Assemblée nationale ne s'entendent pas comme des larrons en foire ».

MM. *Lasource*, *Goupilleau*, *Duxhem* & *Saladin* ont invoqué l'ordre du jour ; l'un parce qu'il y avoit des décrets rendus, l'autre parce que l'Assemblée pour se tenir à la hauteur, &c. ne doit pas s'amuser à des dénonciations de gazettes. » M. *Mayerne* s'est écrié : Quel intérêt ces Messieurs ont-ils donc à soutenir de pareils crimes (grande rumeur) ? » M. *le Roi* de Bagneux, a dénoncé un écrit intitulé : *Tête à prix*. On y met à prix la tête du Roi, celles des généraux & de plusieurs membres de l'Assemblée. Sur la remarque de M. *Beugnot* que ces faits n'étoient pas de la compétence de l'Assemblée, on a décrété le renvoi au pouvoir exécutif, & l'on est passé à l'ordre du jour, sans faire aucune mention de l'incroyable négligence des principaux chefs de la police municipale qui, voient d'un œil indulgent & ces pamphlets & ces déclamateurs des carrefours & des jardins publics ; on a seulement ordonné que le garde-du-sceau rendroit compte des moyens employés pour arrêter l'*Ami du Peuple*.

Ce ministre est venu dire qu'il avoit fait tout son possible, sous les loix actuelles ; qu'il avoit écrit, pressé, exhorté, &c. M. *Bigot* a représenté que le crime des libellistes devoit être constaté par un juré civil ou criminel, qu'aucune loi n'a fixé la marche des tribunaux à cet égard, ni prononcé des peines ; que la constitution n'y a pas

Digitized by Google

pourvu, que la législation n'y a point suppléé. M. *Bazire* n'a surpris personne en trouvant que de semblables loix aussi bien exécutées étoient très-suffisantes. On a néanmoins chargé le comité de législation de s'en occuper.

Deux décrets ont statué : 1°. que la sortie de toute espèce d'armes & munitions de guerre demeure prohibée sous peine de saisie & de 500 l. d'amende pour chaque arme, fusil, pistolet de poche & d'arçon, épée, sabre, couteau de chasse, &c ; 2°. que des fusils réparés & marqués A N, *arme nationale*, seront distribués aux paysans des frontières ; 3°. qu'il sera attaché aux six légions créées par le décret du 27 avril dernier, une nouvelle compagnie de 150 hommes, sous la dénomination si simple de « volontaires-gardes-nationaux-chasseurs-à-cheval » ; qui s'équiperont à leurs frais, recevront 25 francs de supplément de solde pour leur cheval qui leur appartiendra à la fin de leur service s'ils n'aiment mieux en recevoir alors 500 l. Dès qu'ils seront au nombre de 100, ils éliront entr'eux un président, un secrétaire, trois scrutateurs, & nommeront, au scrutin individuel, leurs officiers & sous-officiers, & en donneront avis au ministre de la guerre, c'est-à-dire, au Roi chef suprême.

Du mardi, séance du soir.

Des citoyens & non *les* citoyens de la section du Palais-Royal, sont venus recueillir d'honorables applaudissemens à la barre, en y présentant la pétition des 8,000, & en demandant le licenciement de l'état-major de la garde stationnaire de Paris. En vain M. *Huguenin* représenta-t-il qu'exiger ainsi ce licenciement, sans

motif, sans preuves, c'étoit ferrer la désorganisation dont on avoit vu les effets dans les déroutes de Mons & de Tournay. La pétition a été renvoyée aux comités.

M. *Brival* avoit dit, le matin, qu'il venoit *de voir de ses yeux* le bulletin de la même énormité portant *Mr de Girardin* à la vice-présidence. Les quatre commissaires nommés pour examiner ce fait (parmi lesquels étoit M. *Chabot*) ont déclaré n'avoir rien vu de semblable. On a ordonné un nouveau scrutin, & sur la dénonciation d'un délit aussi grave, réduire à une démission honteuse par ce démenti, l'on est passé à l'ordre du jour.

Après que plusieurs citoyens & citoyennes, vieux & autres, se sont acquittés de l'honnête message d'improuver la pétition des 8,000, l'Assemblée a décrété d'urgence huit articles que leur intérêt commun nous oblige de transcrire :

« L'Assemblée nationale, après avoir entendu le rapport de ses comités de l'ordinaire & de l'extraordinaire des finances, & après avoir décrété l'urgence, décrète :

« Art. I. Les propriétaires des créances susceptibles d'être données en paiement de domaines nationaux, qui auront acquis desdits domaines, antérieurement à la publication du présent décret, continueront de jouir de la faculté qui leur a été accordée par les précédens décrets : mais cette faculté ne sera point transmissible ; elle n'existera que pour les créanciers directs de l'état.

« A l'égard des biens dont l'aliénation est actuellement décrétée, qui seront adjugés postérieurement à ladite époque du premier juillet, ils ne pourront être payés qu'en assignats ou en numéraire ;

Digitized by Google

mérraire ; & aucune classe de créanciers ne pourra donner en paiement des reconnoissances provisoires ou définitives de liquidation. »

« II. Les reconnoissances provisoires de liquidation, dont l'emploi n'a pas été fait, & qui sont encore en circulation, continueront d'être admises en paiement des biens nationaux, comme par le passé ; mais aucun receveur de district ne pourra, à peine d'en demeurer responsable, recevoir aucune reconnoissance d'une date postérieure à la publication du présent décret ; &, à l'exception des assignats ou du numéraire, il ne pourra recevoir en paiement des biens nationaux que les *récépissés* du trésorier de la caisse de l'extraordinaire délivrés conformément aux dispositions de l'article suivant. »

« III. A l'avenir, les reconnoissances provisoires ou définitives de liquidation, ne seront plus directement admissibles en paiement de domaines nationaux ; mais ceux qui auront acquis des domaines antérieurement au premier juillet 1792, seront tenus, s'ils veulent donner ces reconnoissances en paiement, de les présenter à l'administrateur de la caisse de l'extraordinaire. Cet administrateur vérifiera si le propriétaire est vraiment acquéreur, & quelle est la somme par lui due à raison de ses acquisitions. Après cette vérification, il fera l'emploi de la totalité ou d'une partie des sommes énoncées dans lesdites reconnoissances, en délivrant à l'acquéreur des mandats sur le trésorier de la caisse de l'extraordinaire, dont le récépissé sera pris pour comptant par les receveurs du district où les biens seront situés. »

« IV. Aussi-tôt qu'il aura été fait emploi de la totalité ou d'une partie des sommes mention-

nées dans les reconnoissances de liquidation, l'administrateur de la caisse de l'extraordinaire adressera au commissaire du Roi, directeur-général de la liquidation, un bordereau des imputations faites à la caisse de l'extraordinaire, au profit de chaque créancier. Le commissaire du Roi, liquidateur, en tiendra compte, pour en être fait distraction, lors de l'expédition de la reconnoissance définitive. »

« V. Les retenues à titre de dépôt d'un dixième sur des créances déjà acquittées, faites aux créanciers pour nantissement du non-paiement de leurs impositions, contribution mobilière ou contribution patriotique, lors même que lesdites retenues excéderoient la somme de 10,000 liv., seront remboursées aux créanciers, aussi-tôt qu'ils justifieront de leur acquittement, & le montant desdits remboursemens ne sera pas imputé sur les sommes destinées à rembourser les reconnoissances de liquidation au-dessous de 10,000 liv. »

« VI. Aussi-tôt que, conformément aux dispositions de l'article II du décret du 15 de ce mois, les porteurs de reconnoissances définitives de liquidation, excédant en capital la somme de 10,000 liv., se présenteront à la caisse de l'extraordinaire, l'administrateur de cette caisse leur délivrera, après qu'ils auront fait les justifications prescrites par les décrets des 24, 27 juin & 29 juillet 1791, un mandat séparé pour le montant des intérêts alors dus & échus aux termes des précédens décrets. Ces mandats seront acquittés par le trésorier de la caisse de l'extraordinaire, & ne le seront pas des fonds destinés au paiement des reconnoissances de liquidation au-dessus de 10,000 liv. »

« VII. Pour que l'intérêt des reconnoissances de liquidation, excédant la somme de 10,000 l.,

commence à courir du jour de leur présentation à la caisse de l'extraordinaire, conformément à l'article II du décret du 15 mai dernier, il suffira que les créanciers justifient de leur résidence dans le royaume pendant le temps prescrit par les précédens décrets. »

« VIII. Dans le cas où la somme de 6,000,000 l. au-delà de laquelle le remboursement de la dette liquidée ne peut s'élever chaque mois, seroit absorbée avant la fin du mois, les porteurs de créances qui doivent être remboursées au moyen de cette somme, seront inscrits sur un registre tenu à cet effet, dans l'ordre de leur présentation, & seront remboursés dans le même ordre sur les fonds du mois suivant. L'intérêt leur sera bonifié, depuis le jour de leur présentation jusqu'à celui de leur remboursement, qui sera indiqué dans le bordereau numéroté qu'on délivrera à la caisse de l'extraordinaire. »

Du mercredi, 13 juin.

On a renvoyé au comité militaire l'état des dépenses pour l'habillement des gardes nationales, montant à 15 millions. -- Les employés de Pontoise au transport des farines, se plaignent qu'ils manquent de subsistance depuis que Paris ne s'approvisionne plus à Pontoise. Au comité des secours & les honneurs de la séance.

M. *Servan* écrit à l'Assemblée qu'il accepte le ministère de la guerre par amour du bien public, espéra triompher des difficultés par sa ténacité à faire tout le bien qui dépendoit de lui; qu'en s'entourant d'hommes probes, en marchant à découvert, en se prononçant ouvertement sur son desir extrême de faire le bien, il comptoit être soutenu & protégé; qu'au moment

Digitized by Google

où il étoit encouragé par ſes concitoyens (par les 8,000 ſans doute), il a reçu l'ordre de remettre le porte-feuille au miniſtre des affaires étrangères..... Ces mots ont excité de violens murmures d'un côté de la ſalle & dans les galeries. « Ma conſcience, ajoute M. *Servan*, me dit que je ne dois pas moins compter ſur les bontés de l'Aſſemblée (vifs applaudiſſemens des mêmes auditeurs) ; » & il demande à voler aux frontières dès que ſes comptes ſeront dépoſés.

Auſſi-tôt M. *Duſſaulx* a prononcé un long & pompeux éloge académique du miniſtre diſgracié : « nul homme n'a fait plus de bien que lui dans le département de la guerre. Il a purgé les bureaux.... Encore quelques jours & les armées, qui manquoient de tout, nageoient dans l'abondance.... Ce ſoldat-citoyen eſt renvoyé au milieu de ſon triomphe... Le Roi a été ſurpris par de perfides manœuvres. » Le panégyriſte demande qu'on décrète que M. *Servan* emporte les regrets de la nation, myſtère philoſophique d'autant plus merveilleux que la nation ne ſe doute pas encore du renvoi de M. *Servan*, dont plus de 20 millions de François ignorent l'exiſtence. Tranſports éclatans ; murmures contre M. *Hauſſi* qui veut qu'on attende que les comptes ſoient rendus, comme on l'a décrété à l'égard de M. *de Narbonne ;* & contre M. *de Vaublanc* qui, avec tous les ménagemens civiques, propoſe d'examiner avant de décider. « La comparaiſon entre M. *de Narbonne* & M. *Servan*, ne mérite pas d'être combattue, dit magiſtralement M. *Couthon ;* & M. *Couthon* eſt sûr qu'il y a des mains prêtes à l'applaudir. « M. *de Narbonne* avoit été dénoncé ; perſonne n'a dénoncé M. *Servan*, affirme M. *Guadet*, ſi ce n'eſt peut-

Digitized by Google

être les ennemis de la chose publique ; dénonciation qui seule devroit peut-être lui obtenir la déclaration qu'on demande. » (Si les 8,000 gardes nationaux de Paris qui ont dénoncé M. *Servan*, sont les ennemis de la chose publique, il faut leur faire leur procès ; s'ils ont agi en citoyens irréprochables, c'est une lâcheté que de les calomnier, lorsqu'on est inviolable). « Quand finiront donc ces complots, s'écrie M. *Guadet?* --- Quand vous voudrez, lui crie une de ses connoissances. » Il conclut comme M. *Dussaulx*.

On décrète les regrets nationaux. M. *de Jaucourt* demande pourquoi ? M. *de Kersaint* lui dit : « parce que la disgrace de M. *Servan* fait la joie des mauvais citoyens. » Et sur la motion de M. *Guiton de Morveau*, après la permission d'aller à l'armée ; l'Assemblée, dans un enthousiasme inconcevable, ordonne l'envoi du décret aux 83 départemens, pour les instruire des regrets votés en leur nom.

Le garde-du-sceau a remis au président cette lettre du Roi :

« Je vous prie, M. le président, de prévenir l'Assemblée que je viens de changer les ministres de la guerre, de l'intérieur & des contributions publiques. J'ai remplacé le premier par M. *Dumourier* ; le second par M. *Mourgues*. M. *Naillac*, employé auprès du duc de Deux-Ponts, remplace M. *Dumourier*. Je n'ai pas encore pourvu au ministère des contributions publiques. Je veux la constitution. --- (Il s'est élevé des murmures dans un des côtés, MM. *Maribon*, *Montaut* & quelques autres membres ont demandé l'ordre du jour. Des murmures d'indignation dans l'autre côté ont suivi cette proposition. ---) Je veux la constitution ; mais avec la constitution, je veux

Digitized by Google

l'ordre & l'exécution dans toutes les parties de l'administration. Tous mes efforts seront constamment dirigés à la maintenir par tout ce qui sera en mon pouvoir. »

Signé, LOUIS, *contre-signé* DURANTHON.

Des cris : *à l'ordre du jour*, ont coupé la lecture de cette lettre. Mais une indignation générale a imposé silence à ceux qui se les permettoient, & M. *de Vaublanc* leur a dit : « Vous déchirez la constitution. »

MM. *Clavière* & *Roland* écrivent à l'Assemblée qu'ils ont reçu l'ordre de remettre leur portefeuille. Ils se retirent, l'un avec « la satisfaction de l'honnête-homme » & après avoir entrevu que « les finances n'offrent aucun obstacle dont on ne puisse triompher en faisant *parler la raison* » ; & l'autre « avec sa conscience & tranquillement appuyé sur elle » ; Mais ce dernier envoie à l'Assemblée la copie d'une lettre confidentielle qu'il a écrite au Roi lundi dernier. Or son congé date du moment même. Cette lettre est telle que nos lecteurs nous reprocheroient de ne leur en offrir qu'un extrait. Nous la transcrirons ailleurs toute entière, comme un monument de cynisme révolutionnaire & de la liberté & de la sûreté de *Louis XVI*.

Sa missive audacieuse & insultante, tumultueusement applaudie d'une partie de l'Assemblée, sera imprimée aux frais du peuple, insérée au procès-verbal, &, à la demande de MM. *Lasource* & *Larivière*, adressée aux 83 départemens. On a de plus étendu la faveur des prétendus regrets nationaux, de M. *Servan*, à MM. *Roland* & *Clavière*.

M. *Dumouriez*, presque baffoué à son entrée dans la salle, a lu un rapport de M. *de la Fayette*,

Digitized by Google

dont nous renvoyons la substance à notre article de politique. L'Assemblée a décerné les premiers honneurs funèbres à M. *de Gouvion* dans le procès-verbal, & la philosophie du comité d'instruction en fera probablement encore une belle *fête* payenne.

En qualité de ministre de la guerre, M. *Dumouriez* a lu un mémoire où il a démontré le vuide, la jactance puérile des sublimes expressions : *La nation se lève* ou *se lèvera toute entière*, lorsqu'il est physiquement impossible d'armer, d'exercer, de discipliner, de commander & d'habiller & nourrir cette *nation toute entière*; où il a soutenu, peut-être avec une exagération affectée, que les seules troupes de ligne offrent actuellement un déficit de 40,000 hommes & de près de 10,000 chevaux; que la plupart des places frontières sont démantelées, que les fonctionnaires publics n'y inspirent aucune confiance, que les armes & les provisions manquent; que l'Assemblée a décrété pour l'armée le recrutement de 50,000 hommes; 40 680 hommes; 34 nouveaux bataillons; 1,000 hommes par département; 20,000 fédérés; 3 légions d'environ 4,000 hommes; 54 compagnies franches, & 1,600 cavaliers tirés de la gendarmerie nationale, « total, a-t-il dit, *sur le papier*, 245,280 hommes, dont à-peu-près, 1,600 chevaux. » Mais que l'Assemblée n'a pas même songé au préliminaire indispensable d'assigner des fonds pour chacun de ces objets.

MM. *Lacuée* & *Paganel* ont fait ce dilemme : ou il trahissoit la patrie en hâtant la guerre sans moyens de la soutenir; ou il mentoit en niant l'existence de ces moyens. On parloit déjà d'Or-

Digitized by Google

léans. Quelqu'un demandoit qu'il rendît compte des 6 millions de dépenses secrettes. A peine venoit-on de décréter que M. *Servan* emportoit les regrets de la nation ; voilà que M. *Lacuée* veut que la nation sache si c'est M. *Servan* ou M. *Dumourier* qui l'a trompée ! Ce dernier signe son mémoire, le dépose & sort. L'un lui oppose les comptes rendus où tout va bien ; l'autre des rapports du mois de décembre où toutes les places sont dans le meilleur état. M. *Ruth* répond de celles du haut & du Bas-Rhin « qui ne manquent, dit-il, que de défenseurs. » D'orageux débats produisent le décret suivant :

« L'Assemblée nationale décrète, 1°. qu'il sera formé dans son sein une commission particulière, composée de douze membres, laquelle sera chargée de vérifier tous les comptes des ministres qui, depuis le sieur *Dugortail* inclusivement, ont été chargés du département de la guerre. »

« 2°. Cette commission est autorisée à prendre dans les bureaux du département de la guerre tous les renseignemens nécessaires à la vérification dont elle est chargée par l'article précédent, & se fera représenter toutes les pièces justificatives des comptes. »

« 3°. Le ministre actuel de la guerre sera tenu de déposer dans les vingt-quatre heures sur le bureau de l'Assemblée nationale les pièces justificatives des faits contenus en son rapport de cejourd'hui, notamment la correspondance des généraux & chefs de division de nos armées. »

« 4°. La commission rendra compte, sous huit jours, de ce qui concerne l'état & l'approvisionnement des armées, ainsi que de l'état des places fortes en première ligne. »

M. *Ameloz* écrit qu'il ne reste que deux mil-

Digitized by Google

lions ; qu'il faut en payer plus de 60. Un décret porte subitement le *maximum* des assignats en circulation effective (sans compter les reconnoissances de liquidation admises pour achat de biens nationaux & les assignats brûlés) à 1,800 millions, & l'on a pourvu à tout jusqu'à une nouvelle crise.

Du mercredi, séance du soir.

L'auteur d'un placard intitulé : *Les complots ; avis à la garde nationale*, dénoncé comme libelle infâme, écrit à l'Assemblée & se nomme. Elle avoit applaudi à la dénonciation, elle passe à l'ordre du jour. — Félicitations sur le décret relatif aux 20,000 fédérés ; rétractations de signatures que rien ne prouve avoir été du nombre des 8,000 ; qui, de plus, ne vont pas, en tout, à 2 ou 3 cents depuis qu'on applaudit les rétractations ; lettre ferme & noble de M. *Guyon*, adjudant-général de la 3^e. légion de la garde nationale de Paris, où il réfute les calomnies débitées à l'occasion de papiers distribués au moment de l'ordre & ne faisant nullement partie de l'ordre, ainsi que l'usage en est établi, & où il demande un prompt rapport ; enfin un décret adopté concernant une nouvelle administration pour la fabrication des assignats.

Du jeudi, 14 juin.

A l'époque où la tolérance philosophique s'indigne de l'idée du *veto* royal appliqué au décret inconstitutionnel relatif à la déportation des prêtres, il est tout simple qu'on fasse arriver des adresses ou lettres remplies d'inculpations bien vagues mais bien virulentes contre ces malheureux proscrits. Les *jacobins* de toutes les provinces four-

Digitized by Google

siront aisément à cette correspondance pour laquelle ils n'auront besoin que de copier des dénonciations sans preuves légales. Tout sera bon pourvu que la multitude soit augmentée autour des Tuileries par la lecture d'allégations revenues de loin. En voici *des citoyens* des départemens de Mayenne & Loire, de la Vendée, des deux Sévres ; & MM. *Cambon*, *Thuriot* & *Merlin* s'accordent à demander & obtiennent qu'on les renvoye au comité de surveillance & copie collationnée au Roi « pour qu'il connoisse *la vérité* & sache enfin qu'il *faut nous débarrasser de ces monstres*, a dit M. *Cambon*. »

Plusieurs membres ont différé pour & contre la suppression, sans indemnités, des droits féodaux casuels. Les galeries applaudissoient ceux qui vouloient l'abolition ; elles huoient ceux qui montroient quelque respect pour les propriétés. Après avoir décrété l'impression, aux frais du peuple, de longues dissertations fort inutiles puisqu'on étoit résolu de prononcer, sans les lire ; on a fermé vingt fois la discussion, adopté *le principe* sauf à discuter l'application, quoique la question gît essentiellement dans *le principe* ; invoqué l'appel nominal sur le fond & borné l'appel nominal à décider d'un sous-amendement de M. *Dumolard* qui avoit l'honnêteté de desirer que 40 ans de possession & des quittances tinssent lieu du titre primitif. Enfin, de 497 votans, près de 200 sont sortis de la salle, par une de ces lâchetés, qui partagent la honte de l'iniquité qu'elles laissent commettre. La majorité de ceux qui restoient, a repoussé violemment le vœu de lever la séance, brusqué la mise aux voix par assis & levé, & rendu ce décret aussi désastreux que la rédaction en est ridicule. « Tous

Digitized by Google

les droits féodaux casuels *qui ne justifieront* point par le titre primitif, être le prix d'une concession de fonds sont supprimés, sans indemnités. »

Nous n'expliquerons pas dans quel esprit M. *Chéron* a proposé, comme article additionnel, de « déclarer nationales toutes les propriétés dont on ne produiroit pas le titre primordial. » Mais nous observerons que ne pas se contenter de la possession centenaire ou immémoriale, & des quittances, c'est livrer des propriétés sans nombre à l'usurpation des redevables, violer scandaleusement le droit le plus sacré, appeller la force & la torche incendiaire pour détruire tous les titres, appauvrir la nation de sommes énormes, ébranler, ruiner les premiers fondemens de toute société & de toute morale, pour se populariser auprès d'une multitude enhardie au brigandage.

Du vendredi, 15 juin.

De soi disant amis de la constitution de Bouzonville écrivent à l'Assemblée, la félicitent de sa contenance fière, &c. la prient de purger la terre des restes de la féodalité, & lui communiquent une adresse qu'ils ont envoyée au Roi. On demande la lecture, on la décrète, on l'interrompt, on l'achève. Comment, après tant de façons, soupçonner que c'est une copie qui devient signée?

Ces amis ont appris de la notoriété publique « que le château des Tuileries récèle un foyer de contre-révolution, qui met en danger l'Empire François. » Ils écrivent au Roi d'éloigner de lui les ennemis communs, de purger sa garde. « Il faut quitter le trône (grands applaudissemens) ou soutenir, même au prix de votre

Digitized by Google

sang, s'il étoit nécessaire, la souveraineté de la nation qui vous y place.... Guidez-vous par la volonté du peuple manifestée par ses représentans & par des ministres patriotes... Que votre conseil ne soit pas influencé sur-tout par une personne du sexe que la constitution a sagement écarté de toutes les fonctions publiques. » Ces affectueux amis enjoignent au Roi de sanctionner le décret contre les prêtres, sous peine de perdre leur estime, leur protection, la couronne..... C'est le thême de M. *Roland* fait d'une autre manière, mais en style moins clair, moins civique. Après quelques débats sur cette insolente & criminelle adresse pour en demander l'impression, on est passé à l'ordre du jour.

Un apothicaire réclame contre sa signature apposée à la pétition des 8,000, & s'engage à loger, nourrir, médicamenter & blanchir un des 20,000 fédérés, tant que durera le camp; ce qui suppose que le fédéré sera de service au camp dans la maison de l'apothicaire. Toutes ces bêtises ont trouvé des admirateurs. Il a été décrété que 24 membres assisteroient au service qui sera célébré demain « en l'honneur de M. *de Gouvion*. » Le reste de la séance a été rempli de la plus dégoûtante des aventures dont jamais législateurs pussent s'occuper ?

M. *Guadet* dénonce des listes de proscriptions contre les patriotes; & que M. *Grangeneuve*, député, a été assassiné, la veille, à 9 heures du soir, près du manége, par M. *Jouneau*, député. On nous dispensera d'analyser des débats qui ont duré plus de 4 heures. En voici la substance. Partagés d'opinion au sujet des Assésiens, MM. *Jouneau* & *Grangeneuve* en vinrent aux injures, & se donnèrent rendez-vous au bois de Bou-

Digitized by Google

logne, pour se battre au pistolet. M. *Grangeneuve* promet d'abord, & ensuite il dit qu'il n'ira pas; son adversaire le traite de lâche, il le traite de j... f..... M. *Jouneau* a eu la bonhomie de raconter ces beaux exploits à tribune. Ils se séparent, & se rencontrent peu après. Un membre dépose avoir entendu *un coup donné à platte main sur une figure;* (avant la régénération on eût dit *un soufflet.*) D'autres ont vu les deux *Solon* se tenir par les cheveux & se battre à coups de poings. Plusieurs attestent que M. *Grangeneuve* ayant reçu des coups de pieds, de poings & de bâton, avoit bravement crié : *on m'assassine;* que déjà M. *St. Huruge* & des *quidans* crioient de tout côté : *on assassine les députés patriotes.* La garde nationale aida quelques amis à séparer les combattans qui étoient alors loyalement au nombre de trois ou quatre du côté de leur cher M. *Grangeneuve;* mais on respecta l'inviolabilité de M. *Jouneau*, non quant aux coups, mais quant à l'arrestation. M. *Guadet* persistoit à voir *un assassinat* un *délit national*, & poussoit sa bonne-foi comme jusqu'à dire que si l'on portoit la main sur le Roi, l'Assemblée déployeroit une juste sévérité, que le crime étoit exactement le même. On lui a reproché de vouloir exciter le trouble.

La discussion s'est doctement prolongée sur la constitution appliquée à des soufflets, à des coups de poings, à des volées de coups de canne; sur les droits & la dignité des représentans de la nation; sur les formes que doit observer l'Assemblée dans les augustes fonctions de grand juré. On concluoit à mettre M. *Jouneau* à l'abbaye & le malade aux arrêts. M. *Lamarque* réprouvoit en M. M. *Jouneau* » l'honneur de Coblentz. » C'est l'honneur de la noblesse, a dit d'un air épigram-

Digitized by Google

matique M. *Lejosne*. L'affaire est renvoyée, par un décret, au comité. Décret qui ordonne que les témoins qu'indiqueront MM. *Grangeneuve* & *Jouneau*, seront entendus à la barre. (Que fera le comité ?) Quatre commissaires, MM. *Cristin*, *Croisel*, *Crochet* & *Crablier*, sont chargés d'aller recevoir la déclaration de M. *Grangeneuve*.

Six articles adoptés d'urgence, sur la proposition de M. *Vergniaud*, ont autorisé les commissaires civils nommés pour la pacification des colonies, en vertu du décret du 24 mars dernier, à suspendre ou dissoudre toutes les assemblées coloniales, provinciales, administratives, municipales ou populaires; à suspendre provisoirement l'exécution de tout arrêté; à rétablir les tribunaux; à présenter de nouveaux juges au choix du gouverneur-général; à requérir la force armée pour se faire reconnoître; à envoyer en France, comme criminels de haute-trahison, ceux qui leur désobéiront, & à se décorer d'un ruban tricolore portant : *la nation, la loi, le Roi. Commissaire civil.* — On se demande d'où peut émaner cette autorité dictatoriale déférée par un décret non-discuté, sur les colonies, si *tous les citoyens ont droit de concourir personnellement ou par leurs représentans à la confection de la loi.* (Déclaration des droits, art. 6); si, *les colonies ne sont pas comprises dans la constitution* (acte constitutionnel); & si elles n'ont aucun représentant au sein du corps législatif qui jura solemnellement de n'y rien changer ?

Du vendredi, séance du soir.

M. *Bertin*, l'un des commissaires du département des Bouches-du-Rhône, mandé à la barre,

Digitized by Google

s'y est justifié aussi bien que M. *Rebecqui*. On a décrété l'impression de son mémoire. -- Le reste devant se reproduire, nous passerons à l'objet principal de la délibération, à la déclaration de M. *Grangeneuve* & à ses suites.

L'Assemblée a successivement écouté, comme témoins ou acteurs de la scène de la veille ou de celles qui l'ont amenée, MM. *Jouneau*, député; *Saint-Huruge*; Madame *Daigremont*, tapissière; MM. *Barbaroux*, *Régnier*, *Jacquier*; parmi les députés encore MM. *Taillefer*, *Bazire*, *Montaut*, *Chabot*, *Lacuée*, *Barris*, *Cousard*, *Fressenel*, *Couturier*, *Lesage*, *Calvet*, *Thuriot*, *Cayes*; & dans la discussion, MM. *Saladin*, *Gamond*, *de Vaublanc*, *Laureau*, *de Jaucourt*, *Charlier*, *Becquey*, *Larivière*, *Dumolard*, *Lamarque*, *Lasource*, *Gohier*, *Lagrévol*, *Lecointre*, *Ramond*, & le plus souvent de tous M. *Guadet*, promoteur de ce scandale inexprimable. Nous esquisserons sommairement les faits & les argumens les plus saillans, & nous vouerons les détails à l'oubli, qui seul peut soulager les ames honnêtes de l'oppression douloureuse que leur cause un si humiliant emploi de la substance d'un peuple accablé, par de vils factieux, de tous les fléaux du crime, de l'opprobre, de l'anarchie & de la misère.

Chargé de rapporter l'affaire d'Arles, M. *Grangeneuve* s'y préparoit en soutenant, dans le comité, les brigands contre leurs victimes, en blâmant, non les patriotes Marseillois d'avoir chassé les administrateurs, mais ceux-ci de ne pas s'être laissés égorger par les patriotes Marseillois. M. *Jouneau* lui reprochoit, en termes modérés, de n'écouter que la passion. Vous auriez donc fui, lui dit M. *Grangeneuve*. -- Cent hommes

tels que vous ne me feroient pas fuir. Vous êtes un insolent..... Ici M. *Grangeneuve* déclare qu'il a répliqué par une expression équivalente. Mais M. *Jouneau* assure, à la tribune, que M. *Grangeneuve* lui dit : *vous f...riez le camp ;* qu'ayant répondu : cent hommes comme vous ne me feroient pas perdre un pouce de terrain. M. *Grangeneuve* lui répartit : vous êtes un *f...tu viedaze* (ces mots ont été répétés vingt fois dans l'Assemblée par le déclarant & par des témoins). On les sépare, ils se retrouvent ; proposition de se battre au bois de Boulogne aux pistolets ; refus de M. *Grangeneuve* qui, plus irascible à la manière des crocheteurs que brave à la manière des ci-devant nobles, redit à M. *Jouneau*, en lui parlant sous le nez : vous êtes *un j... f.....*, *un f..tu viedaze*. M. *Jouneau* lui donne un soufflet, évite un pavé qu'il lui lance, & lui applique quelques coups d'une petite canne ou *badine* composée de trois joncs tressés. La conscience scrupuleuse de M. *Grangeneuve* lui a fait mettre aussi, depuis, des coups de pieds reçus & pris, à la marge de son honorable déclaration.

Selon MM. *Jouneau*, *Fressenel*, *le Sage*, *Calvet* & *Thuriot*, tout en lançant des pierres, le bon M. *Grangeneuve* crioit : *arrêtez cet assassin... On m'assassine, arrêtez l'assassin ;* selon MM. *Barbaroux* & *Jacquier*, il crioit : *il m'a battu ; il m'a frappé : arrêtez...* D'après M. *St. Huruge*, on crioit : *à l'assassin ; qui vient de donner à M.* Grangeneuve, *cent coups de pieds dans le ventre & cent coups de bâton ;* & M. *Grangeneuve terrassé poursuivoit* M. *Jouneau* que deux patriotes ont arrêté, que M. *St. Huruge* a tenu penché sur la palissade ; mais apprenant que c'étoit un député ; « *grand Dieu !* a dit pi-

sement M. *St. Huruge* à la barre ! Je le lâche bien vîte ; c'est une personne sacrée. (vifs applaudissemens). » Au moment des dernières injures, M. *Barris* a « vu clairement les gestes provoquants de M. *Grangeneuve*, & le calme de M. *Jonneau* (murmures). » M. *Fresseneel* a vu MM. *Barbaroux*, *St. Huruge* & d'autres tenir M. *Jouneau* & ayant « les poings sur son visage. » On le maltraitoit, il étoit penché à la renverse & M. *Grangeneuve* faisoit tous ses efforts pour le frapper. M. *Jouneau* assure que ces MM. le tenoient renversé sur des palissades aigues qui le blessoient & qui déchirèrent son habit. M. *Calvet* a dit : « M. *Grangeneuve* crioit : *on m'assassine* ; j'accours, il avoit deux particuliers à ses côtés, & un quatrième dont le visage étoit couvert par des mains. Je reconnus M. *Jouneau*, M. *St. Huruge* & M. *Thuriot*. Je fus assez heureux, à l'aide de mes forces, pour séparer ces messieurs. M. *St. Huruge* me parut un peu piqué de ce que je l'empêchois d'étrangler un homme (on rit) ; il me dit quelques injures d'avoir sauvé la vie à M. *Jouneau* ; peu sensible aux injures de M. *St. Huruge*, je me retirai (nouveaux éclats de rire). » M. *Lesage* a vu M. *Jouneau* pressé contre la palissade & M. *Grangeneuve* le tenant par la jambe.

Voici le résumé des débats. M. *Guadet* vouloit à tout prix un décret d'accusation, crioit au délit national, & les galeries : *bravo !* M. *Gamond* a déclamé contre les duels, a trouvé les insultes légères, & demandé que M. *Jouneau* fût puni comme un lâche assassin. M. *Chabot* a traité M. *Jouneau* d'agresseur sans rien prouver comme à son ordinaire. M. *Bazire* n'a pas dénoncé, quoiqu'il ne sût rien. Un cri : *ah ! la*

Digitized by Google

scélérat ! parti de l'un des côtés de l'Assemblée, tandis que M. *Fressenel* peignoit M. *Jouneau* renversé, a causé beaucoup de tumulte. Le président s'est couvert deux fois. On a demandé un comité général. Trente membres ont fait de longues évolutions au milieu de la salle ; MM. *Chabot*, *Merlin* & *Carrant* (de la Gironde) s'y démenoient de toutes leurs forces. Le premier décret a été rapporté. « Les ennemis du bien public doivent bien rire, avoit déjà dit M. *Marans*. » On invoque à grands cris l'appel nominal ; M. *Ramond* observe que c'est pour faire de la liste des votans un usage perfide & criminel.... Enfin, sur la motion de M. *Larivière* amendée par M. *Lagrévol*, écartant l'opinion fausse & visiblement séditieuse, d'assassinat, de crime de lèze-nation, l'Assemblée a décrété que « M. *Jouneau* se rendroit pour trois jours à l'abbaye, sans préjudice de toutes actions à intenter & à poursuivre devant les tribunaux. » Le comité f a un projet de loi contre le duel, &, d'après M. *Ramond*, contre les injures.

Du samedi, 16 juin.

On ajourne la troisième lecture d'un projet de loi sur l'augmentation (de deux sous) du port des lettres destinées pour les armées au-delà des frontières. M. *Beaucaron* parle de l'hydre féodale à propos de droits de pêche affermés, dit il, par M. *Bourbon-Penthièvre ;* le rapport en est renvoyé à ce soir ; personne n'y pensera.

Le curé constitutionnel de St. Laurent, M. *de Moy*, père putatif d'une brochure impie, a débité du philosophisme pour demander que l'Assemblée détermine *le rit*, *la liturgie*, le cérémonial de la fête fédérative du 14 juillet, « afin de lui imprimer un caractère auguste, imposant,

Digitized by Google

une physionomie véritablement solemnelle & *religieuse.* » Il a observé que « si chaque portion d'une société religieuse pouvoit séparément ajouter ou retrancher quelque chose à ses rites, bientôt il n'y auroit plus d'ensemble. » C'est une condamnation naïve des pamphlets ou les faiseurs de l'opinant ont tâché, sous son nom, d'anéantir la religion de ses pères. A l'en croire, « il est temps de donner à la nation *un culte civique* uniforme » ; proposition qui contraste singulièrement avec la maxime moderne que nulle religion ne doit être dominante, à moins qu'on ne veuille *d'un culte civique sans religion*, galimathias digne d'aussi bonnes têtes. Le comité de législation s'occupera de ces sublimes vues qui ont déjà prodigieusement avancé le bonheur public.

Un décret a statué que l'armée du Midi sera payée comme celle du Nord. -- Deux articles d'urgence ont composé l'état-major de l'armée de St. Domingue. -- On a pourvu, sauf rédaction, à la distribution de 300,000 fusils aux citoyens des frontières ; & ajourné le projet de M. *Dumas* sur les actes d'insubordination qui ont eu lieu les 4, 5, 6 & 7 juin dans le camp sous Brisack, à l'armée du Rhin. Nous en rendrons compte lors de la discussion.

Du samedi, séance du soir.

L'enthousiasme à la glace de M. *Pastoret* s'est exhalé en puériles hyperboles pour vanter le sieur *Palloy*, qui a vaincu & renversé la bastille (depuis qu'il y a des *vainqueurs* de châteaux), c'est-à-dire, qui aida, comme beaucoup d'autres, à la démolir, après qu'on en eut enfoncé les portes ouvertes, soumis la garnison immobile, égorgé

Digitized by Google

le gouverneur désarmé ; qui fit ensuite, sans le moindre danger, l'envoi d'une pierre de cette forteresse à chaque département, & frapper des médailles avec les chaînes qu'il y trouva. Dans son pathos, l'orateur a répété tous les grands mots usés contre une prison d'Etat surabondamment remplacée par celles d'Orléans, & par les 44 mille cachots civiques du royaume où des milliers de prêtres & de nobles expient le crime d'avoir cru pouvoir obéir à leur conscience & à leurs premiers sermens sous le règne de la tolérance & de la liberté, où tant d'innocens sont renfermés pour empêcher qu'on ne les égorge ! Il a conclu par un projet de décret, adopté, portant : il sera formé sur le terrein de la bastille une place, nommée *Place de la liberté ;* au milieu de la place, on élevera une colonne surmontée d'une statue de la liberté ; la première pierre des fondations sera posée, le 14 juillet prochain, par une députation de l'Assemblée nationale. Le pouvoir exécutif comparera les plans pour lesquels il sera ouvert un concours pendant quatre mois. L'Assemblée accorde au sieur *Palloy* une partie de ce terrein en témoignage de la reconnoissance nationale.

Du dimanche, 17 juin.

Encore des citoyens qui figurent des sections, dévouent au mépris les 8,000, & sollicitent le licenciement de l'état-major de la garde nationale Parisienne, *plein d'une aristocratie infâme.* On accueille leur pétition. A 10 motionnaires par jour, les 8,000 auroient fourni de ces députations pour plus de deux années de législature.

L'orateur de ceux de la section *de la Croix rouge*, a parlé en ces termes : « La vérité a pu

déplaire aux oreilles très-délicates du Roi... Quel génie malfaisant conduit *Louis XVI?* Nous avons oublié ses parjures, nous l'avons placé sur le plus beau trône du monde, & il oublie tous ces bienfaits ! Vous rendez deux décrets utiles, l'un contre les prêtres, l'autre pour un camp de réserve; il refuse de les sanctionner ! Vous licenciez une garde audacieusement aristocrate, & il la remercie de sa conduite par une proclamation publique ! De bons ministres forment son conseil, il les renvoie ! Cette inconcevable exactitude à opposer sans cesse le mal au bien, ne peut plus se tolérer. Il faut reporter la terreur dans l'ame des conspirateurs. Veuillez nous donner les moyens d'exécuter nos résolutions, accordez aux assemblées de sections la permanence. C'est là que seront toujours prêts, armés, vos défenseurs, dont l'attitude & le regard seuls feront rentrer vos ennemis dans la poussière. » L'Assemblée a renvoyé l'adresse au comité de législation, décrété la mention honorable & déféré aux pétitionnaires les honneurs de la séance.

« Il est temps, s'est écrié M. *Goupilleau*, de savoir si les pouvoirs législatif & exécutif doivent être d'accord, ou si l'un doit étouffer l'autre. Je demande qu'il soit nommé, à l'instant, une commission qui sera chargée de prendre en considération les dangers où nous sommes, & d'en faire incessamment son rapport. » M. *Lasource* désiroit que ce comité recherchât les causes qui ont amené la France au point où elle est. On a décrété la proposition de MM. *Goupilleau* & *Lasource*. Par un décret d'urgence on a ordonné à tout garde national de faire son service en personne.

Digitized by Google

Au milieu de l'inconséquence des principes & de la versatilité des opinions, un seul caractère a constamment distingué la Révolution, & ce caractère c'est celui de la lâcheté, espèce de crime moral qui consiste à se couvrir des dehors d'une fausse nécessité pour persécuter, outrager le foible, le sacrifier aux passions du plus fort, & trouver dans l'impunité de nouveaux moyens d'aggraver des torts qui n'en sont qu'aux yeux de ceux qui ont intérêt à les créer. Tels sont les traits que nous offre la conduite du dernier Ministre de l'intérieur, ou tout au moins la lettre billieuse qu'il n'a point rougi d'écrire à son Roi, & dont quelques bas intrigans se sont hâtés de vanter *la fermeté*, comme si l'on pouvoit donner ce nom au style déclamatoire, aux personnalités dures que M. *Roland* n'adresse au Monarque que parce qu'il le voit foible & malheureux. On doit aux François de leur conserver cette pièce; elle sera une de celles qui peindront l'aviliſſement de nos mœurs actuelles à la postérité.

Lettre de M. Roland, *Ministre de l'Intérieur, au Roi.*

« Sire, l'état actuel de la France ne peut subsister long-temps; c'est un état de crise dont

la violence atteint le plus haut degré ; il faut qu'il se termine par un éclat qui doit intéresser Votre Majesté autant qu'il importe à tout l'Empire. »

« Honoré de votre confiance, & placé dans un poste où je vous dois la vérité, j'oserai la dire toute entière ; c'est une obligation qui m'est imposée par vous-même. »

« Les François se sont donné une Constitution ; elle a fait des mécontens & des rebelles : la majorité de la Nation la veut maintenir ; elle a juré de la défendre au prix de son sang ; & elle a vu, avec joie, la guerre qui lui offroit un grand moyen de l'assurer. Cependant la minorité, soutenue par des espérances, a réuni tous ses efforts pour emporter l'avantage. De là, cette lutte intestine contre les Loix, cette anarchie dont gémissent les bons Citoyens, & dont les malveillans ont bien soin de se prévaloir pour calomnier le nouveau régime : de là cette division par-tout répandue & par-tout excitée ; car nulle part il n'existe de l'indifférence : on veut ou le triomphe, ou le changement de la Constitution ; on agit pour la soutenir ou pour l'altérer. Je m'abstiendrai d'examiner ce qu'elle est en elle même, pour considérer seulement ce que les circonstances exigent ; & me rendant étranger à la chose, autant qu'il est possible, je chercherai ce que l'on peut attendre, & ce qu'il convient de favoriser. »

« Votre Majesté jouissoit de grandes prérogatives qu'elle croyoit appartenir à la royauté. Elevée dans l'idée de les conserver, elle n'a pu se les voir enlever avec plaisir. Le desir de se les faire rendre étoit aussi naturel que le regret de les voir anéantir. Ces sentimens, qui tiennent

à la nature du cœur humain, ont dû entrer dans le calcul des ennemis de la Révolution. Ils ont donc compté sur une faveur secrette, jusqu'à ce que les circonstances permissent une protection déclarée. Ces dispositions ne pouvoient échapper à la Nation elle-même, & elles ont dû la tenir en défiance. »

« Votre Majesté a donc été constamment dans l'alternative de céder à ses premières habitudes, à ses affections particulières, ou de faire des sacrifices dictés par la philosophie, exigés par la nécessité; par conséquent d'enhardir les rebelles, en inquiétant ou la Nation, d'appaiser celle-ci en vous unissant avec elle. Tout a son temps, & celui de l'incertitude est enfin arrivé »

« Votre Majesté peut-elle aujourd'hui s'allier ouvertement avec ceux qui prétendent réformer la Constitution, ou doit-elle généreusement se dévouer sans réserve à la faire triompher ? Telle est la véritable question dont l'état actuel des choses rend la solution inévitable. Quant à celle, très-métaphysique, de savoir si les François sont mûrs pour la liberté, sa discussion ne fait rien ici; car il ne s'agit point de juger ce que nous serons devenus dans un siècle, mais de voir ce dont est capable la génération présente. »

« Au milieu des agitations dans lesquelles nous vivons depuis quatre ans, qu'est-il arrivé ?... Des priviléges onéreux pour le Peuple ont été abolis, les idées de justice & d'égalité se sont universellement répandues, elles ont pénétré partout; l'opinion des droits du Peuple a justifié le sentiment de ces droits; la reconnoissance de ceux-ci, faite solemnellement, est devenue une doctrine sacrée; la haine de la Noblesse, inspirée

pirée depuis long-temps par la féodalité, s'est invétérée, exaspérée par l'opposition manifeste de la plupart des Nobles à la Constitution qui la détruit. »

« Durant la première année de la révolution, le Peuple voyoit dans ces Nobles des hommes odieux par les priviléges oppresseurs dont ils avoient joui ; mais qu'ils auroient cessé de haïr après la destruction de ces priviléges, si la conduite de la Noblesse, depuis cette époque, n'avoit fortifié toutes les raisons possibles de la redouter & de la combattre comme une irréconciliable ennemie. »

« L'attachement pour la Constitution s'est accru dans la même proportion ; non-seulement le Peuple lui devoit des bienfaits sensibles, mais il a jugé qu'elle lui en préparoit de plus grands, puisque ceux qui étoient habitués à lui faire porter toutes les charges cherchoient si puissamment à la détruire ou à la modifier. »

« La déclaration des droits est devenue un évangile politique, & la Constitution Françoise une religion pour laquelle le Peuple est prêt à périr. »

« Aussi le zèle a-t-il été déja quelquefois jusqu'à suppléer à la Loi ; & lorsque celle-ci n'étoit pas assez réprimante pour contenir les perturbateurs, les Citoyens se sont permis de les punir eux mêmes. »

« C'est ainsi que des propriétés d'Emigrés ont été exposées aux ravages qu'inspiroit la vengeance ; c'est pourquoi tant de Départemens se sont crus forcés de sévir contre les Prêtres que l'opinion avoit proscrits, & dont elle auroit fait des victimes. »

« Dans ce choc des intérêts, tous les senti-

Digitized by Google

mens ont pris l'accent de la passion. La Patrie n'est point un mot que l'imagination se soit complu d'embellir ; c'est un être auquel on a fait des sacrifices, à qui l'on s'attache chaque jour davantage par les sollicitudes qu'il cause, qu'on a créé par de grands efforts, qui s'élève au milieu des inquiétudes, & qu'on aime par ce qu'il coûte, autant que par ce qu'on en espère. Toutes les atteintes qu'on lui porte sont des moyens d'enflammer l'enthousiasme pour elle. A quel point cet enthousiasme va-t-il monter, à l'instant où les forces ennemies réunies au-dehors, se concertent avec les intrigues intérieures pour porter les coups les plus funestes ?... La fermentation est extrême dans toutes les parties de l'Empire ; elle éclatera d'une manière terrible, à moins qu'une confiance raisonnée dans les intentions de Votre Majesté ne puisse enfin la calmer : mais cette confiance ne s'établira pas sur des protestations ; elle ne sauroit plus avoir pour base que des faits. »

« Il est évident pour la Nation Françoise que sa Constitution peut marcher ; que le Gouvernement aura toute la force qui lui est nécessaire, du moment où Votre Majesté voulant absolument le triomphe de cette Constitution, soutiendra le Corps Législatif de toute la puissance de l'exécution, ôtera tout prétexte aux inquiétudes du Peuple, & tout espoir aux mécontens. »

« Par exemple, deux décrets importans ont été rendus ; tous deux intéressent essentiellement la tranquillité publique & le salut de l'Etat. Le retard de leur sanction inspire des défiances ; s'il est prolongé, il causera du mécontentement ; &, j'ose le dire, dans l'effervescence actuelle des esprits, les mécontentemens peuvent mener à tout. »

Digitized by Google

« Il n'eſt plus temps de reculer, il n'y a même plus moyen de temporiſer. La Révolution eſt faite dans les eſprits ; elle s'achèvera au prix du ſang, & ſera cimentée par lui, ſi la ſageſſe ne prévient pas les malheurs qu'il eſt encore poſſible d'éviter. »

« Je ſais qu'on peut imaginer, tout opérer & tout contenir par des meſures extrêmes ; mais, quand on auroit déployé la force pour contraindre l'Aſſemblée, quand on auroit répandu l'effroi dans Paris, la diviſion & la ſtupeur dans ſes environs, toute la France ſe leveroit avec indignation, & ſe déchirant elle-même dans les horreurs d'une guerre civile, développeroit cette ſombre énergie, mère des vertus & des crimes, toujours funeſte à ceux qui l'ont provoquée. »

« Le ſalut de l'Etat & le bonheur de Votre Majeſté ſont intimement liés ; aucune Puiſſance n'eſt capable de les ſéparer ; de cruelles angoiſſes & des malheurs certains environneront votre trône, s'il n'eſt appuyé par vous-même ſur les baſes de la Conſtitution, & affermi dans la paix que ſon maintien doit enfin nous procurer. Ainſi, la diſpoſition des eſprits, le cours des choſes, les raiſons de la politique, l'intérêt de Votre Majeſté, rendent indiſpenſable l'obligation de s'unir au Corps Légiſlatif, & de répondre au vœu de la Nation ; ils font une néceſſité de ce que les principes préſentent comme devoir : mais la ſenſibilité naturelle à ce Peuple eſt généreux eſt prête à y trouver un motif de reconnoiſſance. On a vous a cruellement trompé, Sire, quand on vous a inſpiré de l'éloignement ou de la méfiance de ce Peuple facile à toucher ; c'eſt en vous inquiétant perpétuellement, qu'on vous a porté à une conduite propre à l'alarmer lui-

Digitized by Google

même. Qu'il voie que vous êtes résolu à faire marcher cette Constitution à laquelle il a attaché sa félicité, & bientôt vous deviendrez le sujet des actions de graces. »

« La conduite des prêtres en beaucoup d'endroits, les prétextes que fournissoit le fanatisme aux mécontens, ont fait porter une loi sage contre ces perturbateurs; que Votre Majesté lui donne sa sanction, la tranquillité publique la réclame, & le salut des Prêtres la sollicitent. Si cette Loi n'est mise en vigueur, les Départemens seront forcés de lui substituer, comme ils font de toutes parts, des mesures violentes; & le Peuple irrité y suppléera par des excès. »

« Les tentatives de nos ennemis, les agitations qui se sont manifestées dans la Capitale; l'extrême inquiétude qu'avoit excitée la conduite de votre garde, & qu'entretiennent encore les témoignages de satisfaction qu'on lui a fait donner par Votre Majesté, par une proclamation vraiment impolitique dans les circonstances; la situation de Paris, sa proximité des frontières, ont fait sentir le besoin d'un camp dans son voisinage. Cette mesure, dont la sagesse & l'urgence ont frappé tous les bons esprits, n'attend encore que la sanction de Votre Majesté. Pourquoi faut-il que des retards lui donnent l'air du regret, lorsque la célérité lui mériteroit la reconnoissance? »

« Déja les tentatives de l'Etat-Major de la Garde Nationale Parisienne contre cette mesure ont fait soupçonner qu'il agissoit par une inspiration supérieure; déja les déclamations de quelques démagogistes outrés réveillent les soupçons de leurs rapports avec les intéressés au renversement de la Constitution; déja l'opinion publique com-

Digitized by Google

promet les intentions de Votre Majesté : encore quelque délai, & le Peuple contristé croira appercevoir dans son Roi l'ami & le complice des conspirateurs. »

« Juste ciel ! auriez-vous frappé d'aveuglement les Puissances de la terre ? & n'auront-elles jamais que des conseils qui les entraîneront à leur ruine ? »

« Je sais que le langage austère de la vérité est rarement accueilli près du Trône ; je sais aussi que c'est parce qu'il ne s'y fait presque jamais entendre, que les révolutions deviennent nécessaires ; je sais sur-tout, que je dois le tenir à Votre Majesté, non-seulement comme Citoyen soumis aux Loix, mais comme Ministre honoré de sa confiance, ou revêtu de fonctions qui la supposent ; & je ne connois rien qui puisse m'empêcher de remplir un devoir dont j'ai la conscience. »

« C'est dans le même esprit que je réitérerai mes représentations à Votre Majesté, sur l'obligation & l'utilité d'exécuter la *Loi* qui prescrit d'avoir un Secrétaire au Conseil. La seule existence de la *Loi* parle si puissamment, que l'exécution sembleroit devoir suivre sans retardement ; mais il importe d'employer tous les moyens de conserver aux délibérations la gravité, la sagesse, la maturité nécessaires ; & pour des Ministres responsables, il faut un moyen de constater leurs opinions. Si celui-là eût existé, je ne m'adresserois pas par écrit, en ce moment, à Votre Majesté. »

« La vie n'est rien pour l'homme qui estime ses devoirs au-dessus de tout ; mais après le bonheur de les avoir remplis, le bien auquel il soit encore sensible, est celui de penser qu'il l'a

fide avec fidélité : & cela même est une obligation pour l'homme public. »

Tandis que l'Assemblée décrétoit l'envoi de cette pièce aux Départemens, avant peut-être que le Roi en eût connoissance, & cela pour cause, le Département de Paris indiquoit dans une lettre à M. *Roland* la cause des troubles que ce Ministre feignoit d'ignorer ou qu'il affectoit de chercher dans des conspirations qu'il savoit bien n'exister que dans l'esprit de ceux qui, par un motif diabolique, les ont prétextées pour avilir le Prince & le priver de sa Garde & de ses anciens serviteurs.

« Quant aux conjurations, « disent les » Administrateurs dans leur lettre », nous » devons vous affirmer que jusqu'à présent » il n'est venu à notre connoissance aucun » fait positif qui puisse fonder un succès » raisonnable à cet égard..... Nous ne » négligeons aucune des précautions que » nous dicte la prévoyance, mais nous » sommes en même-temps convaincus qu'a- » giter le Peuple par des terreurs imagi- » naires est aussi contraire à sa sûreté qu'à » son bonheur. »

On s'imagine bien que le Directoire ne parlera pas du bonheur du Roi, quoique ces *terreurs* soient principalement dirigées contre lui, mais c'est toujours beaucoup de courage au Directoire d'avoir dit cela.

Digitized by Google

c'en est encore plus d'avoir ajouté ce qui suit :

« C'est au sein de notre Département, Monsieur, c'est presque sous nos yeux même que se travaillent avec tout l'art imaginable les affreux poisons qu'on répand ensuite dans toutes les parties du Royaume. Nous serions de lâches citoyens, d'indignes Magistrats du peuple, si nous avions la pusillanimité de vous taire qu'il existe au milieu de la Capitale confiée à notre surveillance, une chaire publique de diffamation, où les citoyens de tout âge & de tout sexe admis indistinctement à assister à des prédications criminelles, peuvent s'abreuver journellement de ce que la calomnie a de plus impur, la licence de plus contagieux. Cet établissement placé dans l'ancien local des Jacobins, rue Saint-Honoré, prend le titre de *Société*; mais bien loin d'avoir les caractères d'une société privée, il a au contraire tous ceux d'un spectacle public : de vastes tribunes y sont ouvertes pour les auditeurs : des jours & heures fixes en indiquent au peuple toutes les séances, & un Journal imprimé & distribué avec profusion publie les discours qui s'y tiennent. En parcourant au hasard quelques feuilles de ce Journal, & notamment celles de quatre ou cinq séances des semaines dernières, vous y verrez que le Roi, les Tribunaux, les Administrateurs, les Chefs de nos armées, tout ce qui est en France revêtu de quelqu'autorité, y est avili & calomnié à dessein. On y dit : (*séance du 21 mai*) que *s'il est impossible à un citoyen patriote de rester au service du Roi, c'est une preuve de l'adage : tel maître, tel valet*; & ces paroles dites par le Président de la Société, sont, par un arrêté exprès, insérées au Journal qu'on nomme *Procès-verbal*. On y dit : (*séance du*

17) que *les Tribunaux veulent faire la contre-révolution*. On y accuse les Administrateurs du Département de la Nièvre, d'être *des accapareurs de bled*. (*Séance du 23*). La mémoire de l'infortuné *Dillon* y est indignement outragée; les Généraux *Lafayette* & *Narbonne* y sont traités par plusieurs de ces orateurs, de *traîtres*, de *perfides scélérats dignes de l'échafaud*, & *tout prêts à passer à l'ennemi*. (*Séance du 23.*) La Constitution n'est pas à l'abri de ces atteintes; on y dit: (*Séance du 17*) que *le décret du* veto *n'est pas plus difficile à renverser que la Bastille*. Enfin, Monsieur, vous n'y verrez pas, sans frissonner, que dans la séance du 18 mai dernier, le récit d'un meurtre atroce accompagné des plus cruelles circonstances, a été couvert d'horribles applaudissemens. Nous ne multiplierons pas ces citations; mais à la lecture de ce Journal vous pourrez vous convaincre qu'il n'est pas un acte d'insubordination ou de révolte, pas un outrage à la loi, à la justice ou à l'humanité, qui n'y ait été non-seulement justifié, mais accueilli avec les signes d'approbation les plus éclatans; vous y verrez la violation des prisons d'Avignon applaudie comme le récit d'un triomphe; par-tout vous y verrez que le calomniateur y débite effrontément ses assertions, sans prendre même la peine d'y joindre les moindres faits, les indices les plus légers; & qu'assuré d'avance de son succès, il insulte à la crédulité du peuple, en dédaignant même de déguiser les poisons qu'il lui distribue. Malgré le désir qu'on pourroit avoir de ne voir que de l'égarement, au lieu de présumer des projets criminels; malgré la certitude même que des citoyens d'ailleurs irréprochables, se sont quelquefois laissé séduire jusqu'à se livrer eux-mêmes à de pareilles déclamations, cependant il

Digitized by Google

est difficile de ne pas soupçonner de perversité la plupart de ces artisans de calomnie, quand on observe sur-tout que les plus opiniâtres & les plus effrontés d'entr'eux, sont des hommes ignorés jusqu'a ce moment dans la Capitale, étrangers à toutes les fatigues de la révolution, & qui n'ont encore obtenu aucun témoignage de la confiance de leurs concitoyens. »

« Sans parler ici des autres dangers que présente une Société qui par son influence, ses affiliations & sa correspondance, exerce sur tout l'Empire un véritable ministère sans titre & sans responsabilité, tandis qu'elle ne laisse plus aux agens légaux & responsables qu'un pouvoir illusoire, nous nous renfermerons dans ce qui touche de plus près au Département dont l'administration nous est confiée. »

« Nous ne pouvons vous dissimuler, Monsieur, qu'un pareil établissement dont aucun siècle, aucun pays n'offre encore le scandale, pervertit la morale publique avec la plus effrayante rapidité. En nous invitant à répandre des *instructions de civisme & de paix*, ne nous rappellez-vous pas que notre premier devoir est de préserver le peuple de toutes prédications immorales & de toutes instigations criminelles ? Applaudir au meurtre ou le conseiller, ne nous paroît offrir aucune différence ; calomnier tous les dépositaires de l'autorité, avilir tous les organes de la loi, nous semble la provocation la plus directe à la désobéissance. Autant l'exercice de la dénonciation civique donne d'énergie à un Gouvernement libre, autant de lâches & absurdes calomnies contribuent à en briser tous les ressorts & sur-tout celui de la confiance qui doit être le plus puissant de tous. Aussi les effets que nous redoutons, se manifestent-ils déjà d'une

manière trop sensible. Par tout nous retrouvons l'esprit, le ton, & jusqu'aux expressions de cette pernicieuse école. Les injustes soupçons, les défiances vagues, le calomnies puisée à cette source, circulent dans les places, dans les marchés, dans les assemblées des Citoyens, & jusques dans les ateliers du travail; là, elles sont toutes répétées par des bouches simples & innocentes qui les propagent avec d'autant plus d'assurance que leurs intentions sont parfaitement pures. »

Encore une fois nous le répétons, ces considérations deviennent impuissantes avec les principes adoptés par la Constitution même. Le jacobinisme n'est, pour un homme conséquent qu'un résultat sévère de *l'égalité politique*, de la *souveraineté active du Peuple*, de *l'abolition de la royauté* dans la personne du Roi, dont on a fait un fonctionnaire à gages, de la proscription *de la Noblesse*, du mépris ou de l'*indifférence pour le culte public*, de l'institution de *fêtes vagues*, qui sont dans le sens de la révolution le plus exagéré, &c. Quand on proclame un pareil système de Gouvernement; que l'on arme pour le défendre, que l'on appelle cela liberté, que l'on traite les autres Peuples d'esclaves, qu'on leur fait la guerre parce qu'ils ne veulent pas souffrir au sein de l'Europe un pareil foyer d'incendie politique, il faut être Jacobin; & si l'on parvient à détruire les Jacobins, je dis qu'à moins d'interdire à tous les individus l'usage de la logique, *ils* tireront des mêmes

Digitized by Google

principes les mêmes conséquences que les Jacobins. C'est le cas de dire que tant que la cause subsistera, l'effet existera.

Aussi ne les voit-on point étourdis de l'expulsion de leurs créatures du Ministère; ils feront mieux que d'y avoir des créatures, il le détruiront entièrement; & certes ils n'auront pas grand embarras, car il n'est déjà plus qu'un nom insignifiant, dont la réalité se trouve dans les Comités de l'Assemblée, les Clubs & quelques individus de la Municipalité. C'est à cet avilissement qu'est due la difficulté que vient d'éprouver le Roi pour donner des successeurs à MM. *Dumourier*, *Roland*, *Clavière*; le premier, comme on sait, avoit été remplacé dans les Affaires étrangères par M. *de Naillac*, Envoyé aux Deux Ponts, & lui-même avoit demandé le porte feuille de la guerre; M. *Roland* l'avoit été par M. *de Mourgues*, Directeur, je crois, des travaux de Cherbourg, tous deux protégés de M. *Dumourier*; mais ils n'ont occupé ce poste que trente-six heures; ils ont été remplacés samedi soir, savoir: M. *Dumourier* par M. *Delajard*, ancien Aide Major Général de l'armée Parisienne, ami de M. *de la Fayette*; M. *de Mourgues*, successeur de M. *Roland* pendant trente-six heures, par M. *de Montciel*, Président du Département du Jura; M. *de Naillac*, successeur de M. *Dumourier* dans les Affaires étrangères.

Digitized by Google

par M. *de Chambonas*, Maréchal-de camp; & M. *Clavière*, par M. *Beaulieu*; premier Commis des Bureaux de la Comptabilité.

Il est inutile d'entretenir le Lecteur des intrigues, des menées, des caquets, des espérances, des craintes, que ces changemens ministériels ont fait naître; ils sont en raison de la légèreté, de l'ignorance, des prétentions de la multitude incalculable d'individus qui se croient aujourd'hui capables de gouverner l'Empire. M. *Duranthon* a encore le sceau; on voudroit dans le moment où j'écris le redonner à M. *Duport-du-Tertre*.

Les nouvelles de l'armée se réduisent à peu de choses. Celle du Général *Luckner* a quitté son poste du fauxbourg de Lille, où elle étoit; elle s'avance sur Ménin. Le Général promet une manœuvre importante. L'armée Autrichienne de Tournay se dispose à l'attaquer; elle a renvoyé ses bagages. — Celle de M. *de la Fayette* tient toujours les mêmes postes dans les environs de Maubeuge. — Quelques Autrichiens se sont rendus à Cisoing, près de Tournay, & en ont rapporté une cinquantaine de fusils, après avoir abattu l'arbre de la *liberté* que les François avoient planté. — L'émigration continue; la plus grande partie des Officiers du régiment de Bourbon, Dragons, en garnison à Dunkerque, ont passé à l'étranger le 8 de ce mois. — Ils ont emporté avec eux les guidons du régiment, & n'ont laissé que les bâtons & les cravates aux trois couleurs. Le Colonel est du nombre de ceux qui s'en sont allés. — La Société des Amis de la Constitu-

Digitized by Google

tion de Toulon s'est rendue maîtresse de l'Arsenal ; elle en a fait ôter les canons qui ont été placés par tout où elle a voulu. --- De toute part on entend des menaces contre le courage du Roi, qui refuse de sanctionner le Décret atroce contre les Prêtres non-assermentés, & celui qui a pour objet de former un camp de vingt mille hommes. On écrit & on publie que les fauxbourgs St. Antoine & St. Marceau, M. *Santerre* à la tête, viendront avec leurs piques & leurs haches planter le *mai de la liberté* dans les cours des Tuileries, & forcer le Roi à sanctionner. --- Tout est dans l'agitation à l'intérieur, & l'on croit être à la veille de quelque mouvement important ; peut-être n'en résultera-t-il que de nouveaux malheurs & un surcroît de captivité pour le Roi, & de servitude pour les opprimés.

Nous allons transcrire ici la pièce que nous avons promise plus haut, & qui a été lue dans la Séance du 13 : nous y joindrons la lettre de M. *de la Fayette*, lue à celle du 18, & imprimée par ordre de l'Assemblée.

Rapport de M. Lafayette, qui a été lu dans la séance du mercredi 13 au matin, par M. Dumourier. *Au camp retranché de Maubeuge, le* 11 *Juin* 1792.

« Je vous ai rendu compte, Monsieur, des mouvemens sur Maubeuge. Avant-hier, pendant que je reconnoissois le pays entre mon camp & Mons, il s'engagea une escarmouche de nos troupes légères avec celles des ennemis, où ceux-ci perdirent trois hommes, & où il y eut de part & d'autres quelques blessés. Ce matin les ennemis ont attaqué mon avant-garde, qu'ils espéroient sans doute surprendre ; mais averti à temps, M. *Gouvion* a renvoyé ses équipages sur Maubeuge

& a commencé, en se repliant, un combat où son infanterie étoit continuellement couverte par des haies, & où les colonnes ennemies ont beaucoup souffert du feu du canon, & particulièrement de quatre pièces d'artillerie à cheval, sous le Capitaine *Barrois*. Les troisième & onzième régimens de chasseurs, & le second de hussards ont bien manœuvré. Celui-ci a fort maltraité un détachement de hulans, qui s'étoit aventuré. Un ouragan très-violent ayant empêché d'entendre les signaux du canon, a retardé pour nous la connoissance de l'attaque. Aussi-tôt qu'elle est parvenue au camp, une colonne d'infanterie sous M. *Ligneville*, & de la cavalerie sous M. *Tracy*, ont été conduites par M. *Narbonne* sur le flanc gauche des ennemis; tandis que la réserve de M. *Maubourg* se portoit au secours de l'avant-garde, j'ai fait marcher les troupes en avant, & les ennemis nous abandonnant le terrein, une partie de leurs morts & de leurs blessés, se sont retirés dans leur ancien camp. Nous avons dépassé de plus d'une lieue celui de l'avant-garde, qui a repris tous ses postes. »

« Je n'aurois donc qu'à me féliciter du peu de succès de cette attaque, si par la plus cruelle fatalité elle n'avoit pas enlevé à la patrie un de ses meilleurs citoyens; à l'armée un de ses plus utiles Officiers, & à moi un ami de 15 ans, M. *Gouvion*. Un coup de canon a terminé une vie aussi vertueuse; il est pleuré par ses soldats, par toute l'armée, par tous ceux qui sentent le prix d'un civisme pur, d'une loyauté inaltérable, & de la réunion du courage aux talens. Je ne parle pas de mes chagrins personnels, mes amis me plaindront. »

« Les deux lieutenans-colonels du département de la Côte-d'Or excitent de justes regrets; l'un

Digitized by Google

M. *Cazotte*, âgé de 75 ans, & connu par 50 ans de service distingués dans l'artillerie, avoit dans la dernière affaire, concouru avec M. *Gouvion* à l'action vigoureuse qui sauva du milieu des ennemis une pièce démontée. Notre perte d'ailleurs se borne à 25 hommes blessés. Le nombre des morts est peu considérable. Les ennemis en ont laissé beaucoup plus que nous, & en ont beaucoup emporté. Nous avons fait quelques prisonniers, & je n'ai aucune connoissance que nous en ayons perdu. Telle est, Monsieur, la relation que je m'empresse de vous envoyer en rentrant au camp; elle est aussi exacte que je le puis, avant d'avoir reçu les détails officiels.

Signé, *le Général d'armée* LAFAYETTE.

Lettre de M. de la Fayette, *à l'Assemblée Nationale, lue à la Séance du* 18 *Juin* 1792. *Au Camp retranché de Maubeuge, ce* 16 *Juin* 1792, *l'an* 4^e^. *de la Liberté.*

« Messieurs, au moment trop différé peut-être, où j'allois appeller votre attention sur de grands intérêts publics, & désigner parmi nos dangers la conduite d'un Ministère que ma correspondance accusoit depuis long-temps, j'apprends que, démasqué par ses divisions, il a succombé sous ses propres intrigues; car, sans doute, ce n'est pas en sacrifiant trois collégues asservis par leur insignifiance à son pouvoir, que le moins excusable, le plus noté de ces Ministres aura cimenté, dans le Conseil du Roi, son équivoque & scandaleuse existence. »

« Ce n'est pas assez néanmoins que cette branche du Gouvernement soit délivrée d'une funeste influence. La chose publique est en péril; le sort de la France repose principalement sur ses Re-

Digitized by Google

présentans ; la Nation attend d'eux son salut : mais en se donnant une Constitution, elle leur a prescrit l'unique route par laquelle ils peuvent la sauver. »

« Persuadé, Messieurs, qu'ainsi que les droits de l'homme sont la Loi de toute Assemblée constituante, une Constitution devient la Loi des Législateurs qu'elle a établis, c'est à vous-mêmes que je dois dénoncer les efforts trop puissans que l'on fait pour vous écarter de cette règle que vous avez promis de suivre. »

« Rien ne m'empêchera d'exercer ce droit d'un homme libre, de remplir ce devoir d'un Citoyen ; ni les égaremens momentanés de l'opinion ; car, que sont les opinions qui s'écartent des principes ? Ni mon respect pour les Représentans du Peuple ; car je respecte encore plus le Peuple, dont la Constitution est la volonté suprême ; ni la bienveillance que vous m'avez constamment témoignée ; car je veux la conserver comme je l'ai obtenue, par un inflexible amour de la Liberté. »

« Vos circonstances sont difficiles ; la France est menacée au-dehors & agitée au-dedans : tandis que des Cours étrangères annoncent l'intolérable projet d'attenter à notre Souveraineté nationale, & se déclarent ainsi les ennemis de la France, des ennemis intérieurs, ivres de fanatisme & d'orgueil, entretiennent un chimérique espoir, & nous fatiguent encore de leur insolente malveillance. »

« Vous devez, Messieurs, les réprimer ; & vous n'en aurez la puissance qu'autant que vous serez constitutionnels & justes. »

« Vous le voulez sans doute : mais portez vos regards sur ce qui se passe dans votre sein & autour de vous. »

Digitized by Google

« Pouvez-vous vous dissimuler qu'une faction, &, pour éviter les dénominations vagues, que la faction Jacobine a causé tous les désordres ? C'est elle que j'accuse hautement. Organisée comme un Empire à part dans sa Métropole & dans ses affiliations, aveuglément dirigée par quelques Chefs ambitieux, cette secte forme une corporation distincte au milieu du Peuple Français dont elle usurpe les pouvoirs en subjuguant les Représentans & ses mandataires. »

« C'est-là que, dans des séances publiques, l'amour des loix se nomme aristocratie, & leur infraction, patriotisme ; là les assassins de *Dessilles* reçoivent des triomphes ; les crimes de *Jourdan* trouvent des panégyristes ; là le récit de l'assassinat qui a souillé la ville de Metz, vient encore d'exciter d'infernales acclamations. »

« Croira-t-on échapper à ces reproches en se targuant d'un manifeste Autrichien où ces Secrétaires sont nommés ? Sont-ils devenus sacrés, parce que *Léopold* a prononcé leur nom, & parce que nous devons combattre les Etrangers qui s'immiscent dans nos querelles, sommes-nous dispensés de délivrer notre Patrie d'une tyrannie domestique ? »

« Qu'importent à ce devoir, & les projets des Etrangers, & leur connivence avec des Contre-révolutionnaires, & leur influence sur des amis tièdes de la liberté ? C'est moi qui vous dénonce cette Secte ; moi qui, sans parler de ma vie passée, puis répondre à ceux qui feindroient de me suspecter : « Approchez dans ce moment de » crise où le caractère de chacun va être connu, » & voyons qui de nous, plus inflexible dans » ses principes, plus opiniâtre dans sa résistance, » bravera mieux ces obstacles & ces dangers que

Digitized by Google

» des traîtres dissimulent à leur Patrie, & que » les vrais Citoyens savent calculer & affronter » pour elle. »

« Et comment tarderois je plus long-temps à remplir ce devoir, lorsque chaque jour affoiblit les autorités constituées, substitue l'esprit d'un Parti à la volonté du Peuple ; lorsque l'audace des agitateurs impose silence aux Citoyens paisibles, écarte les hommes utiles, & lorsque le dévouement sectaire tient lieu des vertus privées & publiques, qui, dans un pays libre, doivent être l'austère & unique moyen de parvenir aux premières fonctions du Gouvernement. »

« C'est après avoir opposé à tous les obstacles, à tous les piéges le courageux & persévérant patriotisme d'une armée, sacrifiée peut-être à des combinaisons contre son Chef, que je puis aujourd'hui opposer à cette Faction la correspondance d'un Ministère, digne produit de son Club, cette correspondance dont tous les calculs sont faux, les promesses vaines, les renseignemens trompeurs ou frivoles, les conseils perfides ou contradictoires ; où, après m'avoir pressé de m'avancer sans précautions, d'attaquer sans moyens, on commençoit à me dire que la résistance alloit devenir impossible, lorsque mon indignation a repoussé cette lâche assertion. »

« Quelle remarquable conformité de langage, Messieurs, entre les Factieux que l'Aristocratie avoue, & ceux qui usurpent le nom de Patriotes. Tous veulent renverser nos loix, se réjouissent des désordres, s'élèvent contre les autorités que le Peuple a conférées, détestent la Garde Nationale, prêchent à l'armée l'indiscipline, sèment tantôt la méfiance & tantôt le découragement. »

Digitized by Google

» « Quant à moi, Messieurs, qui épousai la cause Américaine au moment même où ses Ambassadeurs me déclarèrent qu'elle étoit perdue ; qui dès-lors me vouai à une persévérante défense de la liberté, & de la Souveraineté des Peuples ; qui, le 11 Juillet 1789, en présentant à ma Patrie une déclaration des Droits, osai lui dire : *Pour qu'une Nation soit libre, il suffit qu'elle veuille l'être ;* je viens aujourd'hui, plein de confiance dans la justice de notre cause, de mépris pour les lâches qui la désertent, & d'indignation contre les traîtres qui voudroient la souiller ; je viens déclarer que la Nation Françoise, si elle n'est pas la plus vile de l'univers, peut & doit résister à la conjuration des Rois qu'on a coalisés contre elle. »

« Ce n'est pas sans doute au milieu de ma brave armée, que les sentimens timides sont permis : patriotisme, énergie, discipline, patience, confiance mutuelle, toutes les vertus civiques & militaires, je les trouve ici. Ici les principes de liberté & d'égalité sont chéris ; les loix respectées ; la propriété sacrée ; ici l'on ne connoît ni les calomnies, ni les factions ; & lorsque je songe que la France a plusieurs millions d'hommes qui peuvent devenir de pareils soldats, je me demande : à quel degré d'avilissement seroit donc réduit un peuple immense, plus fort encore par ses ressources naturelles que par les défenses de l'art, opposant à une confédération monstrueuse l'avantage des combinaisons uniques, pour que la lâche idée de sacrifier sa souveraineté, de transiger sur sa liberté, de mettre en négociation la déclaration des droits, ait pu paroître une des possibilités de l'avenir qui s'avance avec rapidité sur nous ! »

« Mais, pour que nous, soldats de la liberté,

Digitized by Google

combattions avec efficacité, ou mourions avec fruit pour elle, il faut que le nombre des défenseurs de la Patrie soit promptement proportionné à celui de ses adversaires ; que les approvisionnemens de tout genre se multiplient, & facilitent nos mouvemens ; que le bien-être des troupes, leurs fournitures, leur paiement, les soins relatifs à leur santé ne soient plus soumis à de fatales lenteurs, ou à de prétendues épargnes qui tournent en sens inverse de leur but. »

« Il faut sur-tout que les Citoyens ralliés autour de la Constitution, soient assurés que les droits qu'elle garantit, seront respectés avec une fidélité religieuse qui fera le désespoir de ses ennemis cachés ou publics. »

« Ne repoussez pas ce vœu : c'est celui des amis sincères de votre autorité légitime. Assurés qu'aucune conséquence injuste ne peut découler d'un principe pur, qu'aucune mesure tyrannique ne peut servir une cause qui doit sa force & sa gloire aux bases sacrées de la liberté & de l'égalité ; faites que la justice criminelle reprenne sa marche constitutionnelle ; que l'égalité civile, que la liberté religieuse jouissent de l'entière application des vrais principes. »

« Que le pouvoir royal soit intact, car il est garanti par la Constitution ; qu'il soit indépendant, car cette indépendance est un des ressorts de notre liberté ; que le Roi soit révéré, car il est investi de la Majesté nationale ; qu'il puisse choisir un Ministère qui ne porte les chaînes d'aucune faction ; & que s'il existe des conspirateurs, ils ne périssent que sous le glaive de la Loi. »

« Enfin, que le règne des Clubs, anéanti par vous, fasse place au règne de la Loi, leurs

Digitized by Google

usurpations à l'exercice ferme & indépendant des autorités constituées, leurs maximes désorganisatrices aux vrais principes de la liberté, leur fureur délirante au courage calme & constant d'une Nation qui connoît ses droits & les défend; enfin, leurs combinaisons sectaires aux véritables intérêts de la Patrie, qui, dans ce moment de danger, doit réunir tous ceux pour qui son asservissement & sa ruine ne sont pas les objets d'une atroce jouissance & d'une infâme spéculation. »

« Telles sont, Messieurs, les représentations & les pétitions que soumet à l'Assemblée nationale, comme il les a soumises au Roi, un Citoyen à qui l'on ne disputera pas de bonne foi l'amour de la liberté; que les diverses factions haïroient moins, s'il ne s'étoit élevé au-dessus d'elles par son désintéressement; auquel le silence eût mieux convenu, si, comme tant d'autres, il eût été indifférent à la gloire de l'Assemblée nationale, & à la confiance dont il importe qu'elle soit environnée; & qui lui-même, enfin, ne pouvoit mieux lui témoigner la sienne, qu'en lui montrant la vérité sans déguisement. »

« Messieurs, j'ai obéi à ma conscience, à mes sermens: je le devois à la Patrie, à vous, au Roi, & sur-tout à moi-même, à qui les chances de la guerre ne permettent pas d'ajourner les observations que je crois utiles, & qui aime à penser que l'Assemblée nationale y trouvera un nouvel hommage de mon dévouement à son autorité constitutionnelle, de ma reconnoissance personnelle, & de mon respect pour elle. »

Signé, LA FAYETTE.

Nous garantissons l'exactitude & l'authenticité des faits consignés dans la lettre

Digitized by Google

suivante, qui sont de la plus grande importance, & nous prévenons nos Lecteurs que la même personne qui nous les adresse nous fournira sur l'Allemagne les plus sûrs documens pendant tout le temps de la guerre.

Extrait d'une Lettre de Francfort-sur-le-Mein, le 14 Juin 1792.

« Les cantons Helvétiques ont placé à Basle une garnison de 1500 hommes, & la Diète en proclamant sa Neutralité armée pour les cantons & pour les Alliés du Corps Helvétique, exige que les François évacuent le pays de Porentrui. Les délibérations de la Diète ont été arrêtées sur ce point d'abord, ensuite sur les mesures défensives à prendre pour le maintien de leur Neutralité. Le Roi de Prusse a demandé & obtenu la garantie de Neuchâtel annexé ainsi que Genève à cet acte de Neutralité. Elle n'est que provisoire, & subordonnée aux évènemens subséquens. On attend les demandes & ouvertures que pourront faire les Cours de Vienne & de Berlin. Trois cantons, Lucerne, Soleure & Fribourg, ont porté à la délibération de la Diète la pétition de quatre régimens Suisses qui demandent à quitter le Royaume. Ils ont ensuite généralisé cet avis pour tous les Corps au service de France, mais décision a été jugée prématurée; les petits cantons ne sauroient comment soutenir leurs régimens dans le pays: il faut qu'une autre Puissance se charge de leur solde, jusqu'au moment où l'ordre sera rétabli en France. »

« J'ai fait 30 lieues au milieu des Autrichiens, depuis Krotzingen à 7 lieues de Basle, jusqu'à Appenwier près de Rastad; tout est plein de leurs quartiers: ils rempliſſent de même la partie

supérieure du Brisgaw dans l'Ortenau, du côté d'Ettenheim & d'Oberkirch. Fribourg est le quartier-général. J'y ai trouvé le Général *Wallis* qui commande en Chef, en attendant l'arrivée du Prince *de Saxe* Cobourg. Cette armée du Brisgau sera de 30 à 40 mille hommes, il y en avoit 16 mille à mon passage, savoir les trois régimens d'Infanterie entiers & sur pied de guerre, de Neugebauer, Gemmingen, & Klebeck formant 15 mille hommes; les Chevaux légers de l'Empereur superbe corps; les Cuirassiers d'Hozenzollern & quelques escadrons de Hussards. On visite exactement les passe-ports, mais avec politesse. Le jour de mon passage à Kentzingen entre Fribourg & Offenbourg, on leva un camp de 6,000 hommes formé à un quart de lieue de Kentzingen, afin de ne pas laisser les Soldats exposés à l'humidité; les pluyes ne cessent pas depuis quinze jours. Je vis lever les tentes & partir les Troupes pour leurs cantonnemens. L'après-midi je défilai pendant six lieues au milieu de deux bataillons arrivant du régiment de Klebeck, de leurs équipages, de leur artillerie. Près de deux mille hommes, 80 charriots, huit pièces de canons, les caissons, les chevaux de service excellens, bien tenus, tout dans le meilleur ordre. »

« De ce jour là, dimanche 10, jusqu'a la fin du mois, les dernières colonnes arriveront. J'ai rencontré à Hepperheim dans le Palatinat la tête d'un de ces Corps qui venoit de Wurtzbourg. Les autres suivent à grandes journées. »

« Ici il en passe journellement qui descendent le Mein. Depuis trois jours, nous en avons vû près de 3 mille le matin à 5 heures, mille chevaux de remonte, & 500 Cuirassiers ont passé

Digitized by Google

sous mes fenêtres. Tous ces Corps se rendent aux Pays-Bas. »

« Soyez certain que 200 mille hommes seront dans la Belgique & sur les bords du Rhin dans le courant de Juillet. Tout est en marche rapide. Hier M. *Bethmann* m'a fait lire une lettre de Leipsick, du 7, où l'on mande que huit régimens Prussiens venant de la Silésie, viennent de passer; tout le cantonnement de Magdebourg est en route. J'ai parlé à un Commissaire du Cercle du Haut-Rhin rassemblé ici pour régler les étapes, il m'a certifié qu'il passeroit dans le Cercle 150 mille hommes au moins. Vous pouvez en toute assurance faire usage de tout ce que je vous mande. »

« Les conférences d'élection s'ouvriront dans huit jours. Le Couronnement aura lieu au commencement de Juillet. Je crois que d'ici le Roi de Hongrie ira se faire couronner en Bohême, & ne joindra pas l'armée; ainsi le Roi de Prusse auroit les honneurs de la fête. Il règne le plus grand secret dans les plans; mais je sais qu'en Juillet la guerre sera poussée avec vigueur, qu'on attaquera de toutes parts, & qu'on projette d'hiverner à Paris. --- Plus que jamais je suis convaincu qu'on est loin d'exagérer ces espérances. »

« J'ai trouvé ici plus de cent Officiers Français de tout grade; beaucoup d'artillerie, ils venoient d'Alsace & du Midi pour se rendre dans l'Electorat de Mayence: avec eux, plusieurs Bas-Officiers & même des Soldats en assez grand nombre, se promènent dans les rues, la cocarde blanche au chapeau. -- Cette ville garde la plus grande neutralité. -- L'Abbé *Maury*, Nonce du St. Siège au Couronnement, arrive dans huit jours; ses Secrétaires sont déjà ici, & sa maison louée. »

Digitized by Google

MERCURE HISTORIQUE ET POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Vienne, le 9 Juin 1792.

QUICONQUE connoît un peu la topographie des frontières de France du côté de la Savoie, & de celles de Gênes du côté du Piémont, sait que les armées combinées d'Autriche & de Sardaigne, peuvent se dispenser de passer sur le territoire de Gênes, pour diriger leurs forces, ou se défendre contre les hostilités de la France. Ainsi, ce n'est point un désavantage pour nous, que Gênes garde la neutralité de son territoire, aussi long-temps au moins que des évènemens majeurs ne forceront point la République à tenir une conduite différente. C'est ce qu'un Courier, arrivé ici, a fait connoître : il a apporté la nouvelle que la

Digitized by Google

Sénat de Gênes avoit déclaré qu'il regarderoit comme ennemis ceux qui par la force des armes voudront porter atteinte au système de neutralité qu'il a adopté, & passer ainsi sur son territoire, sous quelque prétexte que ce soit.

L'Envoyé du Roi & de la République de Pologne a remis au Prince *de Kaunitz* une note relative à l'entrée des troupes Russes sur le territoire de la République; on a dû l'envoyer au Roi à Bude. On pense assez généralement que la réponse sera concertée avec la Cour de Berlin, & conforme au système adopté par cette dernière, dont l'alliance avec la Pologne étant antérieure à la Constitution du 3 Mai 1791, ne peut s'étendre à la garantie de cette Constitution, ainsi que l'a déjà fait connoître le Ministre Prussien par deux notes remises à la République. — Un Courier, dépêché d'ici le 5 pour Bruxelles, porte aux Emigrés François la permission de se procurer, dans les Etats du Roi, des armes & des munitions de guerre, & d'agir sous les ordres des Commandans de Sa Majesté. — Le Général *de Strassoldo* est arrivé dans cette capitale pour prendre ses dernières instructions; aussi-tôt qu'elles seront expédiées, il se rendra à l'armée d'Italie, dont le commandement lui a été confié. — La première division de la Garde-noble Allemande est partie pour Francfort.

Digitized by Google

De Francfort-sur-le-Mein, le 16 Juin.

Tout annonce qu'enfin les principaux Etats de l'Europe ont positivement adopté un système de répression contre les attentats de l'anarchie françoise; qu'ils ont senti la nécessité d'éteindre un incendie dont la propagation les menace d'une ruine inévitable, & que, sortis de la fausse sécurité où le Ministère constitutionnel de France les avoit tenus pendant quelque temps, ils reconnoissent aujourd'hui qu'il n'existe de moyen d'arrêter les fureurs des factieux régicides qu'en leur opposant la force de nombreuses armées.

Cette conduite est d'ailleurs conforme aux intérêts des Nations policées, aux droits conservateurs de la tranquillité, de la liberté, de la propriété des Peuples. Les Etats sont entre eux dans la grande famille de l'Europe, ce que sont les individus dans la société. Quand par des excès, des attentats, un fanatisme de crimes, que que Peuple trouble le repos, la sécurité des autres, qu'il prêche un système destructeur des droits de la propriété, de l'ordre social, qu'il arme pour soutenir ce système, il est alors de l'intérêt de tous les autres de soutenir les principes de la justice, humaine, les sentimens des vertus sociales, par tout ce que la force donne de ressource

Digitized by Google

& de moyen contre une semblable calamité. C'est l'affaire du genre humain, ce n'est plus celle de quelques intérêts temporaires ou privés.

Et certes sans ce droit public, sans cette sauve-garde de la police générale des peuples, il suffiroit qu'une nation fanatique, aguerrie, riche ou intrigante, pût alléguer des raisons de réformes intérieures, pour offrir à l'Europe le tableau d'attentats impunis, troubler le repos de ses voisins, protéger le brigandage & faire chanceller les Gouvernemens par l'influence des passions qu'un pareil désordre ne manque jamais de faire naître dans les esprits inquiets de tous pays. Invoquer en pareil cas le droit d'indépendance nationale, c'est l'anéantir & le violer; c'est le reconnoître pour soi & le méconnoître pour les autres. Comme un individu dans la société ne peut point argumenter du respect qu'on doit au domicile pour s'y permettre des excès contre l'humanité, les mœurs, la divinité, la sûreté de ses voisins, de même un peuple soulevé contre tout principe humain, tout respect social, perd son droit à l'indépendance politique, soumise d'ailleurs par sa nature aux loix générales de la police des Nations, à celles de la propriété, des convenances & des engagemens réciproques.

Il est des droits qui sont ceux de tous les Peuples, la propriété de toutes les Nations,

Digitized by Google

dont ils jouissent en commun, & dont les Rois, les Princes, les Chefs de Gouvernemens sont les défenseurs nés. Tout peuple qui en proclame le mépris ou la destruction est par cela même déclaré perturbateur public; il a rompu le contrat légal qui le lioit avec les autres Nations, & dès-lors la voie des armes devient pour celles-ci une ressource aussi légitime qu'indispensable au maintien de leur tranquillité.

L'Europe est vraiement outragée des hauteurs, de l'insolence & des menées de la faction Françoise. Par-tout une secte audacieuse & sacrilége s'appuie de ses maximes, de sa conduite pour attaquer l'ordre public, substituer l'argument de la force à celui de la Justice, la logique des bras à celle de la raison, & les prétentions du brigandage aux droits sacrés de la propriété. Une multitude de fanatiques armés de sophismes & de tous les moyens de destruction qu'offre le plus beau Royaume de l'Europe, est prête à se répandre comme un torrent sur les pays voisins; y propager une doctrine qui, toute monstrueuse qu'elle est, n'en trouvera pas moins de nombreux sectaires parmi cet ordre d'hommes qui, privés de propriété, regardent comme une injustice, une usurpation les droits utiles & la propriété des autres.

Il étoit donc temps que les Etats s'occupassent d'apporter un remède à ce mal;

Digitized by Google

plus d'indifférence ou de temporisation pouvoit les réduire à l'impuissance de s'opposer au torrent ; égarés par des rapports menteurs, ils ont cru que la France recelait dans son sein des germes d'ordre qui s'y développeroient ; ils auroient plutôt dû y voir une cause inaltérable de désordre dans les attentats impunis qui s'y renouvellent, dans l'avilissement de la Royauté, la proscription des distinctions politiques, la violation perpétuelle des propriétés, & les insultes faites à la religion. Ce qui les a pu tromper encore, mais d'un autre sens, c'est l'exagération de l'impuissance des factieux ; ils ont cru trop facilement à la désunion des fanatiques qui gouvernent la France, à la nullité de leurs moyens ; mais ils oublioient que ces factieux, ces fanatiques disposent d'une grande force armée, d'un immense trésor & de tous les moyens qui peuvent alimenter les passions de l'avarice, de l'ambition & de la haine ; qu'agir foiblement contre une pareille masse, ou attendre du temps sa dissolution, c'étoit s'exposer à s'en voir écraser après qu'elle auroit parcouru tous les périodes du crime & de la violation de droits.

C'est un grand aveuglement des Cabinets des Princes de ne voir les dangers de l'anarchie qu'au moment de son éruption ; c'en est un plus grand encore de penser qu'elle peut leur servir à quelque chose lorsqu'elle

Digitized by Google

étend ses ravages sur un état voisin, & ç'en fut un très-grand à quelques puissances de n'avoir pas vu que l'exemple scandaleux des désordres qu'offre la France, pouvoit nuire à leurs intérêts d'une manière bien autrement formidable que la rivalité puissante de cette superbe Monarchie. J'ajouterai que si cette erreur pouvoit être, par impossible, celle des Princes & des Rois, du moins devroit-elle paroître très-dangereuse à toutes les classes de propriétaires, dont les droits n'ont jamais reçu d'atteintes aussi funestes que celles que leur ont portées les actes de la Révolution Françoise.

C'est là ce qu'on ne doit point perdre de vue, & c'est à cette cause qu'on doit attribuer, sans doute en grande partie, les mouvemens de défense qui règnent dans l'Empire aujourd'hui. Malgré les lenteurs qui doivent nécessairement accompagner ses démarches, on y apperçoit une accélération de préparatifs générale. Le Cercle de Suabe dont on sembloit craindre l'indécision, s'est soumis aux conditions du *Conclusum* de la Diète pour le contingent de secours qu'il doit fournir. Le Roi de Prusse vient de faire notifier par M. *de Soden*, son Ministre auprès de l'Assemblée du Cercle de Franconie « qu'il se voit obligé de faire marcher un Corps de troupes considérable vers le Rhin, pour couvrir les frontières de l'empire, & qu'il propose à ses co Etats

du Cercle de Franconie d'accéder à l'association tant des Cours de Vienne & de Berlin que des autres Cercles, dans l'intention de maintenir les droits & la paix de l'empire. » Les troupes défilent les unes dans les Pays Bas, les autres sur le Rhin. Le régiment Prussien de *Kleist*, Infanterie, est passé le 6 par Berlin pour se rendre à Coblentz; les équipages de campagne du Prince de Prusse & les Bureaux des Postes ont pris hier la même route; ils ont été suivis le lendemain par les équipages de campagne du Roi. Le régiment Prussien de *Hertzberg* est arrivé de la Silésie aux environs de Natchod dans la Bohême pour se rendre sur le Rhin; cinq autres doivent passer par Prague dans les derniers jours du mois pour se rendre à la même destination, par Bareith & Anspach; toutes les troupes légères destinées à se rendre sur le Rhin sont parties de Breslau le premier du mois; le régiment de *Hohenlohe*, conduit par le Général Prince de *Hohenlohe*, les Artilleurs, & un train d'artillerie les ont suivis le 3.

On apprend de Vienne que le Baron de *Ulm* y est arrivé de Berlin, avec le plan des opérations militaires que le Général, Prince de *Hohenlohe*, avoit présenté à Sa Majesté Prussienne, dont elle avoit approuvé tous les détails; que le Couronnement de Sa Majesté le Roi de Hongrie a eu

Digitized by Google

lieu à Bude avec les cérémonies d'uſage le 6; que les Etats de Bohême ſe ſont adreſſé au Roi pour l'inviter à ſe faire couronner à Prague après le Couronnement Impérial, & que Sa Majeſté leur a répondu qu'elle s'y rendroit au mois de Septembre prochain, ſi les circonſtances le lui permettent. Quelques bataillons de régimens Hongrois & deux compagnies d'Artilleurs ſe rendent dans les ports de Trieſte & de Fiume. Trente bataillons d'Infanterie & vingt-une diviſions de Cavalerie compoſeront l'armée Autrichienne, ſituée dans le Briſgaw & le long du Rhin, ce qui, à raiſon de 1,500 hommes par bataillon, & de 1000 hommes par régiment de Cavalerie, ou 335 hommes par diviſion, fait un total de 45,000 hommes que commandera le Prince de *Hohenlohe*. Chaque bataillon a trois pièces de canon de 6 livres de balle, ce qui fait 90 pièces de canon de ce calibre, outre 81 autres de 12 & 18 livres de balle.

Il eſt faux que le Duc *de Wurtemberg*, à qui la Cour de Vienne auroit propoſé de lever 8000 hommes dans ſes Etats, ait refuſé de conſentir à cette demande « pour ne pas ſe compromettre avec la France & engager ſes ſujets dans une querelle qui lui eſt étrangère »; la Cour de Vienne n'a point fait cette propoſition à ce Prince; la conduite qu'il doit tenir, non pas dans la querelle, mais la guerre actuelle

est réglée, déterminée par la Constitution de l'empire à laquelle le Duc *de Wurtemberg* est soumis, & à laquelle ce Prince n'est nullement disposé à se soustraire. Ainsi cette assertion de la Gazette du Ministère François, est aussi fausse que celle par laquelle elle annonçoit le changement de système à Berlin, relativement à la guerre contre la France, ainsi que le refus positif du Cercle de Souabe d'accéder à l'association des Cercles, refus démenti par la note remise au Cercle de Franconie le 26 Mai par le Ministre Prussien, M. *de Soden*, & dans laquelle Sa Majesté Prussienne offre l'exemple du Cercle de Souabe pour engager celui de Franconie à l'imiter, ce qu'il a fait. — Les troupes de Bohême & de Hongrie qui passent par la Souabe, pour l'armée des Pays-Bas, s'élèvent à 9,600 hommes. — 88 chariots munitionnaires venant de l'Autriche ont passé le 11 par l'Electorat de Mayence, pour les Pays Bas.

PROVINCES-UNIES.

De la Haye, le 12 Juin.

M. *de Maulde*, Ministre Plénipotentiaire de France, a remis à L. H. P. une note pour réclamer une cargaison de 60,000 fusils achetés pour le compte de la France, & retenus au port de Terreveere par

l'Amirauté de Middelbourg. M. *de Maulde* n'a reçu d'autre réponse sinon qu'il falloit que L. H. P. eussent sur ce fait connoissance du rapport de l'Amirauté de Middelbourg, avant de pouvoir prononcer.

Au reste, on prétend que ces fusils sont ceux qui ont été ôtés aux insurgens de Hollande, & qu'une des conditions du désarmement avoit été que les fusils ne seroient point vendus en Europe; ce qui a donné lieu de les arrêter lorsqu'on a su que M. *de Beaumarchais* les avoit achetés pour les revendre au Ministère François.

M. *de Maulde* a fait également connoître officiellement à L. H. P. la guerre que l'Assemblée Nationale a déclarée à la Maison d'Autriche par la note suivante qu'il a remise le 31 Mai, à M. le Greffier *Fagel*.

« Le soussigné, Ministre Plénipotentiaire de France, a l'honneur de prier M. le Greffier *Fagel*, en lui portant une copie de la déclaration de guerre contre le Roi de Hongrie & de Bohême, de la porter au plutôt à la connoissance de L. H. P. les Etats-Généraux des Provinces-unies des Pays-Bas. »

La réponse des états-généraux ne fut pas moins laconique. En voici le texte :

Extrait des Registres de L. H. P. *les Provinces-unies des Pays-Bas, du 31 Mai* 1792.

« Délibéré sur la note que M. *de Maulde*, Ministre de France, a présenté ce matin, il a

été trouvé bon & entendu ; qu'il sera fait des remerciemens de la part de L. H. P. à M. *de Maulde*, pour la communication donnée de la déclaration de guerre contre le Roi de Hongrie & de Bohême. »

« Et a été en outre trouvé bon que l'Agent *Van-hees* sera chargé de remettre la présente résolution au susdit M. *de Maulde*, Ministre de France, auprès de cette République. »

Signé, H. Fagel.

Les provinces de Hollande & Westfrise, celles d'Utrecht, de Groningue, de Frise, consentent à la continuation des subsides pour l'entretien, pendant une année, des régimens Prussiens *d'Anspach*, *de Mecklenbourg* & *de Brunswick* ; celle de Zélande a demandé un délai pour se procurer de nouvelles instructions, & peut-être qu'au moment où nous écrivons, le consentement est-il général à cet égard ; ce qui prouve les dispositions de la République à s'associer aux opérations de la Prusse & de l'Autriche, en cas de besoin.

PAYS-BAS.

De Bruxelles, le 18 Juin 1792.

Les Princes François avoient jusqu'ici demandé inutilement, à la Cour de Vienne, la permission de former un Corps d'armée, & d'avoir leurs propres Commandans. Mais ayant envoyé dernièrement à Vienne pour y re-

Digitized by Google

nouveller les mêmes instances, ils en reçurent enfin une réponse selon leurs vœux, & on leur a permis de s'assembler, sous la condition que leurs entreprises seroient toujours dirigées par les Chefs de l'armée alliée. Cette permission a été notifiée ici à M. *Laqueille*, par la note suivante:

« Par ordre de S. A. R., en date du 21 Mai, il a été accordé, ensuite de la demande faite par M. le Marquis *de Laqueille*, qu'il sera donné aux Soldats François émigrans dans les casernes des villes d'Ath, Bruxelles, Enghien, les subsistances nécessaires, à l'exception des lits savoir Ath, Bruxelles, Enghien, à raison de 200 hommes chacune, & Tirlemont 400. — Il est également accordé audit Marquis *de Laqueille*, là où il n'y a point de garnison, point de Police établie, d'entretenir une garde, savoir à Ath 30, à Enghien 30, & à Tirlemont 60 hommes, pour le maintien du bon ordre parmi les Soldats que l'on a accordé d'armer à cet effet. — Il est aussi permis au Comte *de Carnouville* de former un dépôt pour 100 hommes dans les villes de Mons & de Tournay, ou dans un village près de ces deux villes. Les articles ci-dessus énoncés, seront communiqués au Commandant de la ville, pour règle de sa conduite à cet égard: il lui est également enjoint, non-seulement de ne pas donner empêchement aux Emigrans François, qui vont rejoindre les Princes, mais au contraire de leur donner toute l'assistance possible. »

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 22 Juin.

Le Parlement est prorogé au 30 Août

Digitized by Google

prochain ; l'on arme à Portsmouth quelques vaisseaux qui seront commandés par l'Amiral *Hood* ; nous ferons connoître ces objets en détail dans notre prochain numéro ainsi qu'une émeute assez considérable arrivée à Londres dans les premiers jour du mois, & dont on regarde les François, sinon comme instigateurs positifs, du moins comme cause occasionnelle par les principes d'anarchie qu'ils affectent de proclamer imprudemment partout.

FRANCE.

De Paris, le 17 Juin 1792.

SECONDE ASSEMBLÉE NATIONALE.

Du lundi, 18 juin.

Une lettre du Roi, contre-signée *Duranthon*, a prévenu l'Assemblée que S. M. a nommé M. *de Chambonas*, maréchal-de-camp, au département des affaires étrangères ; M. *la Jarre* à celui de la guerre ; M. *Terrier-Monciel*, président du département du Jura, au ministère de l'intérieur ; que, quant à celui des contributions, le Roi espère annoncer bientôt son choix. — On a décrété, en riant, que M. *Mourgues*, qui n'a rien signé pendant son ministère de quelques

Digitized by Google

heures, étoit dispensé de rendre des comptes.

Dans un rapport sur des fabricateurs de faux assignats, M. *Lecointre* a dit que le comité de surveillance avoit ordonné à la municipalité de Romainville de faire des visites domiciliaires. Quelqu'un a censuré cette conduite du comité; M. *Lecointre* a changé l'*ordre* en un *avertissement* de &c..... L'Assemblée a décrété l'impression & l'ajournement du projet de décret.

La loi du 29 avril dernier n'autorisoit que les ordonnateurs des vivres à faire les réquisitions nécessaires pour les transports des vivres & fourrages de l'armée; ce qui rendoit souvent le service impossible. Un nouveau décret y a autorisé les administrations de district ou leurs commissaires.

A l'occasion d'un projet, lu par M. *Jacob-Dupont* sur un nouvel impôt de 6 pour cent sur tout immeuble vendu ou cédé, pour combler le déficit que cause la suppression des droits féodaux, nous consignerons ici une remarque essentielle que personne ne nous paroît avoir faite. L'article III du décret rendu mardi dernier, 12 juin, dans la séance du soir, admet ou crée, d'urgence & sans la formalité constitutionnelle de l'impression, & des trois lectures, *des mandats de l'administrateur de la caisse de l'extraordinaire sur le trésorier de ladite caisse*, dont le récépissé sera pris pour comptant par les receveurs du district où seront situés les biens nationaux qu'on voudra acquérir (voyez le n°. précédent de ce journal, page 229). N'est-ce point une nouvelle sorte d'effets publics, dont le *maximum* ignoré peut augmenter la dette de l'Etat & diminuer l'hypothèque des assignats, de toute la valeur des biens nationaux acquis au prix de ces mandats

& décapités, & cela dans une proportion d'autant plus effrayante qu'elle seroit inconnue ?

Le président a fait lire à la tribune une lettre de M. *de la Fayette*, datée du camp devant Maubeuge, & que nous avons rapportée dans notre dernier numéro.

Plusieurs voix ont demandé l'impression & l'envoi aux 83 départemens. L'impression a été décrétée. M. *Vergniaud* a dit : « Il importe à la constitution si chère à M. *de la Fayette*, de distinguer les pétitions des particuliers & les conseils d'un général d'armée ; il ne peut en adresser à l'Assemblée que par la voie du ministre. » Les galeries ont applaudi le rhéteur, lorsqu'il a prétendu que les conseils d'un général d'armée sont des loix adressées à l'Assemblée. Regrettant que la législature n'eût pas pris une consistance propre à la débarrasser des factions, M. *Thévenet* s'est écrié qu'il ne falloit rien moins qu'un homme tel que M. *de la Fayette*, pour faire cette utile dénonciation ; que c'étoit le moment de sauver la patrie des manœuvres d'intrigans qui fatiguent le peuple pour se faire un parti & arriver aux places. » Un vacarme horrible a coupé la parole à MM. *de Vaublanc*, *Couthon* & autres. M. *Guadet* a soutenu que la lettre n'étoit pas de M. *de la Fayette*, parce que, datée du 16, elle parle de la démission de M. *Dumouriez*, du 16. On lui a répondu que M. *Dumourier* en avoit donné une antérieure. « Eh, Messieurs ! laissez mentir M. *Guadet*, a dit une de ses connoissances. » M. *Daverhoult* a observé que le général avoit pu pressentir la chûte du ministre en voyant celui-ci dans la disgrace *de ses créateurs*. Cette épigramme a donné de l'humeur à la députation Bordeluise.

Digitized by Google

L'imperturbable M. *Guadet* n'a pas lâché prise, & a prétendu qu'*autrement* le blanc-seing de M. *de la Fayette* étoit à Paris « à la disposition de ceux qui attendoient l'occasion d'en remplir le vide d'une doctrine favorable à leur faction (faction infernale qui veut qu'on cesse d'outrager le Roi !); » que les sentimens de M. *de la Fayette* indiquent assez qu'il n'en est pas l'auteur. « M. *de la Fayette* sait que lorsque *Cromwell* tenoit un langage pareil à celui qu'annonce cette lettre.... » Ici des huées d'un côté, des battemens de mains de l'autre ont assourdi l'auditoire. Le président a rappelé à l'ordre la majorité de l'Assemblée; cet incident a redoublé le tapage. M. *Lacroix* affirme qu'elle est toujours aussi calme, & que le président n'a pas le droit qu'il s'arroge. Débats indicibles, que termine enfin l'ordre du jour.

Après d'orageuses discussions, on a renvoyé la lettre à la nouvelle commission extraordinaire, ainsi qu'une lettre de M. *Terrier-Monciel*, ministre de l'intérieur, qui annonce que de nouveaux troubles ont signalé l'élection de M. *Duprat* le jeune, à la place de maire d'Avignon... Un membre a battu des mains. M. *Vergniaud* a promis des lumières. La commission fera son rapport vendredi prochain. Voici les noms de ceux qui la composent : MM. *Bigot*, *Lacépède*, *Lacuée*, *Pastoret*, *Muraire*, *Tardivau*, *Vaublanc*, *Guadet*, *Lemontey*, *Jean de Bry*, *Guyton-Morveau* & *Ruhl*.

Du lundi, séance du soir.

Le Roi notifie la nomination de M. *Beaulieu*, l'un des commissaires de la comptabilité, au ministère des contributions publiques. M. *Louis*

Digitized by Google

Calas implore, à la barre, des secours pour payer les dettes de son père, &, malgré le décret qui interdit au président les réponses oratoires, M. *Français*, de Nantes, qui occupoit le fauteuil, n'a pu résister au besoin de déclamer contre « les intrigues sacerdotales & la tyrannie parlementaire. » On a renvoyé cet objet au comité & ajourné les autres.

Du mardi, 19 juin.

Des citoyens-soldats du bataillon de St. André-des-Arcs, de Paris, obtiennent la permission de planter un mai à la porte de l'Assemblée. Quatre législateurs sont chargés d'assister à cette auguste cérémonie; les pétitionnaires haranguent, plantent *l'arbre de la liberté*, haranguent encore, défilent, traversent la salle, au bruit d'une musique guerrière & des applaudissemens, comme des triomphateurs, & reçoivent les honneurs de la séance.

On lit une lettre de M. *Lamorlière*, de Strasbourg, du 15 juin. Ce général se plaint de ce que M. *Servan*, ministre de la guerre, lui fait des inculpations telles qu'un homme parvenu, sans reproche, à 85 ans, ne peut les laisser ensévelies dans le secret d'une simple correspondance. Il envoie copie de la lettre reçue, & demande que le ministre dépose les pièces pour que les coupables ou les calomniateurs soient punis. Dans celle de M. *Servan*, ce ministre en paroissant rendre justice aux intentions du général, l'accuse d'être mal entouré, de se livrer à des agens immédiats qui ne sont pas purs; annonce avoir des avis particuliers qui l'informent qu'il règne à Strasbourg une fermentation alarmante; que le service s'y fait négligemment;

Digitized by Google

que la citadelle est sans canonniers, les patrouilles sans cartouches, la porte principale ouverte la nuit, la ville remplie d'émigrés, le camp dénué des choses les plus indispensables; qu'on reçoit les trompettes Autrichiens avec peu de précautions; que M. *Duteuil*, commandant de l'artillerie, a des relations directes avec les émigrés. Tant de devoirs à mieux remplir lui semblent pénibles pour un général octogénaire; il espère pouvoir bientôt le placer d'une manière plus convenable à son âge, & attend le moment où M. *de Biron* pourra le remplacer en Alsace. M. *Lamorlière* réfute, article par article, ces allégations dont beaucoup sont fausses, dont la plupart ne le regardent pas, relève l'injustice d'un ministre qui l'inculpe vaguement, & la dénonce à l'Assemblée nationale, au Roi, à tous les gens de bien.

Attaqué par M. *Servan*, M. *Victor de Broglie* lui écrit que, comme chef de l'état-major de l'armée, il est seul coupable des fautes imputées aux alentours du général. « Le rôle que j'ai joué dans la révolution, mande-t-il, la confiance de M. *Luckner*, de M. *Lamorlière* & de vos prédécesseurs sembloient écarter les dénonciations vagues. » Il demande des explications promptes & catégoriques, & proteste que le dessein visible de désorganiser les pouvoirs, d'écarter tous les citoyens fidèles, ajoute à son zèle.

M. *Ruth* a proposé, l'Assemblée a décrété, que les pièces soient déposées sur le bureau pour que les généraux puissent se défendre. La lettre de M. *Victor de Broglie* offroit à M. *Carnot* le jeune, un trait de subordination qu'il falloit punir dans l'officier comme dans le soldat, gentillesse civique si puérilement motivée que pour

Digitized by Google

la réduire à une calomnie il a suffi de la logique de M. *Lassoix* qui a établi que M. *de Broglie* demandoit une explication, non sur un ordre, mais sur des inculpations. On a renvoyé le tout au comité des douze.

Renouvellant la motion d'un message au Roi tel que l'avoit conçu M. *Isnard*, M. *Duquesnoy* a dit : « ou le Roi est de bonne foi ou il ne l'est pas, ou il a des yeux pour voir, ou il n'en a pas ; s'il a des yeux pour voir, il doit juger la scélératesse de ceux qui l'entourent. Cependant, quels sont ceux qu'il a renvoyés ? aucun ; au contraire, il avoit un ministère patriote, & il l'a renvoyé !..... Mais s'il n'y voit pas ; s'il a la vue basse ; s'il ne peut être frappé des rayons de la vérité, il est temps de lui dire que les représentans du peuple souverain ne sont pas contens de sa conduite. (On rit au milieu des applaudissemens des tribunes). Il est temps de lui dire qu'il y a un terme à tout ; il est temps de lui dire que les députés ne pouvant opérer tout le bien qu'ils devroient faire, ils vont en informer leurs commettans. Les François ne souffriront jamais que la chose publique soit perdue par négligence, & ils nous donneront des pouvoirs ou à d'autres (violens murmures dans l'Assemblée, applaudissemens des galeries) ; & mettront le glaive dans nos mains pour exterminer... ». Le bruit & l'ordre du jour n'ont laissé de cette criminelle opinion que le souvenir d'un parjure gratuit & l'ineffaçable empreinte des coups lâchement portés à l'un des pouvoirs constitués.

On a décrété *d'urgence* que les directoires de départemens feront brûler tous les titres de noblesse & généalogies qui se trouveront dans les dépôts publics quels qu'ils soient. C'est *M. Con-*

Digitized by Google

dorcet qui, pour célébrer l'anniverſaire du 20 juin en philoſophe profond qui croit aux anniverſaires, a propoſé cet acte barbare qui eût fait rougir un Vandale.

L'Aſſemblée a permis à M. *Dumourier* de ſe rendre à l'armée où il deſire qu'un coup de canon concilie toutes les opinions ſur ſon compte.

Excepté M. *Scipion de Chambonas* malade, tous les miniſtres ſont venus préſenter leur hommage au corps légiſlatif, & M. *Lajarre* a lu une lettre où M. *Luckner* annonce qu'il occupe Menin, que ſon armée commence « à s'organiſer dans le rapport de ſes beſoins » mais que la diſcipline n'y règne pas encore. Le même miniſtre a ajouté que le Roi s'occupoit de ces objets importans avec la plus active ſollicitude, & que Sa Majeſté comptoit ſur le bon effet des diſpoſitions que manifeſteroit l'Aſſemblée nationale.

Alors M. *Paſtoret* a repris la diſcuſſion ſur les moyens de conſtater l'état civil des citoyens, & a débité de cette philoſophie exagérée, qu'on prend aujourd'hui pour du génie, & qui n'eſt au fond, que l'athéiſme & le matérialiſme délayés dans le verbiage inſignifiant de l'ignorance préſomptueuſe du point de ſe croire ſtupidement ſupérieure en lumières à la ſageſſe éprouvée de tous les ſiècles.

Guindé ſur les mêmes principes, M. *Gohier* n'a prétendu à rien moins qu'à fondre d'un ſeul jet une nouvelle religion ſans Dieu, un culte civique; & parce qu'il y a beaucoup moins de maiſons communes que de municipalités, & qu'on doit bien ſe garder de tout ce qui rappelle aux égliſes, il a élevé des autels à la liberté, à la patrie, à la loi, dans tous les carrefours, & propoſé, avec la gravité d'un *Numa* en *jockey*, de préſenter à ces

Digitized by Google

bornes les enfans nouveau-nés & les morts, d'y armer les citoyens actifs, d'y unir les époux, sous l'influence philosophique de la *déclaration des droits*, & au milieu des cris : *vivre libre ou mourir*. Ces sublimes découvertes, qu'avant la régénération on auroit traitées d'impertinentes extravagances, ont été couvertes d'applaudissemens, & seront imprimées aux frais d'un peuple qu'ont ruiné ses novateurs.

Le ministre de la justice annonce, par écrit, que le Roi vient d'appliquer son *veto*, la formule constitutionnelle : *Le Roi examinera*, sur le décret relatif à la déportation des prêtres, & sur le décret portant qu'il sera formé un camp de 20,000 hommes auprès de Paris. Nous oserons comparer ces actions de *Louis XVI* assailli d'outrages, entouré de forcenés qui prêchent impunément le régicide, à ce que les héros anciens & les héros chrétiens ont jamais fait de plus digne d'une gloire immortelle.

M. *Rouyer* a défié tous les généraux du monde de pouvoir défendre le royaume avec le peu de troupes qui sont à la disposition des généraux François. Il a rappellé qu'on avoit eu la bonhomie d'arrêter le recrutement comme surabondant, lorsqu'il n'étoit pas même suffisant, ce qui prouve la vérité des rapports adoptés par l'Assemblée. L'opinant insistant sur la nécessité de nouvelles recrues, un législateur à sarcasmes lui a crié que le Roi n'en avoit pas besoin. Des murmures ont étouffé cette innocente malice, & M. *Rouyer* a dit que le nombre des troupes étant fixé, le décret ne seroit pas *vetoté*, attendu que le *veto* blesseroit la constitution. La commission des douze sénateurs de l'état de la France expliquera tout incessamment.

Digitized by Google

Du mardi, ſéance du ſoir.

Les municipes de St.-Jean-Pied-de-Porc, dénoncent à l'Aſſemblée un paſſe-port délivré à *M. le Comte de Châlons, ambaſſadeur de S. M. T. C. auprès de S. M. T. F. M. Ducos* le renvoyoit à la place Vendôme où l'on brûloit alors 600 volumes de titres de nobleſſe, pour la plus grande félicité du peuple. On a beaucoup ri. *M. Thuriot*, moins plaiſant légiſlateur, a fait décréter le renvoi au pouvoir exécutif, afin que ce crime ſoit puni.

On a lu & applaudi l'étrange lettre ſuivante intitulée : *des citoyens de Marſeille.*

« Légiſlateurs, la liberté Françoiſe eſt en péril. Les hommes libres du Midi *ſont tous levés* pour la défendre. *Le jour de la colère du peuple eſt arrivé.* Ce peuple, qu'on a toujours voulu égorger ou enchaîner, las de parer des coups, à ſon tour eſt près d'en porter ; las de déjouer les conſpirations, il a jetté un regard terrible ſur les conſpirateurs. Ce lion généreux, mais aujourd'hui trop courroucé, va ſortir de ſon repos, pour s'élancer contre la meute de ſes ennemis. Favoriſez ce mouvement belliqueux, vous qui êtes les conducteurs comme les repréſentans du peuple ; vous qui avez à vous ſauver ou à périr avec lui. *La force populaire fait toute votre force :* vous l'avez en main ; employez-la. Une trop longue contrainte pourroit l'égarer ou l'affoiblir. Plus de quartier, puiſque nous n'en avons plus à attendre. Une lutte entre le deſpotiſme & la liberté ne peut être qu'un combat à mort ; car ſi la liberté eſt généreuſe, le deſpotiſme ſera tôt ou tard ſon aſſaſſin. Qui penſe

Digitized by Google

autrement, est un insensé qui ne connoît ni l'histoire, ni le cœur humain, ni l'infernal machiavelisme de la tyrannie. »

« Représentans, le peuple François forme un vœu : celui de secourir la patrie ; il vous demande un décret qui l'autorise à marcher avec des forces plus imposantes que celles que vous avez créées, *vers la capitale* & les frontières. Le peuple veut absolument finir une révolution qui est son salut & sa gloire, qui est *l'honneur de l'esprit humain* ; il veut se sauver & vous sauver : devez-vous empêcher ce mouvement sublime ? le pouvez-vous, législateurs ? Vous ne refuserez pas l'autorisation de la loi à ceux qui veulent aller mourir pour la défendre. »

M. *Charlier* en a demandé l'impression, la mention honorable & l'envoi au 83 départemens. Après toutes les opinions qu'il a débitées à la tribune, M. *Rouyer* avoit bonne grace de s'opposer à cette motion. Il a parlé de *courage de penser, d'attitude imposante & de la force d'en imposer aux factieux, du sublime courage de dire au peuple : soyez tranquille.* M. *Lecointre-Puyravaux* lui a répondu que le jour de la colère du peuple est arrivé, que c'est une grande vérité. — *Oui, oui,* ont crié les galeries, ce qui a excité de vifs applaudissemens, comme si l'on se fût félicité de l'effet qu'on eût voulu produire au moyen d'une prétendue lettre de Marseille lue à propos au peuple de Paris.

« Une sage législature, a dit M. *Merlet*, ne proclame jamais ni la colère ni la vengeance populaire. D'aussi horribles extrémités ne sont possibles que lorsque les représentans de la nation ne sont plus dignes d'elle. — Vous calomniez les Marseillois,

Marseillois, crioit M. *Cavellier*. Il n'appartient pas aux représentans de maîtriser le vœu de ceux qui leur ont donné des mandats. — Montrez le vôtre, crioient plusieurs voix. » On a décrété la mention honorable, l'impression, &, après deux épreuves & un long tumulte, l'envoi aux 83 départemens.

Le ministre de l'intérieur adresse à l'Assemblée un arrêté du département de Paris relatif à la tranquillité publique. M. *Vergniaud* s'opposoit à ce qu'on le lût. On l'a lu. Instruit, par un arrêté du conseil-général de la commune du 16, que des citoyens des fauxbourgs Saint-Antoine & Saint-Marceau avoient demandé à s'assembler *vêtus de leurs habits de* 1789, demain, 20 juin, pour aller présenter, en armes, des pétitions au corps législatif & au Roi, & que sur cette demande le conseil *étoit passé à l'ordre du jour*, le directoire considérant que la loi ne permet que des députations de 20 pétitionnaires sans armes... Arrête, que le Maire, la municipalité & le conseil-général prendront toutes les précautions de prudence & de force pour empêcher ces rassemblemens. — L'Assemblée nationale passe à l'ordre du jour, & décrète, sauf rédaction, divers articles sur l'organisation de l'école des Ponts & Chaussées.

Du mercredi, 20 juin.

Au nom du comité des décrets, un membre informe l'Assemblée que M. *de Brissac* a subi son interrogatoire à Orléans, & que la haute-cour a rendu une ordonnance qui déclare les princes, mis en état d'accusation, déchus des droits de citoyens (inactifs) François; déchéance inexplicable qui durera autant que leur contumace.

Digitized by Google

Une députation du directoire du département de Paris étant admise à la barre, M. *Rœderer* a dit, que des rassemblemens d'hommes armés avoient lieu dans ce moment malgré la loi & malgré l'arrêté municipal & l'arrêté du directoire; que leur objet étoit de planter un arbre en l'honneur de la liberté, & d'offrir leur tribut d'hommage à l'Assemblée (un journal *patriote* annonçoit la veille que les *sans-culottes* planteroient le 20 un *tremble* à la porte du château des Tuileries); mais qu'il étoit à craindre (grands éclats de rire) que ces rassemblemens ne servissent à appuyer de l'aspect de la force armée une pétition adressée au Roi; que divers rapports autorisoient cette crainte; que le ministre de l'intérieur avoit requis le directoire de donner des ordres pour faire marcher des troupes, pour écarter du château les dangers qui le menacent. Le président a répondu pour la forme, & la députation a reçu les honneurs de la séance au milieu des huées des galeries.

M. *Vergniaud*, qui avoit repoussé l'arrêté, n'a vu que du civisme dans l'attroupement qui menaçoit le château dont il a évité de parler; a pensé qu'il auroit été plus conforme aux principes de n'admettre aucune foule de pétionnaires armés; mais, sans éviter de donner lieu de croire qu'on n'avoit si souvent violé la loi que pour ménager aux factieux les moyens d'atteindre aux derniers excès, il n'a pas rougi d'établir que puisqu'on avoit reçu tant de pétitionnaires armés, on ne pouvoit refuser la même faveur à ceux-ci; que s'ils vouloient présenter une pétition au Roi, elle seroit probablement portée par des citoyens non-armés (après que l'Assemblée les auroit applaudis & reçus armés!); qu'à supposer

Digitized by Google

qu'il y eût du danger, il falloit envoyer chez le Roi une députation de 60 membres.

Des faits exposés par M. *Gilbert* & *Thorillon* ayant constaté l'esprit de désobéissance & de rébellion de divers rassemblemens qui avoient méprisé les ordres des autorités légales, M. *Dumolard* a tâché de faire revivre le décret qui borne toute députation à 10 citoyens sans armes. « Je vous prie d'observer, a-t-il ajouté, que si vous admettez des citoyens armés, & qu'ils se portent au château, on pourra en conclure que le Roi & l'Assemblée ne sont pas libres. » Il n'a recueilli que des huées. Une lettre de M. *Santerre*, brasseur, commandant du bataillon du fauxbourg St. Antoine, annonce à l'Assemblée que *les citoyens du fauxbourg*, célébrant aujourd'hui l'anniversaire du serment du jeu de paume, demandoient à être admis à la barre, & assure qu'ils sont toujours les hommes du 14 juillet. Après des applaudissemens frénétiques des galeries, M. *Lasource* s'est dit chargé par l'orateur de cette députation d'informer l'Assemblée que ces citoyens desiroient de défiler devant elle; qu'ils avoient bien une adresse à présenter au Roi, mais que ne voulant pas se rendre au château, ils la déposeroient sur le bureau s'en remettant au corps législatif. On a vivement applaudi au leurre grossier dont le ministre protestant étoit incontestablement ou le perfide inventeur ou la stupide dupe, & le grand acteur, M. *Vergniaud*, a repris la parole.

« Si vous ordonniez, a-t-il dit, l'exécution rigoureuse de la loi, ce seroit renouveller la scène sanglante du champ de Mars... S'il étoit possible qu'il y eût quelque danger (aujourd'hui), je demanderois que demain il fût rendu un décret

Digitized by Google

qui ne tolérât plus de pareilles admissions (vifs applaudissemens sur le décret que M. *Vergniaud* a l'insigne prudence de ne demander que pour demain, & que demain il ne songera pas à proposer). »

On invoque habilement la clôture de la discussion. Quelques voix crient : *c'est infâme.* M. *Ramond* objecte à M. *Vergniaud* qu'aucun des pétitionnaires armés admis contre la loi n'avoit du moins bravé, comme ceux ci, les ordres des magistrats... Le président dit que 8,000 pétitionnaires sont prêts à défiler... Rumeur inexprimable. « Ils sont 8,000, dit M. *Calvet*, & nous 745 ; c'est le moment de lever la séance. » *A l'orare*, M. *Calvet* ; & M. *Ramond* assuré que la loi *est la divinité du peuple*, propose d'offrir à l'Europe le spectacle d'une multitude soumise à la loi, à cette divinité, en exigeant que les pétitionnaires déposent leurs armes à la porte. Toute sa théologie constitutionnelle ne l'a pas sauvé des huées des galeries & d'une partie de ses collègues.

M. *Guadet* a revêtu de son éloquence d'agitateur les sophismes de M. *Vergniaud*, & couronné d'applaudissemens, digne prix d'autant de mauvaise foi que de mal-adresse, l'opinant a conclu à l'admission. « Ceux qui les font venir, ne peuvent pas les renvoyer, a dit M. *de Jaucourt.* » Les pétitionnaires n'ayant pas attendu le décret pour se présenter à la barre, on a décrété qu'ils seroient admis. Voici la substance de la harangue de leur orateur :

« Législateurs, le peuple François vient vous présenter ses inquiétudes... Ce jour lui rappelle l'époque mémorable du 20 juin au jeu de paulme... Nous venons vous assurer que *le peuple est debout*,

Digitized by Google

qu'il est à la hauteur des circonstances, & prêt à se servir de grands moyens pour venger la majesté du peuple outragée. Ces moyens de rigueur sont justifiés par l'article II de la déclaration des droits de l'homme : *résistance à l'oppression*... La trame est découverte ; l'heure est arrivée ; le sang coulera, ou l'arbre de la liberté que nous allons planter fleurira en paix. Que ce langage ne vous étonne pas... Les ennemis de la patrie s'imagineroient-ils que les hommes du 14 juillet sont endormis ?... Leur réveil est terrible... L'image de la patrie étant *la seule divinité* qu'il soit permis au législateur d'adorer, *cette divinité* trouveroit-elle dans son temple des réfractaires à son culte ? qu'ils se nomment... *Le peuple*, le véritable souverain est là pour les juger... Le pouvoir exécutif n'est pas d'accord avec vous. Nous n'en voulons d'autre preuve que le renvoi des ministres patriotes. C'est donc ainsi que le bonheur d'un peuple libre dépendra du caprice d'un Roi ? mais ce Roi doit-il avoir d'autre volonté que celle de la loi ? *Le peuple* le veut ainsi ; & sa tête vaut bien celle des despotes couronnés. Cette tête est l'arbre généalogique de la nation ; & devant ce chêne robuste, le foible roseau doit plier... Nous nous plaignons de l'inaction de nos armées... Si elle dérive du pouvoir exécutif, *qu'il soit anéanti*... La liberté ne peut être suspendue. Si le pouvoir exécutif n'agit point, c'est lui qui doit l'être. Un seul homme ne doit point influencer la volonté de 25 millions d'hommes. Si, par un souvenir, nous le maintenons dans son poste, c'est à condition qu'il le remplira constitutionnellement : s'il s'en écarte, il n'est plus rien pour *le peuple François*... *Le peuple* est là ; il attend une réponse

digne de sa souveraineté. Nous demandons la permanence de nos armes jusqu'à ce que la constitution soit exécutée... & l'honneur de défiler devant vous. »

Le président a répondu à cette députation que nous serons bientôt condamnés à décrire & qui se donnoit pour *le peuple François*, que l'Assemblée verroit toujours avec plaisir autour d'elle les *citoyens de Paris*, parce qu'elle est sûre de leur patriotisme & « qu'elle sait qu'il n'y a jamais que les dangers de la patrie qui puissent exciter leurs inquiétudes. » Le tout ayant été couvert d'applaudissemens, on en est venu à la question principale de savoir si les pétitionnaires, admis à la séance, défileroient armés; & pour l'intelligence de la tactique de cette longue scène, il est bon d'avoir présent à l'esprit qu'en sortant de la salle du manège, la foule armée pouvoit arriver, sans obstacles extérieurs, à la terrasse des Tuileries, les troupes étant dans les places *Louis XV*, Vendôme & du Carrousel. D'orageux débats ont abouti à la préalable sur tous les amendemens d'une molle opposition & à la permission de défiler. Par analogie, M. *Girardin* demandoit la préalable sur la constitution & les loix du royaume. C'étoient des paroles; les factieux agissoient d'après un plan visiblement conçu avant le licenciement de la garde du Roi, & qui en explique aujourd'hui la destruction.

Alors a commencé la marche d'un nombre prodigieux d'hommes, de femmes & d'enfans vêtus de toute manière & dont la plupart étoient déguenillés, commandés par MM. *Sr. Huruge* & *Santerre* en uniforme. Les individus qui composoient cette cohue portoient des hallebardes, des piques, des faulx, des épées, des broches, des haches, des bâtons auxquels étoient attachées des lames

Digitized by Google

avec de la ficelle, des rubans, des enseignes aux trois couleurs surmontés de bonnets de laine rouge; des femmes brandissoient des sabres, des enfans agitoient leurs coûteaux. Deux hommes portoient une espèce d'étendard en forme de vieux haillon noir déchiré figurant des culottes; sur l'un des côtés, on lisoit : *Vivent les sans-culottes!* Par derrière flottoit un écriteau en papier où étoient écrits ces mots : *Avis à Louis XVI.* — *Le peuple est las de souffrir.* — *La liberté ou mourir.* Un autre *vexillaire*, homme ou femme, soutenoit au bout de sa pique dégoûtante un cœur de veau avec cette inscription : *cœur d'aristocrate,...* Le lecteur honnête nous dispensera d'énumérer ou consigner ici les devises sans nombre où l'atroce saleté des expressions ne paroissoit ni être déplacée, ni déparer la solemnité de cet incroyable cortège. Tambours, musique, air *ça ira*, clameurs continuelles, blasphêmes contre la royauté, applaudissemens d'une partie des galeries & d'une partie de l'Assemblée accompagnoient les propos du plus effréné civisme. Cette scène qu'il est impossible de peindre, a duré deux heures, & a fini par le don que M. *Santerre* a fait, au nom des citoyens du fauxbourg St Antoine, à l'Assemblée, d'un drapeau, « en reconnoissance de l'amitié qu'elle venoit de leur témoigner. »

Le président en a agréé l'hommage pour l'Assemblée, & il a annoncé la prise de Courtray, & que les habitans avoient crié : *Vive la nation Françoise!* « je me suis empressé, a-t-il dit, de communiquer cette nouvelle au peuple, afin que ce jour qui inspiroit des défiances &. des allarmes, se change en un jour de confiance & d'allégresse. » La séance a été levée à 3 heures & demie.

Digitized by Google

Du mercredi, séance du soir.

La horde armée pénétroit dans le château par les premières portes ouvertes à la voix des municipaux en écharpe. Déjà les furieux se répandent dans les corridors, les galeries & jusques sur les combles, & brisent à coups de haches les portes qui retardent leur incursion tumultuaire. A ce bruit confus plusieurs députés sont venus se renfermer au manége à 4 heures & demie, & vers les 5 heures, la salle ayant été ouverte au public, on a commencé la séance.

Interrompant un rapport du comité des finances, M. *Beaucaron* a dit que les jours du Roi étoient en danger, & a demandé que l'Assemblée se transportât en corps auprès de S. M. On a crié : *Ah, bah ! bah !* dans l'un des côtés de la salle, & M. *Thuriot* a dit que le Roi ne pouvoit être en danger au milieu du peuple ; que cependant il ne s'opposoit pas à une députation. « Ce n'est point le peuple qui est chez le Roi, a répondu M. *Beugnot*, ce sont des brigands. -- Il n'a qu'à se bien comporter, a réparti M. *Thuriot*, & le peuple ne se portera pas chez lui (applaudissemens). Ce n'est pas en calomniant le peuple qu'on peut sauver la république..... » L'Assemblée a décrété qu'elle enverroit une députation. Les uns la vouloient de 24, les autres de 60 membres. M. *Thuriot* a demandé que quiconque se permettroit d'inculper le peuple fût rappellé à l'ordre. « C'est la motion d'un factieux qui outrage le peuple en le voyant dans des scélérats, a dit M. *Brunck*. » On a nommé 24 membres qui sont sortis.

M. *Dumas*, qui arrivoit du château, a rapporté qu'un grand nombre d'hommes armés se n-

Digitized by Google

plissoient les appartemens du Roi, après avoir forcé sa garde; que le Roi étoit dans un imminent danger..... Ces mots n'ont excité que de longs murmures. M. *Charlier* a nié les dangers du Roi; M. *Chabot* accusoit M. *Dumas* de calomnier le peuple..... « Le Roi, a repris M. *Dumas*, est entouré, assailli, menacé, insulté, avili par le signe d'une faction..... Il avoit le bonnet rouge sur la tête.... » Vifs applaudissemens, & les galeries crient : *à bas, à bas, à bas.* -- « Nous demandons justice, s'écrient MM. *Adam*, *Baert* & quelques autres députés indignés; nous dénonçons ces attentats à la France entière. Quelle infamie ! que diront les départemens, quand ils sauront que le chef suprême, que celui qui est investi de la majesté nationale, est outragé, avili.... -- *Le bonnet de la liberté* n'est pas aviliſſant, répondent les membres de l'un des côtés. -- *A l'ordre, à l'abbaye....* & les galeries battent des mains avec transport. Toutes les fois que M. *Dumas* a sollicité des précautions, des mesures de prudence, représenté la terrible responsabilité dont se chargeoit l'Assemblée, il a été interrompu par des vociférations & des huées épouvantables.

Arrivant aussi du château, M. *Turgand* a dit que deux juges de paix attestoient que le Roi étoit en danger, & que la multitude avoit monté du canon jusques dans les appartemens. Il a de plus annoncé que le peuple avoit reçu les députés avec le plus profond respect (contraste chaudement applaudi); qu'ils avoient tous vu le Roi dans l'embrasure d'une fenêtre, ayant sur la tête *le bonnet de la liberté* (*bravo !* applaudissemens redoublés); que MM. *Isnard* & *Vergniaud* ayant harangué le peuple, avoient été entendus

avec plaisir. « Des voix, a-t-il ajouté, ont demandé au Roi qu'il sanctionnât les décrets sur les prêtres & sur les 20,000 hommes, & qu'il rappellât les ministres patriotes. » On a décrété qu'il seroit envoyé une nouvelle députation chaque demi-heure, pour relever l'autre & en entendre le rapport.

M. *Arbogast*, témoin oculaire, a dit que 24 membres ne suffisoient pas, la foule armée se portant aussi dans l'appartement du prince royal. Quelques plaisans se sont égayés sur les *Dames de la cour*. M. *Lasource* a prodigué les sophismes pour prouver qu'on avoit grand tort de craindre pour le Roi..... » On ne le croira que lorsque le Roi aura été assassiné, a dit M. *Léopold* à l'insidieux rhéteur; mais la nation est avilie dans son représentant héréditaire. » Les 24 députés suffisoient à M. *Lasource*, parce qu'ils ne seroient là que pour témoigner l'intérêt que l'Assemblée prend à la personne du Roi; « intérêt qui ne devoit pas entraîner à des craintes d'un attentat sanguinaire; » & parce que le prince royal n'avoit qu'à se tenir auprès de son père. L'Assemblée est passée à l'ordre du jour sur la motion de M. *Albogast*, & tous ceux qui l'ont appuyée ont été baffoués, pour le moins, des galeries.

On a lu, de sang rassis, des procès-verbaux de séances, écouté des harangues, accordé les honneurs de la salle à des citoyens-soldats pétitionnaires; & M. *Isnard*, membre d'une première députation, est venu dire en substance : « Un peuple immense s'est présenté au château, les portes lui en ont été ouvertes, le Roi s'est présenté au devant du peuple. Celui-ci a demandé la sanction aux deux décrets frappés du veto, & le rappel des ministres patriotes. Le Ro

Digitized by Google

qui, pour qu'on l'entendît mieux, étoit monté sur une chaise dans l'embrâsure d'une fenêtre de son appartement rempli de peuple, a manifesté que son zèle à soutenir la constitution ne pouvoit être douteux, & qu'elle le rendoit inviolable. Arrivés au château, nous avons vu le Roi ayant sur sa tête *le bonnet de la liberté qu'il avoit mis lui-même & de sa propre volonté;* & tenant son chapeau à la main, il crioit : *vive la nation !...* J'ai harangué le peuple; M. *Vergniaud* l'a harangué; M. *Pétion*, qui est survenu, la harangué dans le même sens..... » L'orateur n'a parlé ni des imprécations vomies contre le meilleur des Rois & des hommes, ni des violences, des insolences, des outrages que l'auguste & digne héritier de tant de héros a dévorés, pendant trois mortelles heures avec toute la majesté d'un Roi qui s'immole à son horreur pour le carnage; ni des portes fracassées, ni des dégats & des vols commis dans les appartemens; & personne n'a proféré le nom de la Reine.

M. *Brunck* a dit que, monté sur un fauteuil, il avoit annoncé au Roi la députation envoyée pour maintenir *sa liberté constitutionnelle* & partager ses périls, s'il y en avoit (longs murmures); que le Roi avoit répondu qu'il étoit sensible à la sollicitude de l'Assemblée, mais qu'il étoit tranquille au milieu de son peuple.... *Son* peuple a excité les plus ridicules & les plus odieuses réclamations; heureusement MM. *Lejosne* & *Leremboure* ont affirmé que le Roi avoit dit : *au milieu du peuple François.* -- « On cherchoit à rassurer le Roi, a ajouté M. *Dalloz*, il a dit : *l'homme qui a la conscience pure ne craint rien;* & prenant la main d'un grenadier, il l'a portée sur son cœur & lui a dit : *voyez s'il bat plus*

fort qu'à l'ordinaire, & s'il annonce la moindre frayeur. » Une partie de l'Assemblée a vivement applaudi ce trait parfaitement vrai & unique dans l'histoire, & l'on a repris l'ordre du jour.

Nouveau rapport de ce qui se passe au château, & les mots *son peuple*, infidèlement substitués par une honorable habitude, aux mots *peuple François*, préférés par un Roi aussi prudent qu'infortuné, sensible, généreux & brave, ont encore causé de ces criailleries de la sottise, de la bassesse, de la malignité perfide qui dévouent un Monarque à la populace qu'elles flattent, corrompent & enchaînent aux forfaits, & qui ont le front de se proclamer génie, grandeur, bienfaisante humanité, liberté, patriotisme. . . « *Mon peuple*, a dit l'estimable M. *Foissy*, auroit signifié : *le peuple que j'aime.* Je désirerois que MM. les censeurs fussent capables de bien sentir le prix & le charme de cette expression paternelle & royale. » On a rétabli les véritables paroles d'un souverain, trop vertueux, trop grand, pour ne pas sacrifier à l'espoir d'épargner le dernier des crimes à des furieux, jusqu'au langage affectueux de son cœur ; & l'orateur a dit qu'il y avoit eu trois portes brisées & deux serrures enlevées.

Le maire de Paris & deux municipaux sont venus à la barre, & M. *Pétion*, presque absolument hors de lui, a débité un prétendu rapport des évènemens du jour si incohérent, si absurde, si mal tissu, d'un air si décontenancé, avec une figure si hideusement bouleversée, que jamais *patriote sans reproche* n'eut le malheur, bien involontaire ici, de ressembler davantage à un imposteur, à un factieux dévoré de remords ou de regrets & frappé de toutes les terreurs du

Digitized by Google

régicide. Voici les principaux traits du discours très diffus de l'honnête M. *Pétion*, couvert des applaudissemens de ses chères galeries.

« Je vous demande de l'indulgence ; car je n'ai pas eu le temps de mettre de l'ordre dans mes idées. On a eu des inquiétudes sur un; foule *assez* considérable de citoyens qui s'est portée dans les appartemens du Roi. Le Roi n'en a point eu, parce qu'il connoît mieux les François, parce qu'il sait que *les magistrats du peuple veillent toujours pour faire observer à son égard le respect qui lui est dû.* Ces magistrats *ont fait aujourd'hui leur devoir; ils l'ont fait avec le plus grand zèle ;* & j'avoue que j'ai été douloureusement affecté de voir des membres de cette Assemblée qui ayent pu un instant en douter,.. — Et nous en doutons encore, ont dit plusieurs membres indignés de l'hypocrisie insultante & criminelle du maire de Paris. » Quelqu'un a voulu qu'on les rappelât à l'ordre. « On n'a pas ainsi dénoncé ceux qui ont manqué de respect au Roi, s'est écrié M. *Boulanger;* c'est qu'ils étoient du complot. » M. *Ducos* a sommé M. *Boulanger* de dévoiler le complot, & l'a menacé d'imprimer ou lire sur son front le mot *calomniateur.* Mais il étoit aisé de pressentir qu'on ne permettroit jamais à M. *Boulanger* de répondre à cette sommation, quelqu'effort qu'il ait fait pour obtenir la parole en s'élançant aussi-tôt à la tribune.

Reprenant sa triste apologie, M. *Pétion* a dit : la municipalité a rempli son devoir d'une manière irréprochable. Elle avoit d'abord refusé aux citoyens armés qui ne sont pas gardes nationaux, la permission de présenter des pétitions avec des piques, des haches, des canons. Mais, ce matin les chefs lui ayant assuré que les intentions étoient

Digitized by Google

civiques, & qu'on ne pouvoit triompher de l'obstination des esprits, il s'est offert la mesure aussi sage que simple d'autoriser les bataillons à se mêler aux pétitionnaires, de faire *fraterniser* les fusils & les piques, mesure qui a tout *légalisé*. « La municipalité en avoit le droit, indépendamment du département ; car c'est d'elle que vient directement l'action sur la force publique. »

« Delà, on a présenté une pétition à l'Assemblée : on en a présenté une au Roi. Tout s'est passé dans le plus grand calme. Le meilleur ordre a régné dans la marche. *Personne n'a eu à se plaindre des citoyens réunis. Les propriétés ont été respectées.* Les citoyens ont été respectés. Qu'est-il arrivé ? On a défilé sous les grilles du château. C'est là que plusieurs particuliers se sont précipités dans les appartemens. *Ils n'ont insulté personne. Ils ne se sont point conduits en hommes qui veulent commettre des excès.* Le nombre étoit si immense, que la force publique n'auroit pu les empêcher de commettre des délits, s'ils en avoient eu le projet : mais *il n'en a point été commis.* Aussi-tôt que j'ai été prévenu, j'ai fait ce que j'ai pu pour faire évacuer les appartemens. *Le Roi lui-même n'a eu à se plaindre de personne.* Au surplus, il a dû s'expliquer ainsi aux diverses députations que vous avez envoyées. Dans le moment actuel il n'existe plus personne dans le château. Tout est rentré dans le calme. J'espère que tout y restera ; & les magistrats du peuple ne négligeront rien pour cela. »

En homme sûr d'un obligeant silence épuratoire, M. *Pétion* a invité les membres qui connoissoient ou soupçonnoient des complots à se hâter de les révéler aux magistrats du peuple

Digitized by Google

qui feroient à l'instant leur devoir. *Bravo ! bravo !* ont crié les galeries en applaudissant de toutes leurs forces pour étouffer les huées dont quelques membres accueilloient le maire visiblement accablé de son personnage. *La mention honorable*, crioient les uns. *Fi donc*, crioient les autres. -- « Je m'y oppose, a dit M. *Becquey*. -- Que ceux qui pensent mal de la municipalité s'expliquent, disoit M. *Albitte*... Oui, qu'ils se lèvent, s'ils l'osent, a repris M. *Brival*... » Le ministre de la guerre a communiqué une lettre de M. *Luckner* contenant les détails de la prise de Courtray. M. *Pétion* est sorti de la salle applaudi des tribunes au point d'en rougir. Un bon décret de passer à l'ordre du jour a fermé la bouche à M. *Boulanger* qui vouloit prouver qu'il n'étoit pas un calomniateur lorsqu'il parloit d'un complot. On a dit que le Roi & le Prince Royal étoient hors de danger, les appartemens libres & tout rentré dans l'ordre, & la séance a été levée.

Du jeudi, 21 juin,

M. *d'Averhoult* a voulu rappeller à l'Assemblée qu'un grand attentat avoit été commis, la veille ; qu'on avoit porté atteinte à la liberté, à la dignité du Roi. De scandaleuses rumeurs lui ont coupé la parole ; un décret la lui a rendue, mais pour l'ordre de midi.

M. *Bigot* a proposé de décréter qu'il ne pourroit plus être fait aucun rassemblement d'hommes armés sous le prétexte de pétitions. Les uns observoient que la loi existe, d'autres qu'elle est inutile, puisque l'Assemblée en autorisoit la violation. M. *Lecointre-Puyravaux* a déraisonné pour concilier tous ces argumens négatifs avec le besoin

Digitized by Google

supposé de bien définir ce qu'on doit appeller un rassemblement armé, avec l'éloge des précautions prises par la municipalité, avec l'amour de la constitution que les pétitionnaires, les municipaux, les *Jacobins* & lui ne cesseroient d'avoir dans le cœur ; le tout pour invoquer l'ordre du jour. Le préopinant lui a fait l'honneur de réfuter un pareil verbiage, en prouvant que l'ordre du jour n'est ni une loi ni la résurrection d'une loi foulée aux pieds ; que les brigands qu'on affectoit indécemment de nommer le *peuple*, n'avoient pas le droit d'être armés. -- *Qui vous l'a dit*, lui ont demandé quelques-uns de ces hommes dont toute la logique est dans l'impudence ? -- La *loi*, leur a répondu M. *Bigot*, la loi sur la force publique, dont l'un des articles porte que pour être garde national il faut être citoyen actif. Il auroit pu citer le titre IV (art. 2, 3, 4) de la constitution si solemnellement jurée & si publiquement violée. On lui a répliqué par des éclats de rire, comme si le sort de la patrie n'étoit qu'un jeu.

Dans le cours des divagations absurdes, M. *Lamarque* a cru laver son parti de la qualification de factieux, en se vantant d'être un des *patriotes arrêtés* qu'on nomme factieux. -- Quelques voisins lui ont dit : « Il y a long temps que nous le savons. » Il a rejetté l'injure sur la minorité, a soutenu que ceux qu'on traitoit de factieux avoient les suffrages de tous les départemens. -- Des *clubs*, des *sociétés fraternelles*, des brigands, lui a-t-on répliqué. -- Les adresses lui ont paru le vœu de la nation. -- Des piques, -- Elles n'effrayent que les tyrans & leurs satellites. -- Et les propriétaires. -- Ce dialogue entre M. *Lamarque* & divers membres n'aboutissoit encore qu'à l'immoral ordre du jour.

Digitized by Google

Appuyant la motion de M. *Bigot*, M. *Dumolard*, sans doute par une figure oratoire, a paru surpris de voir les mêmes membres qui, la veille, reconnoissoient, avec M. *Vergniaud*, la nécessité d'empêcher les attroupemens de pétitionnaires armés, tout au moins le lendemain d'un crime, soit manqué, soit consommé, ne voulussent plus aujourd'hui que ces attroupemens fussent dissous. Il opposoit au titre de *patriote ardent*, celui de *patriote éclairé*. Des huées l'ont interrompu à chaque phrase. « Que les instrumens serviles des coupables agitateurs, s'est-il écrié, mendient l'éloge infâmant de quelques folliculaires & la bienveillance de vos tributes. L'honnête homme sert le peuple, que ses flatteurs trahissent. » M. *Lasource* écartoit tout pétitionnaire armé du corps législatif, & laissoit à d'autres (à M. *Pétion* peut-être) le soin d'en préserver le Roi. Mais M. *Bigot* a étendu cette disposition à toutes les autorités constituées, & les deux motions sont devenues un décret.

Une députation de la garde nationale de Versailles, est venue féliciter l'Assemblée du décret relatif au camp de 20,000 hommes auprès de Paris; appeller la sévérité des loix sur la lettre de M. *de Lafayette*, dire que M. *Luckner* « prend des villes & ne se concerte pas avec des intrigans », & menacer de la *résistance à l'oppression*, si la Cour persistoit dans sa conduite. Ces pétitionnaires séditieux, hommes, femmes & enfans ont défilé, sans armes, au bruit des tambours, d'une musique militaire & des applaudissemens.

M. *d'Averhoult* sollicitoit la parole sur l'attentat commis contre la liberté du Roi; un membre a demandé qu'on s'occupât à faire des loix, & a dit que « les départemens n'avoient pas envoyé

Digitized by Google

leurs députés pour voir jouer des farces & des parades. » On exigeoit le *rapport* du décret qui assuroit la parole à M. *d'Averhoult*. Après la honte de deux épreuves sur l'ordre du jour, malgré l'énergique observation de M. *Ramond* que c'étoit le réclamer en faveur du crime ; que ceux qui l'invoquoient pouvoient y avoir quelqu'intérêt ; que l'Assemblée commettroit une insigne lâcheté en hésitant à entendre M. *d'Averhoult*... On a enfin décrété qu'il seroit écouté, mais non qu'il ne seroit pas baffoué à chaque syllabe. Il a demandé qu'on informât des causes des troubles de la veille, des moyens de les réparer & d'en éviter de semblables. M. *Goupilleau* qui se disposoit à lui répondre, s'est plaint qu'un membre le traitoit de scélérat ; sa plainte est tombée comme tant d'autres. M. *Lamarque* a entrepris l'apologie des brigands qu'un excès de confusion a interrompue. M. *Quinette* a dit que les députations avoient toutes rapporté, au fort de l'alarme, que le calme régnoit aux Tuileries, que le Roi étoit d'une sérénité inaltérable, que le peuple ne montroit que de bonnes intentions..... C'est abominable, lui ont crié plusieurs voix. -- Vous avez perdu toute pudeur, lui a dit M. *Boulanger*. -- Les portes ont été brisées à coups de leviers, de hache & de massue, disoient d'autres membres, & l'on ose nous vanter les intentions de ces brigands ? -- On ne peut passer à l'ordre du jour sans se déshonorer, a ajouté M. *Deuzy*....

Le ministre de la justice a coupé cet étrange débat en annonçant une lettre du Roi. M. *Lamarque* a soutenu qu'on ne pouvoit pas, pour entendre la lecture d'une lettre du Roi, interrompre une délibération du corps législatif.... Il nommoit ainsi son éloge des régicides. On a lu,

Digitized by Google

applaudi, & renvoyé au comité des douze cette lettre simple & noble :

« Messieurs, l'Assemblée nationale a déjà connoissance des évènemens de la journée d'hier. Paris en est sans doute dans la consternation ; la France les apprendra avec un étonnement mêlé de douleur. J'ai été très-sensible au zèle que l'Assemblée nationale m'a témoigné dans cette circonstance. Je laisse à sa prudence de rechercher les causes de cet évènement, d'en peser toutes les circonstances, & de prendre les mesures nécessaires pour maintenir la constitution, assurer l'inviolabilité & la liberté constitutionnelle du représentant héréditaire de la nation. »

« Pour moi, rien ne peut m'empêcher de faire en tout temps & dans toutes les circonstances ce qu'exigeront les devoirs que m'impose la constitution que j'ai acceptée, & les vrais intérêts de la nation françoise. »

Signé, LOUIS. *Contresigné*, DURANTHON.

Après de violentes & peu discrettes altercations, on a décrété que M. *Pétion* remettroit, par écrit, le prétendu compte qu'il avoit balbutié le soir de la veille à la barre.

M. *Terrier-Monciel* a rendu celui des mesures qu'il avoit prises. Un tumulte ignominieux pour ceux qui le faisoient, a d'abord accueilli ce rapport ; mais le président a enfin obtenu de la tranquillité. Avis de rassemblemens, lettre du ministre au directoire, réponse que les rassemblemens armés ont été défendus. Lettre de la municipalité au directoire, écrite à minuit, du mardi au mercredi, qui confirme les projets d'attroupemens, annonce l'obstination des chefs, assure que les intentions sont bonnes, & propose de mêler les gardes nationales aux citoyens armés

Digitized by Google

de piques (contre la constitution, tit. IV, art. 5). Réplique du directoire qui persiste dans son arrêté, & ne veut point composer avec la loi. Avis de la marche des fauxbourgs vers le château.... Le ministre poursuit :

« Tout a été tranquille jusqu'à trois heures & demie. Les portes du château étoient fermées. Nous nous sommes rendus auprès de la personne du Roi. Un grand tumulte se faisoit entendre au-dehors. Le Roi s'est avancé jusqu'à la salle des gardes ; alors nous avons entendu un grand bruit ; la hache frappoit les portes. Le Roi a donné des ordres pour les faire ouvrir ; aussi-tôt le château a été inondé de peuple. Le Roi s'est retiré vers une croisée, où il a été entouré de personnes qui vouloient le couvrir de leurs corps, & le garantir d'un premier coup ; car, qui auroit pu répondre que dans un si grand rassemblement, il ne se trouvoit pas quelqu'un assez malveillant pour faire porter un deuil éternel à la France. (*Il s'est élevé des murmures dans l'extrémité d'un des côtés ; une partie de la salle a applaudi*). Je respecte trop mon pays, a repris vivement le ministre ; pour ne pas croire que tous les bons citoyens y prendroient le deuil, si un grand délit étoit commis (*On a vivement applaudi*). Plusieurs des membres de l'assemblée étoient présens ; ils ont vérifié par leurs yeux les effractions faites aux portes de l'appartement du Roi & de celui du Prince royal. C'est à l'Assemblée à remonter à la source pour découvrir les causes inconnues de faits très-connus. *M. Petion* n'est arrivé qu'à six heures. Les informations de la justice donneront des lumières à l'Assemblée, qui, sans doute, dans cette circonstance, montrera la

volonté ferme pour le maintien de la constitution. »

Le département écrit à l'Assemblée nationale pour la remercier du décret qu'elle vient de rendre contre les pétitions armées, & lui observe que la prompte publication de ce décret revêtu de la sanction royale produiroit le meilleur effet. On a tout de suite envoyé à la sanction la rédaction que voici :

« L'Assemblée nationale considérant que tout ce qui a l'apparit de la force doit être écarté des corps délibérans, & qu'il est instant de rappeler ce principe essentiellement lié aux bases de la Constitution & de l'ordre social, décrète qu'il y a urgence :

« L'Assemblée nationale, après avoir décrété l'urgence, décrète que désormais, sous aucun prétexte que ce puisse être, aucune réunion de citoyens armés ne pourra se présenter à sa barre, défiler dans la salle de ses séances, ni se présenter à aucune autorité constituée. »

M. *de Chambonas* a présenté son hommage civique en sa qualité de ministre des affaires étrangères, & a annoncé la neutralité de la république de Gênes.

On a conspué la proposition de M. *Merlin* de porter de nouveau à la sanction le décret contre les prêtres frappés du *veto*, vraie proposition de parjure.

Un décret a ordonné le paiement de 6,443,252 liv. pour subvenir aux frais de l'armement destiné par le Roi, à protéger le pavillon & le commerce national.

M. *Couthon* n'a pas rougi de répéter, avec la plus indécente & la plus plate ironie, les touchantes protestations de l'amour du Roi pour le

Digitized by Google

peuple ; de dire que le refus de sanctionner les deux décrets, sur les prêtres & sur le camp de Paris, démentoit ces belles protestations ; ce qui étoit s'inscrire dans la liste & se déclarer complice des brigands. Puis, ajoutant : ce n'est pas de cela que je veux parler ; il s'est raccroché à la motion déjà repoussée d'exempter de la sanction les décrets d'urgence ou de circonstances. On a demandé l'ordre du jour. M. *Ramond* vouloit que l'opinant fût censuré. « Voilà le but des mouvemens d'hier, a dit M. *Baert*, & en voilà les auteurs, » en montrant M. *Couthon* & les autres promoteurs de parjures que M. *Couthon* motivoit de l'infâme prétexte que « le Roi seroit, sans cela, le maître de s'opposer à tel décret qui tendroit à prévenir la guerre civile. » Jamais l'impudent mépris de toute conscience & de toute logique, de ses propres sermens & de tout un peuple ne fut plus lâchement calomniateur.

Divers partis ont réclamé l'appel nominal, comme liste de proscription, ou comme liste d'opprobre. M. *Delmas* exemptoit momentanément ces décrets de la sanction. Que les parjures se lèvent, disoient M. *Chéron*. M. *de Girardin* posoit ainsi la question : violera-t-on la constitution ? oui, ou non. M. *Pastoret* a développé la théorie métaphysique d'un gouvernement représentatif qui n'a que des phrases à opposer à ses principes d'anarchie ; l'impraticable système où des représentans élus expriment la volonté de la nation, sous la condition que le représentant héréditaire affirmera que c'est réellement la volonté nationale ; & le respect dû à des pouvoirs dont rien ne garantit les droits... Un vacarme affreux & les réclamations de MM. *Mer-*

Digitized by Google

lin, *Lasource*, *Condorcet* & autres publicistes de cette morale, n'ont cependant pas empêché la préalable d'écarter la motion de M. *Couthon*, & la séance a été levée.

Du jeudi, séance du soir.

M. *Brival*, qui n'avoit rien dit des dangers du Roi, dénonce que des municipaux ont été maltraités à coups de poings, malgré leur écharpe, dans les Tuileries... On avertit l'Assemblée qu'un attroupement armé s'avance vers le château, & que le Roi a fait demander si le corps législatif tenoit sa séance. Une lettre de M. *Rœderer*, procureur-général-syndic, notifie qu'un rassemblement de gens armés se porte aux Tuileries. Sur diverses propositions d'envoyer une députation au Roi, & la pensée de M. *Lacroix* que, dans l'incertitude si le château est menacé, l'Assemblée ne doit prendre aucune mesure, on étoit passé à l'ordre du jour. M. *Hébert* vote encore une députation de 24 membres, d'autres en préfèrent une de 60; M. *Cailhasson* voudroit que toute l'Assemblée se rendît chez le Roi. M. *Cambon* veut que chacun meure à son poste, & qu'on laisse aux ministres le soin de pourvoir à la sûreté du Roi, parce que le corps législatif ne doit jamais empiéter sur le pouvoir exécutif, & ne doit pas plus se mêler de Paris & du château qu'il ne se mêleroit d'un soulèvement qui auroit lieu à Marseille, à 200 lieues. Les faits du rassemblement & du message clandestin du Roi sont enfin contredits. Quelques juges de paix étoient venus démentir ces faux bruits. On a soupçonné M. *de Girardin*, qui présidoit, d'avoir éconduit les juges. *A l'abbaye le président*... Ces cris tombent. M. *Kersaint* voit

Digitized by Google

dans tout cela une savante tactique d'insurrection supposée pour qu'elle se réalise, & récuse M. *Rœderer* qu'il vient d'appercevoir au château, comme n'étant pas à son poste.

Nouveaux bruits rapportés, commentés. M. *Pétion* vient, à la barre, dire qu'il n'y a pas d'attroupement à craindre : « les magistrats ont fait leur devoir ; *ils l'ont toujours fait*, & un jour peut-être on leur rendra plus de justice. » Il entre applaudi des galeries & d'une partie de l'Assemblée. M. *Thuriot* a prétendu qu'on sonnoit l'alarme « pour attirer le peuple, faire avancer du canon & canonner le peuple. » Il mandoit tout le monde & décrétoit d'accusation ceux qui sonnoient l'alarme. M. *Lacoste* a dit, que M. *Ramond* sonnoit le tocsin dans les comités. M. *Ramond* a répondu qu'il avoit seulement invité les membres des comités à se rendre dans la salle ainsi que l'ordonnoit un décret du moment. Paraphrasant l'opinion de M. *Thuriot*, M. *Guadet* a soutenu que pour massacrer le peuple on avoit choisi le 21 juin 1792, « parce que le peuple de Paris ne fut jamais plus majestueux que le 21 juin 1791... » M. *Rœderer* écrit que l'attroupement est dissipé. M. *Pétion* déclare avoir donné (pour rien), l'ordre de doubler les postes ; & loin qu'on eût sonné l'alarme ou le tocsin, le maire ignore si l'on a battu la générale ou du moins ne l'a point ordonné... Tout cela s'appelle une séance du corps législatif.

On a pu voir, & nous l'avons constamment annoncé, qu'une trame criminelle, ourdie contre la Famille Royale, doit se terminer

terminer enfin par le dernier des crimes, si des événemens repressifs n'en arrêtoient le cours par l'impuissance ou la punition des scélérats qui la conduisent. Chaque jour de nouveaux attentats ajoutent à la certitude de ce dessein, & ce qui s'est passé le 20, porte à cet égard la conviction aussi loin qu'il est possible de le desirer.

Depuis la destruction de la Garde du Roi & l'emprisonnement arbitraire de son Commandant, le château livré à la simple garde Bourgeoise, n'offroit plus qu'une défense incertaine contre les attroupemens tumultueux qui l'entouroient ou le menaçoient journellement. Le Roi s'est ainsi trouvé exposé à devenir le jouet, la victime ou le prisonnier d'un Commandant ignorant ou factieux; ses jours & ceux de sa Famille soumis aux chances multipliées d'inquiétude que doivent naturellement inspirer les opinions fanatiques qui règnent même parmi une grande partie des Membres de la Garde Nationale.

Dans une ville corrompue, livrée au verbiage, à la dissipation, le Roi, dans un moment de danger, ne pouvoit d'ailleurs compter sur ce qu'on appelle *bons Citoyens, honnêtes gens*; ces deux expressions ne présentent, à quiconque connoît l'état actuel de Paris, qu'une insignifiance absolue. La paresse, l'oisiveté, l'irrésolution, la crainte, le défaut de caractère dé-

Digitized by Google

gradent tout ce qu'elles veulent désigner; & puis, nul centre de réunion, aucun moyen de s'entendre, & d'opposer avec succès une résistance combinée aux efforts tout-puissans d'une multitude ardente.

Voilà dans quelle position la Cour se trouvoit lorsqu'un Ministre grossier osoit insulter à son Roi, lorsque l'Assemblée Nationale accueilloit avec distinction des pétitions où ce Prince malheureux étoit insulté de la manière la plus grave; lorsque de toutes parts, au su de cette *même* Assemblée, on vomissoit contre lui *les* plus coupables calomnies; lorsqu'on le menaçoit des dernières violences, s'il ne donnoit point force d'exécution à deux décrets que sa justice & son humanité repoussoient également.

Cet état de douleur & de persécution du Roi ne fit qu'enhardir la horde factieuse & sanguinaire. Tous les moyens d'exalter la férocité populaire, de donner une nouvelle ardeur à son fanatisme, de rendre plus certaine la direction de ses mouvemens, furent mis en usage avec succès par les Sociétés fraternelles, les Clubs & les Assemblées régicides.

Les places, les portes des corps-de-gardes furent en huit jours de temps garnies d'immenses *Mais* surmontés des attributs de la Révolution, & bardés d'inscriptions meurtrières & fanatiques; d'affreux

Digitized by Google

placards appelloient à la destruction de la Royauté, au meurtre du Prince une multitude d'autant plus audacieuse, qu'à peu de chose près, l'impunité l'a constamment accompagnée dans ses actes de révolte; de hideux harangueurs enseignoient au Peuple dans les rues, les maximes des Cannibales; enfin, tous ces moyens de crime étoient sur-tout développés dans les fauxbourgs St. Antoine & St. Marcel par les leçons qu'on y donne publiquement sur les Droits de l'homme & la Constitution Françoise, avec un succès dont les maîtres mêmes ne concevoient point l'espérance; ajoutez que la stupide crainte, la consternation lâche des gens riches, beaucoup plus nombreux qu'on ne croit à Paris, relevoit encore l'audace populaire, & lui promettoit un triomphe facile dans toutes ses expéditions.

C'est avec cette assurance que le 16, une députation nombreuse de toutes sortes de gens, sous le nom de citoyens des Fauxbourgs Saint-Antoine & Saint-Marcel, se rendit au Conseil-Général de la Commune lui signifier que le mercredi 20, ils iroient planter un Mai à la porte de l'Assemblée nationale & présenter au Roi une adresse, sur son *veto*, sur les Ministres patriotes renvoyés, & qu'ils s'y rendroient avec les armes & les habits du 14 Juillet 1789. Cette démarche dont le Peuple n'avoit point besoin, mais qu'il ne fit que par égard pour les

Digitized by Google

scélérats qui vouloient donner à ses démarches je ne sais quelle forme régulière, parut inspirer quelque crainte. Le côté constitutionnel du Conseil-Général aussi erroné dans son système de Gouvernement, mais moins conséquent aux principes de la révolution que ses collègues du côté Jacobin, parla & obtint qu'après avoir rappellé au peuple la loi qui défend les attroupemens armés, l'on passeroit à l'ordre du jour & que le Procès-verbal de la séance seroit envoyé au Département.

Ce n'est point quand un peuple est *Souverain*, qu'il s'en laisse imposer par une improbation aussi fragile, sur-tout quand il peut appuyer ses démarches d'armes, de canons & de 20,000 piques, réputées constitutionnelles. Aussi ne laissa-t-il ignorer son dessein à personne, il fit ses préparatifs, continua de planter des *Mais*, d'outrager le Roi dans ses propos & de lire très-soigneusement les écrits fanatiques dont on alimente sa souveraineté depuis qu'il n'en reconnoît plus d'autre.

Le Département fit alors une de ces demi-démarches qui ne remédient à rien & montrent la foiblesse du parti qui y a recours. Il placarda une sorte d'arrêté, où la foiblesse se montre avec la peur qui en est l'effet & la cause; quoiqu'il sût bien que l'Assemblée nationale ne couroit aucun risque par ce rassemblement armé, elle qui

Digitized by Google

en avoit reçus & applaudis de nombreux, il affectât de ne parler que de ses dangers & garda un silence positif sur les périls très-grands, très-connus de lui, que couroient le Roi, la Reine & leur auguste Famille, dans cette insurrection évidemment dirigée & fomentée contr'eux. Nous devons à nos Lecteurs de leur produire cette pièce; avec d'autant plus de motif que nous ne voulons rien avancer d'incertain dans le récit de cet affreux évènement, & que nous nous sommes mis à portée de lui donner, en quelque sorte, l'exactitude & l'authenticité d'un Procès-verbal. On peut compter dessus.

« Le Directoire instruit par un arrêté du Conseil général de la Commune du 16 de ce mois, que des Pétitionnaires, au nom des Citoyens des fauxbourgs St. Antoine & St. Marcel, avoient demandé la permission de s'assembler vêtus des habits qu'ils portoient en 1789, & avec leurs armes, demain 20 Juin, pour présenter à l'Assemblée Nationale & au Roi des pétitions.... Que le Conseil général considérant l'illégalité de tout rassemblement armé sans une réquisition de l'autorité publique, a arrêté de passer à l'ordre du jour sur la dernière pétition. Instruit par des rapports multipliés que nonobstant l'arrêté du Conseil de la Commune, & les précautions ultérieures prises par la Municipalité, il y a lieu de craindre que des malveillans ne veuillent former des rassemblemens armés, sous prétexte de présenter des pétitions. Considérant que non-seulement la Loi rappellée par le Conseil général de la Commune, interdit des réunions de Citoyens

Digitized by Google

armés ; sans une réquisition préalable ; mais encore que le Code municipal de Paris en permettant aux Citoyens de se réunir paisiblement & sans armes, pour rédiger des adresses & pétitions, y met la condition de ne pouvoir députer que 20 Citoyens pour apporter & présenter ces adresses & pétitions ; que ces Loix ont été rappellées dans l'arrêté de la Municipalité du 11 Février dernier... Que le pouvoir municipal seroit méconnu & outragé, si malgré le refus motivé du Conseil général, d'acquiescer à la pétition qui lui a été présentée, il se réalisoit des rassemblemens illégaux & propres à troubler la tranquillité publique ; que des pétitionnaires offenseroient la Majesté des Représentans du Peuple, en se présentant en armes devant eux... Le Procureur-Général syndic entendu... Arrête que M. le Maire, la Municipalité & le Commandant général seront prévenus de prendre, sans délai, toutes les mesures qui sont à leur disposition pour empêcher tous rassemblemens qui pourroient blesser la Loi ; de faire toutes les dispositions de force publique nécessaires pour contenir & réprimer les perturbateurs du repos public ; recommande spécialement aux Citoyens Gardes Nationales & à toutes personnes composant la force armée, de se tenir prêts à y donner assistance, s'il y a lieu de les requérir ; arrête en outre, que le présent arrêté sera imprimé &. affiché dans les lieux accoutumés. Fait au Directoire, le 19 Juin 1792. L'an 4e. de la Liberté. »

Cette proclamation vague ne produisit aucun effet ; les *Citoyens* ne s'empressèrent pas plus que de coutume d'aller

Digitized by Google

au secours des Loix, du Roi, des Magistrats contre les voies de fait qu'annonçoit le Directoire; une partie de la Garde nationale même se trouva mêlée avec les attroupés. On avoit trouvé d'avance moyen de donner à ce mépris des Loix constitutionnelles, une légalité apparente, la Municipalité prit le 20 au matin, l'arrêté suivant qui fut envoyé à tous les Commandans de Légions, & de Bataillons ainsi qu'aux Officiers qui devoient en connoître. Cette pièce est précieuse.

« Le Corps Municipal étant informé qu'un grand nombre de Citoyens de toutes armes & de tous uniformes, se proposent de se présenter aujourd'hui à l'Assemblée Nationale & chez le Roi, pour remettre une adresse & célébrer en même-temps l'anniversaire du serment du jeu de paume. --- Le Procureur de la Commune entendu, arrête que le Chef de Légion, Commandant Général de la Garde Nationale de Paris, donnera à l'instant des ordres nécessaires pour rassembler sous les Drapeaux les Citoyens de tout uniforme & de toutes armes, lesquels marcheront ainsi réunis sous le commandement des Officiers de bataillons. »

On parut cependant vouloir contenir les excès, & comme ils étoient bien visiblement prémédités contre le Roi, ce fut aux environs des Tuileries qu'on ne put se refuser de faire placer des troupes de ligne, des Gardes nationales & de la Gendarmerie. La Garde montante fut placée sous les

Digitized by Google

Galeries qui font face au jardin, & de nombreux détachemens arrivés de midi à une heure furent successivement répartis dans le jardin, les cours du château & la place du Carrousel; on avoit donné l'ordre de tenir toutes les portes fermées; cependant, par une circonstance qu'on ne peut expliquer, celle du Pont Royal se trouva ouverte à l'heure ordinaire de midi, ce qui permit à une multitude de Peuple d'entrer, & de cerner une pièce de canon, *placée* de bonne heure sur la terrasse qui règne le long de la façade du château du côté du jardin; ce ne fut même qu'après qu'un fort détachement de Garde Nationale se fut rangé en bataille le long de cette terrasse, qu'il fut possible de faire évacuer le Peuple qui, de-là, tenoit les propos les plus atroces contre le Roi & sa Famille. La cohorte armée n'étoit point encore au château; dès qu'on eut connoissance de son approche, on plaça six pièces de canon, une force considérable de Gardes Nationales, de la Gendarmerie Nationale & un détachement de Gardes Suisses dans la grande cour, appellée *Cour Royale*.

Ces dispositions de défense que la sûreté du Roi rendoit indispensables, furent détruites, par une division, une insubordination, une méfiance, une désorganisation de discipline qui, tout-à-coup, se développèrent dans la force armée, à

Digitized by Google

qui, d'ailleurs, les Officiers Municipaux, de service dans ce moment au château, ne firent aucune réquisition légale de repousser la violence par la force. Ces Officiers Municipaux étoient MM. *Patris*, *Mouchet*, *Sergent*, *Hue* & *Lefevre*, en écharpe. Les Canonniers ont donc annoncé qu'ils ne tireroient point, même quand ils en seroient requis; la Gendarmerie a déclaré qu'elle étoit destinée à garder l'extérieur du château & non le Roi; a dit qu'elle ne vouloit point de Suisses; & après avoir chargé les armes elle en a jetté les amorces, aussi-tôt qu'elle sut que les Suisses avoient reçu l'ordre de se retirer. M. *de Romainvilliers* commandoit ce jour-là les Gardes Nationales, M. *de Wittingoff*, Général de la troupe de ligne, & M. *de Rhulières*, Commandant de la Gendarmerie étoient alors au château.

On avoit en même-temps répandu un bruit inquiétant & avec affectation contre plusieurs personnes attachées au Roi, qui se trouvoient dans ce moment au château, ensorte que le Roi craignant plus le danger pour ses fidèles serviteurs que pour lui-même ordonna qu'ils se retirassent, ce qu'ils firent, à l'exception de M. le Maréchal *de Mouchy*, de M. *d'Hervilly*, & de quelques autres vêtus de noir, qui ne voulurent point quitter Sa Majesté.

L'agitation, la terreur, avoient atteint tout le monde excepté Leurs Majestés, qui

conservèrent un courage, un sang-froid admirable, lorsque l'Etat-Major instruit vers les une heure après-midi, que la troupe armée défiloit dans l'Assemblée Nationale au milieu des applaudissemens, & quelle alloit se porter au château, délibéra d'en fermer les portes; ce qui fut exécuté, malgré l'opposition du Commandant Général, *Romainvilliers*, qui vouloit qu'elles restassent libres.

A deux heures la tête de l'attroupement se présenta à la porte du jardin qui donne sur la cour du Manége. Des coups, des cris, des ordres d'ouvrir de la part du Peuple, des menaces se firent entendre. La Garde Nationale de poste dans cet endroit, voulut rester fidèlle à la consigne; mais des Officiers Municipaux en écharpe lui signifièrent l'ordre d'ouvrir, elle obéit.

Aussi-tôt une troupe hideuse & désordonnée, armée de fourches, de piques, de bâtons, de haches, d'instrumens meurtriers de toute espèce, garnis de rubans nationaux, de bonnets rouges, poussant des hurlemens de *vive la Nation*, *à bas le Veto*, précédée d'un nombre considérable de Gardes Nationaux en arme, se précipite comme un torrent & dirige sa marche sur le perron, défilant devant un bataillon quarré de Gardes Nationaux placé au même endroit. Cette bande de quinze mille individus au moins, offroit un assemblage monstrueux de tous les sexes, de tous les

Digitized by Google

états ; c'étoit la procession de la ligue, mais avec un caractère de fureur, de rage, de férocité bien supérieur encore. Des enfans, des femmes portoient au haut de piques & de broches, les maximes civiques de la Révolution, inscrites sur des cartons ornés des couleurs Nationales. On y voyoit encore un cœur ensanglanté, avec ces mots en écriteau : *cœur des Aristocrates.* D'autres portoient des ballets, emblême grossier des traitemens infâmes qu'ils disoient hautement destinés à la Reine ; enfin il sembloit que tous les crimes se fussent personnifiés pour former cette horrible cohorte. Le Roi voyoit tout d'une des fenêtres du Château.

La bande armée arriva bientôt à la porte du Pont Royal, criant toujours *vive la Nation, vivent les Sans-Culottes, à bas le Veto ;* sa tête se porta ensuite à la place du Carrousel par les guichets du Louvre. A ce poste un piquet de Garde Nationale fut encore obligé de laisser passer la troupe, un Officier Municipal en écharpe le lui ayant signifié.

Bientôt l'attroupement, au milieu duquel nous avons oublié de dire que se trouvoient plusieurs pièces de canons suivies d'un caisson de munitions, se répand dans le Carrousel, recommence les cris de *vive la Nation, à bas le Veto*, s'avance vers la Porte Royale & demande avec menace

Digitized by Google

qu'on la lui ouvre. En vain M. *Acloque*, chef de Légion, propose-t-il à cette multitude effrénée de choisir quarante individus pour porter au Roi leur pétition, assurant que Sa Majesté consent à la recevoir. Il n'est point écouté ; les hurlemens recommencent, les furieux chargent un canon, le braquent sur la porte & menacent des dernières violences, si on ne les laisse pas entrer.

Aucun ordre n'est donné à la Garde, aucune évolution n'est commandée pour s'opposer à la violence. Les troupes qui étoient sur la place du Carrousel étoient rangées de manière, que si l'on eût donné l'ordre de faire feu, elles se seroient fusillées les unes les autres. Les Gardes de l'intérieur n'étoient pas disposés ; au lieu d'être en bataille, elles étoient rangées en colonne : les canons de défense situés devant la porte & près le vestibule du Château, l'étoient de façon à en rendre l'usage impossible au moment de l'irruption ; il auroit foudroyé la Garde nationale placée près la porte de dehors. Enfin dans cette anarchie & impuissance de la force publique, la porte du Carrousel est ouverte, & les séditieux traînent leurs canons chargés, entrent en criant triomphalement *vive la Nation*, *à bas le Veto*, *à bas la Calotte* & vomissant une foule de blasphêmes contre le Roi & la Famille Royale. Ils trouvent un Suisse sous le vestibule, lui

Digitized by Google

préſentent une pique ſur le cœur, lui font crier *vive la Nation*, & lui prennent ſes cartouches dans ſa giberne. On leur dit que les portes ſont fermées, auſſi tôt, un canon eſt porté ſur leur épaule & placé dans la chambre des Gardes, menaçant de faire feu, ſi quelqu'un fait la moindre réſiſtance ; les Gardes nationaux ſont frappés, renverſés, forcés & les portes ouvertes à coups de hache.

Cependant M. *Aclocque*, ce brave homme qui, avec un petit nombre, a partagé le bonheur rare d'avoir ſauvé la vie à ſon Roi, étoit retourné auprès de Sa Majeſté : il la trouva entourée de MM. *de Mouchy, Dhervilly, de Bourcet*, celui-ci en habit national, de M. *Joly*, canonnier, frère de Melle. *Joly*, l'actrice, cinq à ſix Gardes nationaux. Le Roi venoit de quitter ſes enfans & la Reine, qui d'un ton plein d'ame & de confiance dit aux perſonnes préſentes, *François, mes amis, Grenadiers, ſauvez votre Roi.*

Ces braves ſerviteurs, ces vrais François entouroient leur Prince le ſerroient & s'avançoient au-devant des aſſaſſins, dont les hurlemens affreux ſe faiſoient entendre à la porte de la *chambre du lit* de Sa Majeſté.

Madame Eliſabeth, cette Princeſſe ſi véritablement grande, ſi digne de partager les dangers de ſon Roi, de ſon frère, ne voulut point l'abandonner & le ſuivit avec ces courageux François qui ſavoient

Digitized by Google

encore mourir pour la défense de leur Prince. Soyez tranquille, Sire, lui disoient-ils, nous périrons avant vous; *mettez la main sur mon cœur*, répondoit le Roi, *et vous verrez si j'ai peur.*

Le bruit redoubloit à la porte, elle est forcée, ouverte, & une multitude de furieux armés de piques, de bâtons, de sabres, se précipite dans la chambre où étoit alors le Roi, accompagné comme nous venons de le dire. Un de ces coquins crioit : *où est-il le B.....* M. *Vanot*, Commandant du Bataillon de Saint-Opportune, écarte l'arme de ce scélérat, évidemment dirigée contre la personne du Roi. Un Grenadier du même Bataillon pare un coup d'épée dont le mouvement indiquoit le même crime.

Le peu de Soldats qui étoient auprès du Roi veut mettre le sabre à la main; M. *Acloque* a la prudence de faire sentir le danger de cette impuissante résistance : *point d'armes*, dit-il, *vous allez faire assassiner le Roi.*

La foule monstrueuse & forcenée croissoit, la *chambre dite du lit*, étoit pleine, deux mille personnes l'occupoient, le Roi & ceux qui l'accompagnoient s'avancent vers une embrasure de fenêtre, Madame *Elisabeth*, cette courageuse Princesse, reste à celle qui la précédoit. Alors un hurlement se fait entendre, on veut que le Roi se

Digitized by Google

montre; malgré les dangers de cette démarche qui lui coupoit toute retraite, en cas de violence ouverte, Sa Majesté n'hésite point; Elle monte sur une fenêtre & ses fidèles défenseurs l'entourent, lui font un rempart de leur corps, & soutiennent avec efforts les flots de la multitude armée qui se portoit vers le Roi. C'est de-là qu'il entendit, pendant trois heures & demie, les plus grossières injures, les outrages les plus criminels: les mots de *traître*, de *scélérat*, de *parjuré*, d'*assassin veto* furent prodigués au meilleur des Princes, qui n'est malheureux que pour avoir voulu le bien de ceux-là même qui l'outrageoient.

Le Ministre de la guerre, M. *Delajarre*, qui avoit été témoin des dangers que couroit le Roi, lorsqu'il le vit dans l'embrâsure de la fenêtre, un bonnet rouge sur la tête, descendit par un escalier détourné dans la cour Royale. *Vingt Grenadiers à moi*, dit-il; *camarades, sauvez le Roi! faites-lui un rempart de vos corps.* Les vingt Grenadiers montent par l'escalier du cabinet du Roi: ils veulent passer, le passage est obstrué; de toutes parts on n'entend que cris, cliquetis d'armes, menaces & outrages contre Sa Majesté. *Suivez moi*, dit M. *Delajarre*, & il les conduit d'un autre côté. Ils entrent par une porte qui figure croisée, dans la pièce où le Roi étoit seulement entouré, comme nous l'a-

Digitized by Google

vons dit, de quelques Serviteurs & de cinq ou six Gardes Nationaux, & où se trouvoit également Madame *Elisabeth*, mais dans une autre croisée, avec les Ministres. Ce renfort de Gardes Nationaux qui firent une haie devant le Roi & devant elle, lui permirent de passer pour aller trouver la Reine, refugiée dans la Salle du Conseil.

Depuis quatre heures la multitude ne cessoit de défiler devant le Roi; on vit passer là tous les hommes de la révolution; il sembloit qu'ils fortifiassent des pavés tant leur revue fut longue & leur nombre considérable. Ils affectèrent de faire passer très-près du Roi une inscription portée au bout d'un bâton, où l'on lisoit; *Tremble tyran*: un cœur de bœuf sanglant, avec la devise que nous avons rapportée plus haut. Le Roi montroit au Peuple, d'un air affable, une large cocarde qui étoit à son chapeau, & c'est dans ce moment qu'un homme détacha celle qu'il avoit au sien pour la donner à Madame *Elisabeth*, qui l'avoit lorsqu'elle se rendit chez la Reine quand le passage fut rendu un peu plus libre.

Un moment avant, un ouvrier présenta de loin son bonnet à S. M.; elle fait un geste d'acquiescement, M. *Mouchet*, Officier Municipal en écharpe, le prend, & le fait passer. Il est mis sur la tête du Roi: *Bravo! bravo!* & des trepignemens de pied se font en-

Digitized by Google

tendre. Un instant avant on avoit entendu : *Il faut qu'il prenne le bonnet de la liberté, ou nous le poignarderons.*

M. *Mouchet* essaie vainement à se faire écouter ; le Roi veut parler ; trois quarts d'heure se passe dans un vacarme épouvantable lorsque le Roi peut être entendu. *J'ai toujours aimé le Peuple*, dit-il, *j'aime la Constitution ; je la maintiendrai de tout mon pouvoir. Bravo !* un cri de vive le Roi s'élève ; *point de vive le Roi*, répond-on ; *vive la Nation.* D'autres voix : *Ce sont des promesses ; il y a long-temps qu'il nous amuse, la sanction du Décret contre les Prêtres ; point de Prêtres ; le camp de 20,000 hommes ; le renvoi des Ministres ; nous voulons M.* Servan, *M.* Roland.

Cependant M. *Freſſenel*, Député à l'Assemblée Nationale, effrayé des dangers que couroit la Famille Royale, avoit réuni une douzaine de ses Collègues, & s'étoit porté au château. Ils y virent le Roi dans l'état que nous venons de peindre, se firent jour à travers la multitude pour parvenir auprès de lui ; ils se rangèrent parmi les six Gardes Nationaux & les autres personnes qui depuis deux heures & demie défendoient le Roi avec tant de courage, de modération, de prudence. Plusieurs de ces Députés, qui n'étoient point venus par ordre de l'Assemblée, la séance du matin étant levée, il étoit à peu-près trois

Digitized by Google

heures & demie, voulurent haranguer le Peuple, mais il ne leur fut pas poſſible de ſe faire écouter. Ils entendirent des imprécations affreuſes contre la Majeſté Royale ; un homme habillé en Sapeur, cria : *ce mâtin eſt indigne de vivre*, montrant le Roi.

Sa Majeſté inquiète du ſort de la Reine & de ſes enfans, voyant des Députés, demanda que quelques uns d'eux paſſaſſent près d'elle. MM. *Freſſenel, Bigot, Lacombe de St. Michel* ſe rendirent dans la ſalle du Conſeil où cette Princeſſe s'étoit arrêtée, lorſqu'elle vit qu'on briſoit les portes de ſon appartement, & que des ſcélérats la cherchoient. Elle étoit aſſiſe devant une grande table, ſur laquelle étoit Mgr. le Dauphin, coëffé d'un bonnet rouge ; *Madame*, fille du Roi, étoit à côté de ſon auguſte mère, qu'accompagnoient encore quelques Dames de la Cour, en petit nombre. Sa Majeſté avoit les yeux gonflés de larmes, mais ſa phyſionomie étoit calme, & peignoit une grande ſupériorité de caractère & une ſérénité admirable ; la multitude qu'on étoit parvenu à faire filer de la chambre du Roi, paſſoit devant S. M. avec plus de reſpect, c'eſt-à-dire, une fureur moins atroce que devant le Roi, quoiqu'on ait vomi contre elle toutes les horreurs dont les *Manuel*, les *Carra*, les *Tallien* épouvantent impunément chaque jour les oreilles des honnêtes gens ; peut-être dut-on

Digitized by Google

cet effet à la présence du Brasseur *Santerre*. Ce Roi du fauxbourg St. Antoine regardoit avec dureté la populace armée qui défiloit ; il la faisoit accélérer le pas lorsqu'elle lui paroissoit trop lente ; c'étoit l'Aga des Janissaires qui s'est emparé de la personne de son Maître.

Monsgr. le Dauphin suoit sous le lourd bonnet de laine qui le couvroit ; le jeune Prince n'osoit s'en débarrasser ; *Santerre*, sans s'adresser à personne dit : *ôtez-lui donc ce bonnet :* la Reine l'ôta, & le Dauphin garda le bonnet à la main. Dans le même moment arriva Madame *Elisabeth* qui, en se louant des Gardes Nationaux, sauta au cou de la Reine ainsi que ses deux enfans. Elle avoit une cocarde de laine à son bonnet, & la Reine arbora tout de suite celle que lui donna une des personnes qui étoient près d'elle. M. *de Fresseinel* & les Députés qui l'accompagnoient ayant appris que le Maire étoit arrivé, (il étoit sept heures & demie) que le Roi recevoit des Députations, qu'il étoit passé dans sa chambre en instruisirent la Reine, qui sortit aussi-tôt avec ses deux enfans & Madame *Elisabeth* pour se rendre auprès de Sa Majesté par des passages dérobés.

Avant cette retraite du Roi une Députation de l'Assemblée nationale, s'étoit rendue auprès. Un Membre porte la parole à S. M. & lui dit au milieu du tumulte, *Sire*,

Digitized by Google

l'Assemblée Nationale instruite de *vos dangers nous envoie pour les partager et vous servir d'égide. Je ne crains rien*, répond Sa Majesté ; *je suis au milieu des François, au milieu de ma Garde Nationale, vous voyez le reste.*

MM. *Vergniaud* & *Isnard* montent sur les épaules de quelques personnes & haranguent vainement la multitude qui ne montre pas plus de docilité. Cependant, à force de remontrances, d'exhortations, de la part des Huissiers de l'Assemblée qui accompagnoient la Députation, de la Députation elle-même, l'on parvint à imprimer un mouvement de circulation à la foule ; la multitude une fois entraînée dans ce courant fut obligée de filer, la pièce se débarrassa un peu ; on put concevoir l'espérance d'en faire sortir le Roi, & l'on y pensoit lorsque M. *Pétion* arriva ; il étoit six heures. Depuis trois quarts-d'heure un grand jeune homme adressoit la parole au Roi d'une manière très-fanatique & très-grossière ; & lui faisoit les demandes les plus absurdes.

Le Roi répondit fort tranquillement ; *ce n'est pas plus le moment de me faire de pareilles demandes que celui de les obtenir ; écoutez vos Magistrats et les organes de la Loi, ils vous répondront.* Dans ce moment, M. *Pétion*, d'un air étonné, surpris, expliquoit au Peuple que toute violence en-

Digitized by Google

vers le Roi étoit illégale. *Citoyens*, leur disoit-il, d'un air de lâcheté hypocrite, *vous êtes venus avec l'énergie d'hommes libres, sortez maintenant avec la même dignité avec laquelle vous êtes venus.* La foule défile lentement.

Le Roi tomboit de fatigue, on lui présente une bouteille ; il la reçoit, la renverse sur sa bouche, en mettant le pouce dans le goulot : Sa Majesté n'a point bu de la liqueur qu'elle pouvoit contenir. Il étoit 7 heures & demie ; & le Roi depuis 4 heures étoit affublé du bonnet rouge : on proposa de faire passer le Roi dans son petit appartement ; l'attroupement étoit encore très-menaçant. Les serviteurs du Roi, MM. *Aclocque*, *Vanot*, *Guibout*, *Desmoussseaux*, *Gosse*, *de Bourcet et Joly*, tous de la Garde Nationale, & d'autres braves Grenadiers qui ne quittèrent point le Roi, lui firent un rempart de leurs corps, & après des efforts & des dangers infinis, on parvint à soustraire le Roi à la furie populaire ; il entre dans une chambre voisine ; ceux qui l'avoient sauvé en gardent la porte & résistent long-temps à la rage de la multitude qui sembloit menacer encore ce refuge du Roi.

MM. *Pétion* & *Sergent* étoient dans *l'Oeil de Bœuf*, ils passent dans la chambre à coucher du Roi, où le Peuple abondoit encore ; ils le haranguent, il s'é-

Digitized by Google

vade enfin ; on ferme les grilles ; à 8 heures & demie les appartemens étoient évacués ; un quart-d'heure après une nouvelle Députation se présente chez le Roi, elle s'informe de l'état des choses pour en rendre compte à l'Assemblée.

La Reine cependant accourrut avec ses enfans auprès du Roi, si tôt qu'elle l'avoit su libre ; elle se jette dans ses bras, tandis que ses enfans l'arrosoient de leurs larmes ; mes amis, dit le Roi, à tous ceux qui l'avoient accompagné, embrassez moi, je vous dois la vie, je vous dois celle de mes enfans, de ma Famille. Cette illustre Famille, ne parut jamais si grande, & l'Europe n'apprendra point sans étonnement, sans admiration, sans horreur l'évènement atroce que nous venons d'esquisser.

Les serviteurs du Roi, ces bons François, étoient auprès de lui, à ses pieds ; les opprobres dont on s'étoit efforcé de couvrir la Majesté Royale, ne la rendoient que plus grande à leurs yeux ; ils étoient pénétrés d'amour & d'admiration, pour un Roi à-la-fois si bon & si courageux dans les revers.

Cette épouvantable journée ouvrira peut-être les yeux enfin aux Princes alliés de la Maison de Bourbon ; aux Peuples qui vivent sous leurs Gouvernemens protecteurs. La Royauté, comme la divinité est une propriété de tous les hommes ; ils ont

Digitized by Google

tous un égal intérêt à punir les attentats, les outrages qui pourroient l'avilir. *Louis XVI* a été le jouet du crime & de la licence ; tous les sentimens de justice, de raison, d'humanité ont été violés dans sa personne sacrée, & ce crime, non-seulement restera impuni, mais servira de motif & d'encouragement pour en commettre un plus affreux encore si l'Europe n'en demande point la punition.

Car, & l'on ne doit point le dissimuler, les projets régicides contre la Famille royale sont toujours les mêmes ; l'activité des scélérats s'est enhardie par le silence des loix devant leur audace sacrilége, & l'on peut être assuré qu'avec un peu d'art, & ils n'en manquent point, ils parviendront au but qu'ils se proposent : la vengeance sera tardive après le crime commis.

Que peut en effet opposer le Roi contre la rage toute-puissante de ses ennemis, appuyés de décrets ambigus où le Prince est méconnu, s'il n'est point même sacrifié ; que peut-il contre une majorité fanatique avec une Constitution qui le ravale au rang de Fonctionnaire à gages, qui ne lui donne pas même le droit de requérir la force pour sa propre sûreté, & le prive de tous les moyens d'autorité morale qui fait une des principales attributions de la Royauté. Assez d'évènemens, au reste, nous donneront oc-

Digitized by Google

cáſion d'appuyer ſur ces conſidérations dont dépend le ſalut de la France & de la Monarchie.

Pluſieurs Actes ont ſuivi cette affreuſe journée du 20 ; d'abord un Décret du Corps Légiſlatif où le Roi n'eſt pas même nommé, & où l'on ſemble craindre d'inſpirer trop d'horreur pour les crimes de la veille : il a été affiché par tout Paris. Nous l'avons rapporté dans l'expoſé de la ſéance du 20; le ſecond Acte eſt une Proclamation du Roi, qui atteſte l'effraction des portes & l'apport d'un canon dans la ſalle des Gardes. Le Corps Municipal a auſſi fait publier un arrêté, où, ſuivant les formules prévaricatrices de MM. *Pétion* & *Manuel*, on dit au Peuple de conſerver *ſon calme et ſa dignité*, après un pareil attentat. Le Département a fait placarder en même temps un chapitre de morale ſur la violation de la loi; comme ſi c'étoit avec de pareils moyens qu'on pût eſpérer de contenir un Peuple fanatique & tout puiſſant.

Il eſt queſtion auſſi d'informer contre les auteurs de l'attentat : déjà des diſpoſitions ont été entendues ; mais à quoi ſervent-elles ? à ce qu'a ſervi la procédure du 6 Octobre. Nous donnerons la Proclamation du Roi dans notre prochain Numéro, & quelques détails que le défaut d'eſpace ne nous a pas permis de rapporter.

Digitized by Google

COURS DES EFFETS PUBLICS. *Juin* 1792.

...nts Nat.	Mardi 29.	Merc. 30.	Jeudi, 31.	Vend. 1 J.	Sam. 2.	Lundi 4.
...tions		2135			2155	
...ées		1094 1100			1155. 1180	
...mprunt Oct.						
...écembre 82.		½ p			½ p	
... d'Avril						
... d'Octobre						
...runt 125 ^mo		440b			2. 1b	
...o millions		1¼			1. 7½b	
... Bulletin		1¼b			1. 7½b	
...etin		76			72	
...runt 120 ^mo						
...e. Ch.						
...e d'Escompt.		3860. 70			3890. 98	
... demi-act.		193			1946. 48	
...r de P.						
...t. National.		5¼ p			¼ ½ p	

CHANGES du 30.

Amst. 30.
Lond. 16¼.
Ham. 38. 36.
Mad. 26. 15.
Cad. 26. 12.
Liv. 180.
Gên. 170.
Lyon. d. p. c. p.

CHANGES du 2.

Amst. 31.
Lond. 17⅝.
Ham. 350.
Mad. 26. 10.
Card. 26. 5.
Liv. 178.
Gên. 168.
Lyon, pâq. p.

Parcum. année 1791, tomes Lettres.

Le Public est prévenu qu'on ne recevra jamais dans ce Journal aucune réclamation, aucun détail d'intérêt particulier employé dans d'autres Feuilles. On ne fait usage que des lettres signées, & qui rendent compte de faits bien constatés.

On observe encore que les Rédacteurs n'ont rien de commun avec l'Abonnement, la distribution, &c. C'est à M. Guth, seul Directeur du Journal, hôtel de Thou, rue des Poitevins, & non à aucun d'eux, qu'il faut adresser tout ce qui concerne ces objets; autrement des lettres souvent importantes pourraient rester au rebut.

Les personnes qui enverront à M. Guth des effets sur Paris, pour acquit de leur abonnement, voudront bien les faire timbrer; faute de quoi ils ne seraient pas acquittés. Les lettres contenant des Assignats, doivent être chargées à la Poste, pour ne pas courir le risque de s'égarer.

Le prix de l'abonnement est de trente-six liv. franc de port, pour la Province, l'Assemblée Nationale, par son Décret du 17 Août, ayant doublé le port de ce Journal. L'abonnement pour Paris est de trente-trois liv. *Il faut affranchir le port de l'argent & de la lettre, & joindre à cette dernière le reçu du Directeur des Postes. On souscrit Hôtel de Thou, rue des Poitevins. On s'adressera au sieur* Guth, *Directeur du Bureau du Mercure. L'abonnement ne peut avoir lieu que pour l'année entière.*

Digitized by Google

COURS DES EFFETS PUBLICS, *Juin* 1792.

Effets Nat.	Mardi 5.	Merc. 6.	Jeudi 7.	Vend. 8.	Sam. 9.	Lundi 11.
Actions		2 70. 67		2 70. 67½	2267. 65	2265
D°. $\frac{16}{25}$		1175. 1192		1157. 16	1160 1870. 874. 10	
Emprunt Oct.		445. 447		445. 48. 40	447. b	447
Id. Décembre 82		$\frac{2}{3}$. 2p.		2 1/2 p. 2 p.	1/2. 1 p	2 1/2 p. 2 p.
Lot. d'Avril						
Lot. d'Octobre						
Emprunt 125 m^{l}		3. 2½ b.		2. b.	2½ b.	2 b.
Id. 80 millions						
Sans Bulletin		3 b.		2. 2 b.	3. 2 b.	2 b.
Bulletin		72.		72. 71½	72. 71½ b.	72
Emprunt 110 m^{l}						
Borde. Ch.						
Caisse d'Escompt.		3910. 5.		3910. 2.	3920 5.	3850. 3905
D°. demi 2/4.		196. 50.		1952. 48.	1950. 48.	1945. 48.
Baux de P.						
Empr. National.		½. ½ p.		1/2 p. 1/2 p.	1½ b.	½ b.

Changes du 5.

Amst. 32.
Londr. 60.
Hamb. 32.
Madr. 25. 24.
Cadix 25.
Livr. 175.
Gên. 165.
Lyon. pair. 1 b.

Changes du 11.

Amst. 32½.
Londr. 18½.
Hamb. 185.
Madr. 25. 24-25.
Cadix 24. 24-25.
Livr. 172.
Gên. 162.
Lyon. pair. ½.

Pour cent. année 1792, quatre sixième.

AVIS TRÈS-IMPORTANT.

Le Public est prévenu qu'on ne recevra jamais dans ce Journal aucune réclamation, aucun détail d'intérêt particulier employés dans d'autres Feuilles. On ne fait usage que des lettres signées, & qui rendent compte de faits bien constatés.

On observe encore que les Rédacteurs n'ont rien de commun avec l'Abonnement, la distribution, &c. C'est à M. GUTH, seul Directeur du Journal, hôtel de Thou, rue des Poitevins, & non à aucun d'eux, qu'il faut adresser tout ce qui concerne ces objets; autrement des lettres souvent importantes pourraient rester au rebut.

Les personnes qui enverront à M. Guth des effets sur Paris, pour acquit de leur abonnement, voudront bien les faire timbrer, faute de quoi ils ne seraient pas acquittés. Les lettres contenant des Assignats, doivent être chargées, à la Poste, pour ne pas courir le risque de s'égarer.

Le prix de l'abonnement est de trente-six liv. franc de port, pour la Province, l'Assemblée Nationale, par son Décret du 17 Août, ayant doublé le port de ce Journal. L'abonnement pour Paris est de trente-trois liv. Il faut affranchir le port de l'argent & de la lettre, & joindre à cette dernière le reçu du Directeur des Postes. On s'adressera, hôtel de Thou, rue des Poitevins. On s'adressera au sieur GUTH, Directeur du Bureau du Mercure. L'abonnement ne peut avoir lieu que pour l'année entière.

Digitized by Google

COURS DES EFFETS PUBLICS. *Juin* 1792.

Effets Nat.	Mardi 12.	Merc. 13.	Jeudi 14.	Vend. 15.	Sam. 16.	Lundi 18.
Actions	2175.70..	2165.70..	.....	2167½....	2167½65..	2167½.65.
D°. 1/25mes	1085.62..	1059.7...	.....	105 .63..	1055.44..	1052.42..
Emprunt Oct.	447.48...	447.48...	.....	447.....	447.....	447.....
Id. Décembre 82	au p.....	1au p.....	.....	½p.....	1p.....	1p.....
Lot. d'Avril	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Lot. d'Octobre..	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Emprunt 125 m^s	3.2.3b...	2½b.....	.....	2½..½b....	2¼b.....	2¼..½b....
Id. 80 millions..	.....	.....	.....	.....	.....	1½b.....
Sans Bulletin.	3.2½b....	3.2½b....	.....	2½rb....	2¼b.....	2.3b.....
Bulletin	72.72....	.....	.....	73.....	73.....	73.....
Emprunt 120 ms	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Borde. Ch.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Caisse d'Escompt.	3900 3915	3915.3959	.....	3910.3912	3910.3912	3906.1912
D°. dernie-act.	1952.55..	1955.55..	.....	1954.56..	1950.55..	1956.52..
Eaux de P.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Empr. National.	½p.....	½p.....	.....	5b.....	¼..½b....	½b.....

CHANGES du 12.

Amst. 33½.
Lond. 18½.
Marr. 310.
Mad. 24. 10.
Cadix 24 10.
Liv.. 168.
Gên.. 158.
Lyon. pâq. 1 h.

CHANGES du 18.

Amst. 34½.
Lond. 19.
Ham. 300.295.
Mad. 24.
Cad. 23. 15.
Liv. 160.
Gên. 150.
Lyon. ¼ b.

Digitized by Google

AVIS TRÈS-IMPORTANT.

Le Public est prévenu qu'on ne recevra jamais dans ce Journal aucune réclamation, aucun détail d'intérêt particulier employé dans d'autres Feuilles. On ne fait usage que des lettres signées, & qui rendent compte de faits bien constatés.

On observe encore que les Rédacteurs n'ont rien de commun avec l'Abonnement, la distribution, &c. C'est à M. GUTH, seul Directeur du Journal, hôtel de Thou, rue des Poitevins, & non à aucun d'eux, qu'il faut adresser tout ce qui concerne ces objets ; autrement des lettres souvent importantes pourraient rester au rebut.

Les personnes qui enverront à M. Guth des effets sur Paris, pour acquit de leur Abonnement, voudront bien les faire timbrer ; faute de quoi ils ne seraient pas acquittés. Les lettres contenant des Assignats, doivent être chargées à la Poste, pour ne pas courir le risque de s'égarer.

Le prix de l'abonnement est de trente-six liv. *franc de port, pour la Province, l'Assemblée Nationale, par son Décret du 17 Août, ayant doublé le port de ce Journal. L'abonnement pour Paris est de* trente-trois liv. *Il faut affranchir le port de l'argent & de la lettre, & joindre à cette dernière le reçu du Directeur des Postes. On souscrit Hôtel de Thou, rue des Poitevins. On s'adressera au sieur* GUTH, *Directeur du Bureau du Mercure. L'abonnement ne peut avoir lieu que pour l'année entière.*

Digitized by Google

COURS DES EFFETS PUBLICS. *Juin* 1792.

Effets Nat.	Mardi 19.	Merc. 20.	Jeudi 21.	Vend. 22.	Sam. 23.	Lundi 25.
Actions	2167 70		2165 67½	2167½ 70		2167½
D°. $\frac{16}{25}$es.	1045.40		1006,20	1000.10		1018.22
Emprunt Oct.	447		447	447		446
Id. Décembre 82.	2p		1 b. 1 p	3 p. 1 b		p. 1 b
Lot. d'Avril						
Lot. d'Octobre						
Emprunt 120 mis.	2 b		2 b	2 b		2 b
Id. 80 millions.	1 b					
Sans Bulletin	2 b		2 b	2 b		2 b
Bulletin	73			73		73
Emprunt 120 mis.						
Bord. Ch						
Caisse d'Escompt.	3910.3908		3912.3908	3912.3930		3915.3920
D°. demi-act.	1953.56		1953.56	1958.64		1958.60
Eaux de P.						
Empr. National.	1 p		1 b. 1 p	1 b		1 b

CHANGES du 19.

Amst. 34.
Lond. 18¼.
Ham. 300.
Mad. 24. 5.
Cad. 24.
Liv. 162.
Gên. 152.
Lyon. ¼ b.

CHANGE du 25.

Amst. 33½.
Lond. 18½.
Ham. 306.
Mad. 24. 10.
Cadix 24. 5.
Liv. 165.
Gên. 155.
Lyon. ¼ b.

Digitized by Google

AVIS TRÈS-IMPORTANT.

Le Public est prévenu qu'on ne recevra jamais dans ce Journal aucune réclamation, aucun détail d'intérêt particulier employé dans d'autres Feuilles. On ne fait usage que des lettres signées, & qui rendent compte de faits bien constatés.

On observe encore que les Rédacteurs n'ont rien de commun avec l'Abonnement, la distribution, &c. C'est à M. GUTH, seul Directeur du Journal, hôtel de Thou, rue des Poitevins, & non à aucun d'eux, qu'il faut adresser tout ce qui concerne ces objets; autrement des lettres souvent importantes pourraient rester au rebut.

Les personnes qui enverront à M. Guth des effets sur Paris, pour acquit de leur Abonnement, voudront bien les faire timbrer; faute de quoi ils ne seraient pas acquittés. Les lettres contenant des Assignats, doivent être chargées à la Poste pour ne pas courir le risque de s'égarer.

Le prix de l'abonnement est de trente-six liv. *franc de port pour la Province, l'Assemblée Nationale, par un Décret du 17 Août, ayant doublé le port de ce Journal. L'abonnement pour Paris est de* trente-trois liv. *Il faut affranchir le port de l'argent & de la lettre, & joindre à cette dernière le reçu du Directeur des Postes. On souscrit Hôtel de Thou, rue des Poitevins. On s'adressera au sieur* GUTH, *Directeur du Bureau du Mercure. L'abonnement ne peut avoir lieu que pour l'année entiere.*

Digitized by Google

COURS DES EFFETS PUBLICS. *Juin* 1792.

Effets Nat.	Mardi 19.	Merc. 20.	Jeudi 21.	Vend. 22.	Sam. 23.	Lundi 25.
Actions	2167 70		2165 67½	2167½ 70		2167½
D°. 16es.	1045.40		1096,20	1000.10		1018.22
Emprunt Oct.	447		447	447		446
Id. Décembre 82.	1p		1 b. 1 p	3 p. 1 b.		p. 1 b
Lot. d'Avril						
Lot. d'Octobre						
Emprunt 12 mill.	2¼		2½b	2½b		2½b
Id. 80 millions	1 b.					
Sans Bulletin	2½b.		2 b.	2b.		2b.
Bulletin	73			73		73
Emprunt 125 mill.						
Bord. Ch.						
Caisse d'Escompt.	3910.3908		3912.3908	3912.3930		3925.3920
D°. demi-act.	1953.57		1953.56	1958.64		1958.60
Eaux de P.						
Empr. National.	1½p.		1b. 1p.	1b		1b.

CHANGES du 19.

Amst.	34.
Lond.	18¼.
Ham.	300.
Mad.	24. 5.
Cad.	24.
Liv.	162.
Gên.	152.
Lyon.	¼ b.

CHANGE du 25.

Amst.	34½.
Lond.	18½.
Ham.	306.
Mad.	24. 10.
Cadix	24. 5.
Liv.	165.
Gên.	155.
Lyon.	¼ b.

Digitized by Google


Digitized by Google

Digitized by Google